

Proche-Orient : le rendez-vous de Washington

UNE fois n'est pas coutume. Ce sont les Palestiniens - OLP en tête - qui ont pratiquement fixé la date de la relance du processus de paix au Proche-Orient, en panne depuis décembre dernier. En effet, c'est seulement après qu'ils eurent obtenu satisfaction sur certaines de leurs demandes qu'ils ont mis fin à leur

sejour à Washington, le 27 avril, à Washington, ils reprendront donc langue avec les Israéliens. « Nous serons les empêcheurs de tourner en rond », répliquent depuis des années Yasser Arafat, dont l'influence semble pourtant décliner à mesure que se poursuit la laborieuse négociation lancée en octobre 1991 à Madrid. Paradoxalement, c'est le premier ministre israélien, Itzhak Rabin, qui, sans le vouloir, a permis cette fois au chef de l'OLP de jouer les trouble-fête : en exultant en décembre dernier plus de quatre cents islamistes palestiniens des territoires occupés, puis en « bouclant » depuis la fin mars ces mêmes territoires. Deux mesures impopulaires, condamnées par la communauté internationale.

CETTE double erreur de M. Rabin a permis aux Palestiniens de jouer sur du velours. Et d'abord, auprès de leurs « frères » arabes, qui, si désastreux fussent-ils, pour des raisons d'« intérêt national », de reprendre les négociations avec l'Etat juif, pouvaient difficilement demeurer indifférents à l'aggravation de la situation dans les territoires occupés. D'autant que, contrairement à l'effet escompté par M. Rabin, le « durcissement » israélien a renforcé l'audience des extrémistes islamistes, qui ont désormais le vent en poupe non seulement en Cisjordanie et à Gaza, mais aussi dans la plupart des Etats arabes, au grand dam des régimes en place.

Les Palestiniens avaient donc formulé plusieurs demandes, plaçant, comme c'est de bonne guerre, la barre très haut. Ils ont contraint les pays arabes à édifier le report d'une semaine des négociations. Plus important, ils ont obtenu de la nouvelle administration américaine, soupçonnée de favoriser l'Etat juif, qu'elle réaffirme publiquement la validité des résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité de l'ONU, comme fondement du processus de paix. Et, pour qu'aucun doute ne subsiste, le secrétaire d'Etat, Warren Christopher, a, mercredi, mis les points sur les « i » : « Cela signifie la terre en échange de la paix, la réalisation des droits politiques légitimes du peuple palestinien et la sécurité de toutes les parties. »

AUTRE concession errachée aux Palestiniens : la publication par M. Rabin d'un communiqué rappelant que le bannissement des islamistes palestiniens avait été une mesure « sans précédent et exceptionnelle » - sous-entendu, qui ne se renouvelerait pas. Israël avait déjà accepté que Fayyad Hussein, dont nul n'ignore les liens avec l'OLP et qui réside à Jérusalem-Est, devienne le dirigeant en titre des négociateurs palestiniens.

Toutes ces assurances israéliennes étaient certes implicites. Mais les dirigeants palestiniens préféraient qu'elles soient exprimées, pour moins prêter le flanc aux attaques des plus radicaux parmi eux qui ont crié au défilisme. Rendez-vous, maintenant, le 27 avril, à Washington, où les négociations devraient, cette fois, entrer dans le vif du sujet. Reste à savoir jusqu'à quel point chacun des compromis pour donner enfin au dialogue une chance de succès.

M0147 - 0423 0 - 7.00 F



La mission de lord Owen à Belgrade

Les Serbes confirment leur intransigeance

Accueilli à Belgrade dans un climat d'hostilité, le médiateur européen David Owen a rencontré, mercredi 21 avril, les dirigeants de la Serbie, mais n'a pu s'entretenir avec le leader serbe bosniaque Radovan Karadzic, qui a maintenu sa position intransigeante, laissant peu d'espoir de succès à la mission du diplomate britannique. Sur le terrain, l'ONU a annoncé avoir achevé la démantèlement de l'enclave musulmane de Srebrenica, tandis qu'en Bosnie centrale les combats entre Croates et Musulmans paraissent avoir baissé d'intensité.



Lire nos informations et l'article de FLORENCE HARTMANN page 5

Un accord partiel sur les marchés publics

Compromis commercial CEE-Etats-Unis

M. Kantor, le représentant du président Clinton pour les négociations commerciales, et Sir Leon Brittan, commissaire européen chargé des relations extérieures, ont conclu mercredi 21 avril un compromis de deux ans portant sur une ouverture réciproque des marchés publics pour les équipements électriques lourds. En revanche les Etats-Unis persistent dans leur menace de sanctionner la Communauté européenne, qu'ils accusent de pratiques déloyales, en matière de marchés publics de télécommunications.

NEW-YORK

de notre correspondant

A l'arraché, et par téléphone ! A quelques minutes de l'heure limite (mercredi 21 avril à midi) fixée par l'administration américaine pour appliquer des sanctions commerciales aux entreprises européennes soupçonnées de pratiques protectionnistes en matière d'accès aux marchés publics, Mickey Kantor, le représentant spécial du président Clinton pour les négociations commerciales internationales (USTR), et Sir Leon Brittan, le commissaire européen chargé des relations économiques extérieures, sont parvenus à un compromis - limité dans le temps et dans son champ d'application - dont le principal mérite est d'éviter le déclenchement d'une guerre commerciale entre les Etats-Unis et l'Europe des Douze.

Cet accord a été conclu à distance - M. Kantor se trouvant au siège de son ministère, à Washington, et Sir Leon avait regagné le Parlement européen de Strasbourg après avoir mené deux jours de discussions « tendues et intenses » dans la capitale fédérale américaine - et à l'issue de trois communications téléphoniques de dernière heure.

Selon ce compromis et d'après la version qui en a été donnée par M. Kantor, la Communauté européenne a accepté de revenir sur les avantages consentis aux entreprises de la CEE lors de la signature de l'accord de libre-échange de 1992 portant sur des équipements électriques lourds. Ces avantages sont contenus dans l'article 29 de la directive européenne sur les marchés publics, entrée en vigueur en janvier 1993.

SERGE MARTI

Lire la suite page 16

Echec de M. Clinton au Sénat

La minorité républicaine a bloqué le plan de relance. Lire page 3 l'article d'ALAIN FRACHON

Le problème kurde en Turquie

Le gouvernement cherche désormais une solution pacifique. Lire page 4 l'article de NICOLE POPE

Référendum au Brésil

Majorité pour le maintien de la République et du système présidentiel. Lire page 4 l'article de DENIS HAUTIN-GUIRAUT

Michel Rocard discute avec Pierre Mauroy

Le président de la direction provisoire du PS cherche à conforter sa majorité. Lire page 8 l'article de PATRICK JARREAU

La sélection officielle du Festival de Cannes

La part belle aux films européens et aux productions des pays du Pacifique. Page 12

Le sommaire complet se trouve page 22

Erythrée : l'indépendance au grand jour

Maîtresse de son destin depuis deux ans, l'ancienne province éthiopienne consacre par référendum sa souveraineté

ASMARA

de notre envoyée spéciale

Dans quelques minutes, l'avion atterrira sur sa chère terre natale. Hagos ne cache pas son émotion. La veille, il était à Rosny-sous-Bois. Aujourd'hui, après trente années d'exil, il commence une nouvelle vie. Des Erythréens vivant en France, il est le premier à effectuer le « grand retour », prêt à jouer les pionniers dans cette Erythrée qu'il peut maintenant qualifier à bon escient de patrie.

La date de son retour ne doit rien au hasard. Il est arrivé avec sa famille, quelques jours avant le référendum des 23, 24 et 25 avril, et, comme la quasi-totalité des 1,2 million d'Erythréens appelés à se prononcer, il répondra évidemment « oui » à la question posée : « Voulez-vous que l'Erythrée soit un pays indépendant et souverain ? » Les autorités elles-mêmes l'ont

dit : ce scrutin est une formalité. Car l'Erythrée est de facto indépendante depuis le 24 mai 1991, date de la chute d'Asmara, la capitale, dernière ville occupée par les troupes éthiopiennes. Mais le Front populaire de libération de l'Erythrée (FPL), avide de reconnaissance après trente années d'une guerre dont personne ne croyait qu'elle aboutirait à la victoire, a voulu que le pays entre dans la communauté internationale par la grande porte.

Dans quelques jours, l'objectif sera atteint, grâce à ce référendum effectué sous l'œil bienveillant des Nations unies, invitées par les gouvernements éthiopiens et érythréens. Le 24 mai, dixième anniversaire de la libération, le gouvernement provisoire pourra organiser la fête de l'indépendance en proclamant haut et fort la souveraineté de l'Etat. Plus que jamais, Asmara, « vitrine » d'un pays complètement

détruit, et des airs de bourgade italienne, avec ses petites Fiat ancestrales et pousseuses en guise de taxis, ses inévitables spaghetti à la carte des restaurants et, maintenant, ses flâneurs qui déambulent paisiblement sur l'avenue Haile-Selassie, rebaptisée avenue de la Libération.

Impossible ici de trouver qui que ce soit ayant l'intention de voter « non ». 90 % ? 95 % de « oui » ? Le résultat sera sans doute un plébiscite en faveur du vainqueur de la guerre. Non pas que l'opposition soit inexistante. Mais l'hégémonie du FPL est telle que les seuls mouvements qui lui sont opposés n'ont pas vu au chapitre : bien que favorables à l'indépendance, ils n'ont pas pu participer à la campagne référendaire.

MARIE-PIERRE SUBTIL

Lire la suite page 6

Les héritiers de Fouché

Philippe Massoni remplace Pierre Verbrugghe comme préfet de police de Paris

par Erich Inciyan

L'ombre de Joseph Fouché plane sur l'île de la Cité. Deux préfets de police s'y disputent l'héritage à la fin composite et controversé d'un homme d'Etat qui, en des temps autrement troublés de révolutions et de complots, conjuga avec une maestria glacée la politique et le police. Pierre Verbrugghe et Philippe Massoni, l'ancien et le nouveau, présentent certaines des qualités de ce « ministre de la police générale » qui, selon le mot de Talleyrand, se méfiait de ce qui le regardait et craignait de ce qui ne le regardait pas. Dans ce chassé-croisé autour de l'un des postes les plus stratégiques de la République, l'histoire des deux préfets de police de Paris n'en est pas moins extraordinairement contrastée.

Comme feu le duc d'Orléans, les deux hommes ont en commun

d'être parmi les meilleurs connaisseurs de la police. Tous deux possèdent aussi bien les arcanes de la « maison » que l'acte de baptême de ses principaux habitants. Mais leur apprentissage de l'univers policier a emprunté des voies très différentes.

Grand commis de la République, Pierre Verbrugghe n'a découvert la police que tardivement, en 1975, après un début de carrière dans le préfectorat. Cela ne l'empêcha pas de briller ensuite les étapes pour acquiescer un savoir-faire sans équivalent (à l'exception sans doute de Robert Pandaud) fondé sur l'expérience de celui qui est, à ce jour, le seul préfet de police de Paris à avoir aussi occupé, dix années durant, les postes de directeur des personnels, puis de directeur général de la police nationale.

Lire la suite

et nos informations page 8

ROSE TREMAIN

Le Don du Roi

Ce livre magnifique est imprégné d'une verve exceptionnelle. Au tout premier rang des romancières de son pays, Rose Tremain ne restera pas longtemps inconnue en France.

Anne Pons, L'Express.

Editions de Fallois, PARIS

LE MONDE DES LIVRES

A la recherche du bonheur

Raymond Queneau était l'un de ces « écrivains qui pensent », ce qui ne jouit pas aujourd'hui d'une grande faveur. Certain que l'intelligence ne saurait nuire à la littérature, Pierre Laplace, dans son feuilleton, défend joyeusement la *Traité des vertus démocratiques*, écrit par Queneau en 1937.

Pages 23 à 30

DÉBATS

Opposition

« Cher et vieux pays »

par Max Gallo

Et si le parti socialiste était mort de ne pas avoir cru en la France, de ne pas avoir su parler d'elle ? D'avoir donné aux citoyens français - sidérurgistes, paysans, pêcheurs etc. - le sentiment de les désarmer face aux autres, à l'argent épu de la spéculation mondiale ? De les livrer ainsi sous couvert d'Europe au libéralisme, en prétendant qu'il n'y avait rien à faire, sinon s'incliner devant les « contraintes », ou collaborer à sa propre perte : payer des primes à ceux qui mettent leurs terres en friche, verser des aides aux pêcheurs, ou le RMI aux pauvres multipliés par une politique chaque jour célébrée comme la seule possible ?

Si c'était la question de la France, de son projet, de sa capacité à résister aux décisions prises ailleurs (à Bruxelles, au G7, à Washington, à la Bundesbank) qui avait été posée, de manière souveraine, par le biais du chômage ? Si les résultats électoraux étaient ainsi une réponse à la formule résumée par ceux qui, s'envolant dans le drapeau européen, s'en vont martelant : « Si la France est notre patrie, l'Europe est notre avenir » ?

Quel avenir ? Celui des paysans, des pêcheurs, des salariés de Hoover ? Interroger les élections de 1993 sous cet angle est essentiel, car si la question est bien celle-là, alors va se jouer, autour du thème de la France, le futur de la droite et de la gauche, c'est-à-dire le destin de notre démocratie.

Car la France ne pardonne pas à ceux qui ne croient plus en elle. La France ? C'est-à-dire un peuple qui s'obstine à penser qu'il existe depuis un millénaire, qu'il s'est donné par son histoire politique, moqueries, révolutions, divorce droite-gauche - un visage singulier, cette « exception française », cette volonté de penser l'universel et de défendre - souvent avec retard - son indépendance, c'est-à-dire le droit de choisir souverainement sa route et son destin.

Qu'on réfléchisse ainsi aux trois grandes périodes de notre histoire : 1938, 1961, 1993. A chaque fois c'est la question de la France, de son image, de sa capacité à maîtriser son destin qui a été posée. De Gaulle, en 1958 redonne ainsi au pays, après les hésitations, les capitulations, les impuissances (CED, Dien-Bien-Pu, atlantisme, etc.), un rôle, une direction. Le sentiment de l'indépendance.

En 1981, c'est l'anti-de Gaulle, que la gauche et une partie des gauchistes revoient en la personne de Giscard d'Estaing qui voulait mesurer l'influence du pays à son poids démographique. C'est contre l'euro-péisme (SME), la soumission au libéralisme mondial, la volonté de remodeler le système politique français selon les paramètres européens, que la gauche semble se dresser. Qu'on pense à l'affiche électorale,

un petit village et à son clocher, à cette force tranquille qui se veut française contre la normalisation giscardienne.

Mais il suffit de quelques mois pour que le mitterrandisme devienne un giscardisme rose. Et l'on verra sur les tréteaux de Mitterrand, ministres socialistes et notables giscardiens célébrer l'« Europe », c'est-à-dire le libéralisme triomphant.

Humanisme et ouverture

Mais alors le peuple républicain, le peuple des vieux départements de gauche se dérobe au moment du référendum : le succès du « non » annonce la déroute en mars 1993 des socialistes européens et libéraux, le refus des électeurs d'approuver ces abandons et ces reniements. Et la droite ? 1993 est un 1958 sans projet national et sans de Gaulle. Mais habilement - ou simplement - le RPR a su jouer des couleurs nationales, se présenter - alors que sa direction est mitterrandienne - comme le garant des intérêts français. Qu'on relise les discours de Chirac durant la campagne.

Reste que, si, comme cela est probable avec Edouard Balladur, la droite continue la politique européenne - et libérale - les problèmes vont s'aggraver. D'autant plus que les socialistes libéraux - par conviction aveugle et par tactique - s'emploieront à pousser les feux de l'idéologie européenne pour tenter de faire éclater l'UPF. Giscard l'euro-péen contre Chirac, Balladur contre Segui.

Mais la question nationale des lors continuera de se poser et si par malheur aucune perspective républicaine ne s'ouvrait, alors le Front national, en embuscade, pourrait augmenter encore sa mise.

Il importe donc de bien voir l'enjeu. De mesurer que, par-delà la coupe gauche-droite, il y a la fracture entre ceux qui croient que la République, que la nation peuvent trouver leur salut et non dans la fuite vers la soumission à d'autres - les moyens de se redresser et ceux qui estiment que la France est impuissante. A vrai dire la seule solution pour empêcher la peste nationaliste et xénophobe de se propager c'est le patriotisme républicain, fait d'humanisme et d'ouverture. Vieille lune ? La plupart de ceux qui comptent dans ce pays le pensent. Il en allait ainsi en 1940. Et pourtant... C'est dire qu'il y a mieux à faire que de pleurer et de monter la garde autour d'un vieux roi qui a troqué son royaume - le nôtre en fait - contre l'Europe libérale.

► Max Gallo, écrivain, est député européen (PS) et président du Mouvement des citoyens fondé par Jean-Pierre Chevènement.

A la vue de ce titre, d'accords ne manqueront pas de s'échapper : « Devant pareille déconfiture électorale de la précédente majorité, comment peut-on encore, sinon par goût du paradoxe ou soif de ridicule, exalter ainsi rétrospectivement un passé révolu ? »

Loin de moi, à la différence de mes éventuels contradicteurs (lesquels peuvent d'ailleurs se recruter aussi bien dans les rangs d'une gauche désespérée que dans ceux d'une droite triomphante), loin de moi, dis-je, la tentation de me référer à un constat - constat flagrant, même si le mode de scrutin étonnamment consenti a scellé l'injustice du résultat jusqu'à la caricature du système.

Les faits s'affirment donc réels, je l'admets fort aisément, mais cela ne doit pas nous faire oublier un constat autrement décisif que celui d'aujourd'hui. Au cours de leur longue histoire, c'est bien souvent lorsqu'ils ont considéré leur destin en danger que, face à l'adversité, les Français n'ont pas cru déplacé de clamer, malgré tout, leur espoir, et d'affirmer une volonté de survivre qui a toujours fini par l'emporter. Aussi bien la formule « Vive la gauche ! » est-elle d'abord, selon moi, l'affirmation d'une évidence naturelle : malgré les prétentions droitières, la France ne saurait se résoudre à vivre à jamais manchote et boiteuse. Avant tout, cependant, « Vive la gauche ! » résonne instinctivement, mais aussi délibérément comme un appel vibrant à la construction d'un avenir qui ne prenne pas plus le parti du présent que celui du passé.

En ce qui concerne d'abord le passé, et pour ne pas renouer en deçà de la fin de la dernière guerre mondiale, il faut bien admettre que la « cohabitation » - le vent me souffle - entre la France officielle et la gauche réelle a été régulièrement plus qu'altérée. Il n'a pas, en tout cas, réussi à ce pays de ne pouvoir parvenir à tenir, par exemple, les espérances audacieuses d'un moment fondées sur l'expérience de la Résistance ou, à un autre moment, sur un « programme commun » qui se réclamait précisément de la gauche. Dans l'une comme dans l'autre conjoncture, et même, pour finir, au gré d'une tardive alternance (il est vrai par deux fois contrainte), une bonne part du peuple de gauche ne s'est pas reconnue partie vraiment prenante ni ne s'est vue partie vraiment contrainte dans la politique pourtant menée au sommet en son nom. D'où la sanction récente.

Vive la gauche !

par André Mandouze

Il y a néanmoins, en second lieu, fort à parier pour que, surpris par l'ampleur des effets conjugués de la perversité inhérente à un régime électoral vicieux, ce même peuple ne s'accroche pas très longtemps d'une situation le réduisant à n'être qu'un immense corps de handicapés politiques. Le présent immédiat ne vient-il pas de lui révéler, à la faveur de la rentrée parlementaire, que c'est bien lui, le peuple, qui, même s'il s'est retenu de voter massivement pour une gauche considérée comme discutable, va être, à coup sûr, condamné massivement à payer les frais d'une politique indiscutablement de droite ?

Pour nous en persuader, il a d'abord été offert aux citoyens, devant leur poste de télévision et en direct du Palais-Bourbon, la prière du mortel catalogue de l'exemplarité française telle que celle-ci est proférée par le nouveau premier ministre. Jusque-là, plus circonspéct, la droite avait tout fait pour camoufler ses intentions véritables. Mais, le jeudi 8 avril, soulignant d'applaudissements aussi dociles qu'enthousiastes les passages de programme à l'effet soigneusement préparé par l'orateur, les « bêtises » de la dernière promotion bien horizon, bien épanies par les « vieilles gloires », n'étaient visiblement déjà plus interdites d'embarquement. Sur la lancée, le soir même et les jours suivants, le patron du CNPF et les responsables d'organisations non moins patronales, certifiées, en bonne et due forme, l'aval presque unanimement donné par leurs soins à une opération digne de longtermes concertée.

Cependant, l'acclimation de l'histoire balladurienne aidant, il convient aussi de noter la rapidité d'un certain retour de bananier. Le premier moment d'exportation média-

tique n'a pas résisté à l'honnêteté avec laquelle nombre d'observateurs n'ont pas manqué de faire remarquer (sans pour autant être forcément de gauche) qu'à l'indécision du calendrier proposé par le premier ministre - et cela sans la moindre trace d'un pacte pour l'emploi - répondait - et ceci sans aucun état d'âme - le refus patronal de s'engager, si peu que ce soit, à honorer l'allégement des charges sociales des entreprises par l'immédiate contrepartie d'embauches significatives, ou tout au moins par une révision radicalement à la baisse de l'actuelle politique de licenciements.

Liberté de langage et de critique

Face à cette fin de non-recevoir explicitement droitière, n'a-t-on pas inversé se demander si la querelle d'investissement au PS avait été la meilleure façon de faire savoir, huit jours avant Pâques, et par médias interposés dans les moindres détails, que la gauche n'était pas définitivement ensevelie. Cependant, là encore, la réflexion semble avoir repris : à la vérité, si « big bang » il doit y avoir, le moment exact du déclenchement n'en est jamais prévisible, et peu importe les commentaires des uns ou des autres pour savoir à qui revient la faute ou le mérite.

Pour ma part, fidèle à la gauche depuis ma jeunesse, mais jamais pour autant membre d'un parti s'en prévalant, je n'ai aucun complexe à rappeler que j'ai soutenu les candidatures de François Mitterrand à la présidence de la République sans aucunement me sentir lié par certains de ses choix qui m'ont paru tenir aux personnes, et parfois au personnel du PS, plus qu'à ses idées de gauche d'ailleurs plus facile à

exalter qu'à définir. Je ne suis évidemment pas prêt à renouer aujourd'hui à une liberté de langage et de critique qui a toujours été pour moi ma façon personnelle de signifier à la gauche que j'en suis et que je ne me résoudrai jamais à la voir consentir, sous quelque forme que ce soit, à la petitesse.

En foi de quoi, quand j'entends un homme indiscutablement de gauche avoir le courage d'affirmer, au cœur de la tempête qui frappe bien plus que son parti : « La gauche est à reconstruire, toute la gauche, et à reconstruire totalement », je ne me préoccupe pas de savoir ce que tel ou tel - fût-il responsable, voire président, de ceci ou de cela - pense au sujet d'un qui ne s'en est pas tenu à pleurer sur le passé, mais qui en appelle à l'avenir, donc à l'effort.

Si, me souvenant peu des sourires protecteurs ou des rires grossiers, j'entends m'acharner, aujourd'hui plus que jamais, à crier « Vive la gauche ! », c'est bien d'abord pour refuser les conformismes qu'on voudrait imposer ici ou là, et notamment dans la gauche encore si frileuse tout comme dans la droite si peu renouée. C'est bien ensuite par provocation, mais par provocation à l'action.

Qui donc, vive la gauche, toute la gauche, toute la gauche à refaire totalement avec tous ceux qui, en dépit de tout, y croient encore et, d'où qu'ils viennent, veulent en prendre ou en reprendre les risques. Après tout, dans l'histoire des peuples - et particulièrement de celui de France - c'est ce qu'on a d'abord appelé « utopie », qui s'est invariablement révélée réalisme.

Année double zéro

par Marc Paillet

Q'AVEZ-VOUS fait « Michel, Laurent, Lionel, Pierre », et les autres, de la gauche et de son espérance ? Voilà donc à quoi aboutit une décennie d'un pouvoir socialiste qui disposait de tous les atouts : à cette déroute historique, à cette débandade !

Vous parlez maintenant de redonner la parole aux militants (ils ne l'avaient donc pas ?), de prêter l'oreille à la vox populi, de rassembler, de rénover... Ne croyez-vous pas que, d'abord, au lieu de régler des comptes, vous avez à en rendre ? A ceux qui vous ont si longtemps et si fidèlement, malgré tout, fait confiance, à ceux qui, jadis ou naguère, ont cru pour bâtir ce parti du progrès que vous avez, venus, conduit à sa perte ? Et vous à présent les mieux placés pour en appeler à un sursaut alors que vous avez disposé de plus de dix années pour mener à bien ce que vous préconisez aujourd'hui et, à propos de quoi, concernant votre gestion, vous êtes obligés de dresser vus-mêmes un constat de carence ?

Aussi révélateur que soit déjà, par lui-même, le spectacle de ceux qui se disputent la direction d'un organisme moribond, il ne fait cependant que montrer les conséquences, indécentes, d'un échec dont les causes profondes restent à dévoiler. La crise économique mondiale ? Qui pourrait en nier les effets destructeurs ? Tous les gouvernements du monde occidental en ont été affectés. Aucun n'a subi une punition aussi terrible que celle dont a été frappé le pouvoir socialiste français. Les « affaires » ? Sans expliquer une défaite radicale par des circonstances particulières ne mène à rien, sinon à trouver de piètres excuses à un mal fondamental.

Ceux qui après le naufrage de la IV^e République et de ses partis traditionnels entreprirent d'édifier une gauche nouvelle se précipitèrent à leur fin qu'en acceptant de comprendre avant de rebâtir, ou plutôt de bâtir. Ils se fixèrent donc cinq objectifs : analyser les temps nouveaux, établir en conséquence un programme de réformes et une stratégie, créer des structures organisationnelles conviviales, rétablir des liens étroits et confiants entre la société civile et la politique,

enfin restaurer cette fraternité qui fonde les clans populaires.

La vérité oblige à dire qu'ils n'y parvinrent pas aussi largement qu'ils l'avaient souhaité. Au congrès d'Epinay, on fit la part trop belle aux vieilles recettes dogmatiques. Les statuts adoptés par le nouveau Parti socialiste contenaient en germe ce qui allait dégénérer, notamment au congrès de Rennes, en querelles de tendances aux conséquences dévastatrices. L'espérance du succès faisait affluer, au détriment de l'enthousiasme, une ambition qui, au fil des ans, allait monopoliser les postes de direction rue de Solferino.

Cependant, il restait assez de force à l'élan initial pour porter au pouvoir François Mitterrand et la gauche. Le peuple avait confiance : un idéal séculaire allait entrer dans les faits.

Une vague de fond

Face à une telle espérance, aucune réalisation, aussi positive fût-elle, ne pouvait paraître satisfaisante. On dut s'apercevoir bientôt qu'on était loin, très loin du compte. Après quelques semaines, quelques mois d'enthousiasme, il fallut vite déchanter. Les socialistes avaient pris le pouvoir sur la base d'un programme qui disposait en somme que le recours à l'Etat était la voie royale conduisant à un monde nouveau. Or, nationalisme donc, ce qui n'empêcha nullement une aggravation dramatique de la situation économique et sociale. A partir de 1983, le programme séculaire de la gauche fut balayé par-dessus bord sans qu'un seul mot d'explication théorique fût fourni. Le libéralisme le plus classique succédait au socialisme en catimini. Cette évolution fut confirmée, poursuivie et accélérée par les gouvernements Fabius, Rocard puis Bérégovoy, au point que les mitterrandistes les plus soucieux n'y trouveraient rien à redire. Le peuple, lui, ne s'y reconnaissait plus du tout.

A l'Est, le communisme s'était écroulé ! Ainsi était révélé ce qu'avait produit de catastrophique le « tout Etat ». Les socialistes français firent mine de s'en réjouir : la mauvaise branche du socialisme, à savoir le communisme, avait fait

une faillite frauduleuse, mais - Dieu merci ! - la bonne, à savoir la social-démocratie, s'en trouvait reconfortée. Rue de Solferino, on s'en tint là. Aucune analyse sérieuse sur le fond de l'affaire, sur la société bureaucratique, presque rien sur les données économiques et sociales, rien sur les problèmes institutionnels. On ne voyait pas, on ne ne voulait pas voir, que c'était le socialisme tout entier, « bon » ou « mauvais », qui avait reçu une blessure mortelle. De telles attitudes mettent du temps à cheminer jusqu'au cœur.

Lorsque, avec un sérieux retard, on se rendit compte au Parti socialiste qu'il fallait proposer aux Français des analyses plus pertinentes de la réalité nationale et internationale et surtout autre chose qu'un programme qui n'avait plus que des rapports lointains avec la pratique gouvernementale, on demanda à Michel Charzat d'en établir un nouveau. Il consulta tout ce que la France compte de « logues » : politologues, sociologues, psychologues... et de sommités de gauche. Il se mit au travail avec quelques adjoints fort titrés, réunissant, pour la forme, une commission où les invités ordinaires pouvaient dire ce qu'ils voulaient, écoutés avec une politesse exquise par Charzat et ses acolytes, qui avaient déjà tout bouclé en coulisse. Question : qu'est-il advenu de ce programme pendant la catastrophique campagne électorale de mars 1993 ?

Dans ces querelles inexpiables qui opposent aujourd'hui entre eux ceux qui ont confié le pouvoir au PS, ex et futurs hauts magistrats, hauts fonctionnaires, grands commis, grands patrons, titulaires de diplômes prestigieux et produits des meilleures grandes écoles, auprès desquels de simples enseignants, par exemple, font figure de parents pauvres, pourquoi les Français prendraient-ils parti ? Pour l'heure, ils constatent avec un amuseusement amusé, avec répugnance, avec inquiétude, qu'elles transportent jusqu'au sein de notre démocratie les comportements de la nomenclature dans leur brutalité : encore heureux que les institutions, mœurs et coutumes de notre pays en limitent rigoureusement les effets !

► Marc Paillet, journaliste, est l'auteur de *Gauche, année zéro*. Gallimard, Coll. « Idées », 1984.

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde
Droits de la société
cent sur le compte du
10 décembre 1944
Capital social :
620 000 F
Principaux associés de la société :
Société civile
« Les rédacteurs du Monde »,
« Association Hubert-Beuve-Méry »
Société anonyme
des instituteurs du Monde
Le Monde-Editions
M. Jacques Lescaze, gérant.

Le Monde PUBLICITE

Président directeur général :
Jacques Lescaze
Directeur général : Michel Croc
Membres du comité de direction :
Jacques Guin, Philippe Dupuis,
Isabelle Tillet
15-17, rue de Colonne-Pierre-Arès
75002 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 46-62-72-72
Tél. MONDOPUB 634 128 F
Tél. : 46-62-70-71. Société filiale
de la SARL Le Monde et de Médias et Régions Europe SA.

Le Monde TÉLÉMATIQUE

Composant 36-15 - Tapes LM
12, rue de Colonne
75002 PARIS CEDEX 15

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FAUBOURG
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-39
Tél. : 206.806F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 49-90-30-10
Tél. : 261.311F

Reproduction interdite de tout article,
sans accord avec l'administration
PRINTED IN FRANCE
Reinscriptions sur les microfilms et Index du Monde au (1) 40-65-25-33

ABONNEMENTS

1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-30 (de 8 heures à 17 h 30)

| TARIF | FRANCE | SUISSE-BELGIQUE LUXEMBOURG-PAYS-BAS | AUTRES PAYS Vols normaux y compris CEE avion |
|--------|---------|--|--|
| 3 mois | 536 F | 572 F | 790 F |
| 6 mois | 1 038 F | 1 123 F | 1 560 F |
| 1 an | 1 970 F | 2 065 F | 2 980 F |

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.
Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO
« LE MONDE » (USPS - mailing) is published daily for \$ 8.97 per year by « LE MONDE », 1, place Hubert-Beuve-Méry - 94852 Ivry-sur-Seine - France. Second class postage paid at Champlain, N.Y. and additional mailing offices.
POSTMASTER: Send address changes in US to LE MONDE, 1111 Chambers St., N.Y. 10036 - U.S.A.
INTERNATIONAL MEDIA SERVICE, Inc. 1200 Pacific Avenue Suite 400 Virginia Beach, VA 23461 - 293 USA
Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonné.

BULLETIN D'ABONNEMENT

301 JAN 01
Durée choisie :
3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐
Nom : _____ Prénom : _____
Adresse : _____
Localité : _____ Code postal : _____ Pays : _____
Veuillez avoir l'obligeance d'inscrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

مكتبة الأصل

ÉTATS-UNIS

La minorité républicaine au Sénat a réussi à bloquer le plan de relance de M. Clinton

Après avoir fait accepter sans encombre les grandes lignes de son « programme » économique au Congrès, le président Bill Clinton a essuyé, mercredi 21 avril, sa première défaite devant les législateurs. La minorité républicaine au Sénat a réussi à empêcher l'adoption du mini-plan de relance de la Maison Blanche.

WASHINGTON

de notre correspondant

S'il est sans grande conséquence économique — le plan de relance représentait un montant de 16 milliards et demi de dollars sur une économie nationale qui pèse quelque 6 000 milliards — l'échec de M. Clinton, déjà malmené dans la presse par les retombées de l'affaire de Waco, est politiquement significatif. Il s'agissait, en effet, de dépenses très symboliques, au profit des déshérités, des minorités et des enfants. Et le président, qui passait pour être maître dans l'art de séduire et convaincre le Congrès, n'a pas su se faire entendre.

Certains disent même que la Maison Blanche s'y est particulièrement mal prise, négligeant de consulter la demi-douzaine de modérés républicains qui auraient pu faire la différence. Cette affaire illustre aussi une réalité politique que les premiers succès de M. Clinton avaient occultée : en dépit de la majorité dont les démocrates disposent dans les deux Assemblées, le président ne peut considérer comme « acquis » le soutien automatique du Congrès.

L'enveloppe de dépenses publiques proposées au titre de la relance de l'activité et de la création d'emplois comprenait des éléments très divers. Un premier ensemble concernait le renouvellement des infrastructures de chemin de fer pour des millions d'Américains, le



TANCHO

financement des stages d'été pour les jeunes sans emploi, des campagnes de vaccination, la rénovation des autoroutes. Un deuxième ensemble devait financer l'animation de certains centres-villes déshérités, avec des équipements sportifs, des programmes d'aide sociale, etc.

« Un effet marginal sur l'opinion »

L'opposition républicaine au Sénat — 47 élus — veut bien voter la première partie, qui représentait un montant de plus de six milliards de dollars. En revanche, utilisant les règles internes du Sénat, elle bloque, avec succès, depuis plusieurs semaines, la deuxième partie de l'enveloppe. Elle y voit des dépenses qui n'ont pas de financement adéquat et qui, en ces temps de discipline budgétaire, viennent ainsi appauvrir le trou du déficit. Les « anti-démocrates » et con-

sins suggérés par les démocrates n'ont pas démolé les républicains. La Maison Blanche les accuse de vouloir tout bonnement infliger une défaite politique au président. Pour passer outre la campagne d'obstruction républicaine, le président avait besoin de 60 sénateurs (sept de plus que sa majorité) : il n'a pas su inciter à la défection les républicains les plus proches de ses positions, pas plus qu'il ne s'est assuré la fidélité de certains démocrates qui, dans la bataille de ces derniers jours, lui ont fait défaut. Philosophes, M. Clinton observait mercredi : « Je dois avouer qu'il y a encore beaucoup de choses que je dois apprendre dans cette ville. »

Constatant sa défaite, la Maison Blanche a décidé, mardi, de retirer son texte ; ne subsistera qu'une partie de la première enveloppe (environ quatre milliards de dollars pour les indigents de chômage, et les stages d'été). L'échec est, certes, mais d'importance relative, explique

quait, mardi, un des éditorialistes du Washington Post, qui ne prévoyait qu'un « effet très marginal sur l'opinion » et ajoute que « les vastes fluctuations de la popularité clintonienne ne devraient pas être préoccupantes pour un homme que les analystes ont déjà tant de fois rayé de la carte politique qu'il y devrait commencer par s'analyser eux-mêmes ».

Il est vrai qu'aujourd'hui, à l'heure du désastre de Waco, ce sont, comme hier au moment de la querelle sur l'interdiction des homosexuels dans l'armée ou de la recherche d'un ministre de la justice, d'abord et surtout les commentateurs washingtoniens qui critiquent le président. L'opinion a d'autres critères de jugement, et même des réactions très différentes de celles de la presse. Selon les sondages, elle estime, par exemple, que le FBI a pris des risques légitimes à Waco et considère que le président n'a pas à être tenu pour responsable du drame du « ranch de l'Apocalypse ».

ALAIN FRACHON

Des corps retrouvés à Waco (Texas) porteraient des traces de balles

La crainte d'explosions et la chaleur qui se dégageaient encore des débris empêchaient, mercredi 21 avril, l'extraction des corps des 86 personnes qui ont péri, lundi, dans l'incendie de la ferme-forteresse des davidiens, près de Waco (Texas), ont indiqué les autorités. « Les policiers craignent, légitimement, que quelque chose n'explode si un corps était déplacé », a souligné un porte-parole de la direction de la sécurité publique du Texas, Mike Cox.

« Des munitions se trouvent encore » dans les cendres chaudes du site, selon un responsable du FBI, Jeff Jamar. Celui-ci a souligné que les disciples de David Koresh avaient pu programmer d'autres explosions dans les locaux en ruine. « Des explosions se produisent encore et nous procédons avec une extrême prudence », a indiqué Chuck McDonald, un porte-parole du gouverneur du Texas, Ann Richards, en invitant le public à ne pas pénétrer dans la zone de sécurité établie par les forces de l'ordre autour des locaux de la secte.

Des documents, rendus publics par les autorités judiciaires, ont

donné un aperçu de l'arsenal accumulé par David Koresh et ses fidèles. Il comportait des fusils automatiques, un lance-grenade M-76, vingt-six pistolets et fusils de différents calibres, ainsi que plus de 8 000 munitions.

Quarante cadavres, dont ceux d'enfants, ont été dénombrés, mercredi matin, dans les ruines. Trois corps portant vraisemblablement des traces de balles ont été retrouvés. Il n'a pas été établi si ces personnes s'étaient suicidées ou avaient été tuées.

Le quotidien Dallas Morning News a rapporté, mercredi, que, grâce à un système d'écouteurs sophistiqué, les forces de l'ordre étaient au courant de la violence de la secte de mettre à feu l'ensemble du complexe. Citant une source fédérale parlant sous le couvert de l'anonymat, le journal explique que, grâce à de minuscules microscopiques, le FBI savait que Koresh était prêt à un affrontement sanglant. Ces révélations renforcent les critiques sur la façon dont l'assaut n'a été donné, et en particulier l'absence de voitures de pompiers. — (AFP, AP)

double zéro

Washington va adhérer au traité sur la biodiversité

Dans un discours consacré à la défense de l'environnement à la veille de la Journée de la Terre, le président Bill Clinton a annoncé, mercredi 21 avril à Washington, l'adhésion prochaine des États-Unis au traité international sur la biodiversité adopté par la majeure partie des pays ayant participé, l'été dernier, à Rio-de-Janeiro, au Sommet de la Terre. Comme le stipule le texte de Rio, les États-Unis s'engageront désormais à réduire leurs émissions de dioxyde de carbone dans l'atmosphère au niveau de 1990 d'ici à l'an 2000, a précisé le président américain. Les États-Unis avaient été le seul pays développé à refuser de signer le traité sur la biodiversité lors du Sommet de la Terre. L'ancien président George Bush avait refusé de fixer un calendrier précis aux réductions d'émissions dans l'atmosphère des chlorofluorocarbones (CFC) qui contribuent au réchauffement de la planète. Le traité sur la biodiversité, destiné à protéger les espèces animales et végétales sur terre, est ouvert à la signature jusqu'en juin prochain. — (AFP)

Un homme d'affaires et un Américain d'origine chinoise en tête du premier tour de l'élection municipale de Los Angeles. — Un homme d'affaires millionnaire, Richard Riordan, et un Américain d'origine chinoise, Michael Woo, sont arrivés en tête, mardi 20 avril, du premier tour de l'élection municipale de Los Angeles. Aucun des vingt-quatre candidats n'ayant obtenu la majorité des suffrages exprimés, un second tour départagera, le 8 juin, les deux candidats arrivés en tête pour trouver un successeur à Tom Bradley, premier maire noir de Los Angeles, en fonctions depuis 1973, et qui ne se représentait pas. M. Woo est un libéral qui veut recréer la coalition de Blancs libéraux et de minorités ethniques qui a élu Tom Bradley à cinq reprises. M. Riordan est, quant à lui, un partisan de « la loi et l'ordre » et met l'accent sur l'esprit d'entreprise plus que sur l'aide des autorités aux plus défavorisés. Il a le soutien de l'ex-président Ronald Reagan. — (AFP)

Fin de la médiation à la prison de Lucasville. — Les cinq otages retournés par les mutins de la pri-

L'inauguration d'un Musée de l'Holocauste à Washington

Des personnalités juives dénoncent la présence du président croate

Plusieurs personnalités juives, dont le Prix Nobel de la paix Elie Wiesel, ont dénoncé, mercredi 21 avril, la présence du président croate Franjo Tudjman à l'inauguration d'un Musée de l'Holocauste, jeudi à Washington. Elie Wiesel, qui devait prononcer le discours d'ouverture de cette cérémonie, déclare dans un communiqué : « Je pense (...) que la présence de Tudjman au milieu des survivants est une honte. C'est un homme dont les écrits sur l'Holocauste aident ceux qui n'ont pas conscience de l'existence. » Israël a décidé de ne pas envoyer d'ambassadeur en Croatie tant que Franjo Tudjman sera chef de l'Etat.

Celui-ci avait adressé, l'an dernier, une lettre au Congrès juif mondial pour rejeter les accusations d'antisémitisme

portées contre lui. Dans un livre, M. Tudjman avait jugé « exagéré » le total de six millions de victimes de l'Holocauste.

Dix chefs d'Etat et deux chefs de gouvernement ont été reçus, mercredi soir, à la Maison Blanche pour une réception, à la veille de l'inauguration du Musée de l'Holocauste. Il s'agit des présidents Jellu Jelav (Bulgarie), Franjo Tudjman (Croatie), Vaclav Havel (République tchèque), Arpad Gusz (Hongrie), Chaim Herzog (Israël), Lech Walesa (Pologne), Mario Soares (Portugal), Ion Iliescu (Roumanie), Michal Kovac (Slovaquie), Milan Kucan (Slovaquie), et des premiers ministres Alexandre Gabriel Mekai (Albanie) et Andrei Chirac (Moldavie). — (AFP)


son de Lucasville (Ohio) ont été libérés, mercredi 21 avril, dans la soirée, ont annoncé les autorités pénitentiaires. Les quatre cent-cinquante détenus retranchés, depuis le dimanche 11 avril, dans un quartier de la prison avaient commencé à se rendre dans l'après-midi, après avoir conclu un accord avec les autorités. — (AFP)

Exécution d'un condamné à mort en Floride. — Dale Henderson, qui avait reconnu avoir commis douze meurtres dans cinq Etats au cours de l'année 1982, a été exécuté, mercredi 21 avril, sur la chaise électrique en Floride. Il est le trentième condamné à mort exécuté en Floride et le cent quatre-vingt-dix-neuvième aux Etats-Unis depuis que la Cour suprême a autorisé, en 1976, les Etats à rétablir la peine de mort. — (AFP)

Selon le général Vessey, les chiffres de Hanoi sur les prisonniers américains de la guerre du Vietnam sont « exacts ». — Washington juge « exacts » les chiffres de Hanoi sur le nombre de prisonniers américains de la guerre du Vietnam, contrairement à ceux contenus dans un docu-

ment russe publié récemment, a déclaré, mercredi 21 avril, l'ambassadeur du président américain Bill Clinton, le général John Vessey, de retour d'une mission au Vietnam. — (AFP)

BOLIVIE : condamnation par contumace à trente ans de prison de l'ex-dictateur Garcia Meza. — Le général Luis Garcia Meza, qui, en 1980 et 1981, a dirigé l'un des régimes militaires les plus répressifs de toute l'histoire de la Bolivie, a été condamné mercredi 21 avril, par contumace, à trente ans de prison, la peine maximum requise par le procureur de la République. La Cour suprême a ainsi condamné, pour la première fois dans l'histoire du pays, un ancien dictateur, reconnu coupable de violation des droits de l'homme et soupçonné de trafic de drogue. Selon la presse, Garcia Meza est toujours en Bolivie, probablement à Montegudo, près de Sucre, où il bénéficierait de la protection d'éléments de la police, des forces armées et de responsables gouvernementaux. — (AFP)



L'homme suscite les passions. Le livre bouleverse lecteurs et critiques.

Patrick Poivre d'Arvor

Lettres à l'absente

Albin Michel

Albin Michel

AMÉRIQUES

BRÉSIL : le référendum du 21 avril

Les électeurs se sont prononcés pour le maintien de la République et du système présidentiel

RIO-DE-JANEIRO

de notre correspondant

A une très large majorité, les électeurs brésiliens se sont prononcés, mercredi 21 avril, pour le maintien de la République et du système présidentiel. Selon les premières estimations données par l'Institut brésilien d'opinion publique et de statistiques, 68 % des électeurs ont voté pour la République contre 12 % pour la monarchie ; et 57 % en faveur du parlementarisme contre 25 % pour le présidentielisme. L'un des faits notables de ce scrutin concerne le nombre important et inhabituel dans le pays - de votes blancs et nuls (20 %) et d'abstentions (20 % également).

Ce référendum sur la forme de gouvernement, qui avait été prévu par l'Assemblée constituante de 1988, sera suivi, en octobre prochain, d'une révision de la Constitution en vigueur. Tout au long de la chaude journée de mercredi, des centaines de milliers d'électeurs ont dû faire la queue dans les grandes villes, parfois pendant plusieurs heures, pour participer au scrutin. Mais, malgré le vote obligatoire dans le pays, beaucoup se sont abstenus de voter, ou plus simplement de prendre position, en raison de la complexité de la consultation dont plus de la moitié de la population ignorait encore à la veille du scrutin la signification.

Soucieux de ne pas être enfoncé dans ce qui ressemble à un galop d'essai de la campagne pour la prochaine élection présidentielle de 1994, le président Itamar Franco a, pour sa part, annoncé la mise en place d'un « plan d'action », qui sera rendu public samedi lors d'une réunion interministérielle. Écartant a priori toute mesure spectaculaire, telle qu'un blocage des prix, le projet gouvernemental tracera les grandes lignes de l'année et de celle qui reste au chef de l'Etat, avec comme objectif principal la reprise de la croissance que l'équipe économique estime possible à hauteur de 3 % pour cette année.

Pour tenter de diminuer le déficit budgétaire chronique, le gouvernement envisage une relance du plan de privatisation, qui inclurait de grandes entreprises comme l'entreprise minière Vale do Rio Doce, et un accroissement de la lutte contre la fraude fiscale.

Un point fait, semble-t-il, encore difficile, celui concernant la monnaie. Pour la troisième fois en six mois, le ministère de l'économie tente de convaincre le président Itamar Franco de la nécessité technique d'enlever « trois zéros » au cruzeiro dont la parité avec le dollar dépasse maintenant 30 000 pour un. Selon le *Journal de Brasil*, le président aurait montré, en réponse à la demande de ses collaborateurs, la lettre d'un enfant de huit ans fier de posséder « 1 million de cruzeiros d'économie » (170 francs environ), et inquiet des projets concernant le « cruzeiro novo ». Toujours selon le quotidien, le président en aurait été « ému » et s'interroge encore sur la nécessité « de perturber la vie des plus humbles ».

Les plus grandes difficultés qui attendent le chef de l'Etat après ce référendum risquent surtout de provenir du Congrès. Les déficiences de plus en plus importantes de ses soutiens ont amené M. Franco à lancer, mercredi, un appel « à tous les alliés du gouvernement pour qu'ils sortent de l'ombre ». « Le président continuera en fait d'avoir un gouvernement sans visage », dit le politologue Marcio Moreira Alves, avec une majorité minuscule, parfois de droite et parfois de gauche, car il n'a comme alliés fermes jusqu'à maintenant que les sociaux-démocrates, qui ne représentent même pas un dixième de l'Assemblée.

DENIS HAUTIN-GUIRAUT

PROCHE-ORIENT

ÉGYPTÉ : la lutte contre les extrémistes musulmans

Neuf nouveaux gouverneurs ont été nommés

LE CAIRE

de notre correspondant

Dans la foulée de la nomination d'un nouveau ministre de l'intérieur, le général Hassan Mohamed El Ali (le *Monde* du 20 avril), et dans le cadre des mesures prises pour lutter contre les extrémistes musulmans, le président égyptien Hosni Moubarak a désigné, mercredi 21 avril, neuf nouveaux gouverneurs pour les provinces de la vallée du Nil.

Parmi eux, figurent trois généraux de police et trois militaires, la province d'Assiout, réputée être un fief extrémiste musulman, étant confiée au général Mohamed Zaher Adel Rahman, un officier passé par les renseignements militaires. C'est également un militaire qui a été nommé gouverneur de la ville touristique de Louxor, laquelle jouit d'un statut autonome au sein de la province de Qena, en Haute-Egypte.

Prime à la délation

De son côté, le nouveau ministre égyptien de l'intérieur a innové en instituant une prime à la délation. Quiconque fournira des informations permettant l'arrestation d'un extrémiste musulman recherché par la police recevra la somme de 50 000 livres (plus de 80 000 francs), l'équivalent de quatre-vingts ans de salaire minimum.

ALEXANDRE BUCCIANTI

Avec Le Monde sur Minitel

GAGNEZ UN SÉJOUR A LA MONTAGNE

Pour tout savoir

sur les stations SKI-FRANCE

36.15 LE MONDE

Tapez JEUX

EUROPE

TURQUIE : après la prolongation de la trêve du PKK

Le gouvernement cherche désormais une solution pacifique au problème kurde

La mort du président Turgut Ozal et la lutte pour sa succession (lire ci-dessous) ont temporairement supplanté la question kurde dans la liste des préoccupations prioritaires du gouvernement, mais celui-ci ne pourra pas se permettre longtemps d'ignorer ce problème.

ISTANBUL

de notre correspondant

Avec la prolongation « jusqu'à nouvel ordre » du cessez-le-feu du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste marxiste), annoncée le 16 avril par son dirigeant Abdullah Ocalan, dit « Apo », (le *Monde* du 18-19 avril), la Turquie n'a pas à craindre de nouvelles attaques dans l'immédiat. Mais la patience de la population kurde n'est pas infinie : « Le cessez-le-feu ne devrait pas être unilatéral. Les opérations [...] des forces turques devraient cesser », a déclaré M. Ocalan, qui s'est plaint

que trente de ses « guerriers » et onze civils aient été tués par les forces de sécurité durant les vingt-cinq jours de la trêve initiale, alors même que son organisation avait tenu ses promesses et s'était abstenue d'attaquer.

« Nous ne serons pas les premiers [à tirer], mais les combattants [du PKK] ne sont pas des monstres à abattre », le ministre de l'Intérieur, Ismet Sevgi, a, de son côté, admis que depuis le cessez-le-feu du PKK, le nombre des incidents violents avait diminué de « 200 % » dans le Sud-Est anatolien à majorité kurde.

Officiellement, le gouvernement continue d'affirmer qu'il ne négociera pas avec « les terroristes » et pen de mesures concrètes ont été prises, jusqu'à présent, pour répondre aux attentes de la population kurde. Mais la visite du premier ministre Süleyman Demirel, et du vice-premier ministre, Erdal İnönü, dans le Sud-Est anatolien, organisée au début du mois d'avril pour évaluer la situation dans la région, a confirmé que le gouvernement entend saisir cette occasion historique de mettre fin à

un conflit qui a fait quelque six mille victimes. M. Demirel a annoncé que, si le cessez-le-feu, l'état d'urgence imposé depuis 1987 dans la région pourrait être levé en juin. Les autorités tentent actuellement de formuler une loi d'amnistie qui permettrait aux combattants du PKK de quitter les montagnes où ils se cachent car, tant que plane la menace de nouvelles attaques, l'armée est très réticente à réduire ses dispositifs dans la région. Un cessez-le-feu accordé aux militants qui ne sont pas recherchés pour crime est une des solutions envisagées. Dans les faits, rien n'empêche les centaines de combattants qui ne sont pas fichés par la police de rentrer dans leur village dès maintenant.

Vers une loi d'amnistie

De son côté, le ministre de l'Intérieur a annoncé que Kemal Buray, le dirigeant du Parti socialiste kurde, qui a récemment signé un protocole d'accord avec « Apo », son rival de longue date, était désormais libre de

rentrer en Turquie après plus de dix ans d'exil : « Il n'y a aucun problème. Il peut rentrer librement. Il n'est pas recherché », a souligné le ministre. Kemal Buray, un Kurde qui avait choisi le militantisme politique plutôt que la lutte armée, est fréquemment cité comme un interlocuteur possible pour les autorités turques. Après une récente réunion du cabinet des ministres, le porte-parole du gouvernement, Akın Önen, a annoncé que les autorités envisageaient d'autoriser vingt mille villages, dont le nom avait été « turquifié » au cours des soixante-dix dernières années, à reprendre leur nom kurde. Une telle suggestion paraissait inconcevable il y a à peine deux mois et permet de mesurer l'évolution des opinions en Turquie au cours des dernières semaines.

Pour déterminer les besoins prioritaires du Sud-Est, une délégation de l'Organisation de la planification a été dépêchée vers la région. Une somme équivalente à 26 millions de dollars (environ 143 millions de francs) devrait être allouée aux vingt-six provinces du Sud-Est et de l'Est au cours des cinq prochaines années pour améliorer l'infrastructure et créer de nouveaux emplois. Un projet de renforcement de l'administration locale est également en cours, qui donnerait plus de pouvoir et d'autonomie aux autorités locales.

Toutes ces propositions ne sont pour l'instant qu'à l'étude. Les changements d'attitude fondamentaux nécessaires à leur concrétisation n'ont pas lieu d'un jour à l'autre et le processus sera inévitablement semé d'embûches et d'incidents. Mais certaines étapes irréversibles semblent avoir été franchies. Le fait même que de telles propositions soient faites prouve que implicitement au moins, le gouvernement turc est en train d'abandonner la politique d'assimilation forcée des Kurdes qui était celle de l'Etat turc depuis l'avènement de la République.

N. P.

NICOLE POPE

La succession de Turgut Ozal demeure ouverte

La ville d'Ankara a fait ses adieux au huitième président de la République de Turquie, Turgut Ozal, au cours d'une cérémonie officielle à laquelle ont participé, mercredi 21 avril, des dignitaires venus de soixante pays. A sa requête, Turgut Ozal devait être enseveli jeudi à Istanbul, près du mausolée qu'il avait fait construire pour Adnan Menderes, le président pendu par les militaires en 1961.

ISTANBUL

de notre correspondant

Le premier ministre Süleyman Demirel a, jusqu'à présent, refusé de se livrer à des commentaires sur la succession de Turgut Ozal, déclarant qu'il n'était pas d'habituer à parler avant même que la démission présidentielle soit entérinée. Il n'a cependant pas démenti les spéculations de la presse qui annoncent sa candidature. Si l'on en croit les grands quotidiens nationaux, la question de la présidence est presque réglée - M. Demirel remplacera M. Ozal - et le problème qui se pose désormais est celui de la succession à la tête du gouvernement.

M. Demirel avait plusieurs fois insisté sur le fait qu'il bruyait le poste de président. Mais le décès subit de Turgut Ozal, avant la fin de son mandat, le place dans une situation difficile. Agé de près de soixante-dix ans, politicien depuis trente ans, le premier ministre ne peut pas se permettre d'attendre la fin du prochain mandat s'il veut entrer dans l'histoire : « M. Demirel doit faire un choix. Va-t-il devenir président et faire face aux conséquences politiques ou va-t-il éviter de prendre le risque et demeurer premier ministre ? » se demandent leurs proches, un commentateur proche du premier ministre, le quotidien *Turkish Daily News*.

Pour pouvoir accéder à la présidence, M. Demirel devrait quitter la tête du Parti de la juste voie (DYP). Husamettin Cindoruk, le président de l'Assemblée nationale, qui assure actuellement l'intérim à la prési-

Les présidents arménien et azerbaïdjanais «poursuivent le dialogue»

Le président azerbaïdjanais Aboulfaz Eltsheïev a déclaré mercredi soir 21 avril s'être mis d'accord avec son homologue arménien, Levon Ter Petrossian, sur la mise en place d'un « téléphone rouge » pour « poursuivre le dialogue » ouvert par les deux hommes à Ankara en marge des obsèques de Turgut Ozal.

Dans des déclarations séparées, les deux présidents ont exprimé leur satisfaction à l'égard de ce premier entretien, dont il n'est toutefois rien sorti de concret. M. Eltsheïev a réaffirmé devant la presse que le différend arméno-azerbaïdjanais devait être réglé « dans le cadre des principes du groupe de Minsk de la CSCE » ; le président d'Azerbaïdjan a par ailleurs évité de réitérer les accusations de son pays selon lesquelles la Russie apporte une aide militaire à l'Arménie parce que l'Azerbaïdjan ne fait pas partie de la CEI. (AFP, *Iran-Tass*.)

Déjeuner de travail pour M. Balladur à Bonn

En diplomatie, les signes ne trompent pas. Pour sa première visite officielle en Allemagne, le premier ministre de cohabitation, Edouard Balladur, devait avoir droit, jeudi 22 avril, à des regards qui dépassent son habituellement réservés aux premiers ministres d'un « firmat » plus classique.

Il a été reçu, dans la matinée, avec les honneurs militaires, à la chancellerie avant de s'entretenir avec Helmut Kohl. Compte tenu de la relative brièveté de cette première prise de contact (un tête-à-tête de quarante-cinq minutes et un déjeuner de travail), les grands domaines de l'ordre du jour comme le GATT, la construction européenne, l'aide à la Russie et la guerre dans l'ex-Yougoslavie ne devaient être qu'évoqués. « Il ne faut pas attendre de résultats exceptionnels », avait, d'ailleurs, souligné le premier ministre mardi.

M. Balladur ne s'était pas envolé vers Bonn sans conseils de la part de ses amis de la majorité. Le président de la commission des finances de l'Assemblée nationale, Jacques Barrot, a déclaré mercredi, sur Europe 1, qu'il souhaitait que les deux chefs de gouvernement « mettent en avant la nécessité d'une préférence communautaire » face à certaines importations en provenance de pays qui pratiquent le dumping social.

Ministre des affaires européennes

M. Lamassoure estime que « le système de décision communautaire ne fonctionne pas bien »

Dans un entretien publié par les *Echos*, le ministre des affaires européennes, Alain Lamassoure, dénonce les méthodes de travail entre la Commission européenne de Bruxelles et le conseil des ministres. « Elles ne sont absolument pas satisfaisantes et aboutissent à une certaine confusion des responsabilités », estime-t-il.

« Il est actuellement impossible de savoir si les commissaires qui ont négocié l'accord de Blair House [l'accord agricole du GATT] avaient un vrai mandat de négociation. Et comme ces négociateurs ont disparu, je suis inquiet. De même,

Pour la défense de l'Europe

Américains et Allemands constituent deux corps d'armée conjoints

Pour la première fois depuis la création de l'OTAN en 1949, les Etats-Unis acceptent de placer éventuellement une partie de leurs troupes sous commandement allemand en cas de guerre, voire en situation d'urgence et de crise. Un accord en ce sens était attendu depuis plusieurs semaines (le *Monde* du 3 avril) et il a été conclu, jeudi 22 avril, à Mons (Belgique), au siège du commandement suprême allié en Europe (SACEUR).

Cette nouvelle organisation des forces entre les Etats-Unis et l'Allemagne a été rendue possible par la révision, l'année dernière, de la stratégie de l'OTAN, avec la fin de la « guerre froide ». Est-Ouest en Europe, la chute du mur de Berlin et la réunification allemande. Cette nouvelle stratégie institue des corps multinationaux au profit d'un dispositif militaire conçu en trois catégories d'unités : une force allée de réaction rapide (disponible dans un délai de dix à trente jours), des forces dites de défense

principale (sur le pied de guerre entre vingt jours et trois mois) et des forces d'appoint (venues d'outre-Atlantique ou constituées à la mobilisation).

Aux termes de leur accord, les Américains et les Allemands sont convenus de créer deux corps d'armée bilatéraux à partir des échanges que sont autorisées à faire leurs divisions en Europe (d'un volume qui varie entre 16 000 et 20 000 hommes). Chaque corps devrait comprendre 50 000 à 75 000 hommes. Les formations issues des deux pays conserveront les garnisons ou les bases qui sont les leurs actuellement. Les troupes américaines pourront être placées sous commandement allemand en temps de guerre ou durant une crise, mais elles continueront à relever d'un état-major américain le reste du temps.

En 1995, les Etats-Unis devraient avoir maintenu en Europe quelque 100 000 hommes et, au même moment, l'Allemagne devrait avoir réduit son armée de terre à hauteur de 255 000 hommes.

On sait que, de leur côté, l'Allemagne et la France ont prévu de constituer un corps commun de 45 000 hommes, qui sera opérationnel en 1995, tandis que l'Allemagne et les Pays-Bas créeront à la même date un corps conjoint de 50 000 hommes.

■ GRANDE-BRETAGNE : les Communes ont rejeté une proposition de référendum sur Maastricht. — Une nouvelle tentative des « eurosceptiques » conservateurs et travaillistes pour instaurer un référendum en Grande-Bretagne sur le traité d'Union européenne a échoué, jeudi, à la Chambre des communes grâce aux efforts conjugués du gouvernement et de l'opposition. Cette initiative, lancée par des députés de base, a été rejetée par 363 voix contre 124, la majorité gouvernementale étant de 239. (AFP.)

مكتبة من الرمال

EUROPE

La mission du médiateur européen à Belgrade et la situation en Bosnie-Herzégovine

Lord Owen se heurte toujours à l'intransigeance serbe

Le Conseil de sécurité de l'ONU a demandé, mercredi 21 avril, aux forces serbes de se plier aux exigences des Nations unies et de quitter les alentours de l'enclave musulmane de Srebrenica, en Bosnie orientale. Les représentants de cinq pays membres du Conseil (France, Hongrie, Nouvelle-Zélande, Russie, Venezuela) devaient, en outre, se rendre en Bosnie-Herzégovine afin d'évaluer la situation sur le terrain, tandis que le médiateur européen, lord Owen, effectuait une tournée dans l'ex-Yugoslavie, qui l'a déjà mené à Belgrade.

BELGRADE

de notre correspondant

« Il s'agit d'une mission sérieuse à un moment très difficile (...) où les hommes politiques doivent prendre leur décision. » Lord Owen, le médiateur européen qui copréside la Conférence de paix sur l'ex-Yugoslavie, est venu, mercredi 21 avril, à Belgrade pour tenter une nouvelle fois de convaincre les Serbes de signer le plan de paix pour la Bosnie. En cas de refus, les sanctions votées dimanche par les Nations unies et visant à isoler totalement la nouvelle Yougoslavie (Serbie et Monténégro) deviendraient effectives le 26 avril.

Lord Owen a donc demandé au

président de Yougoslavie, Dobrica Cosic, et au président serbe Slobodan Milosevic d'user de leur influence auprès de leurs alliés de Bosnie. Qualifiant l'entrevue d'« extrêmement grave et importante », le porte-parole du président Cosic a affirmé que David Owen avait fait des « propositions concrètes » concernant la carte du découpage de la Bosnie, considérée comme « inacceptable » par les Serbes.

L'inquiétude du Monténégro

Le médiateur a, pour sa part, préféré garder le silence sur la teneur des conversations, laissant toutefois entendre qu'il s'en remettrait au Conseil de sécurité en cas d'échec. Ses chances de succès restent, en fait, assez minces. Dans la journée, le chef de la diplomatie yougoslave, Vlastimir Jovanovic, avait déclaré que la communauté internationale « demandait l'impossible » et ne devait pas se positionner « en position de commandement aux Serbes de Bosnie ». Ces déclarations ne semblent pas non plus près d'infirmer leur position, alors qu'ils doivent entériner samedi l'unification de leur « République » autoproclamée en Bosnie avec celle que les Serbes ont également proclamée unilatéralement en Croatie.

De surcroît, le leader serbe bosniaque, Radovan Karadzic, qui reproche à lord Owen d'avoir fait

preuve d'« inhumanité et de grande partialité » en évoquant la possibilité de bombarder sélectivement les Serbes de Bosnie recevoient de l'aide de Yougoslavie, a refusé de rencontrer le négociateur.

« Je n'ai rien à dire à un homme qui veut nous tirer dessus », a-t-il déclaré en précisant que les Serbes de Bosnie ne renonceraient pas à « leurs justes revendications visant à obtenir la modification de cartes inacceptables ». Selon lui, les Serbes ne peuvent se résoudre à « abandonner 20 % de leurs territoires, 47 % de leur population et les corridors reliant les différentes provinces (serbes) ».

L'atmosphère était plutôt hostile à Belgrade, où la presse dénonçait les déclarations « interventionnistes » de lord Owen - qui doit repasser en Serbie dans les prochains jours. Une certaine d'invidie de guerre, blessés en Croatie et en Bosnie, sont venus à l'aéroport de Belgrade pour protester auprès du médiateur. D'autres Belgradois se sont également rassemblés devant l'ambassade de Grande-Bretagne pour critiquer ce qu'ils considéraient comme la manipulation d'objectivité de la communauté internationale à l'égard des Serbes.

De son côté, le Monténégro paraît s'inquiéter de plus en plus

de l'inflexibilité des Serbes de Bosnie et de Belgrade. Alors que le parti au pouvoir du président Momir Bulatovic prône le compromis et demande aux Serbes de Bosnie de signer le plan de paix, les principaux partis d'opposition dénoncent « la politique intransigente et agressive du tandem Milosevic-Karadzic ». Pour eux, la petite République monténégrine, qui se coïncide souvent comme l'« âge » de Belgrade et de sa politique guerrière, ne veut pas « entrer en conflit avec la communauté internationale ».

En Bosnie, les « casques bleus » ont achevé mercredi la démolition de l'enclave musulmane de Srebrenica, assiégée depuis plus d'un an par les Serbes. La ville et ses environs immédiats, où plus de 40 000 personnes sont prises au piège, est officiellement devenue « zone démilitarisée ». Mais, au-delà de cette zone, les forces serbes, munies d'artillerie lourde, continuent à maintenir le siège.

Reste la question de savoir pendant combien de temps les « casques bleus » canadiens seront stationnés dans l'enclave pour défendre une population de plus en plus inquiète sur son sort.

FLORENCE HARTMANN

Les combats entre Musulmans et Croates ont diminué d'intensité

selon la FORPRONU

Les combats meurtriers - 200 morts environ - qui opposent depuis une semaine les forces croates et musulmanes bosniaques dans le centre de la Bosnie-Herzégovine ont quelque peu diminué d'intensité mercredi 21 avril, selon des sources de l'ONU à Zagreb et à Vitez, l'oc des villes concernées. Les parties en conflit, alliées théoriques face aux Serbes, ont toutefois ignoré un accord de cessez-le-feu conclu la veille entre responsables militaires musulmans et croates.

Selon le capitaine Lee Smart, porte-parole des « casques bleus » britanniques basés à Vitez, la ville était encore bombardée sporadiquement, tandis que des tireurs embusqués guettaient les rares passants qui se déplaçaient en courant. Des combats, « moins intenses que mardi », selon le porte-parole, se poursuivaient toujours dans le triangle que forment les villes de Vitez, Zenica et Busovaca, distantes chacune de dix kilomètres. Les « casques bleus » ont improvisé des camps d'accueil pour les milliers d'habitants de la ville qui cherchaient à fuir les combats. Des sources proches de l'ONU à Sarajevo, on

rapporte de nombreux cas d'excès de violence, de viols, de viols de femmes, de pillages lors d'attaques des deux camps.

Des sources militaires croates ont par ailleurs qualifié d'« extrêmement alarmante » la situation dans la région de Konjic, située entre Sarajevo et Mostar, chef-lieu de l'entité « Hercegovine », proclamée unilatéralement par les Croates de Bosnie. Le HVO (Forces croates de Bosnie) de Mostar a décidé d'envoyer des renforts à Konjic afin de « souder toutes les lignes de défense croates dans la région », selon la radio croate. A Mostar même, gagnée par le conflit, quatre personnes au moins ont été tuées mercredi par des tireurs embusqués.

Le président croate Franjo Tudjman, qui a appelé Croates et Musulmans de Bosnie à cesser de s'affronter et à « préserver leur alliance », a assuré que Zagreb ferait tout pour empêcher que le conflit s'étende. « Il est clair que ces combats n'ont pas éclaté par hasard, ils ont été provoqués dans le but de détourner l'attention de la communauté internationale de la situation à Srebrenica », a affirmé M. Tudjman, interviewé à Washington par la télévision croate. - (AFP)

M. Juppé n'exclut pas une « frappe aérienne sur des objectifs terrestres »

Alain Juppé n'a pas exclu, mercredi 21 avril, une « frappe aérienne » contre des objectifs terrestres pour mettre fin à l'offensive serbe en Bosnie, mais a précisé qu'une telle opération nécessiterait un vote du Conseil de sécurité des Nations unies. « L'hypothèse d'une frappe aérienne sur des objectifs terrestres (...) pose beaucoup de questions. Nous sommes en train de les étudier et je tiens à dire très solennellement que cela exigerait une résolution formelle du Conseil de sécurité de l'ONU », a déclaré le ministre des affaires étrangères lors de la séance de questions hebdomadaires à l'Assemblée nationale.

M. Juppé a estimé que le plan Vance-Owen était « le seul instru-

ment aujourd'hui à notre disposition pour laisser à la paix quelque chance », malgré ses « imperfections » et son « décalage avec la situation sur le terrain ». En cas d'échec de la politique des sanctions, le chef de la diplomatie française a ajouté que l'idée d'une intervention massive terrestre était à exclure.

Une intervention militaire occidentale en Bosnie nécessiterait un effectif de 250 000 soldats « pour une durée de cinq à dix ans », a quant à lui, affirmé dans un entretien à la BBC le chef-adjoint de la Force de protection de l'ONU, Cedric Thornberry.

Avant d'éventuelles mesures de « rétorsion »

Prochain repli des « casques bleus » français et belges de Serbie

L'ONU et les états-majors de pays qui ont fourni des « casques bleus » en ex-Yugoslavie discutent des modalités d'un redéploiement des soldats « onusiens » dans l'attente, qui semble se préciser pour le début de la semaine prochaine, de leur évacuation des positions tenues actuellement en Serbie. Quelques trois cent trente-cinq « casques bleus » français et une centaine d'autres, d'origine belge, basés à Pancevo, à quinze kilomètres au nord de Belgrade, sont directement concernés.

François Léotard, ministre d'Etat, ministre de la défense, a évoqué, mercredi 21 avril, à Paris, cette perspective d'un nouveau déploiement devant les députés de la commission de la défense. Mais il s'est refusé à donner davantage de détails. On sait que le premier ministre, Edouard Balladur, s'est

récemment prononcé pour une modification du dispositif de l'ONU en raison, a-t-il dit, de « ses positions impossibles ».

Les « casques bleus » français impliqués par ce mouvement relèvent du bataillon de soutien logistique, dont le PC est à Zagreb. Depuis leur site de Belgrade, où arrivent notamment les flux pétroliers de l'ONU, ils ravitaillent les contingents français, ukrainien et égyptien stationnés à Sarajevo. Avec l'aggravation de la situation et avec les menaces de sanctions accrues contre la Serbie, telles qu'elles pourraient résulter d'une nouvelle résolution des Nations unies après le 26 avril, ces « casques bleus » peuvent être des « otages » en puissance.

Pour l'instant, leur nouvelle implantation n'a pas été arrêtée. Deux lieux sont fréquemment évoqués : Zagreb, où ils rejoindraient le gros du bataillon, ou le port de Split, où sont basés les hélicoptères mis à la disposition de l'ONU.

Après ce regroupement, la question se pose de savoir si l'ONU évacue définitivement le site de Pancevo ou si elle y installe de nouveaux « casques bleus » issus de pays n'ayant aucune responsabilité dans l'interdiction du ciel bosniaque aux avions de Belgrade ou dans l'embargo naval et fluvial contre la Serbie.

Cette question est d'autant plus cruciale que, dans les états-majors, des mesures dites de « rétorsion » contre la Serbie sont à l'étude sans qu'on puisse, à l'heure actuelle, préciser la forme que prendraient de telles actions.

J. I.



La technologie massivement parallèle pour une entreprise prospère? Impossible de passer outre!

Plus ça va, plus les entreprises passent nous voir avec la ferme intention de prendre désormais leurs décisions à l'aide de notre technologie massivement parallèle. Au lieu d'élaborer laborieusement les critères de décision requis à partir de données consolidées, cette technologie permet de les obtenir en temps réel en exploitant globalement et plus finement toutes les informations disponibles. C'est l'affaire de quelques minutes.

Parallèlement, d'analyses très ciblées, le commerce de détail peut ainsi optimiser le chiffre d'affaires réalisé sur les produits en fonction du comportement des consommateurs et des lors gagner des parts de marché. Partant d'un contexte démographique donné, un assureur peut ainsi déterminer si sa compagnie est exposée à un risque global trop élevé. Partant d'un contrôle des coûts plus pointu, les banques peuvent optimiser la gestion des

produits à fort rendement financier en les adaptant mieux aux besoins d'une clientèle qui, sans cesse, évolue. Rien d'étonnant si bon nombre d'entreprises prospères, grandes et moyennes, font aujourd'hui non seulement appel aux systèmes opératifs préexistants, mais aussi à des systèmes d'information stratégiques basés sur une toute nouvelle technologie 100% ouverte et massivement parallèle développée par NCR.

Si vous avez l'esprit ouvert, passez nous voir: il suffit parfois d'un entretien personnel pour changer massivement le cours de la destinée. Un coup de fil pendant les heures ouvrables et vous aurez déjà fait le premier pas. NCR (SUISSE), téléphone 01 832 13 95.



The Strategy for Managing Change.

EUROPE

RUSSIE : les préparatifs en vue du référendum

Le Tribunal constitutionnel facilite la tâche de M. Eltsine

MOSCOU

de notre correspondant

Boris Eltsine pourra se contenter d'obtenir la confiance de la majorité des votants pour revendiquer officiellement une victoire au référendum du 25 avril. Ainsi en a décidé, mercredi 21 avril, le Tribunal constitutionnel de Russie, infirmant par là la décision du Congrès des députés selon laquelle une majorité des inscrits était requise.

Ce jugement a été rendu à l'unanimité par un Tribunal qui s'était pourtant dressé contre M. Eltsine lorsque ce dernier avait fait mine d'imposer un régime présidentiel direct. Il facilite considérablement la tâche du président, puisque, légalement, la réponse à la question de confiance posée par M. Eltsine sera apportée par ses seuls partisans ou adversaires déclarés. Ces derniers sont très vraisemblablement moins nombreux que les Russes simplement déçus par l'en-

semble de leurs dirigeants politiques, Boris Eltsine compris, ou qui n'attendent rien de bon de ce référendum et préféreront s'abstenir.

La voie du président semble donc dégagée : en tout état de cause, M. Eltsine avait affirmé son intention d'ignorer la décision du Tribunal en cas où elle ne lui serait pas favorable. Cependant, l'interprétation du résultat, qui est dès à présent au centre de tous les débats, n'en sera pas forcément beaucoup facilitée. Le juge Boris Eltsine, qui a rendu compte de la décision du tribunal, a ainsi tenu à rappeler que le vote, quel qu'il soit, n'aura aucune conséquence légale : « même si le président remporte 99,9 % des voix à la question de confiance, cela ne lui donnera aucun droit ou prérogative supplémentaire à ce qui est prévu dans la Constitution », et « s'il n'obtient que 1 %, cela ne donnera aucun pouvoir supplémentaire au Congrès et

n'obligera nullement le président à démissionner ».

La réponse à la seconde question posée, portant sur l'approbation de la politique économique menée depuis janvier 1992, sera également déterminée à la majorité des votants, et conclut le Tribunal. En revanche, une majorité des inscrits reste requise pour imposer des élections présidentielles et législatives anticipées. Les juges ont eu beaucoup de mal à se mettre d'accord sur ce point, mais ont considéré, à une faible majorité, qu'un avancement des élections impliquait une modification constitutionnelle, et donc la majorité des inscrits. Cela signifie que les seules questions vraiment claires posées à l'occasion de ce référendum, les seules aussi qui soient susceptibles de conduire à un assainissement de la situation politique en Russie, risquent fort de rester sans réponse.

J. K.

En attendant « le jour du jugement dernier »...

MOSCOU

de notre correspondant

Le taccin, à nouveau, sonne. La paix du monde est en danger, les fusillades se poursuivent, le goulag va rouvrir ses camps, à moins que les « criminels » ne prennent définitivement la Russie sous leur coupe. A la veille du référendum, comme tant de fois déjà depuis que dure la crise du pouvoir en Russie, on brandit d'affreux épouvantails, on lance des mots à glacer le sang... et bien entendu on n'y croit pas, ou si peu. Mais on joue, entre soi, à ce jeu désarmant traditionnel, avec l'espoir de secouer l'apathie de la population, et aussi de mobiliser en sa faveur l'opinion et les gouvernements occidentaux, public plus facile, parce que moins bête.

Ainsi, a tonné récemment Boris Eltsine devant un parterre d'intellectuels, le lundi 25 avril, le lendemain du référendum, sera « le jour du jugement dernier ». Du coup, un dirigeant de l'Union civile, Vassili Lipitski, craint le pire de la nuit du 25 au 26 avril, « le plus angoissant », celle où cours de laquelle « on va pousser le président à prendre des mesures préventives pour parer aux résultats d'un vote supposé défavorable. Encore heureux que le référendum ait lieu, car Mikhaïl Poutine, superviseur de l'information officielle et grand ami de

M. Eltsine, a annoncé depuis belle lurette que, sinon, ce serait la guerre civile.

M. Poutine, c'est bien connu, a le sang chaud et le verbe tonitruant. Mais que dire du moderne, libéral et jeune ex-premier ministre Egor Gaidar, qui explique que la réforme apportera la réponse à « une question très simple : va-t-on tous nous coller au mur pour nous exécuter, nous qui avons voué notre vie à une nouvelle économie pour la Russie ? ». Pour le ministre des affaires étrangères Andreï Kozirev, c'est à peine mieux : une victoire du « non » risque de ramener la Russie à l'ère des camps de détention du goulag, et évidemment à la guerre froide. En tout état de cause, avait assuré quelques jours plus tôt Boris Eltsine lui-même, « le monde tremblera » en cas d'échec à ce référendum dont dépend « le destin de la Russie ».

Le triomphe des « criminels »

Pour les adversaires du président, c'est bien entendu exactement l'inverse, et une victoire de Boris Eltsine ouvrira toutes grandes les portes de la « dictature ». Et consacrera le triomphe de cet entourage de « criminels » (dit Rouslan Khaoulovtov, le président du Parlement), qui manient Boris Eltsine tout en se

remplissant les poches, et au sujet desquels le vice-président Routskaï a rassemblé « onze valises » de documents compromettants. Un général Routskaï, qui du coup les pro-éltsiniens assimilent immédiatement à Vychinsky, le célèbre procureur stalinien, sinon à Judas, mais qui a promis d'apporter des preuves, à la télévision, et à deux jours du référendum...

Bien entendu, d'autres (et parfois les mêmes d'ailleurs) se chargent, dans chaque camp, d'apporter des jugements un peu plus raisonnables, ou annoncent qu'il n'y a en fait pas grand-chose à attendre du « grand jour », sinon la prolongation d'un statu quo actuel. Dans le camp « élysien », ce rôle est revenu une fois de plus à Sergueï Chakhrav, qui a expliqué que, selon toute vraisemblance, « personne ne remporterait de victoire véritable » au référendum, et qu'au contraire chaque partie en présence constaterait que l'autre partie est en train de gagner. Rien n'est donc simple, à en croire le jeune vice-premier ministre. Au moins a-t-il une certitude, assurément rassurante : lui-même, un jour, sera « président de la Fédération de Russie ». Certes, il ne sait pas encore quand, mais il sait « quoi faire, et comment ».

JAN KRAUZE

ASIE

Selon la « Far Eastern Economic Review »

Une véritable guerre secrète a opposé pilotes soviétiques et américains pendant le conflit coréen

Selon le très sérieux hebdomadaire de Hongkong, *Far Eastern Economic Review* qui publie un article de l'historien britannique Jon Halliday, une véritable guerre secrète a opposé pilotes américains et soviétiques pendant la guerre de Corée (1950-1953). Selon des sources russes, l'armée rouge a perdu 350 appareils et détruit 1 300 avions américains, causant la mort d'un millier de pilotes ; la majorité de ces pertes ont cependant été causées par la DCA. De leur côté, les Américains reconnaissent avoir perdu 147 avions au combat (sur un total de 3 350 détruits), mais avoir détruit un millier d'appareils communistes (chinois, nord-coréens et soviétiques).

Les raids soviétiques étaient limités à l'attaque d'appareils américains en vol. Pour pouvoir démentir cette intervention, Staline avait interdit tout appui au sol et toute présence à moins de 60 kilomètres du front ; ses pilotes portaient des uniformes chinois ou coréens et n'étaient pas censés parler russe en vol. Cette guerre secrète aurait débuté en novembre 1950, un mois après l'attaque par l'aviation américaine de la base soviétique de

Sukhaya-Ryechka, proche de Vladivostok, pour laquelle Washington avait présenté ses excuses. Les pilotes russes opéraient de la base d'Antung (aujourd'hui Dandong), en territoire chinois. Pour leur part, des pilotes américains ont régulièrement violé la frontière chinoise en poursuivant des avions adverses, quitte à altérer ensuite leurs documents de vol.

Eviter l'escalade

Pourquoi cette guerre est restée secrète ? Jon Halliday cite le diplomate américain Paul Nitze, qui, à l'époque, dirigeait le service de prévision politique du département d'Etat : « Si nous avions rendu publics ces faits, le public se serait attendu à ce que nous fassions quelque chose, et la dernière chose que nous voulions était d'entrer dans un conflit sérieux avec les Soviétiques ». Moscou comme Washington voulaient éviter une troisième guerre mondiale. C'est pourquoi les deux camps ont évité tout dérapage, toute escalade, et gardé si longtemps le secret.

Par ailleurs, une demande de levée de l'immunité parlementaire de l'ancien ministre socialiste de la Défense, Silvio Ando, a été déposée au parlement général de Catane (Sicile) pour violation présumée de la loi électorale, a-t-on appris mercredi. Le parlement a agi sur proposition de la Direction des enquêtes anti-Mafia (DIA). L'enquête se fonderait sur les déclarations d'un repentir qui accuse des collaborateurs de M. Ando d'avoir eu des contacts avec des mafieux pour assurer des voix au PSI à des élections législatives et communales en Sicile.

Giuliano Amato, le président du conseil, socialiste, a estimé mercredi devant le Parlement que les Italiens ont montré lors des référendums des 18 et 19 avril qu'ils souhaitent « un authentique changement de régime ». Leur vote massif « représente une césure trop importante pour que l'on puisse poursuivre l'action d'un gouvernement issu de la situation politique antérieure », a dit M. Amato, qui devrait présenter sa démission rapidement. (AFP, Reuters)

AFRIQUE

AFRIQUE DU SUD : l'enquête sur l'assassinat du chef du PC

La police est convaincue que Chris Hani a été victime d'un complot d'extrême droite

La police est désormais convaincue que Chris Hani, secrétaire général du Parti communiste sud-africain, assassiné le 10 avril, a bien été la victime d'un « complot », et non d'un acte isolé, a confirmé, mercredi, le général Frans Malherbe, porte-parole de la police sud-africaine, au cours d'une conférence de presse. Ce même jour, à l'aube, cinq nouvelles personnes ont été interpellées pour être interrogées sur le meurtre.

JOHANNESBURG

de notre correspondant

Quelques heures après la mort du dirigeant communiste, le 10 avril, le ministre de la loi et de l'ordre, Herens Kriel, avait affirmé que l'assassinat de Chris Hani était l'œuvre d'un seul individu ou par ses convictions anticomunistes. Le Congrès national africain (ANC), pour sa part, mettait en cause un complot de l'extrême droite, à laquelle appartenait James Jakob Walus, assassin présumé de Chris Hani.

Il faut croire que l'accusation n'était pas totalement dénuée de fondement puisque, le 17 avril, la police arrêtait Clive Derby-Lewis, un haut responsable du Parti conservateur (CP), par ailleurs bien introduit dans divers milieux d'extrême droite (le *Monde* du 20 avril). Ce dernier, qui n'a toujours pas été déféré à la justice, est détenu en vertu de la loi sur la sécurité intérieure, qui permet une garde à vue de dix jours renouvelable.

Mercredi matin, l'épouse de M. Derby-Lewis, Gabriella Mavora Derby-Lewis, travaillant à la rédaction de *Die Patriot*, organe du Parti conservateur, a été à son tour interpellée. Un journaliste, ancien rédacteur à *Die Patriot* et ancien porte-parole du CP, un agent immobilier, un homme d'affaires et un informaticien ont été placés en garde à vue avec elle. Tous paraissent liés au Mouvement de résistance africain (AWB), formation néo-nazie à laquelle appartenait également l'assassin présumé de Chris Hani.

Selon des informations publiées par la presse sud-africaine, le journaliste Arthur Kemp effectuait de fréquents séjours en Allemagne. Mardi, à Strasbourg, le président

du groupe socialiste du Parlement européen, Glyn Ford, avait déposé une motion demandant une enquête sur les liens qu'entretenait l'extrême droite européenne avec son homologue d'Afrique australe.

Une

«liste rouge»

Au cours de sa conférence de presse, le général Malherbe a précisé que les cinq personnes interpellées mercredi étaient entendues comme témoins, dans le cadre d'une procédure criminelle ordinaire. Au terme du délai de garde à vue de quarante-huit heures, soit relâchées. Leur interpellation pourrait notamment être liée à la découverte, au domicile de James Jakob Walus, d'une « liste rouge » contenant plusieurs noms de personnalités de l'ANC susceptibles de faire l'objet d'agressions. Lors de l'arrestation de Clive Derby-Lewis, la police, cherchant vraisemblablement l'origine de la « liste rouge », avait saisi à son domicile un ordinateur et une imprimante.

GEORGES MARION

Erythrée : l'indépendance au grand jour



Suite de la première page

Le gouvernement provisoire a certes promis la multipartiarité, mais toutes les échéances (dissolution du Front, adoption d'une Constitution, etc.) ont été reportées, sans précision, à l'après-référendum. « Le chapitre un se termine, le deux risque d'être long et difficile », remarque l'un des nombreux professeurs d'université américains d'origine érythréenne venus vivre cette page de l'histoire de leur pays.

Le gouvernement provisoire a effectivement bénéficié d'un blanc-seing au cours de ses deux années au pouvoir. Personne, par exemple, ne se plaint outre mesure de l'énorme augmentation des prix de l'électricité. Les 90 000 anciens combattants, qui ne sont toujours pas démobilisés, sont

certes logés et nourris, mais ils ne gagnent que 50 birrs par mois (60 francs). Peu importe... l'euphorie continue.

Les lendemains de fête risquent d'être douloureux. « L'Erythrée n'a jamais été viable économiquement que sous la colonisation italienne, lorsque tout était sous « protection », note un spécialiste. Remarque d'autant plus juste que tout est à faire, et sans moyens, la communauté internationale s'étant montrée, pour l'instant, plutôt chiche en matière d'aide (la CEE exceptée). « Regardez les Israéliens ! Qu'est-ce qu'ils ont comme ressources ! », lance un cadre visiblement agacé par une allusion à l'absence de pétrole. Et de citer le modèle agricole israélien, transposable selon lui. Les autorités mettent également en avant des ressources minérales,

notamment du cuivre et de l'or, ainsi que d'hypothétiques gisements de pétrole et de gaz ; mais aucune étude de marché n'a été réalisée. Hormis l'aide internationale, les seules ressources financières viennent en fait du port d'Assab, le « poumon » de l'Erythrée, qui fait maintenant partie de l'Erythrée ; en vertu d'un accord entre les deux capitales, Addis-Abeba est exemptée de droits fiscaux sur les importations, mais paie de lourdes taxes à Assab.

Des centaines d'armes russes, chinoises, américaines, « prises sur l'ennemi », sont exposées au musée militaire d'Assab. On y trouve aussi les fameux médicaments fabriqués par les combattants dans des ateliers souterrains, des photos des ateliers où ils fabriquaient des armes, bref, tous les vestiges d'un acquis qui avait forcé l'admiration de bien des Occidentaux. Les ingénieurs combattants du FPLE, auxiliaires à l'époque, ont effectué leur œuvre. Ils affichent aujourd'hui un libéralisme bon teint, parlent de dénationalisations et de démocratie. Un pragmatisme enqueul la communauté internationale et l'essence de la population sont prêts à apporter crédit.

Les seules voix discordantes viennent des autres fronts de libération : « Le FPLE, c'est la dictature », murmure sans discernement un enseignant d'Assab, militant du Front de libération de l'Erythrée (FLE). De cet « ennemi » du FPLE, il reste aujourd'hui un patchwork de mouvements en exil. Certains de leurs dirigeants ont rallié individuellement le FPLE, mais subsistent, notamment au Soudan, le FLE-Conseil révolutionnaire, dont quelque dizaine de membres militent clandestinement à Assab, et le Front érythréen du Djihad islamique, qui semble inquerir particulièrement le pouvoir... laïque. Ce mouvement intégriste, basé au Soudan et en Arabie saoudite, ne compterait pas beaucoup de combattants, mais ses sympathisants seraient nombreux.

Ces fronts en exil n'ont pas pu participer en tant que tels à la campagne du référendum. Leur sera-t-il possible d'intervenir sur la scène politique lors de l'ouverture attendue ? La question reste posée. Mais même les destructeurs les plus critiques du régime se contentent d'attendre pour voir, car « s'ils [le FPLE] ont le multipartisme, tout se passera très bien ».

MARIE-PIERRE SUBTIL

La plus longue guerre de libération du continent

L'Erythrée est devenue une entité politique et géographique avec l'occupation italienne, à l'époque où les puissances européennes se partageaient l'Afrique. Malgré l'absence d'unité ethnique, linguistique et religieuse, le christianisme (1899-1941) a favorisé l'émergence d'une nation.

Aux Italiens succèdent les Britanniques, qui n'abandonneront leur tutelle qu'en 1952, après le vote par les Nations unies d'une résolution imposant la création d'une fédération entre l'Erythrée et l'Ethiopie. L'empereur Haïlé Sélassié considère alors l'Erythrée comme une province placée sous l'administration d'Addis-Abeba. En 1962, il éroge le statut fédéral, décidant qu'il ne

provoque pas la moindre réaction des Nations unies. Un an plus tôt, la guerre de libération avait commencé.

Dans un premier temps, la résistance est essentiellement le fait de musulmans. Puis, le Front populaire de libération de l'Erythrée (FPLE), laïc et marxiste, créé en 1972, s'impose après deux guerres fratricides face au Front de libération de l'Erythrée (FLE). Grâce au soutien de la population et à son organisation hors du commun, le rebelle tient tête à l'armée éthiopienne. Ni l'avènement d'un régime révolutionnaire (1974) ni le spectaculaire renversement d'alliances – à la suite duquel l'URSS prend la place des Etats-Unis aux côtés d'Addis-Abeba – ne changeront

le donne. En février 1990, le FPLE s'empare du port de Massawa et encercle Asmara, capitale de l'Erythrée, émettant le port d'Assab, seul débouché maritime d'Addis-Abeba. L'armée éthiopienne sera défaite en Erythrée en mai 1991. Au même moment, le rebelle igrénien, qui combattait elle aussi les troupes éthiopiennes, entrait dans Addis-Abeba quelques jours après la chute du président Mengistu Haïlé Mariam, aujourd'hui réfugié au Zimbabwe. Le nouveau pouvoir, émanation d'un front allié au FPLE, ne s'est évidemment pas opposé à l'indépendance de l'Erythrée.

M.-P. S.

مكتبة الأصيل

POLITIQUE

Les rapports du premier ministre avec sa majorité

M. Balladur demande aux députés de ne pas s'impatienter

La situation économique a tenu la vedette lors de la deuxième séance des questions au gouvernement, mercredi 21 avril, à l'Assemblée nationale. Celle-ci a donné l'occasion au premier ministre, Edouard Balladur, de rassurer les députés de la majorité sur la célérité du gouvernement à présenter des mesures de redressement économique et social.

« Ne vous impatientez donc pas ! Le gouvernement n'a nul besoin d'être stimulé. Nous travaillons beaucoup et vite ! » Edouard Balladur a tenu, lors de la séance des questions au gouvernement, mercredi 21 avril, à l'Assemblée nationale, à se blanchir de tout soupçon d'immobilisme. Il s'est pour cela donné la peine d'intervenir après le ministre des entreprises et du développement économique, Alain Madelin, interrogé par Jean Falala (RPR, Marne) sur les mesures à l'étude pour les PME.

« J'entends, ici ou là, et il m'arrive, même, de lire qu'une certaine impatience gagnerait la représen-

tion nationale », a déclaré le premier ministre. « Vous avez tout le loisir, s'il le faut, d'examiner en détail la politique de redressement économique et social du gouvernement qui se reflète dans le collectif budgétaire que le conseil des ministres adoptera le 5 mai. » Il a précisé que « ce collectif comprendra des mesures sociales, des mesures économiques pour les entreprises, des mesures en faveur du logement, et des économies indispensables pour éviter l'effacement de nos finances publiques ».

La majorité des questions posées par les députés a porté sur la situation économique de la France : problèmes du logement évoqués par Jean Prociol (UDF-PR, Haute-Loire), traitement social du chômage par Nicole Catala (RPR, Paris), déficits sociaux par Jean-Pierre Delalande (RPR, Val-d'Oise) et Alain Bocquet (PC, Nord), délocalisations par Marc Laffineur (UDF, Maine-et-Loire) et Louis Mexandeau (PS, Calvados).

Les interrogations sur les transferts d'emplois publics parisiens en province ont permis à Edouard Balladur de préciser sa position et de lever toute ambiguïté : « Il y a

dix-huit mois environ, certaines décisions concernant la délocalisation de services publics ont été prises. Je ne reviens pas sur les conditions dans lesquelles elles ont été préparées, annoncées et, pour certaines, mises en œuvre. Le gouvernement a l'intention de donner suite à ce qui a été effectivement décidé. Pour le reste, je demanderai au ministre d'Etat, ministre de l'Intérieur et de l'aménagement du territoire, et au ministre délégué en charge de ce domaine d'étudier, en liaison avec le ministre de la fonction publique, les mesures à envisager dans l'avenir. » « L'opinion que j'exprime ainsi (...) est celle du gouvernement », a encore précisé M. Balladur un peu plus tard, mettant ainsi fin aux « cafouillages » de certains de ses ministres.

Les zones rurales

Autre inquiétude parlementaire, autre confirmation du premier ministre : la suspension de toute fermeture de services publics dans les zones rurales évoquée lors du discours de politique générale. En réponse à Patrick Ollier (RPR, Hautes-Alpes), M. Balladur a été catégorique : « Tous les services publics sont concernés, y compris l'école. Toutes les décisions les visant sont suspendues pour six mois, délai qui sera mis à profit pour étudier les modifications à apporter notamment aux contrats de plan. (...) Il s'agit d'une suspension à effet immédiat. »

De son côté, Charles Pasqua, ministre d'Etat, ministre de l'Intérieur, interrogé par Patrick Balkany (RPR, Hauts-de-Seine) sur le dépôt d'un projet de loi sur la police municipale, a annoncé qu'il saisirait le Parlement, « peut-être avant la fin de la session de printemps (...) de propositions relatives à l'encadrement, à la formation, à l'utilisation des policiers municipaux ». Sur le

sujet, M. Pasqua s'a pu s'empêcher de rappeler que si de nombreux maires, « quelle que soit leur appartenance politique », ont mis en place des policiers municipaux pour répondre à la demande de leurs administrés, « celle qui m'a fait la plus forte impression, par sa belle tenue, par les moyens dont elle dispose, est celle de Pierre Mauroy à Lille ». Cette déclaration a, bien entendu, déclenché rires et applaudissements sur les bancs de la majorité.

A l'exception d'un incident en début de séance qui a conduit à l'évacuation d'un perturbateur de la tribune réservée au public, Philippe Séguin n'a pas eu à rappeler à l'ordre députés et ministres. Les nns et les autres semblent vite avoir pris le pli des questions et des réponses rapides et spontanées. Même si certains jeunes ministres anxieux, tels Philippe Douste-Blazy, ministre délégué à la santé, avaient tenté, la veille de la séance, d'obtenir des « tuyaux » sur les questions auxquelles ils seraient soumis.

CLAIRE BLANDIN

Jacques Barrot explique que l'UDF veut « stimuler » le gouvernement

Jacques Barrot, vice-président du groupe UDFC de l'Assemblée nationale, a expliqué, mercredi 21 avril, sur Europe 1, que si ce groupe demande « une avancée » du gouvernement, « ce n'est pas pour user, mais pour stimuler » Edouard Balladur, « parce qu'il faut un dialogue très direct et exigeant entre le gouvernement et le Parlement ». Le président de la commission des finances de l'Assemblée a demandé de « ne pas confondre émotion et discipline ». Fort de cette maxime, il a ajouté que la démarche du chef du gouvernement « qui consiste à avoir un calendrier, à s'y tenir et à parler vrai est juste », mais « maintenant il faut passer aux actes ».

Charles Millon, président du groupe UDFC, a d'ailleurs confirmé, le même jour, le dépôt d'une proposition de loi sur la décentralisation de la formation professionnelle, dont le bureau de l'Assemblée examinera la recevabilité. Bien qu'Edouard Balladur n'ait pas retenu cette proposition dans le programme législatif de la session de printemps, M. Millon a affirmé que le groupe UDF continuera de « se battre » pour « que cette proposition puisse être débattue dans les meilleurs délais, car, s'il est vrai, nous considérons que cela fait partie d'un dispositif urgent à mettre en place pour favoriser l'adaptation entre l'emploi et la formation et pour pouvoir lutter contre le chômage ».

M. Millon a ajouté qu'il ne voit pas « l'intérêt d'attendre l'automne », comme l'a envisagé M. Balladur, qui avait évoqué, le 19 avril, l'éventualité d'un débat de cette proposition dans le cadre de la discussion du projet de loi quinquennal pour l'emploi souhaité par le gouvernement pour la session d'octobre. « On peut faire des lois successives qui permettront quand elles seront réunies d'être un grand dispositif législatif », a indiqué M. Millon.

A propos du mode de scrutin pour les élections européennes, que le RPR soutient modifier, contrairement à l'UDF, Alain Lamassoure, ministre délégué chargé des affaires

européennes, a indiqué au Sénat, à la suite d'une audition devant la commission des affaires étrangères et de la défense, que « le premier ministre souhaite une très large concertation des mouvements politiques ». « Il y a plusieurs hypothèses, y compris le scrutin uninominal majoritaire à deux tours. Une décision rapide sera prise avant la fin de l'actuelle session parlementaire. D'ici l'été », a souligné le ministre, auteur d'une proposition de loi déposée à l'Assemblée nationale prévoyant un scrutin proportionnel dans le cadre des régions actuelles. « Rien n'est, toutefois, exclu », a conclu M. Lamassoure.

Dans l'éditorial de *Démocratie moderne*, l'organe du CDS, Dominique Baudis réaffirme le devoir de vigilance des centristes, qui doivent « être plus que jamais les défenseurs de leurs convictions ». Observant que « beaucoup de ministres centristes [sont] à des postes-clés », contrairement à la première cohabitation, le président exécutif du CDS écrit que « [sa] famille de pensée décline bel et bien des responsabilités politiques gouvernementales d'une importance qui ne s'est pas vue depuis longtemps ». Pour le maire de Toulouse, le CDS a « des devoirs à la mesure de ses responsabilités », dont le premier est d'« apporter au premier ministre et à toute son équipe, sans exception, un soutien aussi loyal que constant ».

« Nous devons agir pour la prise en compte concrète de nos analyses et de nos propositions », continue M. Baudis, en précisant que « cette vigilance positive et dynamique ne doit pas nous amener à cultiver notre différence pour le seul plaisir de cultiver la différence ». Pour autant, le dirigeant centriste engage les militants à « préparer sans tarder les prochaines échéances électorales » et il demande aux parlementaires d'être « sans complexe réactifs de sensibilité plus à droite, aujourd'hui puis-santes au sein de la majorité au Palais-Bourbon ».

Nicolas Sarkozy confirme la probable diminution du traitement des ministres

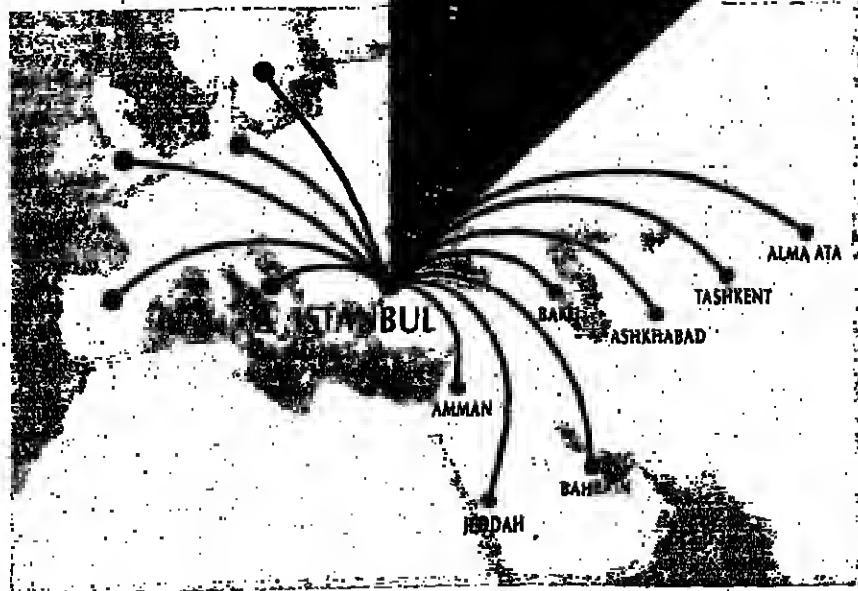
Nicolas Sarkozy, ministre du budget et porte-parole du gouvernement, a commenté, mercredi 21 avril, lors de son compte rendu du conseil des ministres, les informations faisant état d'une éventuelle diminution de 10 % du traitement des ministres. Ce serait une « excellente décision » a-t-il dit, « à un moment où le gouvernement de la France s'apprête à demander à nos compatriotes des efforts pour protéger les acquis sociaux ». « C'est sym-

bolique, mais il est des symboles qui parlent et qui comptent », a ajouté M. Sarkozy.

Invité de l'émission « Sept sur sept », sur TF 1, le 18 avril, Edouard Balladur avait indiqué, à propos des restrictions dans l'utilisation des avions du GLAM : « C'est un symbole, et les symboles comptent (...) ». Il y aura d'autres exemples, dans les jours et les semaines qui viennent, qui iront dans le même sens. »

ISTANBUL

Prenez le départ.
Avec Turkish Airlines.



Istanbul a été pendant des siècles le centre du monde civilisé. Et de nos jours il est aisé de comprendre pourquoi. Bien que beaucoup de choses aient évolué, Istanbul reste un centre majeur de civilisation, et de position très stratégique pour les voyages à destination du Moyen-Orient ou de l'Asie.

Surtout sur Turkish Airlines. Aucune compagnie aérienne, n'est plus accueillante, plus ponctuelle ou plus confortable, et n'offre les sièges de classe affaires les plus spacieux du marché.

Si vous y ajoutez notre hospitalité traditionnelle et chaleureuse, vous pourriez vous surprendre à penser que nous sommes encore le centre du monde civilisé.



TURKISH AIRLINES
LES NOUVEAUX HORIZONS DU CONFORT

POLITIQUE

En discutant avec Pierre Mauroy

Michel Rocard cherche à conforter sa majorité au comité directeur du PS

Avant la réunion du comité directeur du Parti socialiste, samedi 24 avril, Michel Rocard, président de la direction provisoire du parti, devait avoir, vendredi, divers entretiens afin de parvenir à un accord et d'éviter un nouvel affrontement, après celui du 3 avril. Les propositions de Pierre Mauroy, qui souhaite la sortie du provisoire et le retour à un fonctionnement plus normal des instances dirigeantes du parti, pourraient permettre à Michel Rocard de conforter sa majorité au comité directeur.

A deux jours de la réunion du comité directeur du PS, qui doit être saisie des propositions de la direction provisoire pour l'organisation des « états généraux » socialistes, l'équilibre qui pouvait s'instaurer à la tête du parti paraissait incertain. Les rocardiens et leurs alliés, ex-jospinistes (Lionel Jospin s'étant retiré de l'action politique « directe ») et membres de la Gauche socialiste, pouvaient estimer que le risque d'être mis en minorité, à leur tour, comme l'avaient été Laurent Fabius et ses amis le 3 avril, était écarté.

Sur le papier, en effet, une coalition des fabiusiens, des amis de Pierre Mauroy, de ceux de Jean Poperen et des délégués socialistes, qui s'est réunie mercredi, propose que le congrès statutaire d'octobre leur reconnaisse la possibilité d'adhérer au PS et d'y voter au bout de quatre mois (le délai requis actuellement est de six mois). Ainsi seraient préservés et l'ouverture souhaitée par Michel Rocard et la sécurité exigée par les fabiusiens, qui redoutent un « extrême », dont ils feraient les frais, à l'occasion des états généraux. Il n'est pas sûr, néanmoins, que, même dans ces conditions, une fédération comme celle du Pas-de-Calais, par exemple, accepte d'intégrer de nouveaux membres qui, pour le prix d'une carte à 50 francs, auraient les mêmes droits que les adhérents de longue date de participer à la définition des orientations du PS.

Les députés à l'Elysée

Il souhaite, donc, que le comité directeur décide de mettre en place un bureau exécutif, instance qui est actuellement « suspendue ». Cette normalisation avait été réclamée, aussi, par un sénateur fabiusien, Michel Dreyfus-Schmidt (Territoire de Belfort), pour qui elle représente la seule manière de rétablir la légalité des statuts. Pour Pierre Mauroy comme pour Michel Dreyfus-Schmidt, il ne s'agit pas de remettre en place l'ancien bureau exécutif, issu du congrès de Rennes il y a trois ans, mais d'en composer un nouveau. Devrait-il être à la proportionnelle des mandats recueillis par les militants présents à Rennes ? Pierre Mauroy estime que le comité directeur, souverain entre deux congrès, peut former un bureau exécutif correspondant aux regroupements qui se sont opérés en son sein.

Une majorité et une minorité pourraient alors coexister dans ce bureau, comme cela a toujours été le cas au PS lorsqu'un congrès ne se terminait pas par une « synthèse » générale. En revanche, le secrétaire national, désigné par le comité directeur, serait, lui, l'émancipation de la seule majorité. La direction provisoire s'efface, ainsi, au profit de ce secrétariat, dont les manroystes pourraient faire partie si les autres conditions qu'ils mettent à un accord sont remplies. Le sénateur du Nord maintient, en effet, les demandes qu'il avait présentées, dans un texte signé avec Louis Mermaz et le 10 avril (le Monde du 10 avril), c'est-à-dire la préparation des états généraux par une « commission représentative de l'ensemble du parti » et la dévolution des décisions engageant l'avenir du PS aux seuls militants du parti dans un « congrès constituant ».

La question du groupe de travail et de son rôle met en cause le statut de la direction installée le 3 avril. Il n'est pas question, pour Michel Rocard et pour ses alliés, d'admettre que cette nouvelle instance se substitue, en fait, à la direction provisoire, mandatée par la majorité du comité directeur pour préparer les états généraux. C'est ce que demande, pourtant, Jean Poperen, en indiquant, mercredi, sur Europe 1, qu'il ne participerait pas à la réunion du comité directeur si un accord n'est pas trouvé, au préalable, pour « mettre en place une équipe chargée de préparer les états généraux et dotée des pleins pouvoirs ». L'ancien ministre des relations avec le Parlement, qui

réunit avec ses amis sept voix au comité directeur, situe clairement sa position dans la logique d'un « combat contre l'orientation que représente Michel Rocard », celle du « socialisme gestionnaire ».

Jean Poperen se rapproche ainsi, sur des bases idéologiques qu'il ne partageait certes pas, du souhait des délégués (cinq voix le 3 avril). Ceux-ci réclament, en effet, la mise en place d'un groupe de travail présidé par l'un des leurs, Martine Aubry. Les rocardiens y sont hostiles, observant que l'ancien ministre du travail n'est pas membre du comité directeur et qu'elle ne représente guère elle-même. Ils refusent, surtout, de considérer que ceux qui se proclament, au sortir des cabinets ministériels, les seuls vrais fondateurs du PS détenaient les clés de toute légitimité à gauche.

Dans leur esprit, le groupe de travail, associant la direction provisoire, les premiers secrétaires fédéraux et les « référents », doit être présidé par un partisan de la majorité du 3 avril, qui pourrait être, parmi d'autres hypothèses, Claude Estier, président du groupe socialiste du Sénat, « jospiniste » et ancien conventionnel, c'est-à-dire longtemps proche de François Mitterrand.

Quant au rôle des sympathisants, qui pourraient être associés à la première phase des états généraux, en juillet, la direction provisoire, qui s'est réunie mercredi, propose que le congrès statutaire d'octobre leur reconnaisse la possibilité d'adhérer au PS et d'y voter au bout de quatre mois (le délai requis actuellement est de six mois). Ainsi seraient préservés et l'ouverture souhaitée par Michel Rocard et la sécurité exigée par les fabiusiens, qui redoutent un « extrême », dont ils feraient les frais, à l'occasion des états généraux. Il n'est pas sûr, néanmoins, que, même dans ces conditions, une fédération comme celle du Pas-de-Calais, par exemple, accepte d'intégrer de nouveaux membres qui, pour le prix d'une carte à 50 francs, auraient les mêmes droits que les adhérents de longue date de participer à la définition des orientations du PS.

La direction provisoire doit répondre, d'autre part, le problème que lui pose le groupe de l'Assemblée nationale, dont le bureau a été élu à la fin de l'année dernière, par le président de la République. A cette occasion, le mauvais effet produit, à la « base », par la réunion du comité directeur du 3 avril, n'est pas oublié. Mercredi matin, les députés socialistes ont discuté d'un règlement intérieur qui leur reconnaît la « liberté de vote dans les cas de conscience ». Surtout, la question des cotisations versées par les députés au parti n'est pas réglée, et Martin Malvy, président du groupe, fabiusien, a de nouveau refusé de participer, le même jour, à la réunion de la direction provisoire à laquelle il était invité.

PATRICK JARREAU

Un important mouvement préfectoral

Charles Pasqua procède au changement des plus hauts responsables du ministère de l'intérieur

Devenu sous la pression des « bonapartes » le premier dossier brûlant d'actualité du gouvernement Balladur, la police donne la possibilité à M. Pasqua, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire, de procéder à une série de nominations aux postes les plus importants de son ministère à l'occasion du premier mouvement préfectoral d'envergure décidé depuis l'arrivée de M. Balladur à Matignon.

La nomination au poste de directeur général de la police nationale d'Edouard Lacroix, préfet de la région Bretagne, préfet d'Ille-et-Vilaine, qui permuta avec Bernard Gassat, a ainsi été adoptée, mercredi

21 avril, en conseil des ministres. Philippe Massoni, directeur de cabinet de Charles Pasqua, devient préfet de police de Paris en remplacement de Pierre Verbrugghe, qui rejoint son corps d'origine, la Cour des comptes. Joël Thoraval, directeur général de l'administration au ministère de l'intérieur, sera nommé directeur de cabinet du ministre d'Etat le 30 avril à la place de M. Massoni.

Michel Blangy, préfet de la région Poitou-Charentes, ancien directeur de la formation et des personnels de la police nationale, lui succède à la tête de la direction générale de l'administration. M. Pasqua a placé aux postes-clés des hauts fonctionnaires

qu'il a lui-même choisis. On ne peut cependant parler d'un placement d'« amis » politiques, plusieurs des personnes concernées ayant été auparavant nommées à des fonctions de responsabilité par des gouvernements de gauche. Devenu « patron » de la police nationale en juillet 1991, M. Gassat ne souhaitait pas demeurer à cette place depuis de récents amitiés de santé.

Au poste sensible de préfet de police de Paris, le remplacement de M. Verbrugghe, en fonctions depuis juillet 1988 et âgé de soixante-quatre ans, par M. Massoni est plus surprenant dans la mesure où cette décision semble avoir été anticipée de

quelques mois. M. Pasqua n'a toutefois souligné que M. Verbrugghe avait exercé ses fonctions « dans des conditions difficiles et satisfaisantes ». Et l'ensemble s'est passé en douceur, sans susciter d'opposition de la part du président de République. A l'inverse des tensions apparues en 1986 pendant la première cohabitation, quand le ministre de l'intérieur, Charles Pasqua, avait demandé le départ de M. Verbrugghe de la direction générale de la police et qu'il s'était heurté à un refus de M. Mitterrand.

E. In.

[Né le 5 mai 1939 à Sarcelles (Hauts-de-Seine), Michel Blangy est diplômé de Sciences-Po Paris, ancien élève de l'ENA. Administrateur civil, il est affecté en 1966 à la direction générale des collectivités locales. Sous-préfet en 1968, directeur du cabinet du préfet de Val-de-Marne, puis du préfet de la région parisienne, il est nommé préfet de la région en 1984, puis directeur des personnels et de la formation de la police en 1985, il a été nommé préfet de Val-de-Marne en 1989. Depuis le 11 septembre 1991, il est préfet de la Vienne, préfet de la région Poitou-Charentes.]

[Né le 2 juin 1936 à Pérignac (Hauts-de-Seine), Edouard Lacroix est diplômé d'études supérieures de droit public, d'économie politique et de sciences politiques. Après avoir exercé comme chef de cabinet du préfet des Hauts-de-Seine en 1959, il occupe différentes fonctions dans l'administration préfectorale avant d'être nommé en mai 1980 directeur du tourisme en service détaché au ministère de la jeunesse, des sports et des loisirs. Préfet de l'Aveyron en 1983, M. Lacroix est préfet de la région Martinique en mars 1985, puis préfet de la région Bourgogne, préfet de la Côte-d'Or en novembre 1987. Il était depuis janvier 1991 préfet de la région Bretagne, préfet d'Ille-et-Vilaine.]

[Né le 13 janvier 1936 à Marseille, licencié en droit, diplômé d'études supérieures de police et de criminologie, M. Massoni est commissaire en 1962. D'abord affecté à la préfecture de police de Paris, à la police judiciaire puis aux RG, il est chargé de missions sur les questions de police en cabinet du premier ministre, d'avril 1976 avec M. Chirac à août 1980 avec M. Barre. Il rejoint alors la préfecture de police comme directeur des services techniques. Puis comme à partir de 1986 les postes de directeur adjoint du cabinet du ministre délégué à la sécurité et de directeur central des RG. Préfet hors cadre en octobre 1987, il est en juillet 1988 la direction des RG et devient préfet de l'Aube. Préfet de l'Oise en avril 1990, il est préfet de la région Auvergne, préfet du Puy-de-Dôme en juillet 1992. Depuis le 30 mars, M. Massoni était directeur du cabinet de M. Pasqua.]

[Né le 7 septembre 1935 à Boulogne (Seine), ancien élève de l'ENA, M. Thoraval est, en 1964, chargé de mission pour les affaires économiques auprès du préfet de l'Aube. Préfet de la Haute-Loire en 1975, de Tarn en 1981, il est nommé en 1982 directeur des personnels et des affaires politiques à la direction générale de

l'administration du ministère de l'intérieur. Préfet des Hauts-de-Seine en 1985, préfet de la région Corse et de Corse-du-Sud en 1987, M. Thoraval devient préfet de la région Haute-Normandie et du Calvados en janvier 1989. Il était directeur général de l'administration au ministère de l'intérieur depuis février 1991.]

[Né le 8 avril 1929 à Wattvillers (Nord), ancien élève de l'ENA, M. Pierre Verbrugghe a notamment occupé les fonctions de chef de cabinet du préfet des Hauts-de-Seine en 1958, de secrétaire général de la préfecture de l'Aube en 1964, de chef de mission auprès du préfet de la région Haute-Normandie en 1970 et de sous-préfet de Thionville en 1973. Nommé directeur des personnels et des écoles de la police nationale en 1975, il devient adjoint au directeur général de l'administration et directeur des personnels et des affaires politiques au ministère de l'intérieur en 1978. Nommé en juillet 1982 préfet de Seine-et-Marne, il devient directeur général de la police nationale en juin 1983, puis conseiller-maire à la Cour des comptes en janvier 1987. M. Verbrugghe était préfet de police de Paris depuis juillet 1988.]

Les héritiers de Fouché

Suite de la première page

M. Verbrugghe a affirmé la primauté du pouvoir exécutif sur tout pouvoir politique et son efficacité toute politique le font reconnaître. Il est resté à Matignon, de 1976 à 1980, aux côtés de Jacques Chirac puis de Raymond Barre.

voit en lui « l'archétype de la nouvelle génération des chefs de RG ». Son sens politique aigu et son efficacité toute politique le font reconnaître. Il est resté à Matignon, de 1976 à 1980, aux côtés de Jacques Chirac puis de Raymond Barre.

Profil

« cohabitionniste »

Dénué d'esprit de parti, l'ancien et le nouveau préfet ressemblent en cela à un serviteur zélé de Giroudin et des Montagnards, de l'Empire et de la Restauration. Mais il s'agit d'un homme de la République, de la République alors qu'il était secrétaire général de la Nièvre entre 1966 et 1969, et cette fidélité ne se démentira pas. Le chef de l'Etat s'en souvient après la manifestation policière du 3 juin 1983, quand des cortèges viennent huer Robert Badinter sous ses fenêtres de la place Vendôme : nommé directeur général de la police nationale, Pierre Verbrugghe est chargé de la reprendre en main.

La conception du grand-fou républicain est synthétisée dans la circulaire qu'il diffuse alors : « La police nationale est aux ordres du gouvernement, pour le service de l'Etat et des citoyens. Cette force publique ne doit en aucun cas être soustraite à l'autorité de l'Etat et aucune entreprise de politisation ne saurait y être admise. » Le texte d'autant plus de poids que les notes de service rédigées par cet homme du Nord, épais de la culture orale des pays de Flandres, se sont complétées, tout au long de sa carrière, sur les doigts d'une main d'acier plus tard, il n'y a pas une virgule à changer.

Les alliances nouées par Philippe Massoni ont pu sembler à la fois plus diversifiées et plus fluctuantes. S'il a d'abord intégré des cabinets de premiers ministres RPR ou barrières, des solidarités familiales, celles ont frano-maçonniques, alliées à une enquête appuyée à droite et à gauche. « Petit cousin » de Joseph Franchesch, secrétaire d'Etat à la sécurité du gouvernement Mauroy, M. Massoni a été fait chevalier de la Légion d'honneur par le ministre de la défense Charles Hernu. C'est néanmoins aux côtés de Robert Pandraud qu'il revient à la politique, durant la première cohabitation de 1986 : directeur adjoint du ministre délégué chargé de la sécurité, il cumule non sans ambiguïté cette fonction politique avec la fonction policière de directeur central des RG.

En étroite coopération avec le commissaire Claude Bardot (aujourd'hui directeur des RG à la préfecture de police), il réussit un coup de maître en interpellant les dirigeants d'Action directe cachés dans une ferme du Loiret. De quoi conforter sa réputation de policier plein de talents.

Mais ses relations avec Robert Pandraud se dégradent assez brutalement. Philippe Massoni se rapproche alors du ministre de l'intérieur Charles Pasqua. Puis il obtient le soutien du pouvoir socialiste, victorieux aux législatives de 1988, ce qui lui permet de devenir préfet de l'Aube, puis de l'Oise. Puis d'être nommé préfet de la région Auvergne et du Puy-de-Dôme, où il établit des relations de confiance avec l'élu du cru, Michel Charasse. Son profil « cohabitionniste », encore peaufiné après sa

point toute menace d'« Etat RPR ». Si M. Verbrugghe, fils d'instituteur, militant après guerre dans les Jeunesses de la SFIO, cultive des amitiés au centre droit, il est avant tout fidèle à François Mitterrand, sans être évidemment socialiste. Mais il a cultivé le futur président de la République alors qu'il était secrétaire général de la Nièvre entre 1966 et 1969, et cette fidélité ne se démentira pas. Le chef de l'Etat s'en souvient après la manifestation policière du 3 juin 1983, quand des cortèges viennent huer Robert Badinter sous ses fenêtres de la place Vendôme : nommé directeur général de la police nationale, Pierre Verbrugghe est chargé de la reprendre en main.

La conception du grand-fou républicain est synthétisée dans la circulaire qu'il diffuse alors : « La police nationale est aux ordres du gouvernement, pour le service de l'Etat et des citoyens. Cette force publique ne doit en aucun cas être soustraite à l'autorité de l'Etat et aucune entreprise de politisation ne saurait y être admise. » Le texte d'autant plus de poids que les notes de service rédigées par cet homme du Nord, épais de la culture orale des pays de Flandres, se sont complétées, tout au long de sa carrière, sur les doigts d'une main d'acier plus tard, il n'y a pas une virgule à changer.

Les alliances nouées par Philippe Massoni ont pu sembler à la fois plus diversifiées et plus fluctuantes. S'il a d'abord intégré des cabinets de premiers ministres RPR ou barrières, des solidarités familiales, celles ont frano-maçonniques, alliées à une enquête appuyée à droite et à gauche. « Petit cousin » de Joseph Franchesch, secrétaire d'Etat à la sécurité du gouvernement Mauroy, M. Massoni a été fait chevalier de la Légion d'honneur par le ministre de la défense Charles Hernu. C'est néanmoins aux côtés de Robert Pandraud qu'il revient à la politique, durant la première cohabitation de 1986 : directeur adjoint du ministre délégué chargé de la sécurité, il cumule non sans ambiguïté cette fonction politique avec la fonction policière de directeur central des RG.

En étroite coopération avec le commissaire Claude Bardot (aujourd'hui directeur des RG à la préfecture de police), il réussit un coup de maître en interpellant les dirigeants d'Action directe cachés dans une ferme du Loiret. De quoi conforter sa réputation de policier plein de talents.

Mais ses relations avec Robert Pandraud se dégradent assez brutalement. Philippe Massoni se rapproche alors du ministre de l'intérieur Charles Pasqua. Puis il obtient le soutien du pouvoir socialiste, victorieux aux législatives de 1988, ce qui lui permet de devenir préfet de l'Aube, puis de l'Oise. Puis d'être nommé préfet de la région Auvergne et du Puy-de-Dôme, où il établit des relations de confiance avec l'élu du cru, Michel Charasse. Son profil « cohabitionniste », encore peaufiné après sa

nomination comme directeur de cabinet du ministre Charles Pasqua, conduit finalement à la tête de la PP un préfet de police réputé proche du RPR et non hostile à l'Elysée.

Philippe Massoni devrait retrouver sans peine un terrain d'entente avec le nouveau ministre de l'intérieur, celle des deux principes « cohabitionnisme » de la police nationale en juin 1993, puis conseiller-maire à la Cour des comptes en janvier 1987. M. Verbrugghe était préfet de police de Paris depuis juillet 1988.]

Nouveau partage des compétences

Le maire de Paris n'a pas manqué de chahuter à plusieurs reprises, ces derniers mois, que « la police parisienne n'est plus une force et n'est plus commandée ». Directement visé, M. Verbrugghe a répondu tout aussi échoement au conseil de Paris. Son départ s'accompagnera-t-il d'un nouveau partage des compétences entre l'Hôtel de Ville et l'île de la Cité ?

A ce poste parmi les plus exposés de la République, le préfet devra en tout cas continuer de surveiller aussi bien la « haute police » (prévenir les pièges menaçant l'Etat et les institutions) que la « basse police » (celle des « voleurs, des filles et des réverbères », disait Fouché) (1). Placera-t-il, comme ses prédécesseurs, le maintien de l'ordre en tête des priorités ? M. Verbrugghe laissera à ce propos le souvenir des enseignements de « modération, de tolérance et de patience » données aux forces de l'ordre, en novembre 1990, face aux masses pacifiques de lycéens parmi lesquels s'étaient glissés des casseurs. Mais aussi celui des « dérapages » intimes par des motos-pompes surpassantes sous le regard avide des caméras.

Au chapitre des dossiers noirs restera la mort du pasteur Douc, enlevé et retrouvé mort alors qu'il faisait l'objet d'une surveillance des RG, ainsi que la mort d'un mineur zéroïro interrogé par un inspecteur parisien. Ces derniers événements ont, comme la guérilla avec le maire de Paris, sans doute contribué à avancer de quelques mois le départ annoncé de M. Verbrugghe. Philippe Massoni, qui s'apprête à succéder à M. Verbrugghe en charge tous les secrets d'Etat, de société et d'alcôve de la grande cité, doit tenir la « grande maison ».

ERICH INCYAN

(1) Mémoires de Joseph Fouché, ministre de la police, Editions Arléa, février 1993 et Mémoires par Joseph Fouché, Imprimerie nationale.

Le communiqué du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est réuni, le mercredi 21 avril 1993, au palais de l'Elysée, sous la présidence de François Mitterrand. A l'issue du conseil, le service de presse du premier ministre a diffusé un communiqué dont voici les principaux extraits :

• **Code de la consommation**
Le ministre de l'économie a présenté au conseil des ministres un projet de loi relatif au code de la consommation (partie législative).

Le code de la consommation rassemble les textes relatifs aux relations individuelles et collectives entre consommateurs et professionnels. Il comprend cinq livres, respectivement consacrés à la formation des contrats, c'est-à-dire à l'information des consommateurs, aux pratiques commerciales et aux documents contractuels ; à la qualité et à la sécurité des biens et des services ; à l'endettement des consommateurs ; aux associations de consommateurs ; aux institutions de concertation et de coordination.

Sans modifier le fond du droit, le code se substitue à des dispositions législatives éparpillées dans une vingtaine de textes différents. Il facilitera ainsi l'information du public et des professionnels.

• **Code rural**
Le ministre de l'agriculture et de la pêche a présenté un projet de loi relatif à la partie législative du livre VIII (nouveau) du code rural.

Le livre VIII du code rural traite de l'enseignement et de la formation professionnelle agricoles et de la recherche agronomique, sans modifier le fond du droit.

Le projet de loi poursuit le travail de refonte du code rural. Quatre des neuf livres ont été refondus par une loi du 15 avril 1991. La mise au point des quatre autres livres est en cours.

• **L'association du Parlement à l'élaboration des normes communautaires**
Le premier ministre a présenté une communication sur l'association du Parlement à l'élaboration des normes communautaires.

Dans la déclaration de politique générale présentée au Parlement le 8 avril, le premier ministre a indiqué que la construction européenne devait être conciliée avec les intérêts de la nation. Cela implique que la représentation nationale soit mieux associée aux progrès de l'Europe et à la préparation des décisions communautaires.

La loi constitutionnelle du 25 juin 1992 a prévu, dans le nouvel article 38-4 de la Constitution, que le gouvernement a l'obligation de transmettre au Parlement les projets d'actes communautaires entrant dans des

matières relevant de sa compétence et que le Parlement peut voter des résolutions à leur sujet.

Pour le moment, le Parlement a peu utilisé cette faculté.

Le premier ministre entend que cette procédure permette d'organiser une véritable consultation du Parlement sur les questions européennes. Dans la conduite des négociations communautaires, le gouvernement tiendra compte des avis ainsi exprimés par les Assemblées parlementaires.

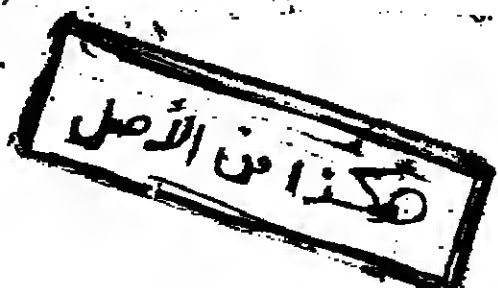
Le gouvernement s'est organisé pour suivre l'ensemble du processus pouvant conduire à l'adoption d'une résolution par l'une ou l'autre Assemblée. Une instruction sera publiée au Journal officiel du 22 avril à ce sujet.

Il consultera systématiquement le Conseil d'Etat sur la question de savoir si un projet d'acte communautaire entre dans le domaine de compétences du législateur et de ce titre être transmis au Parlement.

Il participera activement aux travaux du Parlement en ce domaine, dans le respect des dispositions prévues par le règlement de chaque Assemblée.

Enfin, les actes communautaires définitivement adoptés et faisant suite à des projets transmis au Parlement seront eux-mêmes communiqués à ce dernier.

• **L'état des comptes de la Sécurité sociale**
(Lire page 15.)



Après un incident dans l'affaire Trager

M. Méhaignerie retire sa délégation de signature au directeur des affaires criminelles

Le garde des sceaux, Pierre Méhaignerie, a retiré mercredi 21 avril sa délégation de signature au directeur des affaires criminelles et des grâces de la chancellerie, Frank Terrier. Un incident concernant la transmission d'un dossier instruit par la chambre d'accusation de la cour d'appel de Rennes est à l'origine immédiate de cette décision mais, depuis le changement de gouvernement, la situation de ce directeur était précaire. Le successeur de M. Terrier n'a pas encore été nommé.

Depuis l'alternance, la situation de Frank Terrier était très instable. La compétence et l'autorité du directeur des affaires criminelles et des grâces n'étaient pas en cause, mais son ancienneté - il coordonnait l'action publique des vingt-neuf parquets généraux de France depuis 1990 - en avait fait le symbole de la gestion contestée des « affaires » par le gouvernement socialiste. En mai 1992, ses relations avec Bernard Tapie avaient d'ailleurs suscité une petite tempête judiciaire : en pleine affaire Toubon, alors que le ministre de la ville craignait d'être inculpé par le juge Edith Boizette, Frank Terrier s'était rendu dans le bureau de Bernard Tapie afin de s'entretenir avec lui des aspects judiciaires de son dossier.

Présentant l'avenir difficile de M. Terrier au lendemain des élections, le garde des sceaux du gouvernement Bérégovoy, Michel Vauzelle, lui avait proposé au mois de février de devenir procureur de la République de Créteil. Le poste difficile de directeur des affaires criminelles et des grâces coadjuvait traditionnellement à des accélérations de carrière, mais cette promotion qui le faisait accéder quinze ans après son entrée dans la magistrature à la direction d'un des plus grands parquets de France avait suscité l'opposition de l'Union syndicale des magistrats (modérée) et de l'Association professionnelle des magistrats (droite) (Le Monde du 12 février).

Une ascension exceptionnellement rapide

Aux yeux de ces deux organisations, la carrière de M. Terrier, qui s'était déroulée en grande partie place Vendôme, ne le préparait pas à diriger un parquet aussi important que celui de Créteil. Son manque d'ancienneté lui avait également été maintes fois reproché : dans la liste classée par ancienneté des candidats à ce poste, Frank Terrier était vingt-seizième sur trente. Finalement, ce projet n'avait pas abouti : la commission consultative de parquets, présidée par le procureur général de la Cour de cassation, Pierre Truche, avait émis un avis défavorable et Frank Terrier avait alors décidé de retirer sa candidature (Le Monde du 6 mars).

La promotion offerte à Frank Terrier coïncidait, il est vrai, avec une ascension exceptionnellement rapide. Entré dans la magistrature en 1978 en tant que juge d'instruction au Havre, Frank Terrier était resté quelques mois substitut au parquet de Paris avant de rejoindre en 1982 la chancellerie, puis, en 1986, le secrétaire général du parquet général de la Cour de cassation, alors dirigé par Pierre Arpaillange.

Lorsque M. Arpaillange était devenu garde des sceaux, deux ans plus tard, Frank Terrier avait rejoint le cabinet du ministre en tant que conseiller technique avant de prendre à quarante ans la direction des affaires criminelles et des grâces. Frank Terrier, qui coordonnait depuis bientôt trois ans l'action publique menée dans les parquets de France, avait donc à ce titre supervisé la gestion contestée

des « affaires » sensibles par les socialistes.

Depuis la nomination d'Edmond Balladur, sa position était donc extrêmement fragile. Son départ avait été maintes fois annoncé mais Pierre Méhaignerie a finalement décidé de lui retirer sa délégation de signature à la suite d'un incident qui s'est déroulé à la fin de la semaine dernière. Le 2 avril, le procureur général de Rennes, Jacques Brun, avait transmis à la chancellerie des réquisitions concernant un dossier politico-financier, dans lequel, Georgina Dufour avait été mise en cause. Dans son réquisitoire, M. Brun concluait à la prescription et à l'amnistie des délits reprochés à l'ancienne ministre des affaires sociales mais il devait, pour des raisons de procédure, recevoir

l'aval de la chancellerie avant le 15 avril.

Malgré la complexité du dossier et l'importance de l'affaire, Frank Terrier a mis le cabinet devant le fait accompli en lui adressant le réquisitoire le 14 avril, soit à la veille de la date-but (Le Monde du 21 avril). « M. Terrier nous a saisi si tardivement qu'il nous a été impossible d'émettre un avis sur cette affaire difficile, note-on à la chancellerie. Nos relations avec la direction des affaires criminelles et des grâces doivent être fondées sur la confiance et la loyauté. A la suite de cet incident, nous avons considéré que nous pouvions avoir des doutes. » Reçu par le directeur de cabinet mercredi 21 avril, M. Terrier s'est vu retirer sa délégation de signature dans la journée.

A. C.

Entendu pour la première fois par le juge Régis Verhaeghe

Gérald Huntz désigne Marcel Navarro comme le meurtrier de Jacques Roseau

MONTPELLIER

de notre correspondant

Gérald Huntz, meurtrier présumé de Jacques Roseau, a été entendu pour la première fois pendant deux heures et demie mercredi 21 avril par le juge Régis Verhaeghe, chargé de l'instruction du dossier à Montpellier. Au cours de l'interrogatoire, non seulement il a confirmé ne pas être celui qui a tiré sur Jacques Roseau (il s'était rétracté devant le juge délégué chargé de sa mise en détention après avoir avoué le meurtre devant les policiers), mais, pour la première fois, il aurait nommé le meurtrier.

« D'après Gérald Huntz, c'est Marcel

Navarro qui avait son arme, le fameux 11.43, et qui a tiré », a déclaré son avocat, M. Blanchot, à l'issue de l'audition.

Selon le défenseur, « les trois hommes avaient établi une manœuvre dont le but était de converger vers Jacques Roseau pour l'interpeller et lui casser la gueule. Finalement, Roseau est sorti à l'improviste et il n'y a que Navarro qui s'est trouvé à sa hauteur. Ni Huntz ni Lozano n'ont tiré, ils ont vu le tir et ont fui, et ils s'en sont allés. Ce qui s'est passé exactement ensuite, qu'il le sait pas. Cela a dégénéré. Mais les trois personnes étaient profondément choquées après le drame et elles n'ont pas pu fuir. Il semble dif-

ficile d'établir aujourd'hui clairement si Huntz et Lozano au moment du meurtre étaient à pied ou à cheval sur un véhicule dans la voiture prête à démarrer.

Par ailleurs, M. Blanchot a déclaré que ni Gérald Huntz ni Jean-Claude Lozano ne savaient que Marcel Navarro avait une arme. Celle-ci ne serait arrivée que plus tard. Comment ? La question reste posée mais la précision est d'importance, car cette thèse, si elle était retenue, isolerait d'un côté un tueur, et de l'autre deux hommes venus avec lui dans l'intention d'agresser le porteur de la lettre mais inconnus des conséquences de leur expédition.

J. M.

Le tribunal correctionnel de Sarreguemines (Moselle)

Les cicatrices des « irradiés de Forbach »

Les « irradiés de Forbach » ont témoigné mercredi 21 avril devant le tribunal correctionnel de Sarreguemines (Moselle), à l'occasion de la troisième journée du procès des dirigeants de la société EBS. Ceux-ci sont poursuivis pour blessures involontaires et infractions aux dispositions réglementaires concernant la protection des travailleurs contre les rayonnements ionisants.

SARREGUEMINES

de notre envoyé spécial

« Regardez ce que vous avez fait, Muller. Vous avez parlé de « gros coup de soleil » à mon égard. Mais je n'ai quand même pas mis la tête dans la four à micro-ondes de ma sœur pour me retrouver dans cet état. » Cette apostrophe de Daniel Laroy, le plus touché des « irradiés de Forbach », à son ancien directeur, a constitué, mercredi 21 avril, le seul « dérapage » d'une audience pleine d'émotion. Avec Giovanni Neapola et Jean-Marc Bies, M. Laroy avait été invité à exposer devant le tribunal de grande instance de Sarreguemines les conséquences de son irradiation, en août 1991.

En l'absence de reconnaissance exacte, une certaine incertitude subsiste quant aux doses reçues par les trois hommes. Quels que soient les chiffres, les résultats sont, eux, bien visibles, aussi impressionnants qu'incontestables.

Totalement chauve, très pâle, le peu marqué de tâches brunes, M. Laroy porte encore, sur les avant-bras et les jambes, des pansements que l'on change tous les trois jours, le plus souvent sous anesthésie tant la douleur est intense. L'irradiation de surface lui a causé des brûlures sur 60 % de la surface du corps, les tissus étant atteints jusqu'à un centimètre de profondeur. Dix-neuf mois après l'accident, il vient de subir de nouvelles greffes de peau destinées à recouvrir de nouvelles nécroses apparues récemment. Ses mains, très abîmées, sont couvertes de croûtes par endroits, certains doigts recroquevillés.

Sous le peu très fin des bras, on distingue les muscles, et l'image des écorchés des amputés de médiane du jadis vient à l'esprit. Il est allongé sur un civière qu'il ne quittera pas pour répondre aux questions du tribunal.

« A la limite du supportable »

Daniel Laroy a été hospitalisé le 27 août 1991 à l'hôpital Percy de Clamart (Hauts-de-Seine). Il n'en est pas sorti avant le 7 août 1992. Pour passer dix jours chez ses parents, avant de multiplier les séjours à l'hôpital Bel-Air de Thionville (Moselle) et au service de microchirurgie de celui de Dommarin-lès-Toul (Meurthe-et-Moselle). « A Clamart, j'ai passé six mois en chambre stérile, mon lit, le président. Pendant six semaines, j'étais comme en état de mort artificielle, dans le coma. Ensuite, j'ai vu mon corps, mes plaies. C'était à la limite du supportable. »

Giovanni Neapola a été hospitalisé trois mois au même hôpital Percy de Clamart, spécialisé dans le traitement des grands brûlés. Touché sur 25 % de la surface de son épiderme, il a dû subir, lui aussi, quelques greffes. A la demande du président Alain Delles, il ébauche ce qu'il gardait vissé sur la tête depuis le début des débats. La crâne apparaît, glabre, marqué d'une large tâche brune. Il est toujours en état de mort, sous traitement. « J'ai des problèmes d'yeux. Je vois bien, mais j'ai du mal à supporter la lumière. Je suis aussi très nerveux, je prends des calmants. »

Violamment ému, cherchant ses mots, M. Neapola semble vivre très mal les séquelles de l'accident. « J'ai du caractère. Je ne suis pas un gars qui se laisse abattre. Mais ça, c'est trop fort, trop dur. J'ai la haine... C'est quelque chose que je ne peux pas expliquer, que j'ai dit, dit-il en se frottant la poitrine. Je me regarde dans la glace, les gens m'en parlent dans la rue. Chaque fois que je ferme les yeux, je pense à cela. Un an et demi après, je reviens toujours à l'accident. » Envisage-t-il son retour à la vie active ? « Je ne sais pas... J'en ai discuté avec

des patrons. J'ai vingt-cinq ans, mais ils ne sont pas chauds pour me reprendre. Ils ont peur des rechutes. Comme les assureurs : je n'ai pas le droit de souscrire une assurance vie. »

Pour le professeur Jean Guibaud, de l'hôpital Percy de Clamart, « Neapola semble présenter les signes d'une névrose post-traumatique. Il faut déamorcer cela très vite. » Ce traumatisme, M. Bies le vit d'une manière encore plus violente. Ses deux mois d'hospitalisation, du 9 septembre au 9 novembre 1991, n'étaient pas motivés par ses brûlures (14 % du corps), mais par une « névrose post-traumatique de type erodo-dépressif ». « C'était sérieux. Il était à la limite de la prostration », souligne le professeur Robert Julien, qui l'a soigné. Jean-Marc Bies a été licencié, après avoir repris son travail pendant quelques temps au l'« accélérateur » où s'est produit l'accident. Lui aussi voit l'avenir en noir. « J'ai contacté une quarantaine d'employeurs, mais sans résultat. J'ai désormais le profil du chef d'équipe qui a envoyé deux gars à la mort. »

Quelles seront, pour les trois hommes, les conséquences à long terme ? Difficile à dire : pour les médecins, au-delà de la gravité de leur état, ils font un peu figure de cobayes. « A ma connaissance, n'y a pas d'antécédent, pas de cas connus de ce type de pathologie (1). L'irradiation par électrons accélérés est très différente de celle subie par les victimes de Tchernobyl ou d'Hiroshima. »

JEAN-PAUL DUFOUR

(1) Hormis celui de Forbach, un seul accident mettant en cause un accélérateur d'électrons en milieu industriel a été rapporté avec précision. Il s'est produit le 15 février 1965 à Rockford, dans l'Illinois (Etats-Unis). La victime a été étreinte de son bras et de sa jambe droite. Plusieurs accidents de surdosages avec des accélérateurs médicaux sont cependant survenus en milieu médical, dont deux entre 1985 et 1987 aux Etats-Unis (deux morts), et, surtout, celui de Sarreguemines (Gipswang), en décembre 1990, où vingt-sept malades ont subi des doses très élevées. Selon les experts de l'Institut français de protection et de sûreté nucléaire (IFPSN), « une dose » de décès pourrait être « directement imputable » à ce dernier accident.

Après l'élection d'un nouveau secrétaire général à la FASP

La principale organisation de policiers est menacée d'éclatement

Une semaine après s'être prononcés pour la démission du secrétaire général de la Fédération autonome des syndicats de police (FASP), majoritaire chez les gradés et gardiens, Richard Gerbaudi (Le Monde du 15 avril), une majorité de membres du conseil d'administration se sont réunis à Créteil, mercredi 21 avril, et ont adopté une « proposition de destitution » de celui-ci. Ils ont élu un nouveau « secrétaire général de la FASP », Daniel Lavau.

Mais Richard Gerbaudi conteste la légalité de cette procédure. Tout se passe comme s'il y avait désormais une FASP « maintenue », avec Richard Gerbaudi à sa tête, et une FASP « nouvelle », avec Daniel Lavau pour « patron », les deux responsables revendiquant le secrétariat général de la Fédération. Couvrant après des mois de désordre syndical au sein de la plus importante organisation de policiers en tenue (Le Monde du 16 février), la crise ressemble étrangement à celle qui a conduit à l'éclatement de la FEN.

Affirmant avoir recueilli les deux

tiers des voix au conseil d'administration fédéral, les « opposants » disent avoir voté à la majorité requise, le 21 avril à Créteil, la « proposition de destitution » de Richard Gerbaudi. Mais celui-ci conteste la légalité de cette réunion, comme le nombre de voix recueillies par ses détracteurs. Bien qu'il en octobre 1990 à la tête de la FASP, et toujours solidement installé à la tête du Syndicat général de la police (SGP), les gradés et gardiens parisiens), Richard Gerbaudi a vu ses soutiens syndicaux se réduire au sein de la Fédération.

La lutte fratricide a pris une étrange allure quand, après la réunion de Créteil à laquelle ne participaient pas le SGP, les opposants ont voulu investir le siège fédéral de la rue du Département, à Paris. Devant l'immuable, un groupe de délégués du SGP a filtré les entrées et, dans la bousculade, il a été fait appel à... Police-secours. Daniel Lavau, issu du SNTT (syndicat majoritaire chez les gradés et gardiens de province), et Richard Ger-

baudi ont cependant pu s'entretenir. L'enjeu est d'importance puisque les uns et les autres veulent conserver le siège et le siège de la Fédération. Ils estiment à présent que c'est à la justice d'arbitrer le différend.

La vie syndicale est désormais rythmée de visites d'huissiers, de consultations d'avocats et de procès. Richard Gerbaudi a ainsi décidé de poursuivre celles des composantes de la FASP qui doivent de l'argent (pour non-paiement des cotisations, notamment) à la Fédération.

Le conflit a pris, en s'envenimant, un tour plus nettement politique. Les opposants dénoncent la vaine « la ligne d'indépendance et d'autonomie » imposée par M. Gerbaudi, soulignant au passage le soutien qu'il a apporté dernièrement au ministre de l'Intérieur, Charles Fauriol. Richard Gerbaudi dénonce « la ligne socialiste qui voit le jour » du côté des opposants.

E. In.

DESORMAIS, RETROUVEZ VOLVIC AUX MEILLEURES TABLES.



volvic LEAU DES SAVEURS INTACTES

JEAN POPEREN

Jean Poperen

Socialistes la chute finale?

« Les urnes du Waterloo socialiste du 28 mars dernier sont encore fumantes et, déjà, Jean Poperen, célèbre gogard du parti d'Épinay, nous livre son diagnostic dans un pamphlet au titre évocateur. »

Jean-Michel GAILLARD - 12 POINT

« Voici le livre choc qui décortique les vraies raisons de la défaite historique du parti socialiste. »

Laurence MASUREL - PARIS MATCH

« Pour Jean POPEREN, c'est clair, l'alliance de la deuxième gauche avec François MITTERRAND a cotéfié tous les vrais socialistes... »

Philippe ALEXANDRE - R.I.L.

238 PAGES - 98 F

COLLECTION TRIBUNE LIBRE

plon

| MONTAGNE 21 AVRIL 1993 | | | | | | | | | | | |
|------------------------|----|----|----|----|----|--------------|----|-----|-----|-----|-----|
| 12 | 25 | 30 | 42 | 45 | 48 | 28 | | | | | |
| 6 | | | | | | 445 990 F | 26 | 57 | 61 | 65 | 68 |
| 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | 10 | 11 | 12 |
| 13 | 17 | 19 | 21 | 27 | 38 | 24 | | | | | |
| 6 | | | | | | 15 363 835 F | 87 | 138 | 142 | 145 | 148 |
| 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | 10 | 11 | 12 |
| 13 | 17 | 19 | 21 | 27 | 38 | 24 | | | | | |
| 6 | | | | | | 15 363 835 F | 87 | 138 | 142 | 145 | 148 |
| 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | 10 | 11 | 12 |
| 13 | 17 | 19 | 21 | 27 | 38 | 24 | | | | | |

SOCIÉTÉ

MÉDECINE

Dans l'attente d'une loi sur l'aléa thérapeutique

Le gouvernement va étudier les modalités d'indemnisation des victimes d'hépatite C post-transfusionnelle

Après une série de consultations établies avec les différents groupes parlementaires de l'Assemblée nationale et à la suite d'un entretien avec Philippa Douste-Blazy, ministre déléguée à la santé, les responsables de l'AAVAC (Association d'aide aux victimes d'accidents corporels) viennent d'annoncer que le projet d'indemnisation des victimes d'hépatite C post-transfusionnelle était en bonne voie. M. Douste-Blazy nous a confirmé que le gouvernement allait très prochainement mettre à l'étude ce dossier.

On estime en France que le nombre de personnes victimes d'une hépatite C contractée à la suite d'une transfusion sanguine se situe entre 100 000 et 400 000 (1). Plus généralement, le rapport demandé en août 1992 par Bernard Kouchner, alors ministre de la santé et de l'action humanitaire, à un groupe de spécialistes présidé par le professeur Micoud (CHU de Grenoble) situe entre 500 000 et deux millions le nombre de personnes pouvant être contaminées par ce virus. Il conclut que cette pathologie constituera « un problème majeur de santé publique en l'an 2000 » (le Monde du 9 janvier).

L'hépatite virale de type C est une infection asymptomatique dans près de 70 % des cas. Cette affection peut, dans 25 % des cas

environ, conduire à l'installation d'une hépatite chronique évolutive, une pathologie handicapante qui peut elle-même évoluer vers l'installation d'une cirrhose ou d'un cancer du foie.

Plusieurs associations de malades se sont constituées ces dernières années pour tenter d'obtenir réparation du préjudice subi (2). L'une d'entre elles, l'AAVAC, annonce aujourd'hui grouper 2 600 adhérents. Son président, Dominique Courtois, qui milite en faveur d'une loi d'indemnisation, vient de terminer une série de démarches qui, assure-t-il, font qu'un tel projet devrait rapidement se concrétiser. Pour cette association, l'indemnisation ne devrait intervenir qu'au stade de la cirrhose pour des montants de l'ordre de 500 000 francs, dès lors que le lien avec un geste transfusionnel pourra être établi.

Les erreurs en l'absence de fautes

« Les responsables des groupes parlementaires à l'Assemblée nationale, et en particulier l'UDF et le RPR, vont intervenir sans délai auprès du gouvernement et des membres de leurs formations politiques respectives pour qu'un projet de loi soit soumis rapidement au vote du Parlement, nous a expliqué le docteur Courtois. D'autre part, le ministre délégué à la santé m'a confirmé son accord sur le principe d'une telle loi d'indemnisation. »

Philippe Douste-Blazy nous a confirmé que les différents ministères concernés allaient très pro-

chamment étudier ce dossier, qui soulève, notamment des questions financières compte tenu du nombre des victimes potentielles et du montant des indemnités envisagées.

D'autre part, quelques jours après l'arrêt du Conseil d'Etat condamnant un hôpital à verser de substantielles indemnités en l'absence de toute faute médicale (le Monde des 10 et 21 avril), ce dossier vient une nouvelle fois souligner l'urgence de l'action du législateur en matière d'aléa thérapeutique. Pour l'AAVAC comme pour l'AVATAP (Association des victimes d'erreurs thérapeutiques en l'absence de fautes), l'indemnisation des victimes d'hépatite C post-transfusionnelle n'est qu'une étape, le but de l'action entreprise étant bien l'obtention d'une loi d'indemnisation de l'aléa thérapeutique.

JEAN-YVES NAU

(1) Après l'utilisation d'une série de marqueurs sérologiques indirects pour tenter d'éliminer les porteurs du virus de l'hépatite C du don de sang, les autorités sanitaires françaises ont rendu obligatoire, en mars 1990, des que ce fut possible, le dépistage de cette infection chez les donneurs. On estime aujourd'hui que le risque de transmission du virus à partir de transfusions sanguines est inférieur à 0,5 %. Le risque 0 ne pouvant, en l'état actuel des connaissances, être atteint.

(2) AAVAC, 1, rue de l'Église, BP 126, 33020 Bordeaux Cedex. Tél.: 56-42-63-63. AVATAP, La Croisette, Rue Principale, 01800 Villiers-Loyes-Molay. Tél.: 44-61-40-38. ADVTS, 28, rue de Châteaufort, 94000 Vincennes. Tél.: 46-77-39-33.

Selon un accord entre le gouvernement et l'association des hémophiles

Les Espagnols contaminés par le virus du sida à la suite d'une transfusion seront indemnisés

Un accord a été passé entre le ministère espagnol de la santé et la Fédération espagnole des hémophiles (FEH), qui fixe à dix millions de pesetas (environ 472 000 francs) le montant de l'indemnité forfaitaire accordée aux personnes contaminées par le virus du sida lors de transfusion de plasma sanguin avant octobre 1985. Des aides mensuelles individualisées, fixées par un « comité clinique », seront également attribuées à chaque personne infectée, à son conjoint s'il a contracté la maladie, et aux familles des 418 malades décédés.

MADRID

de notre correspondant

Le ministre de la santé et de la consommation, José Antonio Grinan, a annoncé, mardi 20 avril, qu'un accord avait pu être obtenu avec les représentants des hémophiles pour indemniser tous ceux qui ont été contaminés par le virus du sida lors de la transfusion de plasma sanguin avant octobre 1985. Le président de la Fédération espagnole des hémophiles (FEH), José Alonso Gomez, avait réclamé, au début du mois de mars, entre 20 et 30 milliards de pesetas (entre 920 et 1 400 millions de francs) à l'Etat pour avoir négligé de prendre des mesures de précaution entre le mois de juillet 1983 et le mois d'octobre 1985. « La catastrophe sanitaire la plus importante survenue dans l'histoire de la médecine espagnole et du monde depuis la thalidomide aurait pu être évitée si l'on avait utilisé des dérivés du sang chauffés », avait souligné la FEH.

Selon cet organisme, sur les 2 730 hémophiles espagnols, 1 147 ont été contaminés, soit 42 %, et 416 d'entre eux sont morts. Grâce à l'accord intervenu, chacun des 1 147 hémophiles recevra 10 millions de pesetas (470 000 francs) et ses enfants bénéficieront d'une pension jusqu'à la fin des études. Son montant variera entre 30 000 et 120 000 pesetas chaque mois (1 400 francs et 5 600 francs) selon la situation familiale et le fait que le parent contaminé est décédé ou vivant. Cet accord sera en principe étendu aux victimes du sida qui ont contracté le virus

lors d'une transfusion dans un établissement du système national de santé.

En onze ans, de 1981 à 1992, 175 cas de sida ayant eu pour origine une transfusion sanguine ont été officiellement recensés en Espagne. Parmi les personnes contaminées, 98 sont actuellement décédées. Mais combien d'autres malades ont été, sans le savoir, contaminés lors d'une transfusion avant le mois de février 1987, date à laquelle des contrôles ont été obligatoirement effectués en Espagne? C'est ce que souhaite savoir le Syndicat des médecins de Madrid (SMM) qui demande qu'un dépistage systématique du sida soit entrepris auprès des receveurs de transfusions sanguines avant cette période.

Le taux le plus élevé d'Europe

Le président du SMM, Manuel Fernandez Vega, estime qu'il y a eu « négligence » de la part des responsables de la santé publique pour ne pas avoir pris de précautions à partir du mois de mars 1985, époque où un test permettant de détecter le virus a été mis au point. Selon le SMM, syndicat conservateur qui entend exploiter politiquement l'affaire, les autorités ont attendu deux ans pour imposer ce contrôle se rendant ainsi coupables « d'un attentat contre la santé publique ». M. Vega a donc l'intention de déposer - après les élections du 6 juin - une plainte contre les responsables et notamment deux anciens ministres de la santé, pour « clarifier les éventuelles négligences pénales ».

Sur un plan plus général, l'Espagne est un des pays d'Europe les plus touchés par le sida. A la fin de l'an dernier, selon les données du ministère de la santé, 6 910 personnes avaient succombé à cette maladie depuis 1981, dont 963 au cours du second semestre de 1992, soit plus de cinq victimes chaque jour. Au total 17 029 cas de sida ont été recensés jusqu'au 31 décembre 1992, dont 2 710 pour la seule année dernière. Depuis 1990, le taux d'incidence par rapport à la population (437,1 cas pour un million d'habitants en 1992) est le plus élevé des pays d'Europe.

Depuis le 22 mars, une vaste

campagne a été lancée à l'initiative du ministère de la santé et de la consommation sur le thème : « Nous allons stopper le sida ». Des affiches sont apparues à tous les coins de rue représentant le petit cercle rouge de la solidarité avec les victimes de cette maladie et cette inscription « Aidez vivre » et, sur l'autre panneau, un préservatif et ces deux mots « et vis ». En 1990, une autre campagne avait insisté sur le préservatif comme moyen de prévention contre le sida sur le thème « Mais-le-tu ». (point, ponsolo).

La formulation ou tout simplement la recommandation en avait hérité plus d'un et notamment la Confédération catholique nationale des pères de famille et des parents d'élèves (Concapa) qui avait intenté un recours contre « cette incitation à la promiscuité sexuelle ». Les tribunaux ont donné raison à cette association en jugeant que la campagne « n'était pas véridique et qu'elle était partielle » parce que les messages divulgués ne mentionnaient pas que seules « l'abstinence et la fidélité réciproque et perpétuelle entre partenaires non contaminés éliminent complètement le risque d'infection ». Le jugement rendu, alors que la campagne était oubliée depuis longtemps, a provoqué de vives réactions, et l'Etat a immédiatement fait appel.

MICHEL BOLE-RICHARD

□ Un séropositif débouté de ses poursuites contre son employeur. - Le tribunal des prud'hommes de Colmar (Haut-Rhin) a débouté, mercredi 21 avril, Philippe Bouille, trente-deux ans, séropositif, qui demandait 150 000 francs de dommages et intérêts à son ancien employeur, affirmant que celui-ci l'avait licencié après que sa séropositivité eut été révélée par la presse. En février 1992, Philippe Bouille avait été condamné à deux ans de prison, dont dix-huit mois avec sursis, pour avoir mordu jusqu'au sang le doigt d'un policier qui tentait de l'interpellier alors qu'il était en état d'ébriété (le Monde daté 30-31 juillet 1989 et daté 9-10 février 1992).

FOOTBALL : Marseille contre le Milan AC en finale de la Coupe des champions

La deuxième chance de l'OM

L'Olympique de Marseille s'est qualifié pour la finale de la Coupe des champions en s'imposant 1-0 à Bruges, mercredi 21 avril, grâce à un but du Croate Alan Boskic, inscrit à la 3^e minute. Deux ans après sa déconvenue de Bari, l'OM disputera ainsi le 26 mai à Munich sa deuxième finale européenne, la septième de l'histoire pour un club français, face au Milan AC qui a signé une dixième victoire européenne consécutive en battant le PSV Eindhoven 2-0.

BRUGES

de notre envoyé spécial

Marseille tient sa revanche. Deux ans après avoir sanglé à Bari, les joueurs de l'OM ont gagné à nouveau le droit de se présenter devant cette Coupe d'Europe qu'aucun club français n'a pu braver en six tentatives (1). Cette seconde chance, quand tant d'autres rêvent de s'en voir offrir une première, aurait pu gonfler leurs visages d'émotion, leur arracher de longues tirades éphémères. Mercredi soir, leurs yeux ne trahissaient qu'un immense soulagement. Comme si, en saisissant l'objet capricieux de leur convoitise, les footballeurs de Bernard Tapie n'avaient fait que remplir leur devoir. Ils le savaient depuis longtemps : les honneurs et la gloire ne leur viendraient que d'une ultime confrontation avec le mastodonte milanais.

Sans trait de génie

Rarement une place en finale n'avait été en effet autant annoncée à l'avance. Depuis le tirage au sort des groupes de la Coupe des champions exactement. CSKA Moscou, Rangers de Glasgow et Club Brugues devaient logiquement se placer à la tête d'une équipe chaque semaine du continent dans la hiérarchie de l'Europe européenne de football (UEFA). Pourtant, les Marseillais se sont mis à trembler du désir de cette finale, de la peur de réitérer le fiasco de l'élimination précoce de l'année précédente. Il y a quinze jours, face aux Glasgow Rangers, ils n'avaient ainsi pu se procurer un raccourci vers la finale.

Mardi soir encore, les Marseillais se sont montrés incapables d'écarter des adversaires qu'ils dominaient totalement. Alan Boskic n'a pas profité qu'une seule fois des maladrotes coniques de

joueurs brugeois qui semblaient parfois faire exprès de rater des ballons. Au cours d'une partie rapidement (trop?) débarrassée de tout suspense, l'OM aura trouvé le moyen de massacrer une myriade d'occasions et de s'exposer jusqu'à la fin du match à un hypothétique coup de sort.

Dans cette victoire qui aurait dû être beaucoup plus nette, les Marseillais ont résumé toute la différence qui les sépare de la formation de l'épopée européenne de 1991, conclue par la désillusion de Bari. A l'époque, l'OM allait droit au but adverse. Adossé à une défense impénétrable, un trio de génie - Papin, Waddle, Pelé - savait s'engouffrer dans la brèche la plus infime. Aujourd'hui, l'équipe semble avoir oublié les trajectoires rectilignes. Elle ne parvient à se maintenir au plus haut niveau qu'en fonctionnant par à-coups. Les traits de génie se sont effacés dans des rencontres plus laborieuses.

Reprise en main

En passe d'obtenir un cinquième titre national consécutif, l'OM n'est plus la « bête de scène » des années précédentes. L'équipe de stars que les vedettes de la politique et du spectacle venaient couronner en se bousculant dans la loge de Bernard Tapie. La défaite de Bari, face à l'Étoile Rouge de Belgrade, l'élimination précoce à Prague, l'année suivante, ont brisé l'image d'un club qui voulait tout et tout de suite.

Tout au long de la saison européenne, les mercredis de l'OM, desservis par la formule languissante de la Coupe des champions, ont été concurrencés par les mandis et les jendis d'Auxerre et du PSG, confrontés à des formations aux palmarès aussi prestigieux. Marseille voyait peu à peu son équipe bousculée du devant de la scène, et ressentait ce déclin relatif comme une ingratitude envers le club qui a fait tout le football français vers le plus haut niveau. Bernard Tapie n'a pas hésité à jouer sur ce ressentiment, sur les liens entre Canal Plus et le PSG, pour dénoncer un complot imaginaire des médias parisiens. La reconquête de Munich, outre la confirmation de la légitimité de la première place du club, permettra d'attirer à nouveau les caméras sur le Vieux-Port.

Pour l'ancien ministre, l'enjeu dépassait cette simple querelle de notoriété. Bernard Tapie sait bien que la présidence de l'OM est une autre cause de résonance qu'un

siège de député non inscrit au dernier rang de l'Assemblée nationale. Il semble aujourd'hui vouloir profiter de la vente d'Adidas et de la fin de son expérience ministérielle pour s'impliquer encore davantage dans la conduite de son club.

Dans la crispation due à cette qualification qui semblait se déborder, renforcée par l'obsession d'obtenir les résultats les plus rapides possibles, la reprise en main n'a pas en lieu sans maladresse. Bernard Tapie n'a pas hésité à exprimer publiquement ses désaccords avec la tactique, jugée trop féroce, de Raymond Goethals, éternel remplaçant des entraîneurs, lassé ou évincé par l'autoritarisme présidentiel. Dans le secret des vestiaires, lors de la rencontre OM-Glasgow, l'ancien ministre de la ville s'en est pris violemment à ses joueurs, au risque de fragiliser un peu plus son groupe. Au sein de l'équipe marseillaise, de nombreux joueurs violent en effet approcher la fin de leur contrat, et se montrent donc de moins en moins dociles avec les procédés de Bernard Tapie. A l'inverse de celle de 1991, littéralement aspirée par la finale de Bari, l'équipe d'aujourd'hui se raccroche davantage à la perspective de la confrontation avec le Milan AC comme à sa dernière raison d'être.

Le sentiment d'avoir atteint la première partie de l'objectif servira sans doute de ciment pendant quelques temps. Raymond Goethals et Bernard Tapie auront un mois pour se rabibocher autour d'un bon souvenir. Ni l'un ni l'autre n'ont oublié qu'ils ont dirigé la dernière équipe à avoir battu le Milan AC dans une compétition internationale.

JÉRÔME FENOGLIO

(1) Reims en Coupe des champions (1956 et 1959), Saint-Etienne en Coupe des champions (1976), Bastia en Coupe de l'UEFA (1978), Marseille en Coupe des champions (1991) et Monaco en Coupe des vainqueurs de coupe (1992).

□ Incidents à Marseille. - Dès la fin du match entre le FC Bruges et l'Olympique de Marseille, quelques milliers de supporters ont envahi la Casabière et le Vieux-Port. Vers minuit, des casseurs s'en sont pris à des vitrines, malgré la présence de CRS. Six personnes ont été interpellées et placées en garde à vue pour des vols avec effraction ou des recels de vols. La voiture du vigile du Neptune, le galeon du film *Pirate de Konan Polansky* ancré dans le Vieux-Port, a été poussée à l'eau.

Les résultats

Derrière Juppé
Groupe A
Marseille B. Bruges 1-0
Glasgow Rangers et CSKA Moscou 0-0
Classement final : 1. Marseille, 9 pts ; 2. Glasgow Rangers, 5 ; 3. Bruges, 5 ; 4. CSKA Moscou, 2.
Groupe B
Milan AC B. PSV Eindhoven 2-0
Pistoia B. Göteborg 2-0
Classement final : 1. Milan AC, 12 pts ; 2. Göteborg, 5 ; 3. Pistoia, 5 ; 4. PSV Eindhoven, 1.
Marseille et Milan joueront la finale le 26 mai à Munich.

EN BREF

□ Report de prochaine tir de la fusée Ariane. - Le cinquante-sixième tir de la fusée européenne Ariane, à l'origine prévu dans la nuit du 29 au 30 avril, a été reporté de quelques jours à la suite d'un « incident de manipulation ». Au cours des préparatifs de lancement, manœuvre de maintenance et endommagé l'antenne multidirectionnelle télé-mesure-télécommande du satellite de télécommunications Astra-1C, le principal satellite devant être placé en orbite durant ce vol. L'antenne, précise-t-on à Arianeespace, a dû être démontée et envoyée pour contrôle à Hughes Space and Communications (constructeur d'Astra-1C), à El Segundo (Californie).

□ Une principale de collège assassinée à Troyes. - La principale du collège Pierre-Brossolette de la Chapelle-Saint-Luc dans la banlieue de Troyes (Aube) a été retrouvée morte dans son bureau, mercredi 21 avril. Le corps de Denise Decaves, cinquante-cinq ans, mariée, mère de trois enfants et ancien professeur d'éducation physique, portait des traces de coups de couteur et des marques de strangulation. C'est une employée de l'établissement, pratiquement désemparée par la mort de sa collègue, qui a découvert le corps. Aucune trace d'effraction n'a été constatée dans le bureau de la victime.

JACK THIEULOY
DIogene DE TARASCON

Pour ses fidèles, c'est un visionnaire; pour ses ennemis, un fou pour les uns comme pour les autres, un cervant. Jérôme Garcin, l'écrivain du Jour.

Thieuloy, je suis pour. Une verve, une vraie, une bouffée sans trêve ni chiquet. Il est un brancard d'écriture, d'écriture, d'écriture et non.

Patrick Grainville

Le don du mot, le pouvoir du verbe, la transcendance du style. Enfin, c'est en vie. Heureusement, car sans aucun doute quelque part, là où ça gêne.

Lucien Bodard

BALLAND

مكتبة من الأصل

BALLAND

**TOUT EN MOINS
EN MOINS
DE 80 JOURS.**

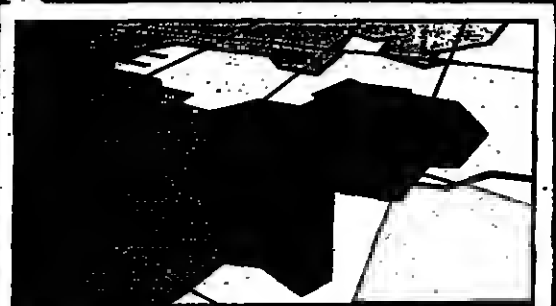
**ON NE PEUT
S'EN PASSER
PLUS DE
79 JOURS.**

Est-ce sa façade ouverte largement sur l'Atlantique, arc bleu de 150 km de côtes, sa tradition navale qui se perpétue avec la réalisation de navires de plus en plus sophistiqués, ou la jeunesse de sa population qui favorise l'audace des marins et l'ambition des hommes ?

Les Pays de la Loire ont choisi d'épauler avec enthousiasme Bruno Peyron, skipper de caractère, parce qu'ils se retrouvaient dans son défi... et partageaient ses valeurs. Il a illustré avec panache l'idée que l'on peut toujours repousser les frontières du possible et donné ainsi un immense coup de jeune au grand Jules Verne - un autre enfant du Pays!

En réalisant cet exploit de légende,
Bruno et ses compagnons
ont rapproché les mers et les hommes
de cette grande région maritime.

Bruno Peyron.
Un jour d'avance
sur la légende.



Région des Pays de la Loire

CULTURE

CINÉMA

La sélection officielle de Cannes

La 46^e édition, qui se tiendra du 13 au 24 mai, fait la part belle aux films européens et aux productions des pays du Pacifique.

Pierre Viot, président du Festival de Cannes, et Gilles Jacob, délégué général, ont annoncé jeudi 22 avril la sélection officielle du 46^e Festival, dont Louis Malle présidera le jury qui comprend notamment Claude Cardinale, Judy Davis, Emir Kusturica, Abbas Kiarostami, Les Frères Coen, et la part belle, avec en ouverture le film d'André Téchiné *Ma saison préférée*, avec Catherine Deneuve, et en clôture *Toxic Affair*, de Philomène Espósito, avec Isabelle Adjani. Et encore Louis, enfant roi, de Roger Planchon, *Libera me*, d'Alain Cavalier, et *Mazeppe*, de Barabas.

Deux autres pays européens sont également généreusement représentés : l'Italie avec trois films (*Il y a du soleil dans le cœur*, de Pupi Avati, et *La Scorta*, de Ricky Tognazzi), et la Grande-Bretagne avec cinq titres (*Waking the Dead*, de Mike Leigh, *Beauvoir*, de Brian Koppelman, *Le Dernier des Français*, de Kenneth Branagh, *Raining Stones*, de Ken Loach, *Freude*, de Stephen Elliott, et *The Baby of Mâcon*, de Peter Greenaway). *Wim Wenders* sera en compétition avec son *Far Away, So Close*.

Le Festival présente aussi une forte sélection en provenance d'Asie et d'Océanie : *Madadayo* d'Akira Kurosawa, *Adieu ma concubine* du Chinois Chen Kaige, *Le Maître des marionnettes* du Taïwanais Hou Hsiao-hsien, *La Lagon de piano* de la Nouvelle-Zélandaise Jane Campion, et deux films de réalisatrices australiennes. En revanche, la représentation américaine (*King of the Hill*, de Steven Soderbergh, *Body Snatchers*, d'Abel Ferrara, *Chute libre*, de Joel Schumacher avec Michael Douglas, *Une pause... quatre soupers*, de Michael Steinberg, *Med Dog and Glory*, de John McNaughton, et *Splitting Heirs*, de Robert Young) paraît moins fournie que d'ordinaire.

Le Festival rendra cette année hommage à François Truffaut, R. W. Fassbinder, Dino risi et aux détectives de série B américaine.

ici

Le Roi-Soleil en face

Loin des schématismes scolaires et des lourdeurs du film en costumes, une fable tempétueuse sur la folie de régner

LOUIS ENFANT ROI

de Roger Planchon

Ça commence par une grimace et une émeute, ça se termine par un ballet et un sacre. La grimace est de Philippe, duc d'Anjou, cadet, et mécontent de l'être, d'un royaume de onze ans. L'émeute est celle des nobles et des bourgeois de Paris contre la Régente, Anne d'Autriche, et le cardinal de Mazarin, c'est-à-dire la France. Le ballet et le sacre, officieux mais réel, sont, quatre ans plus tard, ceux de Louis XIV, et de lui seul. Entre les deux, c'est soixante minutes durant, une tornade s'est déchaînée sur l'écran.

Pompeux professeurs et studieux élèves, abandonnez tout espoir : on n'entre pas ici chez Lagarde et Michard mais chez Pantalone et le Calot des *Misères de la guerre*. Il faut se laisser emporter par le fleuve rugissant dont Planchon ouvre les vannes. Passeur impertinent, le jeune Philippe y évite aux spectateurs les plus gros récifs historiques, mais pas les remous de cette chronique embellie. Des Condé et des Conti, des Chevreuse et des Longueville s'embrasent et s'embrassent au détour de chaque plan ou de chaque corridor, des cardinaux et des coadjuteurs se tendent des traquenards à triple détente dans les coins des palais, des fous de guerre, de sexe et de



Louis et son frère Philippe : Maxime Mansion et Jocelyn Quivrin

puissance jurent comme des charniers, rêvent comme des dieux, se battent comme des lions et crèvent comme des idiots.

Au milieu de ce tumulte, tenez l'œil par la Reine et par la caméra, toujours démasqué par son frère sans que cela le fasse trébucher, Louis avance vers le trône, comme hypnotisé par son destin de despote rayonnant. On le flatte, on le rabroue, on lui offre des duchesses

en guise de putains et des cadavres en guise de hochets : tout lui est matière à forger cette cuirasse dont, aux dernières scènes, on le verra revêtu. Ses chuchotements sont à lui. Un jeune comédien, Maxime Mansion, lui prête son visage rond, faneusement poudré : il a cette arrogance sans âge, avec quelque chose de méchant et quelque chose d'absent, qu'on voit aux enfants Jésus de la peinture

italienne. Pas un effet de maquillage ne le fera vieillir durant le film. Planchon, chez qui on devine un soin scrupuleux du détail, a fait le choix de la stylisation, de la convention, où on retrouve l'homme de théâtre.

Le théâtre est d'ailleurs partout : dans le récit, qui fait la part belle aux faux-scrupules et souligne tout ce qui apparaît au monarque à un comédien et à un metteur en scène, comme dans la réalisation. Elle retrouve les mises en espace de la scène - et des coulisses - elle invente d'économiques figures de rhétoriques visuelles. Le cinéaste s'évite ainsi ce fatras d'antiquaire qui encombre si souvent les films historiques. La lumière, la pénombre surtout, se fait parfois peinture, pour mieux servir les pierres nues et les étoffes brodées, les durées et les échos de ce film étonnamment concret.

Théâtre de chair et de pulsions

C'est qu'il s'agit d'un théâtre de chair et de pulsions plutôt que d'idées et de sentiments. Shakespeare plutôt que Racine. Ainsi le film se place aussi loin que possible du «modèle» auquel il risquerait d'être comparé : Roger Planchon n'a pas commis l'erreur de jouer sur le même terrain que la *Prise du pouvoir* par Louis XIV, de Rossellini, indéchiffrable chef-d'œuvre

d'élégance intelligente, jeu d'échecs historique inventé par un grand maître du cinéma. Godard disait que les plans de Rossellini sont beaux parce qu'ils sont justes. Chez Planchon, c'est tout le contraire : le film est beau parce qu'il est fou.

Un théâtre de personnages ? Pas vraiment non plus. *L'Enfant roi* recrée pourtant de remarquables figures : Anne d'Autriche telle que la donne Carmen Maura, éperdue de vanité et de frustration physique, royale sorcière tissant les maléfices de ses ambitions et de ses appétits avec, au détour du regard, des terreurs de petite fille. Et le Coadjuteur de Serge Dupire, demi-dieu fouteur, blasphemateur et batailleur, politique aussi, mais qui ignore que sa race, celle des grands seigneurs, est condamnée.

Pourtant les personnages ne sont pas le principal sujet de Planchon, pas même Louis dont il conte à grandes envolées, à grandes chevachées, l'apprentissage du métier de roi. Le centre de ce tourbillon, c'est le Pouvoir avec majuscule, l'hystérie du pouvoir et son vertige. Il entraîne les protagonistes dans son sabbat, donne son élan au film, autorise les adresses, les folies et les redondances de la réalisation. C'est en apprenant à regarder en face cet astre mortel que le «Ptit Louis» devient monarque. Et cela, on le comprend très bien.

JEAN-MICHEL FRODON

Surgelé

LES SURVIVANTS

de Frank Marshall

On se souvient qu'en 1972, un avion transportant une équipe argentine de rugby en route pour le Chili s'écrasa dans la cordillère des Andes. Il fallut dix semaines pour les retrouver, et découvrir que les survivants ont été contraints de dévorer les corps de leurs compagnons morts. Frank Marshall, réalisateur producteur de Steven Spielberg, a passé à la réalisation (*Arachnophobie*), a voulu faire de ce fait-divers une fable exemplaire.

L'accident d'avion est tourné comme une frénétique symphonie de têtes déchaînées et de cadavres écartés, bientôt frigorifiés. Dans le genre, presque un morceau d'anthologie - une séquence à part, malheureusement. Comment traduire

ensuite la monotonie de dix semaines d'attente sans que le spectateur commence à trouver le temps long, comment amorcer le débat du cannibalisme, puis - il faut bien en arriver là - filmer l'acte lui-même ?

Frank Marshall choisit d'en faire une décision pragmatique, dont il atténue l'impact en développant la dimension mystique de l'aventure, donnant aux «repassés» des allures de Cécile : longues discussions sur le saint, un paysage qui affleure le plus près de toi-moi-même (après tout, nous sommes au sommet d'une montagne). Curieuse idée, éplément, d'être allé chercher de jeunes et bouillants acteurs comme Ethan Hawke ou Vincent Spano, pour les enfermer dans ce récit engoncé et pudibond. Il est vrai que le film est produit par Disney, usant à rêver où on ne badine pas avec la morale.

HENRI SÉNAR

Groggy

LA LOI DE LA NUIT

d'Irwin Winkler

Irwin Winkler est un homme chaleureux, cultivé, cinéphile, progressiste, qui plus est, fort adroit dans son métier de producteur américain, corporation où il est rare de trouver toutes ces qualités réunies en un même homme. Cela ne fait pas pour autant de lui un cinéaste. On s'en était rendu compte lors de son premier film, *La Liste noire*, déjà avec De Niro. C'est à nouveau flagrant avec cette *Loi de la nuit*, remake de *Les Forbans* de la nuit de Jules Dassin.

New-York a remplacé Londres et les milieux de la boxe ceux de la lutte gréco-romaine, le personnage principal a gagné un diplôme d'avocat. Pour le reste, il s'agit toujours des combines d'un petit escroc

confronté à bien pire que lui, il s'agit toujours d'amour, de trahison et de rédemption. Le scénario était bon, il le reste. Et, sans égaler Winkler et Gene Tierney, De Niro fait ici preuve d'un peu plus de retenue que dans ses dernières prestations, tandis que Jessica Lange est impeccable en femme fatale et pourtant sentimentale. Il y a des bagarres et des tacles, des coups de poing et des coups de théâtre, des scènes acrobatiques et des sautes d'humeur. Sur l'écran à se passer... rien.

Comme à la boxe, ce n'est pas le plus costaud qui gagne, et malgré tous ces «muscles» cinématographiques, la *Loi de la nuit*, alourdi de respect pour l'œuvre originale, de convention des «scènes-types» du film noir et de maladroites de réalisation et de narration, tourne sur son ring, emprunté et inefficace.

J.-M. F.

Didactisme pesant

WOYZECK

de Guy Margrhone

Le texte de Büchner est siérement accessible et Guy Margrhone n'en propose pas d'interprétation nouvelle. Cette mise à l'écran ne révèle pas un plus ni des solutions retenues pour faire face à l'évidente pauvreté des moyens sont d'essence théâtrale. Ce qui donne à l'arrivée un film très court (75 minutes) et très ennuyeux, dont l'intensité dramatique a fui pour faire place à une espèce de néo-didactisme. Quand le film se veut violent, il est déclamatoire. L'intelligence du texte vit en didactisme le plus pesant. Les décors naturels et méditerranéens vont à contresens du texte. On pourrait égarer cette litaneie encore longtemps sans jamais arriver à comprendre la raison d'être de ce film.

T. S.

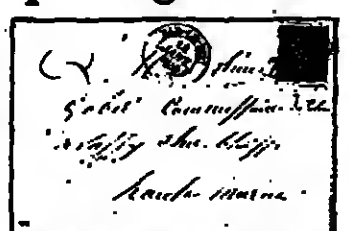
PHILATÉLIE

Ventes de prestige

La fin de ce mois d'avril nous voit deux ventes exceptionnelles.

La vente sur offres Jamet-Baudot (1), éditée le 24 avril, disperse les collections de trois grands philatélistes. En ouverture du catalogue, très bien illustré, la seconde partie de l'ensemble réuni par Jean-Paul Schröder, président de l'Académie de philatélie, consacré à la première émission de France (paire tête-bêche du 20 c. noir sur lettre du 7 mars 1849, prix de départ 45 000 F, par exemple). Jean-Pierre Mangio vend en lots individuels (dix pages d'album) une collection sur les postes cyclistes dans les mices d'or en Australie, de 1894 à 1897 (prix de départ 150 000 F); un ensemble sur les émissions de Bornéo du Nord de 1883 à 1918 (140 000 F); une collection, détaillée cette fois, sur le bestiaire et sa symbolique, comprenant, par exemple, un n° 2 de Moldavie (taureau) sur lettre (départ 35 000 F) ou un double de Genève sur lettre du 11 juillet 1849 (départ 70 000 F). Enfin, la collection du professeur M. propose des classiques de France dont on 1 F vermillon sur lettre d'août 1849 (départ 100 000 F).

Harmers (2) organise une série de ventes aux enchères en Suisse (Hôtel Splendide Royal, Riva Caccia, à Lugano), du 29 avril au 1^{er} mai. En vedette, une partie des collections consacrées aux classiques de Russie de Michel Liphshutz, président d'honneur de l'Académie de philatélie et l'un des plus grands spécialistes mondiaux sur ce sujet. Avec, entre autres, des essais des premiers timbres, entiers précurseurs, «premiers jours», postes locales, variétés, bureaux russes à l'étranger. A noter une collection de huit volumes, d'octobre 1917 à octobre 1923 (estimée 275 000 francs suisses), et une



20 c noir oblitéré par la grille rouge et, à côté, cachet de Bar-le-Duc du 18 janvier 1849. Prix de départ : 40 000 F.

autre de dix-cents, de 1921 à 1944 (250 000 francs suisses), comprenant timbres-types, essais, variétés, etc. Les autres sessions sont consacrées aux classiques et semi-modernes de Grande-Bretagne (collection Hassan Shalida), dont un bloc de douze du *Penny Black* sur papier d'essai bord de feuille et inscriptions marginales complètes (125 000 francs suisses) ou un bloc de huit du *Two Pence blue* (175 000 francs suisses). Un mot, enfin, pour signaler les quatre-vingts lots de Romagne, Modène, Lombardie-Vénétie (estimations allant de 100 000 à 300 000 francs suisses).

(1) J.-F. Baudot, 24, rue de Gramont, 75002 Paris, tél. : (1) 42-96-51-12.
(2) Harmers Auctions, Via Pocobelli 16, 68115 Melide, Suisse, tél. : 41/91-62-42-65.

Rédigée réalisée par la rédaction du mensuel *Le Monde des philatélistes*, 1, place Hubert-Bour-Méry, 94852 Ivry-sur-Seine Cedex; téléphone : (1) 49-60-33-28; télécopie : (1) 49-60-33-29. Spécimen récent sur demande contre 15 F en timbres.

En filigrane

• Decaris au service des malades. - L'association au service des grands malades des PTT (APCLD) participe à la création de l'Institut du cœur du professeur Cabrol et met en vente une gravure en taille-douce (évoquant de Montmartre) tirée d'un cuivre gravé par Albert Decaris (1901-1988). Cette estampe, au format 38 x 54 cm, est vendue au prix de 200 F (tirage 2 000 exemplaires). La totalité des fonds recueillis reviendra à l'Institut du cœur (renseignements, commandes : APCLD des PTT, 8, impasse Bonne-Nouvelle, 75010 Paris, tél. : (1) 48-24-21-50).

• Manifestations. - Brocante multicolle des Batignolles, du 23 avril au 2 mai, square des Batignolles, Paris 17^e. Bureau de poste temporaire à Lion-sur-Mer (14) pour le «premier jour» de la nouvelle flamme, le 24 avril, et souvenirs philaté-

ques (renseignements : J. Morin, «opération Flamme», BP 100, 14780 Lion-sur-Mer). Exposition et bureau de poste temporaire à Montbard (21), du 23 au 25 avril, pour le Tournoi mondial de rugby d'enfants (renseignements et souvenirs philatéliques : C. Legrand, 21150 Grignon, tél. : 80-98-88-78). Exposition à Retournac (43), les 24 et 25 avril, organisée par les Amis d'Artès, avec bureau de poste temporaire au 12, place du 11 novembre, 43130 Retournac (souvenirs philatéliques à cette adresse).

• L'île Christmas rattachée postalement à l'Australie. - Depuis le 2 mars, la poste australienne a pris en charge l'administration postale de l'île Christmas (située à plus de 2 500 km des côtes australiennes). Cette île, sous la dépendance politique de l'Australie depuis 1958, a d'abord utilisé les timbres de

cette dernière surchargés. A partir de 1963, elle a utilisé ses propres vignettes «Christmas Island Indian Territory». Une première série de timbres de Christmas Island - Australie a été émise le 4 mars 1993. Désormais, les timbres australiens auront cours à Christmas et les timbres de Christmas en Australie.

• Premières monnaies des TAAF. - La Monnaie de Paris diffuse trois pièces de monnaie en argent (5 F et deux de 100 F) des Terres Australes et Antarctiques françaises à l'effigie de Dumont d'Urville, représentant chacune à son revers une otarie, un manchot (100 F) et un albatros (5 F). Renseignements : Monnaie de Paris (service des pièces de collection), 11, quai de Conti, 75270 Paris Cedex 06, tél. : (1) 40-46-56-55.

Là

مكتبة من الأصل

CULTURE

CINÉMA

Le retour du retour

De l'Ariège du seizième siècle à l'Amérique du dix-neuvième un remake hollywoodien réussi

SOMMERBY de Jon Amiel

An début fut un fait divers réel que les chroniqueurs rapportèrent. Son premier avatar cinématographique, en 1981, imaginé par Jean-Claude Carrière, mis en images par Daniel Vigne, était interprété par Nathalie Baye et Gérard Depardieu. Une belle histoire d'amour et d'adultère dans un village français au seizième siècle. C'était le Retour de Martin Guerre.

En voici le remake hollywoodien. Il n'est pas indispensable d'attacher au genre du mépris immédiat. Cette « séquelle », comme ils disent, est spectaculaire et plaisante, soutenue par un scénario d'une habileté remarquable (Nicholas Meyer et Anthony Shaffer). L'action a été transportée dans le Tennessee. Le Sud exsangue se reconstruit dans l'après-guerre. Après sept ans d'absence, le beau, le brutal Jack Sommersby (Richard Gere) revient.

Bien sûr, ce n'est pas lui. On le sait aussitôt. Puisque son chien ne le reconnaît pas. Son épouse (Jodie Foster) non plus, d'ailleurs. Mais le nouveau Sommersby, au contraire de l'ancien, est si joyeux et si tendre, si entreprenant et si habile à séduire le village (sauf son rival dans le cœur de sa femme), que chacun veut qu'il soit celui qu'il n'est pas. Ce désir de donner un message à la tribune, à l'inspiration, les auteurs de la légende ont l'honnêteté, de la légèreté et de l'humour, de ne pas recourir à un ressort dramatique efficace et puissant. Il n'en demeure pas moins que Sommersby souffre d'un mal qui contamine désormais une bonne part du cinéma américain, le syndrome de la redmption, ou « scorecard », érigé, plus grave qu'un péché mignon. On sent les magnifiques salauds d'autrefois qui mouraient, certes, mais saulés.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 6025

| | | | | | | | | |
|------|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 |
| II | | | | | | | | |
| III | | | | | | | | |
| IV | | | | | | | | |
| V | | | | | | | | |
| VII | | | | | | | | |
| VIII | | | | | | | | |
| IX | | | | | | | | |
| X | | | | | | | | |
| XI | | | | | | | | |

HORIZONTALEMENT

I. Morceau de canard. - II. Tombe sur un bec. Cité. - III. Un regard qui, parfois, ne connaît que des fous. - IV. Symbole. Pièce. Suffisamment portée. - V. Menour d'homme. - VI. Bien classé. A l'étranger. - VII. Les pleurs démodés. Lieu de grève. - VIII. Ne sent pas la rose. - IX. Tour de cou. Méprisée par les onéologues. - X. Un arbre où « battent » des ailes. Dans le vent. - XI. Périodes. Réaction de peine.

VERTICALEMENT

1. Drame en un acte. - 2. On y fait souvent des toches de grasse. Conjonction. - 3. Résultat partiel. Capable de nous amuser. - 4. Porte le chapeau. Il faut les observer pour être bien vu. - 5. Figure biblique. Bruit sec. - 6. Particule. Négation. Préposition. - 7. La prouve par cinq que hommes et femmes peuvent s'accorder. - 8. Espèce de déchet. « Sortie » d'enfant. S'entend dans la douleur. - 9. En principe, ils arrivent à leurs heures. Fait les gros titres.

Solution du problème n° 6024

Horizontalement

I. Carotteur. - II. Amiral. - III. Rôder. Ete. - IV. Coq. Tuer. - V. Balourd. - VI. III. Ferme. - VII. Née. Fon. - VIII. Un. Ut. - IX. Tarif. Ode. - X. Terme. Bru. - XI. Esse. Fier.

Verticalement

1. Carabine. Te. - 2. Amicale. Tes. - 3. Riddle. Ars. - 4. Ore. Urne. - 5. Tardive. - 6. Tu. Ure. - 7. Etendre. Obi. - 8. Uffé. Mourdre. - 9. Arpenteur.

GUY BROUTY

Aujourd'hui, c'est fini. Ainsi ce cher Sommersby, tout de même esotérique, lâche et déserteur, finit-il dans la peau d'un saint ou peu s'en faut. C'est que les stars, en l'occurrence Richard Gere, ne veulent plus sans doute - box-office oblige - incarner que des héros « positifs ».

Cette complaisance égotiste donne à la mise en scène de Jon Amiel des longueurs mercantiles. Au fond de l'écran, loin, très loin, défilent des comparses intéressants, se déroulent des actions déterminantes, premières attaques raciales des chevaliers du « Camélia blanc » (le futur Ku Klux Klan), enthousiasme pionnier des planteurs de tabac. Mais seuls Jodie Foster - toujours cette grâce harynneuse mais un peu déguisée dans ses étours puritains - et son partenaire principal ont droit aux gros plans consciencieux pour des échanges amoureux, exercices les moins convaincants du film.

Et Richard Gere, producteur et vedette, enchané de son rôle et de lui-même, peut demeurer gracieux et charmeur jusqu'à dans sa chemise immaculée de pendu imminent.

DANIEL HEYMANN

M. Murphy au Sénat

MONSIEUR LE DÉPUTÉ de Jonathan Lynn

Le concept rebelle du marketing. On reprend l'idée de base du *Mon cousin Vinny* de Frank Capra, on capitalise sur la campagne présidentielle américaine de 1992 (l'inévitable *Read my lips* de George Bush), on remplace l'innocent et dévoué champion de la justice James Stewart par le « dédicémeusement cynique » Eddie Murphy, on fait du comique un escroc élu, par qui, quoiqu'il en soit, on découvre, à l'inspiration, surprise! - qu'il est tout à fait apte à la tâche, à la fois à l'assemblée législative et au plan de l'arnaque. Ancien rédacteur de discours pour Walter Mondale, le scénariste Marty Kaplan connaît bien son affaire.

Le réalisateur Jonathan Lynn (*Mon cousin Vinny*) la connaît moins. Après tout, il est simplement chef aiguille pour le convoi Eddie Murphy. Murphy possède un talent inné pour la réplique à l'importance et pour l'imitation satirique. Passant, au début d'une syllabe, du yiddish à la voix rocailleuse au yuppé maniéré, il fait aussi un sort savoureux au langage diplomatique-bureaucratique, ou à celui des militants afro-américains.

Dans *48 Heures* ou *Un fauconnier pour deux*, Eddie Murphy, qui jouait avec des partenaires, excellait à ce basket-ball verbal de haute volée. Aujourd'hui, il opère dans une sorte de vide (filmé avec l'aide de surcoût). Tout est fait pour que la superstar soit content. Et le spectateur, alors?

A prendre... ou à laisser?

UNE PLACE À PRENDRE de Bryan Gordon

Ce produit issu des mines du producteur John Hughes est parfait. Parfait d'humilité, parfait d'autonomie dans la fabrication, d'incertitude dans l'exécution, de détresse confuse dans l'interprétation. Jennifer Connelly est ravissante et Frank Whaley, futur assassin de Nicholson dans *Hoffa*, a bien de l'abattage. Ils ne peuvent rien contre cette histoire de jeu de mythe moderne enfermé de l'unité dans un grand magasin. Une histoire qui tire à la ligne - déguisée aussi bien que musicale - avec une telle indifférence routinière que le spectateur ébahi, abordant la troisième bobine, a déjà oublié les deux précédentes.

Les seules questions qui se posent sont : pourquoi ce film a-t-il été fait? Pourquoi est-il sorti aux États-Unis? Pourquoi traverse-t-il l'Atlantique - avec deux ans de retard de surcoût? On y voit quelques réponses. Le distributeur français a sans doute de bons rapports à entretenir avec ses fournisseurs, le studio voulait sans doute coïncider avec *Maman, j'ai raté l'école*, le chef-opérateur Don McAlpine et le chef-décorateur Richard Sylbert (*Bugsy*) avaient sans doute un toit à réparer ou une piscine à creuser.

H. B.

La liste des salles parisiennes où sont projetés les films sortis le mercredi 21 avril figure page 20, sans dans notre édition Rhône-Alpes.

THÉÂTRE

Qui dit ça?

Deux chefs-d'œuvre de Nathalie Sarraute inaugurent la nouvelle salle de la Comédie-Française

LE SILENCE ELLE EST LA ou Vieux-Colombier

Omniprésente, systématique, ténue, Nathalie Sarraute, auteur de théâtre, a participé au génocide des personnages. Elle leur a tout confisqué : « corps, visage, leur caractère, et jusqu'à leur nom », précise-t-elle. « Privés d'existence propre », ils peuvent enfin prétendre au concept privilégié de « modalités, ou dépendances, ou excoissances, du je auquel l'auteur s'identifie ».

Où donc Nathalie Sarraute nous fait-elle rencontrer? Sur « le lieu de leur méditation réciproque », sur « le terrain dévasté où ils s'affrontent ». Sartre, l'un des garçons d'honneur de Nathalie Sarraute, précise : « Un terrain neutre, le lieu de rencontre de la communauté, de la parole de Heidegger, de l'échange rituel des lieux communs. » Décor sans contrastes de couleurs définies. Chez Chardin, « le jaune était le citron », note Nathalie Sarraute, et, chez Vermeer, « le bleu était le ciel ». Le terrain vague sur le sable duquel les « modalités » de Nathalie Sarraute vont se distraire à s'interroger, se déstabiliser, se vexer, ressemble plutôt à ces espaces gris monotones que Braque et Picasso inventaient en 1911.

Dramaturge rigoureux, mais grande dame, très ancienne Russe, aux délicatesses charmantes, Nathalie Sarraute avoue être par moments saisie par « la crainte du dépaysement du lecteur », de l'auditeur. C'est un gag : quel dépaysement craindre si le pays est effacé, comme l'est le personnage? Se laissant emporter par son enthousiasme, Sartre continue : « Nathalie Sarraute nous fait voir le mur de l'inauthenticité. Et qu'y a-t-il derrière ce mur? Rien ou presque : des efforts vagues pour fuir quelque chose qu'on devine dans l'ombre. »

Fuir quoi? Nathalie Sarraute nous le dit (mais elle ne fait pas, au contraire, c'est là son trésor) : « Ces drames intérieurs faits d'attaques, de triomphes, de reculs, de défaillances, de carresses, de morsures, de violents, de meurtres, d'abandons généraux ou d'humides soumissions (qui) ont tous cet air de commun, qu'ils ne peuvent se passer de partenaire. »

Partenaire, donc dialogue. Et le dialogue de théâtre est plus ramassé, plus dense, plus tendu et survolté que le dialogue romanesque. Pourquoi ce théâtre exerce-t-il sur la salle un ascendant si entier, si heureux. Est-ce parce que

Nathalie Sarraute invente (comme les archéologues) « la réalité humaine dans son existence même » (dit encore Sartre), et que ces échanges presque sémantiques ont une charge affective qui nous serre la gorge? Est-ce parce que l'humour terrible du « sous-dialogue » de Nathalie Sarraute est d'une violence incroyable, et nous ne savons alors plus quoi penser, à quelles oreilles nous fier, et alors c'est la situation, que raconte Nathalie Sarraute, de « l'enfant à qui sa mère lisait pour la première fois une histoire, et qui l'arrête en demandant : Qui dit ça? »

Peu de risques à parier que l'enfant était Nathalie Sarraute elle-même. Son enfance est si souvent là, jusque dans le « coup de feu » de départ de cette pièce, *Le Silence* : les découpures de bois et la barrière du jardin qui irritent les interlocuteurs, qui lancent le dialogue, ne peuvent être que le souvenir de la date des dimanches, des villégiatures. Et pourquoi ne pas imaginer la suite du dialogue de la mère et de l'enfant : « Comment dit-on carandache en français? On dit crayon! » - Comment dit-on Kim en français? - Kim? - Oui, Kim, la ville. - On dit Rome. - Comment dit-on ananas en français? On dit ananas. » Car les pages de Nathalie Sarraute donnent souvent à penser que les escarmouches si étranges, si sensibles, si pointilleuses mais si souriantes, de ses dialogues ont été peut-être suscitées, dans les premiers temps, par les contradictions et les recoupe-

ments des deux langages maternels.

Jacques Lassalle a orienté les acteurs du *Silence* un peu à contre-courant, semble-t-il : Françoise Seigner, Gérard Girardon, Jean-Baptiste Malarre, lancent des flèches de « psychologie » vraie sur un texte que Nathalie Sarraute a écrit sans rien de cela. Mais Bérénice Dautun, avec une précision et une énergie saisissantes, donne ce que Nathalie Sarraute appelle « les actions brisées qui forment à grandes claques sonores les caractères ».

La seconde pièce de Nathalie Sarraute jouée en cette soirée inaugurale du Vieux-Colombier, *Elle est là*, est reprise par Roland Bertin, qui l'avait créée chez Barrault dans la mise en scène de Régis. Bertin est peut-être moins abstrait que naguère, mais il répond plus fiocement aux mots de Nathalie Sarraute : « Le jeu des acteurs rend l'auditeur sur la signification secrète de leurs paroles. » Admirable présence de Christine Fersen, très proche de Sarraute elle aussi : l'art si haut, et si pur, et si clair, de Christine Fersen exprime en effet que la parvenue, comme dit Nathalie Sarraute, « est tout et n'est rien », se tient droite devant nous au centre d'un terrain dévasté, irradiant « les mouvements les plus fugitifs, les plus fins, qui montent des profondeurs ».

Décor, pas bête, d'Alain Chambon, et costumes, très moches, on ne sait pourquoi, du même. Lumière de Franck Thévenoz. Mais Roland Bertin vient de dire les dernières paroles d'*Elle est là*. Exit la tzarine Nathalie Sarraute, suivie de ses serfs endiablés, jovi-issables, rusés, heureusement inimaginables. « Et d'un commun accord les interlocuteurs tirent le rideau sur cette défaillance passagère », ajoute Sartre, souriant sous cape mais décidément très écombrant, tenant à avoir le mot de la fin. Son excuse est que *Huis clos* reste l'un des très grands souvenirs de l'immortel Vieux-Colombier.

MICHEL COURNOT

MUSIQUES

Mort du saxophoniste Steve Douglas

Le saxophoniste américain Steve Douglas, l'un des musiciens de « session » les plus demandés de l'histoire du rock, est mort lundi 19 avril à Los Angeles d'une crise cardiaque pendant une séance d'enregistrement avec le guitariste Ry Cooder. Il avait cinquante-cinq ans.

Douglas, de son vrai nom Steven Kreisman, faisait partie du groupe formé par Phil Spector au début des années 60, aux côtés de Leon Russell ou Sonny Bono. Il avait également accompagné le guitariste Duane Eddy. Plus tard, il devait enregistrer avec les Beach Boys et tourner avec Bob Dylan et Eric Clapton. (AP)

ici

là

Le bon sens

Qu'il s'agisse de valoriser votre capital ou d'accroître vos revenus, le Crédit Agricole est à vos côtés à chaque étape de votre projet immobilier. 3615 CA

GUY BROUTY

L'augmentation du nombre des visites de groupes soulève des problèmes nouveaux

Les scolaires, les élèves de l'École du Louvre, les participants aux activités internes de l'établissement (ateliers ou cycles de conférences de

Les problèmes d'affluence au Louvre - comme dans tous les grands musées - sont loin d'être résolus. L'ouverture de l'aile Richelieu, prévue en novembre 1993, au lieu de diluer l'encombrement existant ne va-t-elle pas susciter plus d'entrées encore? Soit davantage de groupes parcourant les salles au pas de charge, au détriment du confort de l'amateur solitaire.

CHRISTIAN SIMENC

Cet avis tient lieu de prime-part.

8, rue du Vieux-Colombier,
75006 Paris

ont la grande douleur de faire part du décès, dans sa cent deuxième année, de

survenu le 21 avril 1993, à la suite d'une longue et pénible maladie.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Saint-Côme-et-Damien, quai Lemaître, à Caluire, le vendredi

— Une messe sera célébrée à la mémoire de

ESNARD BOISDUP

es quittait.
la famille

Pour tout renseignement appelez
Spero Communications au: 44 71 538 9946.

1. The first step is to identify the problem or question that needs to be answered. This involves understanding the context and the specific requirements of the task.

été à son domicile parisien dans la
le du 12 décembre 1941.

Conférence inaugurale du cycle
mour et judaïsme » par le rabbin

هَذَا مِنَ الْأَصْلِ

ÉCONOMIE

BILLET

La Bourse déçue

Les taux baissent, et, paradoxalement, la Bourse aussi. L'état de grâce, qui, il y a encore trois semaines, semblait habiter le palais Brongniart, est-il en train de faire long feu, tout comme l'effet Balladur? Depuis la fin du mois de mars, les valeurs françaises ont perdu en moyenne près de 5 %, ramenant leur avance depuis le début de l'année à 4 %. A cela, plusieurs explications : la « amorce » des taux, à l'évidence, ne fonctionne plus. Depuis le mois d'octobre, après la deuxième crise monétaire, le marché s'était une nouvelle fois rattaché aux anticipations de baisse des taux. Mais, après deux gestes de la Banque de France la réaction du marché est encore négative.

L'effet Balladur a fait long feu également. La perspective d'une croissance zéro en 1993, celle d'une augmentation de la fiscalité ainsi que des privatisations moins rapides que prévu ont déçu les boursiers.

Déception tout aussi forte due aux résultats des entreprises. Chaque séance de Bourse voit une société ou une autre sanctionnée pour ses mauvais résultats. Et en ce sens, les prévisions pour l'exercice 1993 ne sont guère meilleures. Les résultats du premier semestre donneront un relatif éclairage. Mais nombreux sont les patrons qui, comme Marc Vionnot, président de la Société générale, s'estiment heureux si les résultats de l'année en cours sont identiques à ceux de l'exercice précédent. Certes, il faudrait lancer, à l'occasion des privatisations, un nouveau produit d'épargne, plus attrayant que ceux existant et bénéficiant d'un avantage fiscal à l'entrée. Mais, compte tenu de l'ampleur du déficit budgétaire, on imagine mal le gouvernement se lancer dans un compte d'épargne à long terme ou un compte d'épargne en actions de type « Monory ».

Dernier point, l'une des faiblesses de la place de Paris est sa dépendance à l'égard des intervenants étrangers. Les gérants de portefeuille sont formels : les prises de bénéfices auxquelles on assiste depuis plusieurs séances sont essentiellement le fait des étrangers. Selon les gestionnaires, ceux-ci attendent des jours meilleurs pour investir dans les tranches internationales de privatisations. Mais on ne privatisera, selon la formule d'usage, que « si les conditions du marché le permettent... » Dans l'immédiat, les gérants, contrairement à leurs habitudes, ne pèchent pas par excès d'optimisme : si la Bourse de Paris dispose d'un potentiel de hausse, il sera limité et largement décalé dans le temps, peut-être 2 050 ou 2 100 points pour l'indice CAC 40 à la fin de l'année. A moins que les événements à l'Euro ne redoublent d'ampleur. Le marché serait alors réellement plombé et les 1 600 points pourraient devenir réalité.

FRANÇOIS BOSTNAVARON

La préparation du collectif budgétaire

Le gouvernement souhaite augmenter l'essence et les prélèvements sociaux plutôt que la TVA

La TVA ne sera probablement pas augmentée en application de la loi de finances rectificative que le gouvernement examinera au cours du conseil des ministres du 5 mai. Si aucun choix n'a été définitivement arrêté en matière de hausses d'impôts, la décision du premier ministre, Edouard Balladur, ne fait guère de doute. Ce sont les taxes sur l'essence – et probablement – une augmentation des prélèvements sociaux qui permettront de limiter le déficit des comptes publics cette année.

Parce qu'il était convaincu que des sacrifices étaient nécessaires pour éviter une crise financière gênante dans un pays qui se targue de vouloir participer à une union économique et monétaire en 1997, M. Balladur ne cachait pas à la fin de la semaine dernière qu'il pensait pour une hausse de la TVA alors qu'il se déclarait hostile à un relèvement de la contribution sociale généralisée (CSG). Ce choix, ou plutôt cette préférence, ne semble plus de mise en ce milieu de semaine malgré les avantages évidents que présenterait cette solution qui aurait « bien pensée » dans l'opinion publique, la TVA étant assez indolore.

Une hausse d'un demi-point de la TVA (le taux normal passant de 18,6 % à 19,1 %) aurait rapporté 15 milliards de francs en 1993, une somme importante, qui jointe à un relèvement de 20 centimes de la taxe sur les produits pétroliers (13 à 14 milliards de francs) serait procurer une trentaine de milliards à l'Etat. Tel était grosso modo – avec une quinzaine de milliards de francs d'économies sur les dépenses sociales – le schéma envisagé pour limiter la dérive des comptes publics. Une dérive impressionnante qui pourrait s'accroître, si rien n'est fait, 400 milliards de francs en flux à la fin de l'année : 330 à 350 milliards de francs pour le budget de l'Etat, une soixantaine de milliards pour la Sécurité sociale (1), une quinzaine de milliards pour l'assurance-chômage (UNEDIC). A ce rythme, en 1997, date de mise en route théorique de l'Union économique et monétaire (UEM) prévue par le traité de Maastricht, 20 % du budget de l'Etat seraient absorbés par le paiement des intérêts de la dette publique. Un ensemble de chiffres qui, peu de chose près, fera apparaître, la semaine prochaine, le premier rapport de la commission d'évaluation de la situation sociale, économique et financière mise en place par M. Balladur et présidée par Jean Raynaud.

Si le principe d'une forte hausse de la taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP) ne semble pas remis en cause malgré les problèmes que risquent de poser les transports routiers, la hausse de la TVA – vertement critiquée par certains – a fait l'objet de débats très vifs entre les ministres et leurs conseillers. M. Balladur semble avoir été sensible au risque de voir le relèvement de la TVA entraîner une accélération de la hausse des prix de détail puis progressivement des salaires – et en fin de compte, une perte de compétitivité sur les marchés étrangers – au jeu des vacances de PME sont devenues très compétitives (lire, livre, poste) et gênent beaucoup les entreprises françaises.

Risque aussi de voir le taux d'inflation en France, actuellement nettement inférieur à ce qu'il est en Allemagne, s'élever début 1994. A cette date, en effet, l'impact (0,7 point de hausse) du relèvement de la TVA, outre-Rhin en janvier dernier aura cessé de jouer. Le taux d'inflation se ralentira alors nettement en Allemagne, revenant de 3,5 %, où il pourrait se trouver fin 1993, à 3 %.

Un relèvement de la TVA en France pourrait hisser notre taux d'inflation au même niveau, faisant disparaître l'un des principaux arguments qui, sur les marchés des changes, fait apparaître le franc comme une monnaie respectable. Autant dire que la Banque de France éprouverait plus de difficultés à réduire le loyer de l'argent, ce qui est justement l'objectif prioritaire du gouvernement.

Freinage de l'activité, perte de compétitivité, gêne apportée à la politique de baisse des taux : ces trois arguments ont ébranlé les préférences de M. Balladur. Reste maintenant à trouver, alors que l'année est déjà bien entamée, les 15 milliards de francs que ne fournira donc pas la TVA en 1993.

Un second débat est en train de se développer entre partisans d'une hausse de la CSG et partisans d'un relèvement des cotisations sociales. Les effets économiques en sont à peu près les mêmes, encore que l'expérience de cette contribution, produite depuis le début de février 1991, soit trop récente pour qu'on puisse juger qu'elle ne comporte aucun risque de revendications salariales. Quoi qu'il en soit, un relèvement d'un point de la cotisation maladie rapporterait 16 milliards de francs, ou même plus de 20 milliards si le gouvernement décidait de la faire complètement payer aux retraités. Une hausse d'un point de la CSG apporterait, quant à elle, 25 milliards de francs dès 1993 mais aurait l'inconvénient de poser à nouveau le problème de sa déductibilité du revenu imposable.

M. Balladur s'était bien juré de ne pas tomber. Décision encore plus justifiée alors que la composition de l'Assemblée nationale qu'il laisse guère de doute sur la décision qui sortirait des débats.

Faut-il alors pour solliciter la CSG, dont les avantages sont évidents (très large assiette incluant les revenus du capital et ceux des retraités), accepter de transformer cet impôt sur le revenu qui n'est pas dire son omelette en une taxe déductible? Ce serait sacrifier les chances de réforme en profondeur au cours des prochaines années l'impôt sur le revenu, qui a mal vieilli et qui devra s'aligner un jour sur l'autre sur les pratiques étrangères, et d'abord européennes.

Pour tous ces motifs et en raison de l'hostilité qu'il nourrit à l'égard de la CSG, il apparaît vraisemblable que M. Balladur optera finalement pour une solution, si l'on peut dire, panachée, qui à une hausse assez importante des taxes sur les produits pétroliers ajoutera un relèvement de la cotisation maladie. Le tout complété par une quinzaine de milliards de francs d'économies sur les dépenses sociales.

(1) En fait, l'Etat n'a pas effectué le versement, annoncé par M. Bérégovoy, quand il était à Matignon, de 20 milliards de francs pour alléger le déficit de la Sécurité sociale.

Réduire le loyer de l'argent

Ainsi au réel danger que comporte la décision de relever des taxes, des impôts ou des cotisations en période de récession s'ajoutent, avec la TVA, le risque – également grave – de peser sur la compétitivité des coûts français. Cela à un moment où plusieurs monnaies européennes dévaluées ou en vacances de SME sont devenues très compétitives (lire, livre, poste) et gênent beaucoup les entreprises françaises.

Risque aussi de voir le taux d'inflation en France, actuellement nettement inférieur à ce qu'il est en Allemagne, s'élever début 1994. A cette date, en effet, l'impact (0,7 point de hausse) du relèvement de la TVA, outre-Rhin en janvier dernier aura cessé de jouer. Le taux d'inflation se ralentira alors nettement en Allemagne, revenant de 3,5 %, où il pourrait se trouver fin 1993, à 3 %.

Un relèvement de la TVA en France pourrait hisser notre taux d'inflation au même niveau, faisant disparaître l'un des principaux arguments qui, sur les marchés des changes, fait apparaître le franc comme une monnaie respectable. Autant dire que la Banque de France éprouverait plus de difficultés à réduire le loyer de l'argent, ce qui est justement l'objectif prioritaire du gouvernement.

Un second débat est en train de se développer entre partisans d'une hausse de la CSG et partisans d'un relèvement des cotisations sociales. Les effets économiques en sont à peu près les mêmes, encore que l'expérience de cette contribution, produite depuis le début de février 1991, soit trop récente pour qu'on puisse juger qu'elle ne comporte aucun risque de revendications salariales. Quoi qu'il en soit, un relèvement d'un point de la cotisation maladie rapporterait 16 milliards de francs, ou même plus de 20 milliards si le gouvernement décidait de la faire complètement payer aux retraités. Une hausse d'un point de la CSG apporterait, quant à elle, 25 milliards de francs dès 1993 mais aurait l'inconvénient de poser à nouveau le problème de sa déductibilité du revenu imposable.

M. Balladur s'était bien juré de ne pas tomber. Décision encore plus justifiée alors que la composition de l'Assemblée nationale qu'il laisse guère de doute sur la décision qui sortirait des débats.

Faut-il alors pour solliciter la CSG, dont les avantages sont évidents (très large assiette incluant les revenus du capital et ceux des retraités), accepter de transformer cet impôt sur le revenu qui n'est pas dire son omelette en une taxe déductible? Ce serait sacrifier les chances de réforme en profondeur au cours des prochaines années l'impôt sur le revenu, qui a mal vieilli et qui devra s'aligner un jour sur l'autre sur les pratiques étrangères, et d'abord européennes.

Pour tous ces motifs et en raison de l'hostilité qu'il nourrit à l'égard de la CSG, il apparaît vraisemblable que M. Balladur optera finalement pour une solution, si l'on peut dire, panachée, qui à une hausse assez importante des taxes sur les produits pétroliers ajoutera un relèvement de la cotisation maladie. Le tout complété par une quinzaine de milliards de francs d'économies sur les dépenses sociales.

(1) En fait, l'Etat n'a pas effectué le versement, annoncé par M. Bérégovoy, quand il était à Matignon, de 20 milliards de francs pour alléger le déficit de la Sécurité sociale.

Un relèvement de la TVA en France pourrait hisser notre taux d'inflation au même niveau, faisant disparaître l'un des principaux arguments qui, sur les marchés des changes, fait apparaître le franc comme une monnaie respectable. Autant dire que la Banque de France éprouverait plus de difficultés à réduire le loyer de l'argent, ce qui est justement l'objectif prioritaire du gouvernement.

Un déficit cumulé de 100 milliards à la fin 1993

Des mesures pour redresser la Sécurité sociale devraient intervenir le 5 mai

Le ministre de l'économie, Edmond Alphandery, a annoncé, mercredi 21 avril, qu'il avait proposé le décret d'avance de trésorerie de 30 milliards de francs d'aide à la Sécurité sociale. Une semblable disposition avait été prise par le gouvernement de Pierre Bérégovoy, mais était arrivée à échéance le 15 avril.

L'état financier des régimes sociaux est tel que cette mesure, destinée à éviter la cessation de paiement, ne suffira pas. Au cours de la rencontre prévue à Matignon, le 23 avril, les partenaires sociaux seront appelés à en discuter et Simone Veil, ministre des affaires sociales, a appelé à « l'effort de tous », soulignant que les « mesures urgentes » à prendre feront l'objet d'une « concertation » avec tous. Nicolas Sarkozy, ministre du budget et porte-parole du gouvernement, a indiqué que les dispositions nécessaires au réajustement des comptes sociaux seront « vraisemblablement annoncées en même temps que le collectif budgétaire » présenté le 5 mai en conseil des ministres. « La logique voudrait que l'on annonce tout en même temps pour que nos compatriotes comprennent où nous

souhaitons aller, quel est l'état réel, et ce que nous allons faire ».

Qualifiée de « dramatique » et d'« alarmante » par M^{me} Veil, la situation financière avait fait l'objet d'une communication en conseil des ministres, ce même 21 avril. « C'est la première fois dans l'histoire de la Sécurité sociale que trois exercices de suite sont à ce point déficitaires », a fait observer le ministre des affaires sociales qui juge le danger « sans précédent ».

Pour le régime général, le solde de l'exercice 1992 enregistre une perte de 15,7 milliards de francs, les deux branches déficitaires étant la maladie (6,3 milliards de francs) et la vieillesse (17,9 milliards). En cumul, de 1990 à 1992, le trou serait de 42 milliards et pourrait atteindre les 100 milliards de francs à la fin de 1993. Au cours de cette année, en effet, le solde négatif serait évalué à près de 60 milliards, si aucune mesure de redressement n'était arrêtée. La commission des comptes de la Sécurité sociale, qui n'a pas été réunie à la fin de 1992, « selon l'usage », pour présenter les prévisions 1993, examinera en juin les comptes définitifs de 1992 et les prévisions 1993 et 1994.

Selon la CGT

Les tarifs de la RATP augmenteraient de 5,8 % le 1^{er} mai

L'augmentation des tarifs de la RATP et de son réseau banlieue de la SNCF sera en avance cette année. Habituellement annoncée le 1^{er} août, l'augmentation des carnets de tickets et des Cartes orange fait partie du rituel tarifaire annuel.

Les deux dernières hausses des tarifs RATP et SNCF banlieue remontent au 1^{er} août de 1991 et de 1992 et ont été en moyenne de 5,8 %. C'est une augmentation du même montant qu'annonce le syndicat CGT de la RATP pour le 1^{er} mai. Le ticket de métro ou de bus vendu à l'unité passerait de 6 F à 6,30 F, le carnet de dix billets augmenterait de 2 F passant à 38,50 F. Le prix du coupon de Carte orange pour deux zones devrait passer à 210 F en seconde classe et 320 F en première classe. Pour trois zones, à 278 F et à 450 F. Pour quatre zones, à 380 F et à 655 F.

En maintenant pour la troisième année consécutive une progression des tarifs supérieure à la hausse générale des prix, la direction de la RATP fait le choix de s'appuyer sur ses usagers pour combler son déficit.

Le rôle de l'institut d'émission

La Banque de France déclare avoir défendu le franc avec une « détermination absolue »

L'institut d'émission a réagi le mercredi 21 avril à un article publié l'après-midi dans le Monde (daté du lendemain), intitulé « Banque de France : de l'autonomie à l'indépendance ». Cet article comportait la phrase suivante, contée par l'institut d'émission : « Ainsi, explique un haut fonctionnaire parisien, lors de la crise monétaire de septembre, la Banque de France aurait tenté de dévaluer, n'ayant pas le courage de voter entièrement ses caisses ». Le porte-parole de la Banque de France a tenu à rappeler que « le gouverneur de la Banque de France, tout au long de la crise monétaire de l'autonomie, a manifesté, comme chacun a pu le constater, tant par ses propos publics que par toute son action sur le plan international, une détermination absolue et sans faille pour maintenir la parité du franc. Les propos qui auraient été tenus par un haut fonctionnaire parisien sont donc absolument inexécables ».

Les syndicats de Bull acceptent de négocier un « plan emploi 1993 ». – Les élus (CFDT) du comité central d'entreprise (CCE) de Bull, majoritaires, ont accepté, mercredi 21 avril en réunion de CCE, d'engager des négociations avec la direction sur le contenu d'un « plan emploi 1993 ». Les élus CFE-CGC se sont abstenus tandis que ceux de la CGT et de FO ont voté contre ce plan qui comprend notamment des mesures de départs volontaires. Le compromis prévoit en particulier l'ouverture de négociations sur tous les problèmes posés par l'annonce de la suppression d'un millier d'emplois en 1993 dans les établissements français du groupe (le Monde du 10 avril). Une nouvelle réunion du CCE a été fixée au 24 mai.

M. Chérémont estime que « la Banque de France sera indépendante du peuple mais pas de la finance ». – Jean-Pierre Chevènement a estimé, mercredi 21 avril, que la réforme de la Banque de France conduira à la rendre « indépendante du peuple et du suffrage universel, mais dépendante des marchés financiers ». « L'indépendance de la Banque de France sera un recul de la démocratie. On va renforcer l'emprise de la finance sur notre économie », a affirmé le fondateur du Mouvement des citoyens. « On ne peut pas éliminer le risque d'un conflit, en cas de crise économique ou politique, entre le gouvernement et cette Banque de France dépendante de l'argent », a affirmé le député de Belfort. « La gestion de la monnaie doit rester dans le domaine des compétences de la démocratie », a-t-il ajouté.

Les règlements en faveur des fraudeurs qui auront remboursé leurs dettes

La situation des émetteurs de chèques sans provision sera plus rapidement régularisée

Les personnes figurant au fichier national des incidents de paiement caractérisés (FICP) pour chèques sans provision seront désormais rayées des régularisations des incidents, au lieu de devoir attendre trois ans, a annoncé mercredi 21 avril le ministre de l'économie. En revanche, la durée maximale d'inscription au FICP a été portée à cinq ans « pour mieux tenir compte de la durée réelle des plans de désendettement qui sont mis en place sous l'égide des commissions départementales de surendettement ».

Lors de son audition devant la commission des finances de l'Assemblée nationale, le ministre de l'économie, Edmond Alphandery, a précisé que cette mesure entrerait en vigueur au 1^{er} mai. Il a ainsi donné son feu vert à une mesure du comité de réglementation bancaire modifiant les règles de fonctionnement du fichier afin que les informations qu'il recense soient effacées dès la régularisation.

La loi sur les chèques sans provision adoptée en mai 1992 prévoit que l'interdiction bancaire peut être levée dès la régularisation

alors qu'auparavant il fallait attendre un an. Elle alourdit ce revanche les pénalités à l'égard des fraudeurs. Cette loi ouvre également l'accès pour les commerçants à un fichier national des chèques volés, perdus ou frappés d'interdiction, géré par la Banque de France, le FICP. Le ministre a homologué en tout quatre règlements récemment adoptés par le comité de la réglementation bancaire visant à améliorer l'information entre les établissements de crédit et leurs clients.

Global warnings.

Traduction : Avertissement universel. Chaque vendredi.

The Economist

Every Friday

ÉCONOMIE

FINANCES

La controverse sur les dépenses de la Banque européenne

La BERD « applique les principes d'une saine gestion » soutient l'institution dans son rapport annuel

A la veille de l'assemblée générale annuelle de la BERD (Banque européenne pour la reconstruction et le développement), qui doit se tenir du 23 au 27 avril à Londres, la polémique sur les dépenses excessives réalisées par l'institution continue de rebondir. Dans le rapport annuel, paru jeudi 22 avril, il est rappelé que « dans toutes ses opérations, la banque applique les principes d'une saine gestion des affaires bancaires et des placements ». Le rapport rappelle également que « pendant l'année, le conseil d'administration a reçu des états financiers détaillés sur une base trimestrielle ainsi que des rapports sur les dépenses au titre du budget administratif. Il les a examinés au sein du comité d'audit ».

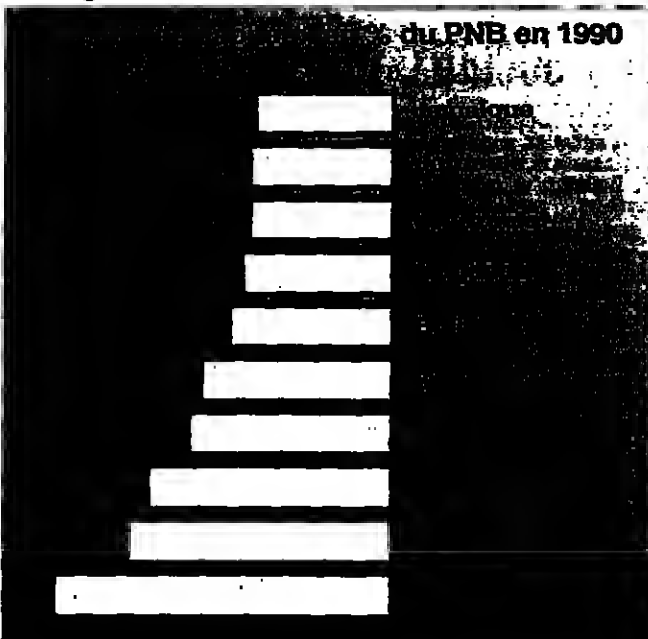
Depuis une dizaine de jours, certaines dépenses engagées par la BERD pour son propre compte, plutôt qu'en faveur des Etats d'Europe centrale et orientale qu'elle assiste dans leur transition vers le marché, ont été dénoncées par la presse anglo-saxonne. Plusieurs gouvernements européens demandent aujourd'hui des explications précises au président de la BERD, Jacques Attali. Selon le *Financial Times* du 22 avril, le premier ministre britannique, John Major, aurait l'intention, dans l'allocation qu'il prononcera à la BERD lundi 26 avril, de lancer une critique à l'égard des dépenses excessives de la banque.

Au-delà de cette controverse,

l'assemblée annuelle sera l'occasion d'évaluer les progrès réalisés en Europe de l'Est lors de la transition vers le marché. Fin 1992, vingt-deux Etats étaient bénéficiaires des opérations de la BERD, contre huit l'année précédente, en raison de l'éclatement de plusieurs Etats. L'introduction du rapport, écrite par M. Attali, souligne que « dans certains pays, les structures politiques démocratiques sont restées très fragiles ou incomplètes. Souvent, les impôts n'ont pas été recouvrés ou n'ont pas atteint les coffres de l'Etat. Les forces opposées à la réforme sont restées vigilantes ». Le rapport ajoute que « le lien qui existe entre la situation politique et le changement économique est apparu de plus en plus clairement » : d'où la montée des forces conservatrices en Russie, des mouvements nationalistes en Europe centrale.

Il est possible que la chute de la production ait été enrayée en Hongrie, en Pologne et en Tchécoslovaquie ; elle reste cependant forte dans d'autres Etats, notamment en ex-URSS et en ex-Yugoslavie. Et « malgré les efforts déployés pour accélérer le rythme de la privatisation, la plupart des pays de la région se préparent actuellement à affronter une situation extrêmement difficile, où il leur faudra gérer ou superviser les entreprises non privatisables à court terme », s'inquiète la BERD.

L'argent « baladeur » du tiers-monde



Les évènements de capitaux hors du tiers-monde, qui avaient atteint 80 milliards de dollars en 1988, ont globalement cessé en 1989 et en 1990, pour la première fois depuis 1975. Cependant, cette évolution générale masque encore d'importantes différences entre les régions. Fin 1990, plusieurs Etats enregistraient encore de très importantes sorties de capitaux, parfois supérieures au montant de leur production annuelle.

La Macédoine devient membre du FMI. La République de Macédoine a rempli les conditions nécessaires pour accéder au Fonds monétaire international, a annoncé mercredi 21 avril l'organisme international. La Macédoine devient le cent soixante-seizième membre du FMI, rejoint ainsi la Croatie et la Slovaquie.

Aide de la Banque mondiale au Kenya. La Banque mondiale va accorder une aide de 35 millions de dollars (près de 460 millions de francs) au Kenya, dans le cadre de son aide à l'ajustement de la balance des paiements - suspendue depuis plus d'un an - a annoncé mercredi 21 avril le vice-président de la Banque pour l'Afrique, E. V. K. Jaycox.

Déficit budgétaire accru et gonflement de la masse monétaire en Allemagne

La Bundesbank pour une baisse symbolique du taux Lombard ?

Déficit budgétaire accru et gonflement important de la masse monétaire en mars : les dernières informations parvenues d'Allemagne donnaient à penser que la Bundesbank (Buba), dont le conseil central se réunissait ce jeudi 22 avril, n'abaisserait pas (ou de façon purement symbolique) ses taux directeurs.

Sans prendre aucun risque, la Buba pourrait réduire d'un demi-point son taux Lombard actuellement à 9 %. Ce taux directeur, qui est un plafond, est actuellement bien supérieur au prix de l'argent sur le marché monétaire. Un geste de la Buba montrerait seulement que les autorités monétaires allemandes vont continuer à favoriser une détente des taux de l'argent prêt à court terme, ne serait-ce qu'à cause de la récession que connaît l'économie allemande.

Des experts surpris

En revanche le taux de l'escompte, qui est le taux plancher (à 7,50 % depuis le 18 mars), a très peu de chance d'être abaissé. Le ministre des finances, Theo Waigel, vient en effet de faire savoir au Bundestag que le déficit budgétaire fédéral sera cette année très supérieur à ce qui avait été prévu : 65 à 70 milliards de marks (220 à 240 milliards de francs) contre 54,7 retenus. En 1992, il avait atteint 38,6 milliards de marks.

Autre sujet de préoccupation pour la Bundesbank : la masse monétaire a fortement augmenté en mars (+ 3,2 %) alors qu'elle

s'était contractée en janvier (- 2,4 %) et en février (- 0,3 %). Ce chiffre, qui a beaucoup surpris les experts outre-Rhin, va renforcer la Bundesbank dans sa prudence. Une conférence de presse était prévue par la Buba pour commenter son rapport annuel, au moment même où M. Balladur devait s'entretenir avec le chancelier allemand, M. Kohl.

INDUSTRIE

En réponse aux critiques des actionnaires

Le président de Volvo justifie les rémunérations des dirigeants du groupe

GÖTEBORG

de notre envoyée spéciale

Pehr Gyllenhammar, qui dirige le groupe Volvo depuis vingt-deux ans, a été ces dernières semaines la cible de multiples accusations largement montées en épingle par une partie des médias suédois à l'approche du 150^e anniversaire de la naissance de l'industriel. L'origine de cette tempête : la lettre adressée auparavant au conseil d'administration de Volvo par l'association des petits porteurs dans laquelle ils réclamaient des réponses à leurs questions précises concernant la situation financière (salaires, avantages divers, contrats de retraite, indemnités de cessation d'emploi ou « parachutes dorés ») des responsables du groupe et de M. Gyllenhammar en particulier.

Le 21 avril, M. Gyllenhammar a répondu à leur attente. Il apprenait ainsi que Roger Holtback, ex-CEO de Volvo-cars, était parti en 1990 après la conclusion de l'alliance avec Renault (à laquelle il s'était opposé) avec un « parachute » de près de 6 millions de couronnes (!) ; Christer Zetterberg, PDG du groupe de 1990 à 1992, période terrible pour Volvo, était, pour sa part, remplacé à son poste par Sören Gyll avec une « prime » de 17 millions de couronnes, plus 6 millions supplémentaires à venir... M. Gyllenhammar a précisé que ces sommes correspondaient à trois ans et demi de salaire et qu'il avait lui-même contribué à établir l'échelle de ces indemnités. Il juge néanmoins leur niveau « un peu élevé ».

M. Gyllenhammar a redonné publiquement son salaire annuel : quelque 13 millions de couronnes - ce qui lui donne une position enviable au top des grands patrons de l'industrie automobile mondiale. « Un salaire élevé mais pas trop, compte tenu de ce que je fais. Je ne me défendrais pas contre mesure, mais je rappellerai que, durant mes vingt-deux années à la tête de Volvo, le groupe a fait quelque 60 milliards de couronnes de bénéfices », a-t-il ajouté.

FRANÇOISE NIÉTO

(1) La couronne suédoise vaut actuellement 0,73 franc.

COMMERCE

Compromis CEE-Etats-Unis

Suite de la première page

Selon cette directive, une offre émanant d'une firme extérieure à la Communauté ne peut être retenue que si son prix est inférieur d'au moins 3 % à celui d'une offre communautaire. De plus, pour être acceptée, cette offre doit comporter plus de 50 % de produits communautaires.

Dès son adoption, en 1990, cette directive avait été dénoncée par la précédente administration du M. George Bush qui la jugeait déjà « discriminatoire ». Par la suite, les services du United States Trade Representative, confiés à M. Kantor par le président Clinton, se sont empressés de reprendre le même réquisitoire dans le dernier rapport annuel sur « les barrières commerciales étrangères » qui épinglent quarante pays accusés de protectionnisme, dont ceux de la Communauté (le *Monde* du 2 avril). En riposte à cette accusation, la Communauté européenne faisait régulièrement valoir qu'en « Buy American Act », qui régit la passation des marchés publics aux Etats-Unis, comporte un avantage de prix de 6 % en faveur des firmes américaines, voire de 25 % dans le secteur des transports ou même de 50 % pour les contrats de défense nationale.

Face à cette situation, Washington a accepté à son tour de faire un geste en acceptant de ne plus appliquer les traitements préférentiels du « Buy American Act » aux marchés publics passés avec les administrations fédérales dépendant du département de l'Energie et avec la Tennessee Valley Authority (TVA), cet organisme créé en 1933 par Franklin D. Roosevelt dans le cadre du New Deal pour relancer l'emploi. Selon M. Kantor, ces concessions réciproques devraient permettre aux entreprises américaines d'accéder à un marché européen évalué à 20 milliards de dollars. De leur côté, les firmes de la CEE devraient prendre pied sur un marché américain de quelque 7 à 8 milliards de dollars.

Il reste que cet accord ne porte que sur un secteur d'activité limité et qu'il ne fait référence qu'aux seuls marchés passés avec l'autorité fédérale alors que la Communauté réclame initialement le libre accès aux marchés publics, au niveau fédéral, certes, mais aussi à celui des Etats et des municipalités. Il semble cependant que, sur ce point, M. Kantor ait donné des assurances verbales à son interlocuteur.

Ce compromis ne porte que sur

les marchés publics passés de part et d'autre dans le seul secteur des équipements électriques lourds. De plus, il n'est valable (à la condition d'avoir été préalablement ratifié par le conseil des ministres de la CEE) que pour une durée de deux ans et peut être remis en cause à l'issue de la première année. En revanche, aucun accord n'a pu être trouvé dans le domaine des télécommunications auquel Washington, actuellement engagé dans la définition d'une véritable politique industrielle axée sur la reconquête du marché intérieur, attache une grande importance. D'où la confirmation des sanctions que les Etats-Unis comptent infliger bientôt à la CEE en excluant les firmes européennes du secteur des télécommunications des appels d'offres passés par le gouvernement fédéral. Après avoir initialement accepté de souscrire à leur application à la mi-mars, à la demande expresse de Jacques Delors, le président de la Commission européenne, qui avait effectué une démarche en ce sens en se rendant lui-même à Washington.

L'impact des sanctions

« Etant donné que la CEE ne semble pas prête à mettre un terme à la politique discriminatoire qu'elle continue à pratiquer dans les télécommunications, les Etats-Unis seront contraints d'appliquer les sanctions prévues dans le chapitre VII de la loi américaine sur le commerce », le Trade Act de 1988, a indiqué mercredi M. Kantor à un communiqué, sans préciser à quelle date prendraient effet ces sanctions ni quel impact elles pourraient avoir pour les firmes européennes. Le représentant américain a simplement rappelé au cours d'une conférence de presse que le marché américain des télécommunications était « entièrement privé et ouvert » et que les firmes étrangères détenaient déjà 54 % du marché des centraux téléphoniques aux Etats-Unis. Une première estimation, réalisée en février lorsque les Etats-Unis avaient menacé d'intenter l'ensemble de leurs marchés publics aux entreprises de la CEE, avait chiffré à 45 ou 50 milliards de dollars le préjudice que pourraient subir les firmes concernées si ces menaces étaient mises à exécution.

Pour faire bonne mesure, les deux parties sont convenues d'étendre les dispositions du code du GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce)

applicables aux marchés publics aux contrats passés par le gouvernement fédéral américain au secteur des services et aux autres marchandises - qui n'étaient pas couvertes jusqu'à présent par ces dispositions. Les Etats-Unis et la CEE ont aussi accepté de poursuivre les négociations sur les autres domaines non couverts par le présent compromis, y compris les télécommunications. « Notre objectif », a affirmé M. Kantor, « reste de parvenir à une extension significative et équilibrée du code du GATT à l'ensemble des marchés publics ». Américains et Européens vont aussi entreprendre « une étude indépendante » pour déterminer le degré d'ouverture des marchés publics des deux côtés de l'Atlantique, une idée avancée par Bruxelles et finalement retenue par Washington.

SERGE MARTI

Leon Brittan favorable à une hausse des importations par la CEE d'acier technique et slovaque. La Commission européenne va proposer aux ministres de l'Industrie de la CEE d'accepter une hausse des importations d'acier des républiques tchèque et slovaque dans les deux années à venir, a indiqué mercredi 21 avril à Strasbourg, le commissaire européen au commerce extérieur, Leon Brittan, qui a assuré que cette hausse n'aurait pas d'impact sur le marché communautaire. Entre 1991 et 1992, les exportations d'acier de la Tchécoslovaquie vers la CEE ont augmenté de 931 000 tonnes, passant de 931 000 tonnes à 1,42 million de tonnes.

COURRIER INTERNATIONAL
A LIRE CETTE SEMAINE

Bosnie
Qu'ils y viennent !

Le retour des Gringos
Les New York Times

Les oui de l'Italie
Le République

Chaque jeudi, l'essentiel de la presse mondiale en français - 151

(Publicité)
DIRECTION DÉPARTEMENTALE
DE L'ÉQUIPEMENT
DE LOIRE-ATLANTIQUE
AUTOROUTE A 801

AVIS D'OUVERTURE D'UNE ENQUÊTE PUBLIQUE

relative au projet de mise à 2 x 2 voies de la section de l'autoroute A 801 comprise entre les échangeurs de Vertou-Sud et de la Cour-Neuve et de modification de l'échangeur de Vertou-Sud

Communes de Vertou et des Sorinières

Une enquête publique relative au projet de mise à 2 x 2 voies de la section de l'autoroute A 801 comprise entre les échangeurs de Vertou-Sud et de la Cour-Neuve et de modification de l'échangeur de Vertou-Sud sera déroulée pendant 37 jours consécutifs du 10 mai au 15 juin 1993, en maires de Vertou et des Sorinières.

La commission d'enquête sera constituée par :

Président : M. Gilbert BURBAN, ingénieur en chef des études et techniques d'armement, en retraite, demeurant 10, rue de l'Homme-mou, 44640 SAINT-JEAN-DE-BOISEAU.

Commissionnaires-enquêteurs : M. René MORAND, urbaniste, ingénieur subdivisionnaire en retraite, demeurant 18, rue du Petit-Anjou, 44230 SAINT-SÉBASTIEN-SUR-LOIRE.

M. Michel PARESSANT, ingénieur en préretraite, demeurant Le Chant de l'Aigrette, 44240 LA CHAPELLE-SUR-ERDRE.

Le siège de l'enquête sera situé à la mairie de Vertou à titre principal et à titre subsidiaire à la mairie des Sorinières. Le dossier d'enquête sera mis à la disposition du public :

A la mairie de Vertou :
Le lundi, de 8 h à 12 h et de 14 h à 18 h ; du mardi au vendredi, de 8 h à 12 h et de 14 h à 17 h
Sauf les samedis, dimanches et jours fériés, ainsi que les vendredis 21 et lundi 31 mai 1993.

A la mairie des Sorinières :
Du lundi au vendredi, de 8 h à 12 h et de 13 h 30 à 17 h 30
Sauf les samedis, dimanches et jours fériés, ainsi que les vendredis 21 et lundi 31 mai 1993.

Les personnes désireuses de faire connaître leurs observations pourront soit les consigner sur les registres d'enquête déposés dans les mairies susmentionnées, soit les adresser par écrit au Président de la commission d'enquête à la mairie de Vertou.

Au besoin, ces personnes pourront être reçues par un des membres de la commission d'enquête aux jours et heures suivants :

A la mairie de Vertou :
Les lundi 10 mai, mercredi 19 mai, jeudi 3 juin 1993, de 8 h à 12 h.
Les vendredis 28 mai, mardi 15 juin 1993, de 14 h à 17 h.

A la mairie des Sorinières :
Les lundi 10 mai, mercredi 19 mai, jeudi 3 juin 1993, de 8 h à 15 h 12 h.
Les vendredis 28 mai, mardi 15 juin 1993, de 13 h 30 à 17 h 30.

A l'issue de l'enquête, la commission établira un rapport relatant son déroulement et rédigera ses conclusions.

Une copie de ce rapport et des conclusions sera déposée à la mairie de chaque commune où s'est déroulée l'enquête, ainsi qu'à la Préfecture de Loire-Atlantique.

Toute personne concernée pourra demander communication de ces conclusions ainsi que les réponses du maître d'ouvrage aux observations formulées lors de l'enquête.

L'information du public sera également assurée par l'affichage du présent avis dans les mairies concernées et en des lieux voisins des travaux projetés et visibles de la voie publique.

مكتبة من الأصل

COMMUNICATION

Le premier bilan d'un nouveau quotidien un mois après sa parution

« Le Jour », journal pauvre mais vivace

Un mois après son lancement, le 25 mars, le quotidien *Le Jour* affirme diffuser environ 20 000 exemplaires dans la France entière. En dépit de sa fragilité, le journal envisage d'ouvrir son capital et d'augmenter sa pagination pour séduire de nouveaux lecteurs.

Au Jour, la conférence de rédaction matinale a lieu dans une salle baptisée le « Tonneau », en référence à la forme du journal. Tout au long de la journée, les journalistes sont réunis dans une salle commune, dite « le Tonneau », où ils discutent de l'actualité et de la rédaction. Le journal est imprimé à la presse offset, ce qui permet de réaliser des tirages élevés. Le journal est distribué par la presse nationale et les distributeurs locaux.

Le Jour, qui a un mois d'existence, est à cette image. Pauvre, mais vivace. Lorsqu'en janvier de cette année son directeur, Jean-Christophe Nothias, trente-trois ans, lance l'idée d'un quotidien d'information nationale d'abord destiné aux habitants de la capitale et de l'Île-de-France, vendu à 4 francs, peu d'observateurs croient à sa réalité et surtout à sa durée. Un mois après la parution du Jour, le 25 mars, le quotidien reste fragile, mais il tient bon. Et commence à faire parler de lui. *Le Jour* - dont la société éditrice a été baptisée « Delapresse », après que nous faisons de la presse - dispose d'un capital social de 5 000 francs. L'investissement minimal de départ, quelques millions de centimes, a été apporté par son fondateur et une dizaine d'amis journalistes comme

Christian Perrot (*Libération*, *L'Autre Journal*), Xavier Bodin-Hu (France 3), Catherine Audouin (France 3), Denis Bresson, qui forment l'entourage rédactionnel du titre. D'autres, encore actifs dans plusieurs journaux parisiens, et désireux à ce titre de garder provisoirement leur anonymat, n'en sont pas moins présents et attentifs aux premiers pas de leur « bébé » typique.

Le Jour n'a bénéficié d'aucune enquête marketing, d'aucun apport financier d'un groupe industriel ou de communication. « Ce n'est pas un projet de presse au sens classique, juste une idée et l'envie de persévérer très vite, si possible entre les deux jours des législatives, entre par exemple », affirme Jean-Christophe Nothias. « C'est à été tellement vite, entre le moment où nous avons été contactés et la sortie du journal, que nous n'avons pas eu le temps d'être démontés », expliquent à l'unisson deux journalistes, Myriam Léon et Laura Tran. Après, c'est le travail dans l'urgence. Le machine est en marche et on lui donne tout ce qu'on a. « On travaille dans l'euphorie, pas dans l'hybris », fait remarquer un autre rédacteur.

Salaires : 6 000 francs mensuels

Une quarantaine de journalistes relie le Jour, six jours sur sept. Le quotidien, imprimé sur seize pages dans une entonnoir de la région parisienne, comporte quatre grandes parties : le Jour qui décline assez classiquement les rubriques « Paris, Île-de-France, France, Europe, International » en neuf pages ; le Jour qui, en trois pages, fait le tour des spectacles et des loisirs ; les Pages, qui donnent sur deux pages des informations sur l'emploi et la formation, et enfin, le Jour, une double page consacrée comme une affiche et une surprise quotidienne, y compris pour la rédaction.

d'âge de la rédaction est de vingt-huit ans, les journalistes du Jour ne sont pas pour autant des débutants. La plupart ont été pigistes dans différents magazines (7 à Paris, *Actual*, *Best*, *Capital*, le *Nouvel Économiste*, etc.) ou dans des quotidiens (*Libération*, le *Tribune*, le *Figaro*). Ils ont choisi de travailler au Jour par attrait pour la formule du quotidien, par envie de se stabiliser professionnellement et surtout par désir de « participer à un projet, et à une aventure humaine ». Il y a beaucoup de travail et beaucoup d'émotion, glisse Ariane Fless, une anthropologue qui a décidé, à trente ans, d'entrer dans le journalisme. « C'est un métier où l'on se sent vraiment utile, où l'on a l'impression de faire quelque chose de bien, de contribuer à l'information et à la culture. »

Pour beaucoup d'entre eux, l'aventure tient à un savoir de liberté. « Nous travaillons pour un secteur, mais il n'y a pas de territoire. On peut proposer des sujets ailleurs, prendre une journaliste, il n'y a pour l'instant aucune friction entre nous », assure-t-elle. Prix de cette liberté, et tribut payé à la crise de la presse, l'équipe a accepté d'attendre les premiers résultats pour être payés, vivant, qui de la région parisienne, de la presse parisienne (NMPP), un peu plus de 6 000 exemplaires en moyenne par jour à Paris, surtout en kiosques, le reste à la création de la presse progressivement réduite, selon les accords conclus avec les NMPP, de quarante-trois à sept exemplaires, et par abonnement.

Les premiers résultats sont encourageants. Avec un tirage de 35 000 exemplaires, le Jour vend, selon les Nouvelles Messageries de la presse parisienne (NMPP), un peu plus de 6 000 exemplaires en moyenne par jour à Paris, surtout en kiosques, le reste à la création de la presse progressivement réduite, selon les accords conclus avec les NMPP, de quarante-trois à sept exemplaires, et par abonnement.

Christophe Nothias, la diffusion totale en France avoisinerait les 20 000 exemplaires, soit d'équilibre prévu. « Les premiers numéros n'étaient pas bons, mais on a rapidement réussi à trouver un ton, et le bouche à oreille fonctionne », fait-il remarquer. Tous ont cependant en tête l'échec de la Truffe, le quotidien de Jean Schmitt qui n'a paru que sept semaines, il y a deux ans (le Monde du 19 novembre 1991). « Nous, nous n'avons pas promis d'être un Canard enchaîné quotidien, nous avons simplement dit que nous voulions faire un journal, et le mieux possible », nuance Laura Tran, qui comme la plupart des autres, a maintenu confiance dans l'avenir du journal, pour lequel les gens témoignent de l'intérêt sinon de la sympathie. Les abonnements préférentiels consentis par l'Agence France Presse (AFP) et la confiance affichée par les NMPP, qui ont déjà versé un premier acompte sur les ventes, sont autant de signes positifs.

Le mois de mai sera celui de la consolidation et des défis. Le journal va augmenter de quatre pages, la publicité va faire son entrée dans les colonnes, avec pour objectif 15 % du chiffre d'affaires, des émissions communes avec des radios sont en chantier et une enquête sur le lectorat - qui a entre vingt à quarante ans, selon les premiers indices - est programmée. La direction du Jour prépare les contrats de travail de l'équipe (saire identique pour tous, directeur compris, de l'ordre de 6 000 francs bruts mensuels). Et, en septembre, Jean-Christophe Nothias et ses associés envisagent d'ouvrir le capital à hauteur de 20 % à un partenaire extérieur, afin d'asseoir le développement du journal, mais aussi à une future société des rédacteurs. Trois groupes de presse auraient déjà témoigné de leur intérêt pour le Jour.

YVES-MARIE LABÉ

RÉPUBLIQUE TUNISIENNE MINISTÈRE DU TRANSPORT

Elaboration du plan directeur régional de transports du GRAND SOUSSE « P.D.R.T.S. »

CONSULTATION INTERNATIONALE N° 01/93

Le ministère du transport se propose de confier l'élaboration du « P.D.R.T.S. » à un bureau d'études agréé pour ce type de mission. Les consultants intéressés peuvent retirer le dossier de la consultation auprès du bureau d'ordre central du ministère, sis rue 8006 (par l'avenue Mohamed V) - 1030 Tunis, contre le règlement de cent dinars tunisiens et ceci à partir de lundi 12 avril 1993. La date limite de remise des offres est fixée au samedi 15 mai 1993 (le cachet de la poste fait foi).

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

LES GROUPES DE LA POSTE

AMPLITUDE

DIVIDENDE EXERCICE 1992

Le conseil d'administration de la Sica AMPLITUDE a arrêté les comptes de l'exercice 1992 et a proposé de fixer à 19,81 francs le dividende net versé par action.

RECOMPOSITION DU DIVIDENDE NET, EN FRANCS :

| | |
|---------------------------------------|--------------|
| • Obligations françaises non indexées | 13,77 |
| • Actions françaises | 4,97 |
| • Autres actifs | 1,07 |
| TOTAL | 19,81 |

Sous réserve du vote de l'assemblée générale ordinaire, le dividende sera détaché le 28 avril et mis en paiement le 30 avril 1993 (possibilité de réinvestissement sans frais jusqu'au 30 juillet 1993).

CREDIT D'IMPOT

Selon la nouvelle réglementation fiscale, le crédit d'impôt sera déterminé le jour du détachement du dividende par répartition du montant global des crédits d'impôt entre les actions en circulation à cette date.

Valeur de l'action au 31.12.1992 : 621,76 francs.

LA POSTE

Avis d'Appel d'Offres ouvert aux entreprises

L'Ambassade du Royaume d'Arabie Saoudite en France prévoit prochainement la rénovation de sa chancellerie sise dans un hôtel particulier au 5, avenue Hoche, Paris VIII. Ces travaux vont toucher à tous les corps d'état.

Les entreprises intéressées sont priées de faire parvenir à l'Ambassade, au plus tard le 30-04-93 à 12 h, un dossier de présentation contenant :

- les expériences dans un domaine semblable auprès d'administrations ou dans le privé, et les certificats qui en attestent ;
- l'affiliation à la Chambre des Métiers ou de Commerce, et le numéro du Registre de Commerce ;
- Classification OQCB et plus généralement moyens en hommes, matériels et procédures.

SOURDS ET MALENTENDANTS

LA MUTUELLE DE LA PRESSE ET DU LIVRE organise les lundi 26 et mardi 27 avril 1993 (service acoustique) deux journées réservées aux sourds et malentendants.

Vous pouvez :

- faire contrôler votre audition ;
- faire réviser vos appareils auditifs ;
- essayer les nouvelles prothèses auditives ultra-miniaturisées.

PRENEZ RENDEZ-VOUS AU 40-39-75-75
M.N.P.L. SERVICE ACOUSTIQUE
29, rue de Turbigo - 75002 PARIS

Le Monde

Edité par le SARL Le Monde

Comité de direction :
Jacques Lescaut, gérant
Bruno Freppart, directeur de la publication
Jacques Guiz, directeur de la gestion
Bernard Lucbert, secrétaire général

Rédacteurs en chef :
Jean-Marie Colombani
Robert Solé
(adjoint au directeur de la rédaction)

Yves Agnès
Thierry Fournier
Philippe Harrois
Jean-Pierre Simon
Daniel Vernet
(directeur des relations internationales)

Anciens directeurs :
Hubert Bonin (1984-1988)
Jacques Fauvarde (1988-1992)
André Laurens (1992-1993)
André Fontana (1993-1994)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
Hubert Bonin (1984-1988)
Jacques Fauvarde (1988-1992)
André Laurens (1992-1993)
André Fontana (1993-1994)
75001 PARIS CEDEX 16
Tél. : (1) 40-39-75-75
Téléfax : (1) 40-39-75-75
ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BONIN-MÉRY
94000 PARIS CEDEX 16
Tél. : (1) 40-39-75-75
Télécopieur : 40-39-75-75

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde

L'IMMOBILIER

appartements ventes

6^e arrdt

ASSAS VAUGHARD
dégagé 4 P. de chambre,
5^e ét., asc., balcon,
jolie vue, service
F. Oudin 43-29-85-06

15^e arrdt

15^e, porte de la Plaine
immeuble récent, studio 26 m²
avec loggia, 7^e étage, ascenseur,
420 000 F. Agence centrale
porte d'Orléans, 45-39-17-78

92

Hauts-de-Seine

92 Fontenay-aux-Roses
Immeuble standing neuf,
3 pièces, 70 m², excellent
état,
cuisine équipée, 2 parkings,
travaux réalisés, 1 180 000 F.
Agence centrale
porte d'Orléans, 45-39-17-78

viagers

Libre, Les Chèvres-sous-Bois

gd. pav., 2 étages 70/72,
jard. 300 000 + 5 760 F.
F. Cruz 42-89-19-00

appartements achats

Recherche 2 à 4 P. Paris prêt
5^e, 6^e, 7^e, 14^e, 15^e, 16^e, 4^e, 8^e,
PARIS COMPT. chez nous.
45-73-45-07 même la soir

pavillons

A SAINT

80 m Paris direct gare SNCF
MONTARGIS SUD
Maison récente, habit.
de 4 ét., sol. sci., cheminée,
cuis., 2 chœurs, 2 bns, WC,
TERRAIN 2 500 m²
prix 490 000 F.
Cred. personnel.
Tél. 24 17/24 : (16)
38-85-22-92

locations meublées offertes

Paris

XV-SUD - 7^e arr. au v. à v. v.
4 p. 80 m², 2 b. par.
8 000 net, 42-29-82-88
Région parisienne

Neuilly-Puteaux de Neuilly, Gr. P.
+ de 11 800 net, 42-29-82-88

villas

EN NORMANDIE

7 km belle maison
4 pièces sur terr. 880 m² env.
bord de mer, Microclimat,
face à la mer, à partir
de 420 000 F. Franc. poss.
Mr Renaud
41, Bd Saint-Denis, Paris.
46-51-25-77
de 9 h à 12 h.

maisons de campagne

Pavillon récent type F. 8,

plus petit pavillon entièrement
rénové, prêt, entièrement
équipé (cuis., bns, terr.)
520 m², 1 km mer, surf. habitable
120 m², grand allée, cheminée,
cuisine équipée,
Tél. 34-85-77-44

bureaux

Locations

VOTRE SIÈGE SOCIAL

DOMICILIATIONS

et tous services 43-36-17-50

châteaux

GARD, 20 km mer, 600 m²

+ 400 m² de terrain, vue,
119 57-09-15-15, 5 h-12 h.

Accor: objectifs atteints

Le résultat net consolidé (part du Groupe) de ACCOR comprenant pour la première fois la consolidation de la Compagnie Internationale des Wagons-Lits et du Tourisme s'élève à FF. 802 millions et la marge brute d'autofinancement à FF. 2739 millions. Ces résultats confirment les prévisions indiquées antérieurement. La croissance de la marge brute d'autofinancement (+ 28,8 % par rapport à 1991) renforce la santé financière du Groupe et justifie la stratégie de diversification géographique et par métier : 61 % du chiffre d'affaires opérationnel est réalisé à l'étranger et 65 % hors de l'hôtellerie.

Le recul du résultat net de 15,5 %, est dû au coût financier de l'acquisition de la Compagnie Internationale des Wagons-Lits et du Tourisme et à l'amortissement des valeurs ainsi qu'à la faiblesse de la conjoncture dans l'hôtellerie alors que les efforts de synergies entrepris en 1992 n'ont pas encore porté leurs pleins effets.

En revanche, le ratio d'endettement du Groupe est en amélioration puisque le rapport fonds propres sur fonds permanents passe de 40,5 % en 1991 à 47,4 % en 1992. Les éléments les plus représentatifs de l'activité et des résultats de l'année peuvent se résumer ainsi :

PROGRESSION

DU DIVIDENDE : + 12,5 %

Le Conseil d'Administration réuni le 20 avril 1993 sous la présidence de M. Paul DUBRULB et M. Gérard PELISSON a décidé de proposer à l'Assemblée Générale des actionnaires du 4 juin 1993 le versement d'un dividende de FF. 18 par action (plus avoir fiscal), en progression de 12,5 %. Cette augmentation témoigne de la confiance des Co-Présidents et du Conseil d'Administration dans les perspectives du Groupe à moyen terme.

Il sera offert aux actionnaires la faculté de percevoir le dividende en actions. La mise en paiement est fixée au 16 juillet 1993, pour les actionnaires qui auront opté pour le versement en espèces.

PERSPECTIVES 1993

ACCOR s'attache à la mise en œuvre des objectifs suivants :

- simplification des enseignes hôtelières et rationalisation des structures des activités,
- confirmation de l'amélioration des résultats de Motel 6, comme observée au premier trimestre 1993, dans un contexte économique américain encore fragile,
- développements prioritaires dans les métiers porteurs et ne pesant pas sur l'endettement (restauration collective, agences de voyages, hôtellerie économique, titres de services) et le cas échéant dans l'hôtellerie avec des partenaires, à l'exemple des opérations réalisées en Asie-Pacifique,
- poursuivre des actions entreprises de cession de certains actifs, et réalisation accrue de toutes les synergies d'achats et commerciales.

Minim. : 3615 ACCOR

| (Millions FF.) | 1991 | 1992 |
|-----------------------------------|---------|----------|
| Chiffre d'affaires | | |
| Opérationnel | 14 539 | 30 569 |
| Résultat net courant 100 % | 913 | 870 |
| Résultat exceptionnel net d'impôt | 183 | 220 |
| Résultat net part du groupe | 949 | 802 |
| Résultat net par action | FF 44,2 | FF 36,3 |
| Marge Brute d'Auto-financement | 2 126 | 2 739 |
| MBA par action | FF 99,0 | FF 123,9 |

Le chiffre d'affaires opérationnel de 1991 retraité pour inclure celui de la CIWLT se serait élevé à FF. 27 648 millions. A périmètre comparable la progression serait de 10,6 %.

ACCOR

VIE DES ENTREPRISES

Sur un marché en déclin

PSA réalise un bénéfice de 3,4 milliards de francs en 1992

Après des résultats plus que convenables en 1992, Jacques Calvet, PDG de PSA Peugeot-Citroën, prévoit une année 1993 « déstabilisée » pour l'industrie automobile.

Les analystes les plus optimistes ne l'étaient pas assez. Malgré un second semestre décevant, le groupe automobile PSA Peugeot-Citroën a dégagé un résultat net de 3,4 milliards de francs en 1992. Loin derrière les chiffres records des années précédentes (5,5 milliards en 1991 et 9,2 milliards en 1990), ce résultat permet néanmoins à PSA d'afficher une rentabilité (résultat net sur chiffre d'affaires) de 2,2 % et donc de figurer en bonne place dans le palmarès des constructeurs automobiles pour leur rentabilité.

En tête de ce classement en 1991, il régresse en troisième position derrière Renault (3,2 %) et BMW (2,3 %) en 1992. Son chiffre d'affaires (155,4 milliards de francs) régresse de 3 % (et de 2,4 % à périmètre constant), sur un marché européen de l'automobile en stagnation. Hors impact des variations des taux de change, la baisse n'aurait même été que de 0,8 % affirme-t-on chez le constructeur automobile.

Ces fluctuations n'ont néanmoins pas eu d'effet sur les résultats du groupe (à la différence de Renault) en raison de couvertures de changes systématiques.

Exercice de « transition »

La pénétration européenne de PSA (12,2 %), meilleur à l'étranger qu'en France, s'est améliorée de 0,1 point en 1992. Les exportations de PSA représentent 64,9 % de son chiffre d'affaires. Mais sa part de marché est passée de 33,1 % à 30,4 % sur le marché français. Un déclin qui, selon le constructeur, serait dû au fait qu'il se trouvait à une époque défavorable de son cycle de produits avec des modèles en fin de vie ou tout juste lancés (la ZX et la 106).

Un argument qui ne devrait plus

jouer en 1993 avec le lancement des Xantia et 306 qui auront permis au constructeur de renouveler sa gamme.

L'effectif du groupe a continué de décliner. Il s'établissait à 150 800 personnes fin 1992, en baisse de 4 %. En revanche « en raison de la pression concurrentielle », explique Jacques Calvet, les coûts commerciaux et de distribution ont augmenté de 10,7 %. En clair, le constructeur a dû accorder des primes aux concessionnaires pour qu'ils aient à même de consentir des rabais en fin d'année.

La marge brute d'autofinancement, 15,4 milliards de francs, permet tout juste de couvrir les investissements corporels (15,5 milliards de francs).

Après cet exercice « de transition » selon M. Calvet, l'année 1993 s'annonce « déstabilisée ». Le PDG de PSA prévoit une baisse du chiffre d'affaires de 9,1 %. Seul le marché anglais pourrait progresser de 8 % ou plus. Un pays sur lequel Peugeot-Citroën est plutôt bien placé.

ANNIE KAHN

Malgré plusieurs handicaps extérieurs

Cogema dégage un résultat net de 507 millions de francs

Avec un résultat net (part du groupe) de 507 millions de francs, pour un chiffre d'affaires consolidé de 22,6 milliards de francs, Cogema, du groupe CEA, a plutôt bien traversé l'année 1992 malgré une conjoncture économique très défavorable. Son chiffre d'affaires a en effet progressé de 4 % (et de 0,7 % à périmètre constant, c'est-à-dire essentiellement hors acquisitions des activités nucléaires de Pechiney). Le résultat courant s'est nettement amélioré, passant d'une perte de 331 millions de francs en 1991 à un bénéfice de 617 millions en 1992. Le résultat net est en retrait de 70 %, le résultat 1991 ayant bénéficié d'un profit exceptionnel de 1,76 milliard de francs lié au règlement du contentieux franco-iranien.

La Cogema, société chargée de la production de combustible nucléaire, depuis l'extraction de l'uranium jusqu'au retraitement des combustibles usés, a en effet dû surmonter plusieurs handicaps : le faible prix du pétrole (qui nuit à la compétitivité du nucléaire) et du dollar (qui renchérit d'autant les produits de la zone franc) ; la faible croissance économique - peu propice à la consommation d'électricité - et la quasi-stagnation du parc nucléaire. En outre, la concurrence des pays de l'Est a fait chuter le cours de l'uranium : « Les exportations massives en provenance de

l'ex-URSS (sont réalisées) à des prix au-dessous des coûts réels de production des meilleures exploitations du monde occidental sans que la qualité des gisements ou l'efficacité dans l'exploitation puissent justifier cette situation », s'insurge Jean Syrota, PDG de la Cogema.

Pour affronter cette situation, la Cogema a continué de rationaliser ses activités. Les effectifs (16 725 personnes) ont légèrement augmenté en valeur absolue, mais ont régressé à périmètre constant. La reprise (conjointe avec Framatome) des activités nucléaires de Pechiney a aussi contribué à cet objectif de rationalisation, explique M. Syrota. Enfin, la présence de la Cogema à tous les maillons du cycle du combustible a permis à l'entreprise de compenser la baisse d'activité minière par un accroissement dans le domaine du retraitement (37 % du chiffre d'affaires).

Mais pour M. Syrota, ce basculement ne pourrait être que temporaire. Sa certitude de voir les cours de l'uranium remonter - dans un avenir non précis - l'a conduit à acquiescer 70 % de la société allemande Uraniumgesellschaft, qui dispose de projets miniers dans des gisements nord-canadiens, exceptionnellement riches en uranium.

A. K.

CHIFFRES ET MOUVEMENTS

RACHATS

o Pisanit-Printemps prend le contrôle de Groupeclec (matériel électrique). - Le groupe Pisanit-Printemps (distribution grand public et spécialisée) a annoncé mercredi 21 avril avoir pris le contrôle de Groupeclec, une société de distribution de matériel électrique, en faisant passer sa participation - jusqu'alors minoritaire - à 53 %. D'ici la fin de l'année, a ajouté la direction au cours d'une conférence de presse, Pisanit-Printemps détendra 60 % de Groupeclec. Groupeclec était jusqu'alors contrôlé par des intérêts privés. Pisanit-Printemps va réunir sous une même entité, appelée Rencel, ses deux filiales électriques, soit Groupeclec et CDME. Rencel totaliserait un chiffre d'affaires de 16,7 milliards de francs

et emploierait 10 060 personnes. Pisanit-Printemps avait pris en janvier 1991 24 % de Groupeclec et a progressivement augmenté sa participation durant les deux dernières années sans toutefois franchir encore le seuil de 50 %.

o Fournier prend le contrôle des laboratoires Debat. - L'industrie française de la pharmacie vient de connaître un nouveau regroupement avec la prise de contrôle des laboratoires Debat par le groupe dynamos Fournier. Négociée de longue date, cette prise de participation majoritaire va permettre à Fournier d'adopter un groupe qui réalise un chiffre d'affaires consolidé de 623 millions de francs et emploie plus de 600 personnes. Créé il y a soixante-dix ans, Debat était contrôlé par la famille du même nom. Fournier, qui est contrôlé par des capitaux familiaux, revendique le troisième rang des indépendants français derrière Servier et Fabre. Grâce à cette opération, le groupe acquiert le leadership français dans le secteur de l'urologie.

RÉSULTATS

o Bouygues améliore ses résultats malgré la crise du BTP en France. - La crise du bâtiment en France et en Europe n'a pas eu, semble-t-il, de conséquences fâcheuses sur le groupe Bouygues, qui a annoncé mercredi 21 avril une hausse de ses principaux résultats de 1992, dont une progression de 7,9 % de son bénéfice net, la part du groupe s'élevant à 685 millions de francs. Aussi bien dans le bâtiment que dans les travaux publics, ou l'immobilier (secteurs en grande difficulté), Bouygues surmonte ainsi ses activités de diversification et accroît leur rentabilité. Toujours prudent dans ses prévisions, Bouygues annonce pour 1993 une nouvelle baisse de son chiffre d'affaires. En 1991, il avait atteint 64,3 milliards. Celui de 1992 s'est établi à 62,7, soit une baisse de 2,5 %, moins forte cependant que les -4,4 % prévus en janvier.

o Clarins (cosmétiques) : bénéfice net en hausse de 10 % à 211 millions de francs. - Le groupe de cosmétiques Clarins a dégagé en 1992 un résultat net par groupe de 211 millions de francs, en hausse de 10 % par rapport à l'année précédente. Le chiffre d'affaires a lui aussi progressé de 10 % à 1,9 milliard de francs. Le groupe a souffert des fluctuations monétaires qui ont pesé sur le bénéfice et les ventes. A taux de change constants, le chiffre d'affaires aurait progressé de 13,5 % et le résultat net par groupe de 18,7 %. La marge opérationnelle du groupe est restée stable à 34,5 millions en raison des coûts de lancement de la ligne de maquillage et du parfum Angel. Le conseil d'administration propose à l'assemblée générale des actionnaires de distribuer un dividende net par action de 6,60 francs.

o Baccarat (crystaleries) : bénéfice net en hausse de 4,38 millions de francs. - Les crystaleries de Baccarat (Société du Louvre) ont enregistré en 1992 un bénéfice net consolidé (part du groupe) de 4,38 millions de francs, en hausse de 63 % sur 1991 (2,68 millions). Le résultat de 1992 tient compte d'une provision de 15 millions de francs pour dépréciation des stocks. Le chiffre d'affaires

consolidé a baissé de 10,5 %, à 437,2 millions de francs en 1992 (488,4 millions en 1991). Le bénéfice de la société mère s'établit - après provisions sur stocks d'un montant de 9 millions - à 627 000 francs en 1992 contre 18 millions en 1991. Le chiffre d'affaires baisse lui aussi, passant de 350 millions en 1991 à 309 millions.

o Laura Ashley (habillement) sort du rouge en 1992. - Laura Ashley Holdings, le groupe britannique de confection et de décoration intérieure, a réalisé un bénéfice imputable de 1,8 million de livres (15 millions de francs) pour son exercice terminé fin janvier, contre une perte de 9,1 millions de livres l'année précédente. Le chiffre d'affaires du groupe, en revanche, a baissé de 5,7 % à 247,5 millions de livres (216 millions de francs).

o AMIS Packaging a renoué avec les bénéfices en 1992 (21,3 millions de francs). - Le fabricant d'emballage spécialisé AMIS Packaging (groupe CarmaudMetalbox) a annoncé un bénéfice net (part du groupe) de 21,3 millions de francs en 1992, contre une perte de 53 millions de francs l'année précédente. Le chiffre d'affaires a atteint 1,14 milliard de francs, en hausse de 5,3 % par rapport à 1991 (1,09 milliard de francs). A taux de change constants, le chiffre d'affaires a progressé de 6,5 %, avec une augmentation plus sensible dans les secteurs soies, hygiène et pharmacie. En revanche, l'activité parfums/maquillage reste en retrait sur un marché morose. La marge opérationnelle est passée de 3,7 % en 1990 à 5,4 % en 1991 et 7,6 % en 1992.

o Papeteries de Golbey : perte avant impôts de 334 millions de francs en 1992. - Les Papeteries de Golbey (Vogues) ont enregistré une perte avant impôts de 334 millions de francs en 1992. Les pertes de la première année d'exploitation de la papeterie sont deux fois plus importantes que prévu. Le chiffre d'affaires n'a pas été communiqué. Les principaux actionnaires - Norske Skog (54 %), Holzmann (35 %) et Matten - ont voté le 6 mai la suppression de 200 millions de francs d'argent frais supplémentaire dans la papeterie voiegienne pour compenser la perte d'exploitation. « Les mauvais résultats s'expliquent par la stagnation de la consommation de papier journal et par l'augmentation des capacités de production », selon M. Leroy, son directeur, qui estime que « le prix du papier journal a chuté de 25 à 35 % de 1991 à fin 1992 ». Les Papeteries de Golbey emploient 350 personnes.

EMPLOIS

o Les Falenceries de Longchamp (Côte-d'Or) suppriment 110 emplois. - La direction des Falenceries de Longchamp (Côte-d'Or) a annoncé, mercredi 21 avril, la suppression de 110 de ses 171 emplois. Ces mesures, dues à des difficultés liées à la baisse du marché des arts de la table, sont accompagnées d'un plan social. Créées au milieu du dix-neuvième siècle, les Falenceries de Longchamp, déjà en difficulté en 1990, avaient été rachetées par le groupe allemand Villeroy et Boch.

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS, 22 avril ↑ Petite reprise technique

Après six séances consécutives de baisse, la Bourse de Paris se reprécipite ce jeudi 22 avril. En hausse de 0,12 % à l'ouverture, l'indice CAC 40 affiche une hausse plus tardive d'un point de 0,06 % avant de regagner quelques fractions par la suite. Au total, les valeurs françaises s'inscrivent en moyenne en hausse de 0,41 %. Ces mouvements se manifestent à la veille de la liquidation mensuelle du terme boursier d'avril qui se traduit pour l'instant par une perte de 0,7 %.

La masse monétaire allemande M3 s'est accrue d'un tiers « économiquement dérivé » en mars (+3,2 %) et l'indice des prix a progressé de 0,5 % pour ce même mois, les investisseurs se sont donc détachés de la politique monétaire allemande et du moment où le chancelier Helmut Kohl espère le premier ministre Édouard Balladur.

Pourant, l'économie allemande aussi

NEW-YORK, 21 avril ↓ Légère baisse

Wall Street a terminé en légère baisse mercredi 21 avril, à l'issue d'une séance calme et dominée par la publication de plusieurs résultats trimestriels. L'indice Dow Jones des valeurs américaines a clôturé à 3 838,44, en baisse de 4,08 points soit un repli de 0,12 %. Les échanges ont été modérés avec quelque 288 millions d'actions traitées. Les nombres de valeurs en hausse et en baisse se sont équilibrés : 951 contre 928 ; 643 titres ont été échangés.

Les valeurs du secteur aéronautique ont profité de la publication par Airbus Corp. d'un bénéfice net de 22 millions de dollars (119 millions de francs environ) en 1-3 trimestre 1992, contre une perte de 462 millions l'année dernière. Les titres de McDonnell Douglas et de General Dynamics ont également été soutenus par les résultats en hausse publiés par ces sociétés. McDonnell Douglas a enregistré un bénéfice net de 216 millions de dollars au 1-3 trimestre 1992 contre une perte nette de 1,51 milliard en 1991. De son côté, General Dynamics a dégagé un bénéfice net de 41 millions contre 30 millions en 1-3 trimestre de 1992.

Malgré la publication par American

Telegraph and Telephone d'une hausse de 12 % de son bénéfice net avant la prise en compte d'une provision exceptionnelle, et celle par Compagnie d'un bénéfice plus de deux fois supérieur à celui du 1-3 trimestre 1992, ces titres ont reculé.

Les résultats des compagnies d'assurances suscitent à nouveau de nombreuses interrogations notamment concernant les provisions réalisées par celles-ci sur l'immobilier. Les déclarations de M. Gérard Worms, président de la Compagnie de Saint, sont à cet égard instructives, déclarent des analystes. En effet, si les taux d'intérêt ne baissent pas rapidement, le président de Saint estime que de nouvelles provisions devront être réalisées cette année. Le titre a réagi négativement la veille à ces propos et cède encore 3,7 % à 300 francs.

Les résultats des compagnies d'assurances

Les résultats des compagnies d'assurances

Les résultats des compagnies d'assurances

Les résultats des compagnies d'assurances

Les résultats des compagnies d'assurances

Les résultats des compagnies d'assurances

Les résultats des compagnies d'assurances

Les résultats des compagnies d'assurances

Les résultats des compagnies d'assurances

Les résultats des compagnies d'assurances

Les résultats des compagnies d'assurances

Les résultats des compagnies d'assurances

Les résultats des compagnies d'assurances

Les résultats des compagnies d'assurances

Les résultats des compagnies d'assurances

Les résultats des compagnies d'assurances

Les résultats des compagnies d'assurances

Les résultats des compagnies d'assurances

Les résultats des compagnies d'assurances

Les résultats des compagnies d'assurances

Les résultats des compagnies d'assurances

Les résultats des compagnies d'assurances

Les résultats des compagnies d'assurances

Les résultats des compagnies d'assurances

Les résultats des compagnies d'assurances

Les résultats des compagnies d'assurances

Les résultats des compagnies d'assurances

Les résultats des compagnies d'assurances

Les résultats des compagnies d'assurances

Les résultats des compagnies d'assurances

Les résultats des compagnies d'assurances

Les résultats des compagnies d'assurances

Les résultats des compagnies d'assurances

Les résultats des compagnies d'assurances

Les résultats des compagnies d'assurances

Les résultats des compagnies d'assurances

Les résultats des compagnies d'assurances

Les résultats des compagnies d'assurances

Les résultats des compagnies d'assurances

Les résultats des compagnies d'assurances

Les résultats des compagnies d'assurances

Les résultats des compagnies d'assurances

Les résultats des compagnies d'assurances

Les résultats des compagnies d'assurances

Les résultats des compagnies d'assurances

Les résultats des compagnies d'assurances

Les résultats des compagnies d'assurances

Les résultats des compagnies d'assurances

Les résultats des compagnies d'assurances

Les résultats des compagnies d'assurances

Les résultats des compagnies d'assurances

Les résultats des compagnies d'assurances

Les résultats des compagnies d'assurances

Les résultats des compagnies d'assurances

Les résultats des compagnies d'assurances

Les résultats des compagnies d'assurances

Les résultats des compagnies d'assurances

Les résultats des compagnies d'assurances

Les résultats des compagnies d'assurances

Les résultats des compagnies d'assurances

Les résultats des compagnies d'assurances

Les résultats des compagnies d'assurances

Les résultats des compagnies d'assurances

Les résultats des compagnies d'assurances

Les résultats des compagnies d'assurances

Les résultats des compagnies d'assurances

Les résultats des compagnies d'assurances

Les résultats des compagnies d'assurances

Les résultats des compagnies d'assurances

Les résultats des compagnies d'assurances

Les résultats des compagnies d'assurances

Les résultats des compagnies d'assurances

Les résultats des compagnies d'assurances

Les résultats des compagnies d'assurances

Les résultats des compagnies d'assurances

Les résultats des compagnies d'assurances

Les résultats des compagnies d'assurances

Les résultats des compagnies d'assurances

Les résultats des compagnies d'assurances

Les résultats des compagnies d'assurances

Les résultats des compagnies d'assurances

Les résultats des compagnies d'assurances

Les résultats des compagnies d'assurances

Les résultats des compagnies d'assurances

Les résultats des compagnies d'assurances

Les résultats des compagnies d'assurances

Les résultats des compagnies d'assurances

Les résultats des compagnies d'assurances

Les résultats des compagnies d'assurances

Les résultats des compagnies d'assurances

Les résultats des compagnies d'assurances

Les résultats des compagnies d'assurances

Les résultats des compagnies d'assurances

Les résultats des compagnies d'assurances

Les résultats des compagnies d'assurances

Les résultats des compagnies d'assurances

Les résultats des compagnies d'assurances

Les résultats des compagnies d'assurances

Les résultats des compagnies d'assurances

Les résultats des compagnies d'assurances

فكرنا من الأصل

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DE PARIS DU 22 AVRIL

Cours relevés à 15 h 35

| Réglement mensuel | | | | | | | | | |
|-------------------|---------|-------|---------|---------|-------|---------|---------|-------|---------|
| Compos. | VALEURS | Cours | Précéd. | Dernier | % | Compos. | VALEURS | Cours | Précéd. |
| 3300 | CAE 9% | 5420 | 5400 | 5420 | -0.10 | 3300 | CAE 9% | 5420 | 5400 |
| 3301 | CAE 9% | 5420 | 5400 | 5420 | -0.10 | 3301 | CAE 9% | 5420 | 5400 |
| 3302 | CAE 9% | 5420 | 5400 | 5420 | -0.10 | 3302 | CAE 9% | 5420 | 5400 |
| 3303 | CAE 9% | 5420 | 5400 | 5420 | -0.10 | 3303 | CAE 9% | 5420 | 5400 |
| 3304 | CAE 9% | 5420 | 5400 | 5420 | -0.10 | 3304 | CAE 9% | 5420 | 5400 |
| 3305 | CAE 9% | 5420 | 5400 | 5420 | -0.10 | 3305 | CAE 9% | 5420 | 5400 |
| 3306 | CAE 9% | 5420 | 5400 | 5420 | -0.10 | 3306 | CAE 9% | 5420 | 5400 |
| 3307 | CAE 9% | 5420 | 5400 | 5420 | -0.10 | 3307 | CAE 9% | 5420 | 5400 |
| 3308 | CAE 9% | 5420 | 5400 | 5420 | -0.10 | 3308 | CAE 9% | 5420 | 5400 |
| 3309 | CAE 9% | 5420 | 5400 | 5420 | -0.10 | 3309 | CAE 9% | 5420 | 5400 |
| 3310 | CAE 9% | 5420 | 5400 | 5420 | -0.10 | 3310 | CAE 9% | 5420 | 5400 |
| 3311 | CAE 9% | 5420 | 5400 | 5420 | -0.10 | 3311 | CAE 9% | 5420 | 5400 |
| 3312 | CAE 9% | 5420 | 5400 | 5420 | -0.10 | 3312 | CAE 9% | 5420 | 5400 |
| 3313 | CAE 9% | 5420 | 5400 | 5420 | -0.10 | 3313 | CAE 9% | 5420 | 5400 |
| 3314 | CAE 9% | 5420 | 5400 | 5420 | -0.10 | 3314 | CAE 9% | 5420 | 5400 |
| 3315 | CAE 9% | 5420 | 5400 | 5420 | -0.10 | 3315 | CAE 9% | 5420 | 5400 |
| 3316 | CAE 9% | 5420 | 5400 | 5420 | -0.10 | 3316 | CAE 9% | 5420 | 5400 |
| 3317 | CAE 9% | 5420 | 5400 | 5420 | -0.10 | 3317 | CAE 9% | 5420 | 5400 |
| 3318 | CAE 9% | 5420 | 5400 | 5420 | -0.10 | 3318 | CAE 9% | 5420 | 5400 |
| 3319 | CAE 9% | 5420 | 5400 | 5420 | -0.10 | 3319 | CAE 9% | 5420 | 5400 |
| 3320 | CAE 9% | 5420 | 5400 | 5420 | -0.10 | 3320 | CAE 9% | 5420 | 5400 |
| 3321 | CAE 9% | 5420 | 5400 | 5420 | -0.10 | 3321 | CAE 9% | 5420 | 5400 |
| 3322 | CAE 9% | 5420 | 5400 | 5420 | -0.10 | 3322 | CAE 9% | 5420 | 5400 |
| 3323 | CAE 9% | 5420 | 5400 | 5420 | -0.10 | 3323 | CAE 9% | 5420 | 5400 |
| 3324 | CAE 9% | 5420 | 5400 | 5420 | -0.10 | 3324 | CAE 9% | 5420 | 5400 |
| 3325 | CAE 9% | 5420 | 5400 | 5420 | -0.10 | 3325 | CAE 9% | 5420 | 5400 |
| 3326 | CAE 9% | 5420 | 5400 | 5420 | -0.10 | 3326 | CAE 9% | 5420 | 5400 |
| 3327 | CAE 9% | 5420 | 5400 | 5420 | -0.10 | 3327 | CAE 9% | 5420 | 5400 |
| 3328 | CAE 9% | 5420 | 5400 | 5420 | -0.10 | 3328 | CAE 9% | 5420 | 5400 |
| 3329 | CAE 9% | 5420 | 5400 | 5420 | -0.10 | 3329 | CAE 9% | 5420 | 5400 |
| 3330 | CAE 9% | 5420 | 5400 | 5420 | -0.10 | 3330 | CAE 9% | 5420 | 5400 |
| 3331 | CAE 9% | 5420 | 5400 | 5420 | -0.10 | 3331 | CAE 9% | 5420 | 5400 |
| 3332 | CAE 9% | 5420 | 5400 | 5420 | -0.10 | 3332 | CAE 9% | 5420 | 5400 |
| 3333 | CAE 9% | 5420 | 5400 | 5420 | -0.10 | 3333 | CAE 9% | 5420 | 5400 |
| 3334 | CAE 9% | 5420 | 5400 | 5420 | -0.10 | 3334 | CAE 9% | 5420 | 5400 |
| 3335 | CAE 9% | 5420 | 5400 | 5420 | -0.10 | 3335 | CAE 9% | 5420 | 5400 |
| 3336 | CAE 9% | 5420 | 5400 | 5420 | -0.10 | 3336 | CAE 9% | 5420 | 5400 |
| 3337 | CAE 9% | 5420 | 5400 | 5420 | -0.10 | 3337 | CAE 9% | 5420 | 5400 |
| 3338 | CAE 9% | 5420 | 5400 | 5420 | -0.10 | 3338 | CAE 9% | 5420 | 5400 |
| 3339 | CAE 9% | 5420 | 5400 | 5420 | -0.10 | 3339 | CAE 9% | 5420 | 5400 |
| 3340 | CAE 9% | 5420 | 5400 | 5420 | -0.10 | 3340 | CAE 9% | 5420 | 5400 |
| 3341 | CAE 9% | 5420 | 5400 | 5420 | -0.10 | 3341 | CAE 9% | 5420 | 5400 |
| 3342 | CAE 9% | 5420 | 5400 | 5420 | -0.10 | 3342 | CAE 9% | 5420 | 5400 |
| 3343 | CAE 9% | 5420 | 5400 | 5420 | -0.10 | 3343 | CAE 9% | 5420 | 5400 |
| 3344 | CAE 9% | 5420 | 5400 | 5420 | -0.10 | 3344 | CAE 9% | 5420 | 5400 |
| 3345 | CAE 9% | 5420 | 5400 | 5420 | -0.10 | 3345 | CAE 9% | 5420 | 5400 |
| 3346 | CAE 9% | 5420 | 5400 | 5420 | -0.10 | 3346 | CAE 9% | 5420 | 5400 |
| 3347 | CAE 9% | 5420 | 5400 | 5420 | -0.10 | 3347 | CAE 9% | 5420 | 5400 |
| 3348 | CAE 9% | 5420 | 5400 | 5420 | -0.10 | 3348 | CAE 9% | 5420 | 5400 |
| 3349 | CAE 9% | 5420 | 5400 | 5420 | -0.10 | 3349 | CAE 9% | 5420 | 5400 |
| 3350 | CAE 9% | 5420 | 5400 | 5420 | -0.10 | 3350 | CAE 9% | 5420 | 5400 |
| 3351 | CAE 9% | 5420 | 5400 | 5420 | -0.10 | 3351 | CAE 9% | 5420 | 5400 |
| 3352 | CAE 9% | 5420 | 5400 | 5420 | -0.10 | 3352 | CAE 9% | 5420 | 5400 |
| 3353 | CAE 9% | 5420 | 5400 | 5420 | -0.10 | 3353 | CAE 9% | 5420 | 5400 |
| 3354 | CAE 9% | 5420 | 5400 | 5420 | -0.10 | 3354 | CAE 9% | 5420 | 5400 |
| 3355 | CAE 9% | 5420 | 5400 | 5420 | -0.10 | 3355 | CAE 9% | 5420 | 5400 |
| 3356 | CAE 9% | 5420 | 5400 | 5420 | -0.10 | 3356 | CAE 9% | 5420 | 5400 |
| 3357 | CAE 9% | 5420 | 5400 | 5420 | -0.10 | 3357 | CAE 9% | 5420 | 5400 |
| 3358 | CAE 9% | 5420 | 5400 | 5420 | -0.10 | 3358 | CAE 9% | 5420 | 5400 |
| 3359 | CAE 9% | 5420 | 5400 | 5420 | -0.10 | 3359 | CAE 9% | 5420 | 5400 |
| 3360 | CAE 9% | 5420 | 5400 | 5420 | -0.10 | 3360 | CAE 9% | 5420 | 5400 |
| 3361 | CAE 9% | 5420 | 5400 | 5420 | -0.10 | 3361 | CAE 9% | 5420 | 5400 |
| 3362 | CAE 9% | 5420 | 5400 | 5420 | -0.10 | 3362 | CAE 9% | 5420 | 5400 |
| 3363 | CAE 9% | 5420 | 5400 | 5420 | -0.10 | 3363 | CAE 9% | 5420 | 5400 |
| 3364 | CAE 9% | 5420 | 5400 | 5420 | -0.10 | 3364 | CAE 9% | 5420 | 5400 |
| 3365 | CAE 9% | 5420 | 5400 | 5420 | -0.10 | 3365 | CAE 9% | 5420 | 5400 |
| 3366 | CAE 9% | 5420 | 5400 | 5420 | -0.10 | 3366 | CAE 9% | 5420 | 5400 |
| 3367 | CAE 9% | 5420 | 5400 | 5420 | -0.10 | 3367 | CAE 9% | 5420 | 5400 |
| 3368 | CAE 9% | 5420 | 5400 | 5420 | -0.10 | 3368 | CAE 9% | 5420 | 5400 |
| 3369 | CAE 9% | 5420 | 5400 | 5420 | -0.10 | 3369 | CAE 9% | 5420 | 5400 |
| 3370 | CAE 9% | 5420 | 5400 | 5420 | -0.10 | 3370 | CAE 9% | 5420 | 5400 |
| 3371 | CAE 9% | 5420 | 5400 | 5420 | -0.10 | 3371 | CAE 9% | 5420 | 5400 |
| 3372 | CAE 9% | 5420 | 5400 | 5420 | -0.10 | 3372 | CAE 9% | 5420 | 5400 |
| 3373 | CAE 9% | 5420 | 5400 | 5420 | -0.10 | 3373 | CAE 9% | 5420 | 5400 |
| 3374 | CAE 9% | 5420 | 5400 | 5420 | -0.10 | 3374 | CAE 9% | 5420 | 5400 |
| 3375 | CAE 9% | 5420 | 5400 | 5420 | -0.10 | 3375 | CAE 9% | 5420 | 5400 |
| 3376 | CAE 9% | 5420 | 5400 | 5420 | -0.10 | 3376 | CAE 9% | 5420 | 5400 |
| 3377 | CAE 9% | 5420 | 5400 | 5420 | -0.10 | 3377 | CAE 9% | 5420 | 5400 |
| 3378 | CAE 9% | 5420 | 5400 | 5420 | -0.10 | 3378 | CAE 9% | 5420 | 5400 |
| 3379 | CAE 9% | 5420 | 5400 | 5420 | -0.10 | 3379 | CAE 9% | 5420 | 5400 |
| 3380 | CAE 9% | 5420 | 5400 | 5420 | -0.10 | 3380 | CAE 9% | 5420 | 5400 |
| 3381 | CAE 9% | 5420 | 5400 | 5420 | -0.10 | 3381 | CAE 9% | 5420 | 5400 |
| 3382 | CAE 9% | 5420 | 5400 | 5420 | -0.10 | 3382 | CAE 9% | 5420 | 5400 |
| 3383 | CAE 9% | 5420 | 5400 | 5420 | -0.10 | 3383 | CAE 9% | 5420 | 5400 |
| 3384 | CAE 9% | 5420 | 5400 | 5420 | -0.10 | 3384 | CAE 9% | 5420 | 5400 |
| 3385 | CAE 9% | 5420 | 5400 | 5420 | -0.10 | 3385 | CAE 9% | 5420 | 5400 |
| 3386 | CAE 9% | 5420 | 5400 | 5420 | -0.10 | 3386 | CAE 9% | 5420 | 5400 |
| 3387 | CAE 9% | 5420 | 5400 | 5420 | -0.10 | 3387 | CAE 9% | 5420 | 5400 |
| 3388 | CAE 9% | 5420 | 5400 | 5420 | -0.10 | 3388 | CAE 9% | 5420 | 5400 |
| 3389 | CAE 9% | 5420 | 5400 | 5420 | -0.10 | 3389 | CAE 9% | 5420 | 5400 |
| 3390 | CAE 9% | 5420 | 5400 | 5420 | -0.10 | 3390 | CAE 9% | 5420 | 5400 |
| 3391 | CAE 9% | 5420 | 5400 | 5420 | -0.10 | 3391 | CAE 9% | 5420 | 5400 |
| 3392 | CAE 9% | 5420 | 5400 | 5420 | -0.10 | 3392 | CAE 9% | 5420 | 5400 |
| 3393 | CAE 9% | 5420 | 5400 | 5420 | -0.10 | 3393 | CAE 9% | 5420 | 5400 |
| 3394 | CAE 9% | 5420 | 5400 | 5420 | -0.10 | 3394 | CAE 9% | 5420 | 5400 |
| 3395 | CAE 9% | 5420 | 5400 | 5420 | -0.10 | 3395 | CAE 9% | 5420 | 5400 |
| 3396 | CAE 9% | 5420 | 5400 | 5420 | -0.10 | 3396 | CAE 9% | 5420 | 5400 |
| 3397 | CAE 9% | 5420 | 5400 | 5420 | -0.10 | 3397 | CAE 9% | 5420 | 5400 |
| 3398 | CAE 9% | 5420 | 5400 | 5420 | -0.10 | 3398 | CAE 9% | 5420 | 5400 |
| 3399 | CAE 9% | 5420 | 5400 | 5420 | -0.10 | 3399 | CAE 9% | 5420 | 5400 |
| 3400 | CAE 9% | 5420 | 5400 | 5420 | -0.10 | 3400 | CAE 9% | 5420 | 5400 |

Comptant (sélection)

SICAV (sélection)

21/4

| VALEURS | % du nominal | % du coupon | VALEURS | Cours | Dernier cours | VALEURS | Cours | Dernier cours | VALEURS | Emission | Rachat net | VALEURS | Emission | Rachat net | VALEURS | Emission | Rachat net |
|---------------|--------------|-------------|--------------|-------|---------------|---------------|-------|---------------|---------------------------|----------|------------|--------------------|----------|------------|----------------------|----------|------------|
| Obligations | | | Étrangères | | | Hors-cote | | | Second marché (sélection) | | | Marché des Changes | | | Marché libre de l'or | | |
| Emp. 9.5% 78 | 100 | 7.82 | France 9.5% | 345 | 347 | Emp. 9.5% 78 | 100 | 7.82 | France 9.5% | 345 | 347 | Emp. 9.5% 78 | 100 | 7.82 | France 9.5% | 345 | 347 |
| 10.5% 79/84 | 100 | 8.50 | France 10.5% | 345 | 347 | 10.5% 79/84 | 100 | 8.50 | France 10.5% | 345 | 347 | 10.5% 79/84 | 100 | 8.50 | France 10.5% | 345 | 347 |
| Emp. 13.4% 82 | 100 | 13.47 | France 13.4% | 345 | 347 | Emp. 13.4% 82 | 100 | 13.47 | France 13.4% | 345 | 347 | Emp. 13.4% 82 | 100 | 13.47 | France 13.4% | 345 | 347 |
| 10.5% 85/90 | 100 | 10.50 | France 10.5% | 345 | 347 | 10.5% 85/90 | 100 | 10.50 | France 10.5% | 345 | 347 | 10.5% 85/90 | 100 | 10.50 | France 10.5% | 345 | 347 |
| 10.5% 85/90 | 100 | 10.50 | France 10.5% | 345 | 347 | 10.5% 85/90 | 100 | 10.50 | France 10.5% | 345 | 347 | 10.5% 85/90 | 100 | 10.50 | France 10.5% | 345 | 347 |
| 10.5% 85/90 | 100 | 10.50 | France 10.5% | 345 | 347 | 10.5% 85/90 | 100 | 10.50 | France 10.5% | 345 | 347 | 10.5% 85/90 | 100 | 10.50 | France 10.5% | 345 | 347 |
| 10.5% 85/90 | 100 | 10.50 | France 10.5% | 345 | 347 | 10.5% 85/90 | 100 | 10.50 | France 10.5% | 345 | 347 | 10.5% 85/90 | 100 | 10.50 | France 10.5% | 345 | 347 |
| 10.5% 85/90 | 100 | 10.50 | France 10.5% | 345 | 347 | 10.5% 85/90 | 100 | 10.50 | France 10.5% | 345 | 347 | 10.5% 85/90 | 100 | 10.50 | France 10.5% | 345 | 347 |
| 10.5% 85/90 | 100 | 10.50 | France 10.5% | 345 | 347 | 10.5% 85/90 | 100 | 10.50 | France 10.5% | 345 | 347 | 10.5% 85/90 | 100 | 10.50 | France 10.5% | 345 | 347 |
| 10.5% 85/90 | 100 | 10.50 | France 10.5% | 345 | 347 | 10.5% 85/90 | 100 | 10.50 | France 10.5% | 345 | 347 | 10.5% 85/90 | 100 | 10.50 | France 10.5% | 345 | 347 |
| 10.5% 85/90 | 100 | 10.50 | France 10.5% | 345 | 347 | 10.5% 85/90 | 100 | 10.50 | France 10.5% | 345 | 347 | 10.5% 85/90 | 100 | 10.50 | France 10.5% | 345 | 347 |
| 10.5% 85/90 | 100 | 10.50 | France 10.5% | 345 | 347 | 10.5% 85/90 | 100 | 10.50 | France 10.5% | 345 | 347 | 10.5% 85/90 | 100 | 10.50 | France 10.5% | 345 | 347 |
| 10.5% 85/90 | 100 | 10.50 | France 10.5% | 345 | 347 | 10.5% 85/90 | 100 | 10.50 | France 10.5% | 345 | 347 | 10.5% 85/90 | 100 | 10.50 | France 10.5% | 345 | 347 |
| 10.5% 85/90 | 100 | 10.50 | France 10.5% | 345 | 347 | 10.5% 85/90 | 100 | 10.50 | France 10.5% | 345 | 347 | 10.5% 85/90 | 100 | 10.50 | France 10.5% | 345 | 347 |
| 10.5% 85/90 | 100 | 10.50 | France 10.5% | 345 | 347 | 10.5% 85/90 | 100 | 10.50 | France 10.5% | 345 | 347 | 10.5% 85/90 | 100 | 10.50 | France 10.5% | 345 | 347 |
| 10.5% 85/90 | 100 | 10.50 | France 10.5% | 345 | 347 | 10.5% 85/90 | 100 | 10.50 | France 10.5% | 345 | 347 | 10.5% 85/90 | 100 | 10.50 | France 10.5% | 345 | 347 |
| 10.5% 85/90 | 100 | 10.50 | France 10.5% | 345 | 347 | 10.5% 85/90 | 100 | 10.50 | France 10.5% | 345 | 347 | 10.5% 85/90 | 100 | 10.50 | France 10.5% | 345 | 347 |
| 10.5% 85/90 | 100 | 10.50 | France 10.5% | 345 | 347 | 10.5% 85/90 | 100 | 10.50 | France 10.5% | 345 | 347 | 10.5% 85/90 | 100 | 10.50 | France 10.5% | 345 | 347 |
| 10.5% 85/90 | 100 | 10.50 | France 10.5% | 345 | 347 | 10.5% 85/90 | 100 | 10.50 | France 10.5% | 345 | 347 | 10.5% 85/90 | 100 | 10.50 | France 10.5% | 345 | 347 |
| 10.5% 85/90 | 100 | 10.50 | France 10.5% | 345 | 347 | 10.5% 85/90 | 100 | 10.50 | France 10.5% | 345 | 347 | 10.5% 85/90 | 100 | 10.50 | France 10.5% | 345 | 347 |
| 10.5% 85/90 | 100 | 10.50 | France 10.5% | 345 | 347 | 10.5% 85/90 | 100 | 10.50 | France 10.5% | 345 | 347 | 10.5% 85/90 | 100 | 10.50 | France 10.5% | 345 | 347 |
| 10.5% 85/90 | 100 | 10.50 | France 10.5% | 345 | 347 | 10.5% 85/90 | 100 | 10.50 | France 10.5% | 345 | 347 | 10.5% 85/90 | 100 | 10.50 | France 10.5% | 345 | 347 |
| 10.5% 85/90 | 100 | 10.50 | France 10.5% | 345 | 347 | 10.5% 85/90 | 100 | 10.50 | France 10.5% | 345 | 347 | 10.5% 85/90 | 100 | 10.50 | France 10.5% | 345 | 347 |
| 10.5% 85/90 | 100 | 10.50 | France 10.5% | 345 | 347 | 10.5% 85/90 | 100 | 10.50 | France 10.5% | 345 | 347 | 10.5% 85/90 | 100 | 10.50 | France 10.5% | 345 | 347 |
| 10.5% 85/90 | 100 | 10.50 | France 10.5% | 345 | 347 | 10.5% 85/90 | 100 | 10.50 | France 10.5% | 345 | 347 | 10.5% 85/90 | 100 | 10.50 | France 10.5% | 345 | 347 |
| 10.5% 85/90 | 100 | 10.50 | France 10.5% | 345 | 347 | 10.5% 85/90 | 100 | 10.50 | France 10.5% | 345 | 347 | 10.5% 85/90 | 100 | 10.50 | France 10.5% | 345 | 347 |
| 10.5% 85/90 | 100 | 10.50 | France 10.5% | 345 | 347 | 10.5% 85/90 | 100 | 10.50 | France 10.5% | 345 | 347 | 10.5% 85/90 | 100 | 10.50 | France 10.5% | 345 | 347 |
| 10.5% 85/90 | 100 | 10.50 | France 10.5% | 345 | 347 | 10.5% 85/90 | 100 | 10.50 | France 10.5% | 345 | 347 | 10.5% 85/90 | 100 | 10.50 | France 10.5% | 345 | 347 |
| 10.5% 85/90 | 100 | 10.50 | France 10.5% | 345 | 347 | 10.5% 85/90 | 100 | 10.50 | France 10.5% | 345 | 347 | 10.5% 85/90 | 100 | 10.50 | France 10.5% | 345 | 347 |
| 10.5% 85/90 | 100 | 10.50 | France 10.5% | 345 | 347 | 10.5% 85/90 | 100 | 10.50 | France 10.5% | 345 | 347 | 10.5% 85/90 | 100 | 10.50 | France 10.5% | 345 | 347 |
| 10.5% 85/90 | 100 | 10.50 | France 10.5% | 345 | 347 | 10.5% 85/90 | 100 | 10.50 | France 10.5% | 345 | 347 | 10.5% 85/90 | 100 | 10.50 | France 10.5% | 345 | 347 |
| 10.5% 85/90 | 100 | 10.50 | France 10.5% | 345 | 347 | 10.5% 85/90 | 100 | 10.50 | France 10.5% | 345 | 347 | 10.5% 85/90 | 100 | 10.50 | France 10.5% | 345 | 347 |
| 10.5% 85/90 | 100 | 10.50 | France 10.5% | 345 | 347 | 10.5% 85/90 | 100 | 10.50 | France 10.5% | 345 | 347 | 10.5% 85/90 | 100 | 10.50 | France 10.5% | 345 | 347 |
| 10.5% 85/90 | 100 | 10.50 | France 10.5% | 345 | 347 | 10.5% 85/90 | 100 | 10.50 | France 10.5% | 345 | 347 | 10.5% 85/90 | 100 | 10.50 | France 10.5% | 345 | 347 |
| 10.5% 85/90 | 100 | 10.50 | France 10.5% | 345 | 347 | 10.5% 85/90 | 100 | 10.50 | France 10.5% | 345 | 347 | 10.5% 85/90 | 100 | 10.50 | France 10.5% | 345 | 347 |
| 10.5% 85/90 | 100 | 10.50 | France 10.5% | 345 | 347 | 10.5% 85/90 | 100 | 10.50 | France 10.5% | 345 | 347 | 10.5% 85/90 | 100 | 10.50 | France 10.5% | 345 | 347 |
| 10.5% 85/90 | 100 | 10.50 | France 10.5% | 345 | 347 | 10.5% 85/90 | 100 | 10.50 | France 10.5% | 345 | 347 | 10.5% 85/90 | 100 | 10.50 | France 10.5% | 345 | 347 |
| 10.5% 85/90 | 100 | 10.50 | France 10.5% | 345 | 347 | 10.5% 85/90 | 100 | 10.50 | France 10.5% | 345 | 347 | 10.5% 85/90 | 100 | 10.50 | France 10.5% | 345 | 347 |
| 10.5% 85/90 | 100 | 10.50 | France 10.5% | 345 | 347 | 10.5% 85/90 | 100 | 10.50 | France 10.5% | 345 | 347 | 10.5% 85/90 | 100 | 10.50 | France 10.5% | 345 | 347 |
| 10.5% 85/90 | 100 | 10.50 | France 10.5% | 345 | 347 | 10.5% 85/90 | 100 | 10.50 | France 10.5% | 345 | 347 | 10.5% 85/90 | 100 | 10.50 | France 10.5% | 345 | 347 |
| 10.5% 85/90 | 100 | 10.50 | France 10.5% | 345 | 347 | 10.5% 85/90 | 100 | 10.50 | France 10.5% | 345 | 347 | 10.5% 85/90 | 100 | 10.50 | France 10.5% | 345 | 347 |
| 10.5% 85/90 | 100 | 10.50 | France 10.5% | 345 | 347 | 10.5% 85/90 | 100 | 10.50 | France 10.5% | 345 | 347 | 10.5% 85/90 | 100 | 10.50 | France 10.5% | 345 | 347 |
| 10.5% 85/90 | 100 | 10.50 | France 10.5% | 345 | 347 | 10.5% 85/90 | 100 | 10.50 | France 10.5% | 345 | 347 | 10.5% 85/90 | 100 | 10.50 | France 10.5% | 345 | 347 |
| 10.5% 85/90 | 100 | 10.50 | France 10.5% | 345 | 347 | 10.5% 85/90 | 100 | 10.50 | France 10.5% | 345 | 347 | 10.5% 85/90 | 100 | 10.50 | France 10.5% | 345 | 347 |
| 10.5% 85/90 | 100 | 10.50 | France 10.5% | 345 | 347 | 10.5% 85/90 | 100 | 10.50 | France 10.5% | 345 | 347 | 10.5% 85/90 | 100 | 10.50 | France 10.5% | 345 | 347 |
| 10.5% 85/90 | 100 | 10.50 | France 10.5% | 345 | 347 | 10.5% 85/90 | 100 | 10.50 | France 10.5% | 345 | 347 | 10.5% 85/90 | 100 | 10.50 | France 10.5% | 345 | 347 |
| 10.5% 85/90 | 100 | 10.50 | France 10.5% | 345 | 347 | 10.5% 85/90 | 100 | 10.50 | France 10.5% | 345 | 347 | 10.5% 85/90 | 100 | 10.50 | France 10.5% | 345 | 347 |
| 10.5% 85/90 | 100 | 10.50 | France 10.5% | 345 | 347 | 10.5% 85/90 | 100 | 10.50 | France 10.5% | 345 | 347 | 10.5% 85/90 | 100 | 10.50 | France 10.5% | 345 | 347 |
| 10.5% 85/90 | 100 | 10.50 | France 10.5% | 345 | 347 | 10.5% 85/90 | 100 | 10.50 | France 10.5% | 345 | 347 | 10.5% 85/90 | 100 | 10.50 | France 10.5% | 345 | 347 |
| 10.5% 85/90 | 100 | 10.50 | France 10.5% | 345 | 347 | 10.5% 85/90 | 100 | 10.50 | France 10.5% | 345 | 347 | 10.5% 85/90 | 100 | 10.50 | France 10.5% | 345 | 347 |
| 10.5% 85/90 | 100 | 10.50 | France 10.5% | 345 | 347 | 10.5% 85/90 | 100 | 10.50 | France 10.5% | 345 | 347 | 10.5% 85/90 | 100 | 10.50 | France 10.5% | 345 | 347 |
| 10.5% 85/90 | 100 | 10.50 | France 10.5% | 345 | 347 | 10.5% 85/90 | 100 | 10.50 | France 10.5% | 345 | 347 | 10.5% 85/90 | 100 | 10.50 | France 10.5% | 345 | 347 |
| 10.5% 85/90 | 100 | 10.50 | France 10.5% | 345 | 347 | 10.5% 85/90 | 100 | 10.50 | France 10.5% | 345 | 347 | 10.5% 85/90 | 100 | 10.50 | France 10.5% | 345 | 347 |
| 10.5% 85/90 | 100 | 10.50 | France 10.5% | 345 | 347 | 10.5% 85/90 | 100 | 10.50 | France 10.5% | 345 | 347 | 10.5% 85/90 | 100 | 10.50 | France 10.5% | 345 | 347 |
| 10.5% 85/90 | 100 | 10.50 | France 10.5% | 345 | 347 | 10.5% 85/90 | 100 | 10.50 | France 10.5% | 345 | 347 | 10.5% 85/90 | 100 | 10.50 | France 10.5% | 345 | 347 |
| 10.5% 85/90 | 100 | 10.50 | France 10.5% | 345 | 347 | 10.5% 85/90 | 100 | 10.50 | France 10.5% | 345 | 347 | 10.5% 85/90 | 100 | 10.50 | France 10.5% | 345 | 347 |
| 10.5% 85/90 | 100 | 10.50 | France 10.5% | 345 | 347 | 10.5% 85/90 | 100 | 10.50 | France 10.5% | 345 | 347 | 10.5% 85/90 | 100 | 10.50 | France 10.5% | 345 | 347 |
| 10.5% 85/90 | 100 | 10.50 | France 10.5% | 345 | 347 | 10.5% 85/90 | 100 | 10.50 | France 10.5% | 345 | 347 | 10.5% 85/90 | 100 | 10.50 | France 10.5% | 345 | 347 |
| 10.5% 85/90 | 100 | 10.50 | France 10.5% | 345 | 347 | 10.5% 85/90 | 100 | 10.50 | France 10.5% | 345 | 347 | 10.5% 85/90 | 100 | 10.50 | France 10.5% | 345 | 347 |
| 10.5% 85/90 | 100 | 10.50 | France 10.5% | 345 | 347 | 10.5% 85/90 | 100 | 10.50 | France 10.5% | 345 | 347 | 10.5% 85/90 | 100 | 10.50 | France 10.5% | 345 | 347 |
| 10.5% 85/90 | 100 | 10.50 | France 10.5% | 345 | 347 | 10.5% 85/90 | 100 | 10.50 | France 10.5% | 345 | 347 | 10.5% 85/90 | 100 | 10.50 | France 10.5% | 345 | 347 |
| 10.5% 85/90 | 100 | 10.50 | France 10.5% | 345 | 347 | 10.5% 85/90 | 100 | 10.50 | France 10.5% | 345 | 347 | 10.5% 85/90 | 100 | 10.50 | France 10.5% | 345 | 347 |
| 10.5% 85/90 | 100 | 10.50 | France 10.5% | 345 | 347 | 10.5% 85/90 | 100 | 10.50 | France 10.5% | 345 | 347 | 10.5% 85/90 | 100 | 10.50 | France 10.5% | 345 | 347 |
| 10.5% 85/90 | 100 | 10.50 | France 10.5% | 345 | 347 | 10.5% 85/90 | 100 | 10.50 | France 10.5% | 345 | 347 | 10.5% 85/90 | 100 | 10.50 | France 10.5% | 345 | 347 |
| 10.5% 85/90 | 100 | 10.50 | France 10.5% | 345 | 347 | 10.5% 85/90 | 100 | 10.50 | France 10.5% | 345 | 347 | 10.5% 85/90 | 100 | 10.50 | France 10.5% | 345 | 347 |
| 10.5% 85/90 | 100 | | | | | | | | | | | | | | | | |

EXPOSITIONS

Centre Georges-Pompidou

Place Georges-Pompidou (44-78-12-33). T.J. et mar. de 10 h à 18 h, dim. de 10 h à 18 h.

120 POÈTES FRANÇAIS D'AUJOURD'HUI. Grand foyer. Jusqu'au 17 mai.

JEAN-MICHEL ALBEROLA. Avec la main droite. Salle d'art graphique. Jusqu'au 28 jan.

TADAO ANDO. Galerie du CCI. Jusqu'au 24 mai.

BERNARD BAZILE. Galerie contemporaine. Jusqu'au 2 mai.

FRANÇOIS CURET, FRANCK SCURT. Galerie contemporaine. Du 27 avril au 31 mai.

EXPERIENCE NIKES. Galerie du CCI. Jusqu'au 10 mai.

LES FAUTEUILS DE MATISSE. Atelier des enfants. Jusqu'au 9 septembre.

ANDRÉ FRÉNAUD. Poème, chant d'ombre. Galerie de la BPI. Jusqu'au 17 mai.

IMAGES DE DANSE. Studio d'Improvisation. Petit foyer. Jusqu'au 23 avril.

HENRI MATISSE (1904-1917). Musée national d'art moderne, grande galerie. Jusqu'au 21 juin.

REVUE VIRTUELLE N° 5. IMAGES ÉVOLUTIVES. Galerie contemporaine. Jusqu'au 2 mai.

RUDOLF SCHWARZKOPF. Galerie du forum. Jusqu'au 31 mai.

Musée d'Orsay

Entrée quai Anatole-France, pl. Henry-de-Montmorillon (40-48-14). Mar., ven., sam., mar. de 10 h à 18 h, jeu. de 10 h à 21 h 45, dim. de 9 h à 18 h. Fermé le lundi.

1893 : L'EUROPE DES PEINTRES. Entrée : 35 F. Billet jumelé musée-exposition : 50 F. Jusqu'au 23 mai.

1893 : WAGNER ET LA FRANCE. Exposition-dossier. Jusqu'au 23 mai.

CARABIN (1862-1892) OU L'UNITÉ DE L'ART. Exposition dossier. Entrée : 31 F. Billet d'accès au musée. Jusqu'au 11 juillet.

JEAN-CAMILLE FORMIGE (1846-1926). Dessins d'architecture. Exposition-dossier. Jusqu'au 13 juin.

LES FRANÇAIS PEINTS PAR EUX-MÊMES. Exposition-dossier. Jusqu'au 13 juin.

CHARLES MAURIN (1856-1914). Dessins et gravures. Exposition-dossier. Entrée : 31 F. Billet d'accès au musée. Jusqu'au 11 juillet.

Palais du Louvre

Porte Sully, côté jardin des Tuileries (40-20-51-61). T.J. et mar. de 9 h à 17 h 15. Nourture en lun. sur dim. et le mar. jusqu'à 21 h 15. Fermé sam., 1^{er} et dim. 30 mai.

DESSINS FRANÇAIS DU XVII^e SIÈCLE DANS LES COLLECTIONS PUBLIQUES. FRANÇAISES. Pavillon de Flore. Entrée : 35 F. Billet d'accès au musée. Jusqu'au 26 mai.

LES NOCES DE CANA. DE VÉRONÈSE. Une œuvre et sa restauration. Salle des États. Entrée : 35 F. Jusqu'au 3 mai.

Musée d'art moderne de la Ville de Paris

12, av. de Wagram (40-78-11-01). T.J. et mar. de 10 h à 18 h, dim. de 10 h à 18 h.

LEWIS BALZ. Entrée : 35 F. Jusqu'au 20 mai.

RICHARD LONG. Entrée : 35 F. Jusqu'au 29 mai.

Grand Palais

Av. W. Churchill, pl. Clemenceau, av. G. Eiffel. Métro.

AMENOPHIS III. Le pharaon-solaire. Galerie nationale (44-13-17-17). T.J. et mar. de 10 h à 20 h, dim. de 10 h à 18 h. Entrée : 42 F. Jusqu'au 31 mai.

JACQUES-HENRI LARTIGUE À L'ÉCOLE DU JEU. (42-56-37-11). T.J. et mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 18 F. Jusqu'au 30 mai.

SALON DE LA JEUNE PEINTURE 1993. (42-56-45-09). T.J. et mar. de 10 h à 18 h, nocturne tous les mar. jusqu'au 22 h. Entrée : 35 F. Jusqu'au 29 mai.

LE SIÈCLE DE TITEN. Galerie nationale (44-13-17-17). T.J. et mar. de 10 h à 20 h, mar. jusqu'au 22 h. Entrée : 45 F. Jusqu'au 14 juin.

Galerie nationale du Jeu de paume

Place de la Concorde (42-60-69-69). T.J. et mar. de 12 h à 18 h, dim. de 10 h à 18 h.

JURGEN BÖTTCHER-STRAWALOE. Entrée : 35 F. Jusqu'au 22 mai.

EVA HESSE, THIERRY KUNTZEL. Entrée : 35 F. Du 27 avril au 20 juin.

MUSÉES

L'ARAGON. Musée national de la Légion d'honneur et des ordres de chevalerie, hôtel de Salm. Du 14 au 18 h, dim. de 10 h à 17 h. Entrée : 15 F. Jusqu'au 13 juin.

PARIS EN VISITES

VENDREDI 23 AVRIL

«Architecture du dix-neuvième siècle, 14 h 30, rue de Valenciennes, 121, rue Réaumur (A. Hervé).»

«Hôtels et jardins du faubourg Saint-Germain... Les salons du petit hôtel de Villars, 10 h 30, métro Solferino (P. J. Jassat).»

«Le quartier de la Goutte-d'Or, 11 h 15 et 14 h 45, métro Châteauneuf (Connaissance d'ici et d'ailleurs).»

«Les passages couverts du Sentier où se réalisa la mode féminine. Exotisme et dépaysement assésés (démarche perçue), 14 h 30, 3, rue de Palestro (Paris autrui).»

«Jardins et hôtels autour de Saint-Victor, 14 h 30, métro Saint-Augustin (Paris pittoresque et insolite).»

«L'édifice et les hôtels de l'île Saint-Louis, 14 h 30, métro Sully-Montandier, sortie boulevard Henri-IV (E. Roman).»

«Rodin et Camille Claudel en l'hôtel Biron, 14 h 30, 77, rue de Valenciennes, 14 h 30, 2, place Confort-Rochereau (P. J. Jassat).»

APOLLINAIRE. CRITIQUE D'ART. Pavillon des Arts, 101, rue Rambuteau (42-33-92-92). T.J. et mar. de 10 h à 18 h 30. Entrée : 30 F. Jusqu'au 8 mai.

AU PARADIS DES DAMES. Nouveautés, modes et confections 1810-1870. Musée de la Mode et du Costume, palais Galliera, 10, av. Pierre-I^{er}-de-Serbie (47-20-85-23). T.J. et mar. de 10 h à 18 h, dim. de 10 h à 17 h 40. Entrée : 30 F. Jusqu'au 29 mai.

BALZAC DANS L'EMPIRE RUSSIE : OË LA RUSSIE À L'UKRAÏNE. Maison de Balzac, 47, rue Raymond (42-24-58-38). T.J. et mar. de 10 h à 18 h, dim. de 10 h à 17 h 40. Entrée : 25 F. Jusqu'au 11 juillet.

LES CABAÏETS DE MONTMARTRE 1875-1940. Musée de Montmartre, 12, rue Corvis (48-06-61-11). T.J. et mar. de 10 h à 18 h, dim. de 10 h à 18 h. Entrée : 25 F. Jusqu'au 19 mai.

LE CACHET DE L'ART FAIT FOI. MICHEL GIGNOUX. Musée de la Poste, 34, bd de Vaugirard (43-20-16-30). T.J. et mar. de 10 h à 18 h. Du 27 avril au 5 juin.

CHAGALL ET SES TOULOUS. Jardin d'Acclimatation, Musée en herbe, bois de Boulogne, hameau des Salières (40-57-07-69). T.J. et mar. de 10 h à 18 h, dim. de 10 h à 17 h 40. Entrée : 14 h 30 (T.J.) pendant les vacances scolaires, réservation au 40-57-07-69. Entrée : 13 F. Jusqu'au 10 septembre.

LES CHEVAUX CELESTES DE L'EMPIRE DES HAN. Présentation de printemps. Musée national des Arts asiatiques - Guimet, 8, pl. d'Iéna (47-23-61-68). T.J. et mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 15 F. Jusqu'au 30 mai.

DANÇES TRACES. Bibliothèque du palais Garnier, opéra de Paris, place de l'Opéra (47-42-07-02). T.J. et mar. de 10 h à 17 h. Jusqu'au 20 juin.

DE BELLEVILLE À MARSEILLE. VISA-VILLES. Maison de la Ville, 30, rue Corentin-Carlier (40-03-75-10). T.J. et mar. de 10 h à 18 h. Projection de Belleville Lumière et En remontrant la rue Vain, du mar. au dim. de 10 h à 17 h. Jusqu'au 28 septembre.

OË GUYA À MATISSE. Bibliothèque Nationale, galerie Colbert, 8, rue des Petits-Champs, 2, rue Vienne (40-51-20-28). T.J. et mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 30 avril.

FRONTIÈRES D'ASIE. Musée national des arts asiatiques - Guimet, 8, pl. d'Iéna (47-23-61-68). T.J. et mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 15 F. Jusqu'au 30 mai.

LES FRANÇAIS PEINTS PAR EUX-MÊMES. Exposition-dossier. Jusqu'au 13 juin.

CHARLES MAURIN (1856-1914). Dessins et gravures. Exposition-dossier. Entrée : 31 F. Billet d'accès au musée. Jusqu'au 11 juillet.

PARIS. LA VILLE ET SES PROJETS. Musée de l'Architecture, 21, boulevard de la Chapelle (42-72-21-13). T.J. et mar. de 10 h à 17 h 40. Entrée : 35 F. Jusqu'au 2 mai.

MARSEILLE AU XIX^e. RÈVES ET TRIOMPHE D'UNE VILLE. Musée national des monuments français, palais de Chaillot, place du Trocadéro (44-05-38-10). T.J. et mar. de 10 h 30 à 19 h, mar. jusqu'à 21 h. Conférence à 18 h. Entrée : 30 F. Billet d'accès au musée. Jusqu'au 26 mai.

MOISAN. Histoire d'une République de la Gaule à l'époque romaine. Musée-galerie de la Seine, 12, rue Sarcouf (45-56-17-17). T.J. et mar. de 10 h à 18 h, dim. de 10 h à 17 h 40. Entrée : 30 F. Jusqu'au 23 mai.

PARIS. LA VILLE ET SES PROJETS. Musée de l'Architecture, 21, boulevard de la Chapelle (42-72-21-13). T.J. et mar. de 10 h à 17 h 40. Entrée : 35 F. Jusqu'au 2 mai.

MARSEILLE AU XIX^e. RÈVES ET TRIOMPHE D'UNE VILLE. Musée national des monuments français, palais de Chaillot, place du Trocadéro (44-05-38-10). T.J. et mar. de 10 h 30 à 19 h, mar. jusqu'à 21 h. Conférence à 18 h. Entrée : 30 F. Billet d'accès au musée. Jusqu'au 26 mai.

MOISAN. Histoire d'une République de la Gaule à l'époque romaine. Musée-galerie de la Seine, 12, rue Sarcouf (45-56-17-17). T.J. et mar. de 10 h à 18 h, dim. de 10 h à 17 h 40. Entrée : 30 F. Jusqu'au 23 mai.

PARIS. LA VILLE ET SES PROJETS. Musée de l'Architecture, 21, boulevard de la Chapelle (42-72-21-13). T.J. et mar. de 10 h à 17 h 40. Entrée : 35 F. Jusqu'au 2 mai.

MARSEILLE AU XIX^e. RÈVES ET TRIOMPHE D'UNE VILLE. Musée national des monuments français, palais de Chaillot, place du Trocadéro (44-05-38-10). T.J. et mar. de 10 h 30 à 19 h, mar. jusqu'à 21 h. Conférence à 18 h. Entrée : 30 F. Billet d'accès au musée. Jusqu'au 26 mai.

MOISAN. Histoire d'une République de la Gaule à l'époque romaine. Musée-galerie de la Seine, 12, rue Sarcouf (45-56-17-17). T.J. et mar. de 10 h à 18 h, dim. de 10 h à 17 h 40. Entrée : 30 F. Jusqu'au 23 mai.

PARIS. LA VILLE ET SES PROJETS. Musée de l'Architecture, 21, boulevard de la Chapelle (42-72-21-13). T.J. et mar. de 10 h à 17 h 40. Entrée : 35 F. Jusqu'au 2 mai.

MARSEILLE AU XIX^e. RÈVES ET TRIOMPHE D'UNE VILLE. Musée national des monuments français, palais de Chaillot, place du Trocadéro (44-05-38-10). T.J. et mar. de 10 h 30 à 19 h, mar. jusqu'à 21 h. Conférence à 18 h. Entrée : 30 F. Billet d'accès au musée. Jusqu'au 26 mai.

MOISAN. Histoire d'une République de la Gaule à l'époque romaine. Musée-galerie de la Seine, 12, rue Sarcouf (45-56-17-17). T.J. et mar. de 10 h à 18 h, dim. de 10 h à 17 h 40. Entrée : 30 F. Jusqu'au 23 mai.

PARIS. LA VILLE ET SES PROJETS. Musée de l'Architecture, 21, boulevard de la Chapelle (42-72-21-13). T.J. et mar. de 10 h à 17 h 40. Entrée : 35 F. Jusqu'au 2 mai.

MARSEILLE AU XIX^e. RÈVES ET TRIOMPHE D'UNE VILLE. Musée national des monuments français, palais de Chaillot, place du Trocadéro (44-05-38-10). T.J. et mar. de 10 h 30 à 19 h, mar. jusqu'à 21 h. Conférence à 18 h. Entrée : 30 F. Billet d'accès au musée. Jusqu'au 26 mai.

MOISAN. Histoire d'une République de la Gaule à l'époque romaine. Musée-galerie de la Seine, 12, rue Sarcouf (45-56-17-17). T.J. et mar. de 10 h à 18 h, dim. de 10 h à 17 h 40. Entrée : 30 F. Jusqu'au 23 mai.

PARIS. LA VILLE ET SES PROJETS. Musée de l'Architecture, 21, boulevard de la Chapelle (42-72-21-13). T.J. et mar. de 10 h à 17 h 40. Entrée : 35 F. Jusqu'au 2 mai.

MARSEILLE AU XIX^e. RÈVES ET TRIOMPHE D'UNE VILLE. Musée national des monuments français, palais de Chaillot, place du Trocadéro (44-05-38-10). T.J. et mar. de 10 h 30 à 19 h, mar. jusqu'à 21 h. Conférence à 18 h. Entrée : 30 F. Billet d'accès au musée. Jusqu'au 26 mai.

MOISAN. Histoire d'une République de la Gaule à l'époque romaine. Musée-galerie de la Seine, 12, rue Sarcouf (45-56-17-17). T.J. et mar. de 10 h à 18 h, dim. de 10 h à 17 h 40. Entrée : 30 F. Jusqu'au 23 mai.

PARIS. LA VILLE ET SES PROJETS. Musée de l'Architecture, 21, boulevard de la Chapelle (42-72-21-13). T.J. et mar. de 10 h à 17 h 40. Entrée : 35 F. Jusqu'au 2 mai.

MARSEILLE AU XIX^e. RÈVES ET TRIOMPHE D'UNE VILLE. Musée national des monuments français, palais de Chaillot, place du Trocadéro (44-05-38-10). T.J. et mar. de 10 h 30 à 19 h, mar. jusqu'à 21 h. Conférence à 18 h. Entrée : 30 F. Billet d'accès au musée. Jusqu'au 26 mai.

MOISAN. Histoire d'une République de la Gaule à l'époque romaine. Musée-galerie de la Seine, 12, rue Sarcouf (45-56-17-17). T.J. et mar. de 10 h à 18 h, dim. de 10 h à 17 h 40. Entrée : 30 F. Jusqu'au 23 mai.

PARIS. LA VILLE ET SES PROJETS. Musée de l'Architecture, 21, boulevard de la Chapelle (42-72-21-13). T.J. et mar. de 10 h à 17 h 40. Entrée : 35 F. Jusqu'au 2 mai.

MARSEILLE AU XIX^e. RÈVES ET TRIOMPHE D'UNE VILLE. Musée national des monuments français, palais de Chaillot, place du Trocadéro (44-05-38-10). T.J. et mar. de 10 h 30 à 19 h, mar. jusqu'à 21 h. Conférence à 18 h. Entrée : 30 F. Billet d'accès au musée. Jusqu'au 26 mai.

MOISAN. Histoire d'une République de la Gaule à l'époque romaine. Musée-galerie de la Seine, 12, rue Sarcouf (45-56-17-17). T.J. et mar. de 10 h à 18 h, dim. de 10 h à 17 h 40. Entrée : 30 F. Jusqu'au 23 mai.

PARIS. LA VILLE ET SES PROJETS. Musée de l'Architecture, 21, boulevard de la Chapelle (42-72-21-13). T.J. et mar. de 10 h à 17 h 40. Entrée : 35 F. Jusqu'au 2 mai.

MARSEILLE AU XIX^e. RÈVES ET TRIOMPHE D'UNE VILLE. Musée national des monuments français, palais de Chaillot, place du Trocadéro (44-05-38-10). T.J. et mar. de 10 h 30 à 19 h, mar. jusqu'à 21 h. Conférence à 18 h. Entrée : 30 F. Billet d'accès au musée. Jusqu'au 26 mai.

MOISAN. Histoire d'une République de la Gaule à l'époque romaine. Musée-galerie de la Seine, 12, rue Sarcouf (45-56-17-17). T.J. et mar. de 10 h à 18 h, dim. de 10 h à 17 h 40. Entrée : 30 F. Jusqu'au 23 mai.

PARIS. LA VILLE ET SES PROJETS. Musée de l'Architecture, 21, boulevard de la Chapelle (42-72-21-13). T.J. et mar. de 10 h à 17 h 40. Entrée : 35 F. Jusqu'au 2 mai.

MARSEILLE AU XIX^e. RÈVES ET TRIOMPHE D'UNE VILLE. Musée national des monuments français, palais de Chaillot, place du Trocadéro (44-05-38-10). T.J. et mar. de 10 h 30 à 19 h, mar. jusqu'à 21 h. Conférence à 18 h. Entrée : 30 F. Billet d'accès au musée. Jusqu'au 26 mai.

MOISAN. Histoire d'une République de la Gaule à l'époque romaine. Musée-galerie de la Seine, 12, rue Sarcouf (45-56-17-17). T.J. et mar. de 10 h à 18 h, dim. de 10 h à 17 h 40. Entrée : 30 F. Jusqu'au 23 mai.

PARIS. LA VILLE ET SES PROJETS. Musée de l'Architecture, 21, boulevard de la Chapelle (42-72-21-13). T.J. et mar. de 10 h à 17 h 40. Entrée : 35 F. Jusqu'au 2 mai.

MARSEILLE AU XIX^e. RÈVES ET TRIOMPHE D'UNE VILLE. Musée national des monuments français, palais de Chaillot, place du Trocadéro (44-05-38-10). T.J. et mar. de 10 h 30 à 19 h, mar. jusqu'à 21 h. Conférence à 18 h. Entrée : 30 F. Billet d'accès au musée. Jusqu'au 26 mai.

MOISAN. Histoire d'une République de la Gaule à l'époque romaine. Musée-galerie de la Seine, 12, rue Sarcouf (45-56-17-17). T.J. et mar. de 10 h à 18 h, dim. de 10 h à 17 h 40. Entrée : 30 F. Jusqu'au 23 mai.

PARIS. LA VILLE ET SES PROJETS. Musée de l'Architecture, 21, boulevard de la Chapelle (42-72-21-13). T.J. et mar. de 10 h à 17 h 40. Entrée : 35 F. Jusqu'au 2 mai.

MARSEILLE AU XIX^e. RÈVES ET TRIOMPHE D'UNE VILLE. Musée national des monuments français, palais de Chaillot, place du Trocadéro (44-05-38-10). T.J. et mar. de 10 h 30 à 19 h, mar. jusqu'à 21 h. Conférence à 18 h. Entrée : 30 F. Billet d'accès au musée. Jusqu'au 26 mai.

MOISAN. Histoire d'une République de la Gaule à l'époque romaine. Musée-galerie de la Seine, 12, rue Sarcouf (45-56-17-17). T.J. et mar. de 10 h à 18 h, dim. de 10 h à 17 h 40. Entrée : 30 F. Jusqu'au 23 mai.

PARIS. LA VILLE ET SES PROJETS. Musée de l'Architecture, 21, boulevard de la Chapelle (42-72-21-13). T.J. et mar. de 10 h à 17 h 40. Entrée : 35 F. Jusqu'au 2 mai.

MARSEILLE AU XIX^e. RÈVES ET TRIOMPHE D'UNE VILLE. Musée national des monuments français, palais de Chaillot, place du Trocadéro (44-05-38-10). T.J. et mar. de 10 h 30 à 19 h, mar. jusqu'à 21 h. Conférence à 18 h. Entrée : 30 F. Billet d'accès au musée. Jusqu'au 26 mai.

MOISAN. Histoire d'une République de la Gaule à l'époque romaine. Musée-galerie de la Seine, 12, rue Sarcouf (45-56-17-17). T.J. et mar. de 10 h à 18 h, dim. de 10 h à 17 h 40. Entrée : 30 F. Jusqu'au 23 mai.

PARIS. LA VILLE ET SES PROJETS. Musée de l'Architecture, 21, boulevard de la Chapelle (42-72-21-13). T.J. et mar. de 10 h à 17 h 40. Entrée : 35 F. Jusqu'au 2 mai.

MARSEILLE AU XIX^e. RÈVES ET TRIOMPHE D'UNE VILLE. Musée national des monuments français, palais de Chaillot, place du Trocadéro (44-05-38-10). T.J. et mar. de 10 h 30 à 19 h, mar. jusqu'à 21 h. Conférence à 18 h. Entrée : 30 F. Billet d'accès au musée. Jusqu'au 26 mai.

MOISAN. Histoire d'une République de la Gaule à l'époque romaine. Musée-galerie de la Seine, 12, rue Sarcouf (45-56-17-17). T.J. et mar. de 10 h à 18 h, dim. de 10 h à 17 h 40. Entrée : 30 F. Jusqu'au 23 mai.

PARIS. LA VILLE ET SES PROJETS. Musée de l'Architecture, 21, boulevard de la Chapelle (42-72-21-13). T.J. et mar. de 10 h à 17 h 40. Entrée : 35 F. Jusqu'au 2 mai.

MARSEILLE AU XIX^e. RÈVES ET TRIOMPHE D'UNE VILLE. Musée national des monuments français, palais de Chaillot, place du Trocadéro (44-05-38-10). T.J. et mar. de 10 h 30 à 19 h, mar. jusqu'à 21 h. Conférence à 18 h. Entrée : 30 F. Billet d'accès au musée. Jusqu'au 26 mai.

MOISAN. Histoire d'une République de la Gaule à l'époque romaine. Musée-galerie de la Seine, 12, rue Sarcouf (45-56-17-17). T.J. et mar. de 10 h à 18 h, dim. de 10 h à 17 h 40. Entrée : 30 F. Jusqu'au 23 mai.

PARIS. LA VILLE ET SES PROJETS. Musée de l'Architecture, 21, boulevard de la Chapelle (42-72-21-13). T.J. et mar. de 10 h à 17 h 40. Entrée : 35 F. Jusqu'au 2 mai.

MARSEILLE AU XIX^e. RÈVES ET TRIOMPHE D'UNE VILLE. Musée national des monuments français, palais de Chaillot, place du Trocadéro (44-05-38-10). T.J. et mar. de 10 h 30 à 19 h, mar. jusqu'à 21 h. Conférence à 18 h. Entrée : 30 F. Billet d'accès au musée. Jusqu'au 26 mai.

MOISAN. Histoire d'une République de la Gaule à l'époque romaine. Musée-galerie de la Seine, 12, rue Sarcouf (45-56-17-17). T.J. et mar. de 10 h à 18 h, dim. de 10 h à 17 h 40. Entrée : 30 F. Jusqu'au 23 mai.

PARIS. LA VILLE ET SES PROJETS. Musée de l'Architecture, 21, boulevard de la Chapelle (42-72-21-13). T.J. et mar. de 10 h à 17 h 40. Entrée : 35 F. Jusqu'au 2 mai.

Nous publions le jeudi (daté vendredi) la liste des expositions qui ont lieu à Paris et en région parisienne à partir de mercredi. Une sélection commentée figure dans notre supplément «Arts et Spectacles» du mercredi (daté jeudi).

CENTRES CULTURELS

18^e ARRONDISSEMENT. UNE VILLE DANS PARIS. Musée de la Ville de Paris, 1, place André-Malraux, 1^{er} étage. Du 22 avril au 27 mai.

A CORPUS PERDU. Photos de Tina Bae et Ludwig Rauch, Michael Scheffer. Galerie Institut, centre culturel allemand, 17, av. de la République (42-33-92-92). T.J. et mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 15 F. Jusqu'au 16 mai.

LES CHEVAUX CELESTES DE L'EMPIRE DES HAN. Présentation de printemps. Musée national des Arts asiatiques - Guimet, 8, pl. d'Iéna (47-23-61-68). T.J. et mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 15 F. Jusqu'au 30 mai.

DANÇES TRACES. Bibliothèque du palais Garnier, opéra de Paris, place de l'Opéra (47-42-07-02). T.J. et mar. de 10 h à 17 h. Jusqu'au 20 juin.

DE BELLEVILLE À MARSEILLE. VISA-VILLES. Maison de la Ville, 30, rue Corentin-Carlier (40-03-75-10). T.J. et mar. de 10 h à 18 h. Projection de Belleville Lumière et En remontrant la rue Vain, du mar. au dim. de 10 h à 17 h. Jusqu'au 28 septembre.

OË GUYA À MATISSE. Bibliothèque Nationale, galerie Colbert, 8, rue des Petits-Champs, 2, rue Vienne (40-51-20-28). T.J. et mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 30 avril.

FRONTIÈRES D'ASIE. Musée national des arts asiatiques - Guimet, 8, pl. d'Iéna (47-23-61-68). T.J. et mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 15 F. Jusqu'au 30 mai.

LES FRANÇAIS PEINTS PAR EUX-MÊMES. Exposition-dossier. Jusqu'au 13 juin.

CHARLES MAURIN (1856-1914). Dessins et gravures. Exposition-dossier. Entrée : 31 F. Billet d'accès au musée. Jusqu'au 11 juillet.

PARIS. LA VILLE ET SES PROJETS. Musée de l'Architecture, 21, boulevard de la Chapelle (42-72-21-13). T.J. et mar. de 10 h à 17 h 40. Entrée : 35 F. Jusqu'au 2 mai.

MARSEILLE AU XIX^e. RÈVES ET TRIOMPHE D'UNE VILLE. Musée national des monuments français, palais de Chaillot, place du Trocadéro (44-05-38-10). T.J. et mar. de 10 h 30 à 19 h, mar. jusqu'à 21 h. Conférence à 18 h. Entrée : 30 F. Billet d'accès au musée. Jusqu'au 26 mai.

MOISAN. Histoire d'une République de la Gaule à l'époque romaine. Musée-galerie de la Seine, 12, rue Sarcouf (45-56-17-17). T.J. et mar. de 10 h à 18 h, dim. de 10 h à 17 h 40. Entrée : 30 F. Jusqu'au 23 mai.

PARIS. LA VILLE ET SES PROJETS. Musée de l'Architecture, 21, boulevard de la Chapelle (42-72-21-13). T.J. et mar. de 10 h à 17 h 40. Entrée : 35 F. Jusqu'au 2 mai.

MARSEILLE AU XIX^e. RÈVES ET TRIOMPHE D'UNE VILLE. Musée national des monuments français, palais de Chaillot, place du Trocadéro (44-05-38-10). T.J. et mar. de 10 h 30 à 19 h, mar. jusqu'à 21 h. Conférence à 18 h. Entrée : 30 F. Billet d'accès au musée. Jusqu'au 26 mai.

MOISAN. Histoire d'une République de la Gaule à l'époque romaine. Musée-galerie de la Seine, 12, rue Sarcouf (45-56-17-17). T.J. et mar. de 10 h à 18 h, dim. de 10 h à 17 h 40. Entrée : 30 F. Jusqu'au 23 mai.

PARIS. LA VILLE ET SES PROJETS. Musée de l'Architecture, 21, boulevard de la Chapelle (42-72-21-13). T.J. et mar. de 10 h à 17 h 40. Entrée : 35 F. Jusqu'au 2 mai.

MARSEILLE AU XIX^e. RÈVES ET TRIOMPHE D'UNE VILLE. Musée national des monuments français, palais de Chaillot, place du Trocadéro (44-05-38-10). T.J. et mar. de 10 h 30 à 19 h, mar. jusqu'à 21 h. Conférence à 18 h. Entrée : 30 F. Billet d'accès au musée. Jusqu'au 26 mai.

MOISAN. Histoire d'une République de la Gaule à l'époque romaine. Musée-galerie de la Seine, 12, rue Sarcouf (45-56-17-17). T.J. et mar. de 10 h à 18 h, dim. de 10 h à 17 h 40. Entrée : 30 F. Jusqu'au 23 mai.

PARIS. LA VILLE ET SES PROJETS. Musée de l'Architecture, 21, boulevard de la Chapelle (42-72-21-13). T.J. et mar. de 10 h à 17 h 40. Entrée : 35 F. Jusqu'au 2 mai.

MARSEILLE AU XIX^e. RÈVES ET TRIOMPHE D'UNE VILLE. Musée national des monuments français, palais de Chaillot, place du Trocadéro (44-05-38-10). T.J. et mar. de 10 h 30 à 19 h, mar. jusqu'à 21 h. Conférence à 18 h. Entrée : 30 F. Billet d'accès au musée. Jusqu'au 26 mai.

MOISAN. Histoire d'une République de la Gaule à l'époque romaine. Musée-galerie de la Seine, 12, rue Sarcouf (45-56-17-17). T.J. et mar. de 10 h à 18 h, dim. de 10 h à 17 h 40. Entrée : 30 F. Jusqu'au 23 mai.

PARIS. LA VILLE ET SES PROJETS. Musée de l'Architecture, 21, boulevard de la Chapelle (42-72-21-13). T.J. et mar. de 10 h à 17 h 40. Entrée : 35 F. Jusqu'au 2 mai.</

A quelques semaines d'un nouveau référendum

Les partisans danois du traité de Maastricht invitent M. Delors à observer une stricte réserve

A quelques semaines du second référendum danois sur le traité d'union européenne, certains propos tenus par le président de la Commission européenne, Jacques Delors, mardi 20 avril, lors de l'ouverture de la foire de Hanovre (Allemagne), ont suscité de vives réactions au Danemark dans le camp des anti-Maastricht. Après avoir mis en avant les risques d'échec que de nouvelles dévaluations compétitives feraient courir au marché unique - « Il n'y surviendrait pas », M. Delors avait affirmé : « Il arrive un moment où le processus d'intégration économique ne peut se poursuivre sans une avancée vers l'union politique. Ce moment est venu ».

Les partisans danois du traité de Maastricht n'ont pas caché qu'ils auraient préféré que le président de la Commission européenne s'en tienne, jusqu'en 18 mai, à une stricte réserve pour ne pas fournir d'armes aux adversaires du traité. Soeren Bjalif, directeur des sondages de l'institut Gallup, a rappelé

mercredi, que les interventions extérieures dans le débat danois avaient influencé « négativement » l'opinion publique lors du référendum du 2 juin 1992, qui avait débouché sur une courte victoire du « non ». Les déclarations de M. Delors ont été accueillies avec ironie par le professeur Niels I. Meyer, l'un des chefs de file du Mouvement de juin, l'organisation la plus en pointe dans le camp des adversaires de l'union européenne : « Plus M. Delors ouvre la bouche et plus il renforce les rangs du « non », surtout lorsqu'il évoque cette union politique nécessaire ». (AFP)

Recevant le secrétaire général d'Amnesty International

François Mitterrand exprime sa réprobation des « bavures » policières

François Mitterrand « a fait part de sa réprobation » au sujet des récentes violences policières, a déclaré le secrétaire général d'Amnesty International, Pierre Sané, après une entrevue de trois quarts d'heure, mercredi 21 avril, avec le président de la République.

« Le président nous a fait part de sa réprobation, et je crois que toute la classe politique a fait part de sa réprobation », a souligné M. Sané. Le responsable d'Amnesty a exprimé l'espoir « qu'un message fort sera adressé à toutes les forces de sécurité en France, afin de s'assurer que de tels actes ne se reproduisent pas ».

En Egypte

Sept islamistes sont condamnés à la peine capitale

Reconnus coupables d'attentat contre des touristes à l'automne dernier en Egypte, sept islamistes ont été condamnés à mort jeudi 22 avril par la Haute Cour militaire au Caire. Ce procès, ouvert le 9 mars, est le quatrième à être instruit depuis octobre devant la justice militaire, aux termes de la loi d'urgence en vigueur en Egypte depuis 1981. (AFP)

A l'Assemblée nationale

M. Péricard (RPR) se déclare en « désaccord complet » avec M. Bourges

Le président de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales de l'Assemblée nationale, Michel Péricard (RPR), a estimé, mercredi 21 avril, au cours d'un point de presse, que si le président de France-Télévision, Hervé Bourges, « ne change pas sa conception du service audiovisuel public, il faudra le changer ».

« M. Bourges ne se jette pas d'illusions, nous n'accepterons pas la dégradation du service public », a souligné le député RPR des Yvelines en se déclarant en « désaccord complet » avec M. Bourges, pour lequel, selon lui, « l'audience est la première des priorités ».

« Ce n'est pas la télévision de M. Bourges, c'est la télévision des Français qui polent la redondance », a ajouté M. Péricard, en regrettant qu'« on ne différencie pas bien aujourd'hui le service public des chaînes privées » et en souhaitant

que le nouveau gouvernement revienne sur le principe de la présidence commune des deux chaînes publiques France 2 et France 3.

Interrogé sur l'avenir de la chaîne franco-allemande Arte, M. Péricard a affirmé qu'il « ne recommanderait pas de l'arrêter ».

« Nous ne sommes pas des tueurs, a-t-il dit, Arte peut s'en sortir ».

Le ministre de la communication, Alain Carignon, fait partie des membres du gouvernement que la commission parlementaire présidée par M. Péricard doit entendre prochainement sur leurs projets. Cette commission a, en outre, l'intention d'élaborer deux rapports d'information, l'un sur la « loi Sapin » concernant la publicité et la presse, l'autre sur les conséquences pour la presse du nouveau code de procédure pénale.

Avant de rencontrer le premier ministre

Les Verts hostiles à la régionalisation du scrutin européen

Le collège exécutif des Verts a demandé, mercredi 21 avril, à rencontrer chacun des groupes politiques représentés à l'Assemblée nationale, afin de leur exposer les raisons de l'opposition des écologistes à une éventuelle réforme du mode de scrutin pour les élections européennes. Désireux d'aller vite en besogne, la direction des Verts a même proposé une date, celle du 29 avril, le jour même où, conformément à l'annonce qu'il avait faite lors de sa déclaration de politique générale, le premier ministre, Edouard Balladur, devrait recevoir - tour à tour, à leur demande, et non pas ensemble - une délégation de Génération Ecologie, puis le porte-parole des Verts, à l'hôtel Matignon. Le premier, le groupe des députés communistes, qui partage, sur ce plan-là du moins, le même point de vue que les Verts, a déjà répondu favorablement à cette demande.

A peine remis de leur échec aux élections législatives, les Verts redoublent, en effet, que la régionalisation du mode de scrutin aux élections européennes n'aboutisse, une fois encore, à l'élimination de toute représentation politique du mouvement écologiste (1). L'établissement d'un mode de scrutin proportionnel, dans le cadre des régions existantes, ne leur permettrait guère d'espérer, sur la base de leur actuelle implantation, qu'un seul siège, en Ile-de-France.

« Ce mode de scrutin favoriserait, pour l'essentiel, le RPR, éliminerait les écologistes, le Parti communiste, peut-être le Parti socialiste et, sûrement, une grande partie de l'UDF », a affirmé Antoine Waechter, mercredi, au « Grand débat » de Radio-Shalom, en ajoutant que cette perspective représentait « un premier sujet de mécontentement » des écologistes à l'égard du nouveau gouvernement. Parmi

ses autres motifs d'inquiétude, M. Waechter a évoqué le « plan de relance, fondé sur de lourds investissements dans le domaine des travaux publics », et sa « crainte de voir la France couler dans le béton ».

Pour autant, celui qui demeure le principal porte-parole des Verts n'est pas prêt à participer, même en qualité d'observateur, à une quelconque formule de recomposition de la gauche. « La rénovation de la gauche, c'est l'affaire de la gauche », a-t-il affirmé. Dans la perspective de la prochaine assemblée générale des Verts, prévue pour la fin du mois de juin, les deux principales tendances du mouvement doivent réfléchir séparément à la stratégie à venir des écologistes : les Verts au pluriel, courant animé par Dominique Voynet, dès le prochain week-end, à Avignon ; les amis de M. Waechter, sous le label de la motion « Garder le cap », les 1^{er} et 2^{es} mai prochains, en Sologne.

De son côté, après une longue cure d'introspection, le mouvement de Brice Lalonde, Génération Ecologie, doit arrêter sa stratégie lors d'une réunion de son conseil national, prévue pour le 16 mai à Paris.

JEAN-LOUIS SAUX

(1) Avec 10,59 % des suffrages exprimés, la liste des Verts aux élections européennes de 1989 avait obtenu neuf sièges sur quatre-vingt-neuf.

Ancien délégué à l'économie sociale

Maurice Benassayag est nommé chargé de mission à l'Elysée

Maurice Benassayag a été nommé, mardi 20 avril, chargé de mission auprès du président de la République. Il avait été reconduit la semaine dernière - sa démission de signature étant confirmée - par Simone Veil, ministre d'Etat, ministre des affaires sociales, de la santé et de la ville, dans ses fonctions de délégué général à l'innovation sociale et à l'économie sociale.

(Né le 12 février 1941 à Oran, Maurice Benassayag est diplômé d'études supérieures de lettres de la faculté Paris-Sorbonne. Directeur de cabinet de Raymond Courrière, secrétaire d'Etat aux rapatriés, de 1981 à 1983, nommé au Conseil d'Etat en 1986, il était devenu délégué aux rapatriés en juillet 1988. Il avait donné sa démission de ces fonctions le 16 juillet 1991, sous le gouvernement d'Edith Cresson, à la suite d'un désaccord sur le problème des harkis. Il avait été nommé, ensuite, délégué général à l'innovation sociale.)

SOMMAIRE

DÉBATS

Opposition : « Cher et vieux pays », par Max Gallo ; « Vive la gauche ! », par André Mandouze ; « Année double zéro », par Marc Pallat... 2

ÉTRANGER

Etats-Unis : la minorité républicaine au Sénat a réussi à bloquer le plan de relance de M. Clinton... 3
Turquie : la recherche d'une solution pacifique au problème kurde et la succession de Turgut Ozal... 4
La situation en Bosnie et la mission du médiateur européen à Belgrade... 5
La préparation du référendum du 25 avril en Russie... 6

POLITIQUE

Les rapports du premier ministre avec sa majorité... 7
Charles Pasqua procède au changement des plus hauts responsables du ministère de l'Intérieur... 8

SOCIÉTÉ

M. Météignier retire sa démission de signature au directeur des affaires criminelles... 9
Les cicatrices des irradiés de Forbach... 9
Le gouvernement va étudier les modalités d'indemnisation des victimes d'hépatite C transfusionnelle... 10
Football : Marseille en finale de la Coupe des champions... 10

CULTURE

Cinéma : Louis enfant roi, de Roger Planchon ; Les Survivants, de Frank Marshall ; La Loi de la nuit, de Irwin Winkler ; Woyzeck, de Guy Margnane ; Monsieur le député, de Jonathan Lynn ; Une place à prendre, de Bryan Gordon ; Sommeraby, de Jon Aniel... 12 et 13
Théâtre : deux chefs-d'œuvre de Nathalie Sarraute au Vieux-Colombier... 13

ÉCONOMIE

La préparation du collectif budgétaire... 15
Des mesures pour redresser la Sécurité sociale... 15
La Bundesbank pour une baisse symbolique du taux Lombard... 16
PSA réalise un bénéfice de 3,4 milliards de francs en 1992... 16

COMMUNICATION

Le Jour, quotidien peuvre mais vivace... 17

LE MONDE DES LIVRES

Max Horkheimer : l'homme sans illusion • Histoire littéraire, par François Bott : « La monnaie décadente » • D'autres mondes, par Nicole Zand : « Où sont les chiens ? » • Annie Ernaux, dans les marges • Au rendez-vous de Bologne • Le feuilleton de Pierre Lepape : « A la recherche du bonheur »... 23 à 30

Services

Abonnements... 12
Annonces classées... 17
Cartes... 14
Expositions... 20
Loto... 9
Marchés financiers... 18 et 19
Météorologie... 21
Mots croisés... 13
Philatélie... 12
Radio-télévision... 21

La télématique du Monde : 3815 LEMONDE 3815 LM

Ce numéro comporte un cahier « Le Monde des livres » folios 23 à 30

Le numéro du « Monde » daté 22 avril 1993 a été tiré à 460 000 exemplaires.

Pour protester contre l'ordination des femmes

Une secrétaire d'Etat britannique se convertit au catholicisme

Ann Widdecombe, quarante-six ans, secrétaire d'Etat britannique à la sécurité sociale, s'est convertie au catholicisme, mercredi 21 avril, pour protester contre la décision du synode de l'Eglise anglicane d'autoriser les femmes à accéder à la prêtrise. Souhaitant entraîner avec elle un grand nombre d'anglicans déçus, M^{me} Widdecombe a voulu une cérémonie en grande pompe, dans une crypte de l'abbaye de Westminster, en présence de plusieurs ministres, de députés et de nombreux journalistes. « Des milliers d'anglicans me suivront », a-t-elle déclaré, quand ils auront refusé d'accepter leurs résistances affectées. J'ai l'impression de traverser un pont qui sépare deux religions et non de franchir un gouffre... (AFP)

M. Gaudin (UDF) affirme qu'il a renoncé à être ministre en raison d'une action judiciaire engagée contre lui. - Jean-Claude Gaudin, sénateur (UDF-FR) des Bouches-du-Rhône, et président du conseil régional Provence-Alpes-Côte-d'Azur, a affirmé, mardi 20 avril, sur Télé-Monte-Carlo, qu'il avait renoncé à faire partie du gouvernement d'Edouard Balladur en raison de l'action judiciaire engagée à son encontre, liée à l'inculpation et à l'incarcération en février 1992 de son directeur de cabinet. « Je fais confiance à la justice pour qu'elle règle ce problème, mais, dans ma conception des choses, on ne va pas au gouvernement à partir d'un moment où l'un est dans cette situation », a-t-il indiqué.

EN BREF

Trois conseillers généraux démis d'office en Martinique pour infractions à la législation sur les comptes de campagne. - Le tribunal administratif de Fort-de-France (Martinique), saisi par la commission nationale des comptes de campagne, a déclaré « démissionnaires d'office », a-t-on appris mercredi 21 avril, trois conseillers généraux élus lors des cantonales de mars 1992 : Jean-Claude Duverger, conseiller général (PPM, Parti progressiste martiniquais), Yves-André Joseph, conseiller général (div. g.) et Pierre Samot, conseiller général (PCM, Parti communiste martiniquais), qui ont également été déclarés « démissionnaires d'office » en raison de leur absence de la séance du tribunal administratif de Fort-de-France, le 21 avril, pour ne pas avoir comparu au dépôt de compte de campagne de M^{me} Duverger et Samot et jéré qui le compte présenté par M. Joseph était « irrégulier ».

Deux mandats d'arrêt internationaux lancés dans l'affaire Bakhtiar. - Le juge d'instruction parisien Jean-Louis Bruguière a lancé, mercredi 21 avril, deux mandats d'arrêt internationaux à l'encontre de Nasser Ghazmi Nejad et de Golam Hossein Choobdar Chirazi Nejad, qui seraient tous deux impliqués dans l'assassinat, le 6 août 1991, de l'ancien premier ministre iranien Chahpour Bakhtiar. Ces mandats d'arrêt ont été délivrés pour « complicité d'assassinat » et « association de malfaiteurs en relation avec une entreprise terroriste ». Quatre personnes sont déjà inculpées dans ce dossier.

HONGKONG : reprise des pourparlers sino-britanniques. - Les pourparlers sino-britanniques sur l'avenir politique de Hongkong, suspendus depuis six mois, ont repris, jeudi 22 avril, à Pékin, les deux parties soulignant leur « sincérité » sans qu'aucun accord soit encore en vue. (AFP)

POLOGNE : saisie de drogue dans les bagages de l'ambassadeur du Costa-Rica. - Les douaniers polonais, agissant sur information et aides d'un chien spécialement entraîné, ont saisi, mardi 20 avril, douze kilos d'héroïne dans les bagages de l'ambassadeur du Costa-Rica à Varsovie. Celui-ci, Carlos Alberto Vargas Solis, était arrivé de Francfort par un vol différent et a nié que la drogue lui appartenait, mais, selon le directeur des douanes, certaines indications montrent que le diplomate connaissait le contenu des bagages.

(Publicité)

Le mercredi 15F

Journal utile pour monde compliqué

GLOBE

De Michel Lévêque au CNP Unger

Voyage dans la culture basket

LE SALAUD

Orson Welles

Jusqu'où ira Milosevic...

Expertise p.7

Demain dans « le Monde »

« Espace européen » : la Russie à la veille du référendum

« Pour créer un régime démocratique, il faut que se produise une vraie rupture », nous déclare Vadim Kosovot, directeur de recherche au CNRS.

« Sans visa » : « Le Chemin des Dames »

Environnementaliste, auteur du très connu et très virulent « Les chemins de la vie », Yves Gibeau vit en Champagne, au cœur même des chemins de bataille qui ont vu, durant la première guerre mondiale, les hommes s'approcher au plus près de l'horreur. En patrouille autour de Craonne avec celui qui affirme encore : « J'ai peur que nous n'ayons pas compris la leçon laissée par tous ces sacrifices... »

فكرنا من الأصل

L'homme sans illusion

De retour en Allemagne après la nuit nazie, Max Horkheimer nota, vingt ans durant, ses réflexions sur nos manières de vivre. Carnets d'un philosophe déchiré entre désespoir lucide et espérance muette

NOTES CRITIQUES (1949-1969)
Sur le temps présent
(Notizen)

de Max Horkheimer.
Traduit de l'allemand
et préfacé par Sabine Cornille
et Philippe Ivernel.
Ed. Payot, coll. « Critique
de la politique », 280 p., 195 F.

Francfort, 1949. L'homme qui y revient à cinquante-quatre ans. Cette ville, où vécut son maître Schopenhauer, est celle du premier développement intellectuel de Max Horkheimer. Depuis 1922, il y a mené ses études, après avoir suivi, à Munich, les cours de Max Weber, puis, à Fribourg, ceux de Husserl et de Heidegger. C'est là encore qu'il a soutenu, en 1925, sa thèse sur Kant, qu'il est devenu, en 1930, professeur à l'université et directeur de l'institut de recherche sociale, où naquit le mouvement d'idées connu sous le nom d'école de Francfort.

En 1933, les nazis avaient fermé cet institut, qui reprenait les analyses de Marx tout en critiquant le totalitarisme stalinien. Juif, Horkheimer s'était alors réfugié en Suisse avant de partir, en 1934, pour les États-Unis. Il y resta quinze ans, à New-York, puis en Californie, présidant en 1943-1944 le Comité juif américain, publiant ses travaux majeurs : *Eclipse de la raison*, en 1947, et, la même année, *Dialectique de la raison*, en collaboration avec Theodor Adorno (1). Le retour de Horkheimer à Francfort, où il allait enseigner jusqu'à sa retraite en 1959, n'est donc pas simplement celui d'un universitaire après l'exil. C'est le retour d'un philosophe juif allemand en Allemagne, après le génocide. Cette situation ne peut sans doute pas expliquer tous les aspects de ces *Notes*. Elle les éclaire pourtant d'une lumière particulière.

La place de l'utopie

Dès son arrivée en effet, Horkheimer entame la rédaction de ces pages, et continue vingt ans durant. Il meurt en 1973. Le livre est publié en 1974. Est-ce d'ailleurs un livre ? Le lecteur se demande à quoi il a affaire. Pas d'exposé suivi, seulement des fragments, au premier regard disparates. Aucun fil ne semble d'abord les relier. Du goût des légendes aux erreurs de Marx, de Spinoza au cinéma de Hollywood, du procès du nazi Eichmann aux femmes en pantalon, l'énumération des thèmes élaborés évoque un bric-à-brac. Cette juxtaposition n'aurait rien de déconcertant si l'unité d'un système lui donnait immédiatement sa cohérence. Or cette unité se dérobe. Les analyses semblent glisser l'une sur l'autre, sans construire une vue systématique. Le lecteur, tour à tour étonné et déçu, peut avoir le sentiment d'être perdu dans un labyrinthe sans fil d'Ariane.

Peu à peu, pourtant, se discernent les traits d'une attitude philosophique singulière, faite de désespoir lucide et d'espérance muette. Horkheimer diagnostique



Max Horkheimer : le pire, toujours, est possible.

dans les manières de vivre propres à notre siècle la disparition de ce qui caractérisait naguère l'humain : « En même temps que la faim et le travail, l'amour a été restreint (...), fade et désertifié, il serait mûr pour être programmé. » Nous n'avons plus vraiment de parole (« Les gens sont muets, quand bien même ils n'arrêtent pas de découvrir »), ni de nourriture (« Le goût d'un asperge ressemble à celui d'un petit pois »), ni d'aventure esthétique (« Plus se diversifient les possibilités du temps libre, musée, football ou croisière en Adriatique, plus les participants sont normés »). Dans cette vie administrée, où les différences s'estompent

et où la réalité n'est plus qu'un souvenir utilitaire, la philosophie « rend un son un peu naïf ». Consummée en livre de poche, elle fait figure de simple distraction — une « illusion sympathique ».

Le pessimisme de Horkheimer est d'autant plus impressionnant qu'il refuse, contre Marx, que l'Histoire ait un sens. Rien n'est moins assuré que le progrès de l'humanité. Le pire, toujours, est possible, sinon probable. Aléatoire est le succès des révolutions, toujours incertain est leur triomphe. Et Schopenhauer lui-même pécherait par optimisme en croyant que, dans l'ascétisme, la négation de la volonté

peut délivrer du malheur. Encore une illusion : « La souffrance est éternelle », note le philosophe.

Toutefois, ce pessimisme, qui paraît sans dehors, ne peut se résoudre à laisser la pensée à son agonie ni les individus à leur déclin silencieux. De manière sciemment impuissante, Horkheimer maintient la place, désormais vide, de l'utopie. Il sait combien espérances bavardes et rêves libérateurs sont meurtriers. Mais jamais ce constat ne le conduit au sarcasme. Il souhaite un « pessimisme productif » qui, sans se payer de mots, ne soit pas seulement désabusé. Il ne peut, toutefois, donner un contenu au bonheur, désiré et supposé possible, qui constituerait l'aboutissement de sa démarche. Sans doute est-ce là l'ambiguïté principale de son attitude : jeu sans que toute pensée authentique est subversive, il constate qu'une telle subversion est aujourd'hui impossible, vouée à l'échec et vaincue d'avance. Il en maintient malgré tout la nécessité et l'exigence.

La culpabilité du « rescapé »

Dans ces *Notes* rédigées durant les vingt années qui ont suivi son retour à Francfort, Horkheimer parle peu du génocide perpétré par les nazis contre les juifs. Mais les quelques lignes bouleversantes où il crie sa « honte d'être là », sa culpabilité de vivre encore, par hasard, son incapacité à y prendre plaisir, constituent probablement l'une des clés de ce livre déconcertant. Ainsi pourrait-on interpréter ses propos sur deux registres différents, qui ne s'excluent pas. D'un côté, le regard désenchanté qu'il porte sur la situation contemporaine, sur la place dérisoire qu'occupe la philosophie, peut décrire notre monde tel qu'il est. D'un autre côté, la tonalité d'ensemble de ses analyses exprime peut-être la manière dont Horkheimer a vécu sa culpabilité de « rescapé », comme il l'écrit lui-même, des camps d'extermination où périrent les siens. « Leur mort, écrit-il, est la vérité de notre vie. »

Dans cette perspective, qui n'est évidemment qu'une hypothèse, les propos désemparés de Horkheimer concernant la pensée sont un constat du fonctionnement de notre époque. Mais ils semblent tout autant porter les marques de son propre itinéraire de philosophe juif allemand après le nazisme. Une telle lecture donnerait un double sens à une phrase comme celle-ci : « Ce que, dans les pays dits développés, les intellectuels peuvent fournir, y compris les plus critiques et les plus agressifs, c'est l'ornement, la distraction, du matériel pour le temps libre : cela remplit les médias, couvre les murs vides et sert le cours des choses, tel qu'il est de toute façon. »

Roger-Pol Droit

(1) Ces deux titres ont été publiés en traduction française chez Payot dans la collection « Critique de la politique ». Signalons que cette remarquable collection, dirigée par Michel Albezou, fête avec ce livre de Horkheimer ses vingt ans et son cinquantième volume. Le premier fut *Éclipse de la raison*, suivi de nombreux textes de l'école de Francfort, et aussi d'œuvres de Fichte, Hegel, Schelling, Schmitt, entre autres.

D'AUTRES MONDES

par Nicole Zand

Où sont les chiens ?

Vidosav Stevanovic est serbe, de Belgrade. Mais un Serbe indépendant et démocrate. *La Neige et les chiens*, qui regroupe les deux premières parties d'une « trilogie sur la guerre », est un beau livre, d'une écriture délicate, bombardée, dans l'urgence, qui nous fait approcher de l'horreur, usant volontiers du fantastique et du délire pour supporter l'insoutenable. On y suit une meute de garçons errants, que suivent partout les chiens qui vont les dévorer... Où sont les chiens ?, demande, sur un tout autre ton, Danilo Kis, dans *La Lapon d'anatomie*. Là, c'est lui qui mord et qui, dans un brillant exercice de dissection, se penche — nous sommes en 1978 — sur le cadavre d'une littérature-goulasch veillée par de médiocres critiques-médecins.

Page 24

LE FEUILLETON

de Pierre Lepape

A la recherche du bonheur

« On peut rêver qu'un jour la Vérité soit à la mode », écrivait Queneau, sans trop oser y croire. Ce jour-là, on ressortirait le *Traité des vertus démocratiques*. C'est un livre que Queneau n'a jamais achevé, ni, semble-t-il, jamais tant de reprendre pour lui donner une forme publiable. C'est donc un ensemble de fiches et de notes, rédigées, pour l'essentiel, en 1937, que donnent à lire aujourd'hui « Les cahiers de la NRF ». Elles dessinent un projet dont l'ambition n'est pas mince : Queneau ne cherche rien moins qu'à refonder sur une base nouvelle, non plus politique mais métaphysique, les trois principes démocratiques de liberté, d'égalité et de fraternité. Dans l'inachèvement même de sa forme, le *Traité* est une pressante invitation à penser l'histoire plutôt que d'être broyée par elle.

Page 30

Héros malgré lui

Il est gris, Jernigan. Dans tous les sens du terme. Il raconte un monde qui s'effiloche — le nôtre — d'une drôle de voix. Hilarante et effrayante

JERNIGAN
de David Gates.
Traduit de l'anglais (États-Unis)
par François Lasquin,
éd. de l'Olivier, 348 p., 140 F.

C'est un joli nom, Jernigan ; ça sonne un peu comme un cri de guerre celtique ou le début d'une mystérieuse et robuste incantation propre à vous installer solidement sur les rives d'une réalité post mortem. En fait, c'est la dernière certitude d'un être qui n'en finit plus de se vider de sa substance. Peter Jernigan n'a déjà plus que son nom quand il commence à parler de lui depuis le lit d'hôpital où, après s'être à moitié tué dans des litres de gin freté, il tente de faire le point sur une vie tragiquement dépourvue de toutes formes d'héroïsme. A

l'aube de sa quarantaine, il a traversé tous les combats de ce demi-siècle avec une remarquable absence de combativité et, bien qu'il se définisse comme « un ennemi juré des conventions », avec un non moins remarquable conformisme : camé dans les sixties, alcoolique dans les seventies, il s'est marié en pensant au divorce, a fait un gosse sans penser à la paternité, méprise son boulot de bureaucrate et rêve de devenir écrivain en regardant pour la énième fois le même épisode de *Star Trek*.

Il est gris, Jernigan. Gris comme cette Amérique de Reagan qui n'en finit plus de vivre au rythme des fluctuations du Dow Jones, gris comme ce pays convaincu de son éternité puisqu'il a inventé tous les futurs possibles. Et puis, soudain, les choses lui échappent. Ce jour-là,

sa femme boit deux verres de trop, sort de sa piscine, grimpe dans sa voiture et, nue comme la vérité, s'encastre dans un camion.

Veuf mais toujours père, Jernigan aurait pu s'apercevoir de la présence de son fils, un gosse qui s'enferme dans sa chambre avec la fille de la voisine, fume des clopes odorantes que Jernigan refuse d'identifier et jure des trucs bizarres sur sa guitare électrique (« *Hard Rock? Arrête, papa, tu n'y comprends rien.* ») Et c'est vrai que papa n'y comprend rien, mais il le fait avec un tel talent que l'on ne peut s'empêcher d'y voir une tentative courageuse d'explorer la connaissance par l'analyse du néant.

Patrick Raynal
Lire la suite page 29

CLAUDE MAURIAC

Le Pont du Secret

Grasset

CLAUDE MAURIAC

Le Temps immobile

Pages choisies et commentées par JOSÉ CARANIS de l'Académie française

Grasset

Grasset

LES GENS DE LA NUIT

de Michel Déon.
La Table ronde, coll. « La Petite
Vermillon », 248 p., 35 F.

QUAND il eut vingt ans, le jeune homme vert reçut une missive de son oncle de la France profonde. Elle s'intitulait nécessairement *Lettre à un jeune Rastignac*. C'était une sorte de vade-mecum pour l'ambition moderne. Le soir même, le jeune homme fit ses bagages pour Vancouver. Il prit ensuite congé de son meilleur ami, qui se prénommait Thomas. Jusqu'à une heure tardive, ils discutèrent de l'infini, qui est le but ou la chimère de tous les voyages. Naturellement, ils burent beaucoup de whisky canadien.

Le lendemain, le jeune homme vert prit un taxi mauve pour aller à Orly. Quand il passa la porte d'Orléans, il eut l'impression d'être déjà très loin. Ses amis eurent de ses nouvelles, mais ils s'interrogeaient sur les caprices de son itinéraire. Car, six semaines après son départ, il leur écrivit d'Italie, pour leur annoncer qu'il avait menqué son rendez-vous de Patmos. Lorsqu'il rentra, il s'accusa d'avoir entretenu de trompeuses espérances. Il retrouva, sans enthousiasme, les conversations de Paris et les étamels complots qui se tramaient, dans les bars, entre les gens de la nuit... L'existence des écrivains est toujours rêveuse ou rêvée. Et le vie de Michel Déon peut se résumer ainsi, d'après les titres de ses livres (1).

Préfacant la réédition des *Gens de la nuit*, il précise que ce n'était pas « un roman autobiographique ». « Pourtant », dit-il, comment n'y reconnaîtrait-on pas ce noctambule qui fut le mien pendant de si longues années ? Quand il se remémore la vie qu'il a menée, de 1945 à 1955, il s'excuserait presque d'être devenu académicien.

« de porter le bicorn, de traîner une épée et de [se] faire présenter les armes par la Garde républicaine »...

Né le 4 août 1919, Michel Déon était trop jeune pour les « années Fitzgerald ». Il eut vingt ans en 1939, à la veille de la déclaration de guerre. Ce n'était pas une belle saison pour cet âge. Par la suite, il essaya de se rattraper. Selon Kéber Haedens, il fut même « le cavalier (ou le hussard) le plus constant dans la recherche du bonheur ». La dissipation de l'existence est la spécialité des après-guerre. L'appétit ou l'avidité de vivre sont à la mesure du temps que l'on a perdu. La prodigalité remplace les anciennes parcimonies, et toutes les demoiselles ont des allures de courtisane venant de rompre avec la religion...

Les avant-guerre ont, à l'inverse, une réputation de douceur, propice à la nostalgie. Car elles offrent les dernières images de la vie tranquille, avant le naufrage : le Front populaire, les congés payés, les promenades sur le bord de mer, les petits bals du samedi soir et tout va très bien, Madame la Marquise... À partir de 1945, ce serait la fièvre, l'existentialisme, le Tabou, le jazz et si tu l'imagines, fillette, qui rejoindrait, par-dessus les siècles, Mignonne, allons voir si la rose. Deux France pour servir à l'éloge des contrastes. Michel Déon écrit *Les Gens de la nuit* entre juin 1957 et juillet 1958. Il

HISTOIRES LITTÉRAIRES

par François Bott

Le monstre délicieux



BERNARD CLERGE

y dépeignait les frasques et les frissons de sa jeunesse, au « temps des phobos, des voitures décapotables et de la passion pour le whisky ». C'était le testament d'une époque où les silhouettes du Paris nocturne ressemblaient « une complicité subtile et tacite ». Il y a des jeunes gens qui meurent avec les régimes. Celle de Michel Déon se termina avec la IV^e République... Désespéré par la « dispa-

rition » de sa maîtresse, le narrateur des *Gens de la nuit* se sent dépaycé dans sa propre existence. Il découvre, peu à peu, que la meilleure façon de traiter les peines de cœur, c'est de s'immerger dans le monde des noctambules. Il fait l'amour, en passant, avec une jeune femme à « la voix rauque », il trompe sa solitude avec des « êtres de rencontre ». C'est une catégorie très particulière de

yeux, les fantômes rentrent se coucher. Ils redoutent que la lumière ne « blesse leur regard ». Et lorsqu'elles se croisent, les deux « espèces » se dévisagent comme des nations étrangères. Avec des étonnements d'ethnologue...

Le livre de Michel Déon est une longue promenade, qui revêt parfois les apparences d'une histoire policière. C'est que le narrateur enquête sur les secrets de ce peuple qui n'aime pas le ciel gris et préfère les nuits blanches. Il faut sans doute ranger Michel Déon parmi « ces hommes d'étude et de pensée, de poésie et de plaisir » dont parle Balzac. « Ils savent récolter, en flânant dans Paris, la masse des jouissances flottantes, à toute heure ». Paris est, pour eux, « la plus délicieuse des monstres ». « Paris, dit aussi Balzac (2), est un sujet d'envie pour ceux qui ne l'ont jamais vu ; de bonheur ou de malheur (selon la fortune) pour ceux qui l'habitent, mais toujours de regrets pour ceux forcés de le quitter ». Les demoiselles de province y viennent « pour se dégoûter ». Et « la beauté, pour intriguer ». Le « stendhalien » Michel Déon éprouve les mêmes attractions que Balzac. Il reconstruit, d'une certaine manière, les deux « H. B. », lesquels, d'ailleurs, ne sont fâchés que dans les manuels de littérature.

(1) *Les Vingt Ans du jeune homme vert*, *Lettre à un jeune Rastignac*, *Bagages pour Vancouver*, *Thomas et l'infini*, *Un taxi mauve*, *Je nous bats d'Italie*, *Le Rendez-vous de Patmos*, *Les Trompeuses espérances* (la plupart de ces livres sont disponibles en poche, « Folio » Gallimard). (2) Sous le titre *À Paris*, les éditions Complexe présentent une anthologie des textes de Balzac sur la capitale, avec une préface de Roger Chailion (146 p., 69 F.). * Deux autres livres de Michel Déon paraîtront en mai, chez Gallimard : une anthologie de *Pages gracieuses* et *Parlons-en...*, des conversations avec sa fille Alice.

LA NEIGE ET LES CHIENS

de Vidosav Stevanovic. Traduit du serbo-croate par Mauricette Begic et Christine Chaton. Belfond, 320 p., 140 F.

LA LEÇON D'ANATOMIE et HOMO POETICUS

de Danilo Kis. Traduits du serbo-croate par Pascale Delpech. Fayard, 362 p. et 180 p., 150 F. et 110 F.

C'en est pas parce qu'on rentre difficilement dans un livre qu'il ne vaut pas qu'on se donne la peine de se colleter avec lui. La littérature, parce qu'elle est littérature, parce qu'elle ne se livre pas comme un prospectus publicitaire, mérite qu'on fasse l'effort d'entrer comme par effraction dans des narrations, dans des cervelles, qui ne nous ressemblent pas. Témoin, dans une actualité toute chaude, toute saignante, sans rapport avec le reportage, cette « Trilogie sur la guerre » qu'a écrite un Serbe indépendant et démocrate de Belgrade, Vidosav Stevanovic, membre du Cercle de Belgrade.

Les deux premières parties — *Neige à Athènes* et *Ille des Balkans* — viennent de paraître à Paris, sous le titre *La Neige et les Chiens*. Après Athènes. Et non pas Belgrade (de passage à Paris, l'auteur a remis à son éditeur la troisième partie, la *Seconde Jérusalem*, une fable de chiens). Un beau livre, d'une écriture délicate, bombardée, dans l'urgence, qui nous fait approcher de l'horreur, usant volontiers du fantastique et du délire pour supporter l'ineffable. En même temps que notre mauvaise conscience à tous d'être impuissants devant l'apocalypse. Désormais, il se vérifie qu'il n'y a plus que dans les livres, à cause de la langue, qu'existe encore cet adjectif, « serbo-croate »...

« La vie est inexplicable. Si elle était explicable, elle serait étrange ou grotesque ou insensée ; ou tout à la fois, et plus encore », nous dit l'auteur dont nous avons pu lire de belles nouvelles sur la vie souterraine et les bas-fonds de Belgrade, les *Loulous de banlieue* (1) et qui, défilamment, dans ce livre, ne nomme ni les Serbes, ni les Croates, ni la capitale entre fleuve et forteresse, ni aucune autre ville des Balkans. « La Mal est partout, dit-il. Dernier déjà d'autres lieux seront bombardés et, après Srebrenica ou Vukovar, nous apprendrons le nom d'une autre ville. La géographie n'est pas importante ; ce qui est important, c'est la guerre. »

Passé le pont qui sépare l'Orient et l'Occident, l'horreur est partout dans le livre où apparaissent des Yougoslaves réfugiés dans les faubourgs d'Athènes, des nationalistes, au moins quatre armées officielles, une foule de gens armés qui s'autoproclament des armées, où personne n'écoute, tout le monde commande, chacun va où ça lui chante. Les villages ont été incendiés ou détruits ; on tire sur les églises, les mosquées, les écoles, les hôpitaux. Dans la capitale, on se souvient encore d'une époque tranquille où peu de gens pressentaient les bouleversements à venir, quand les gens se retrouvaient le samedi à midi au café Europa. La guerre va commencer et les habitants vont vivre terrés dans les caves, chacun dans son histoire.

Un réfugié bien-pensant, passé directement de l'obédience communiste au nationalisme méfiant d'orthodoxie, vient de recevoir, gratuitement, un appartement rue du Soldat-Inconnu. L'appartement d'un « traître ». « La seule chose qui m'embête, c'est la bibliothèque », elle occupe deux murs entiers, on ne voit que ça. J'ai enlevé les livres. Ceux qui étaient en cyrillique, je les ai donnés aux enfants du voisinage et j'ai jeté ceux qui étaient en alphabet latin. Comme le veut la nouvelle politique : on sépare les alphabets comme on sépare les peuples. »

La narration, décomposée comme le pays lui-même, suit l'histoire

D'AUTRES MONDES

par Nicole Zand



Danilo Kis :
« Le nationalisme
est une
idéologie
totalitaire »

Où sont les chiens ?

d'une famille contée par plusieurs personnes à la fois, qui vont dans tous les camps, ont les mêmes ennemis... Qui errent dans des pays où tout est interdit et qui, entre deux violents collectifs, font collection d'oreilles ennemies : « Elles se coupent facilement. Après, on les sale. Elles ne sont pas lourdes. Les doigts non plus, ce n'est pas mal. Les yeux ne valent rien. Ils s'effritent. »

« Pour ne pas pleurer, décidé d'aboyer », dit l'un d'eux. Tandis que partout, dans un monde déshumanisé, suivent les chiens qui vont les dévorer. Chiens à l'odeur d'homme, « une odeur d'homme qui ne se lave pas régulièrement », une bonne-mauvaise odeur de chair humaine en train de se décomposer et qui représente ce qu'il y a chez tous de cruauté, de peur et de mort.

Où sont les chiens ? demande, sur un tout autre ton, Danilo Kis

(1935-1989) dans la *Leçon d'anatomie*, son « livre-clé », disait-il, essentiel, en effet, pour approfondir la pensée de l'écrivain d'Europe centrale le plus important de sa génération (2). Cet essai torrentueux, violent, passionné, avait été écrit en 1978 à propos d'une affaire littéraire, qui tenait surtout de l'affaire politique, et qui agita alors le « tout-Belgrade », mais dont l'Occident n'eut que peu d'échos. Un livre qui, parait-il, est devenu le livre de Kis la plus dans son pays. Il faut dire que là, c'est lui qui mord et qui, dans un brillant exercice de dissection, transformé en chirurgien, se penche, avec la violence et l'humour (mordant) qui le caractérisaient, sur la cadavre d'une littérature. Pour démontrer l'exemplarité d'un « cas », ou l'antisémitisme et le nationalisme des élites officielles se camouflaient à peine sous le masque d'une défense de la littérature. Déjà...

Le scandale — une accusation de plagiat — avait été suscité par des critiques et des écrivains de Belgrade après la parution, en 1977, de *Un tombeau pour Boris Davidovitch* (3), un « roman » qui, pour la première fois, parlait des purges stalinienne et des camps soviétiques en utilisant, sous forme de collages, une abondante documentation, des témoignages, des Mémoires ou encore, dans un des chapitres intitulé « Chiens et livres », un registre de l'inquisition en Languedoc en l'an de grâce 1330 à propos d'un nommé Baruch David Neuman qui, après s'être converti à la foi du Christ dans la ville de Toulouse, avait subi la torture pour être revenu à sa religion « comme le chien qui retourne à son vomissement » (sic).

C'est vrai que les noms qui apparaissent dans la *Leçon d'anatomie* nous sont, pour la plupart, inconnus, et que nous comprenons mal les mobiles d'un Miodrag Bulatovic dont nous avions tant aimé le *Héros à dos d'âne* (4), mais nous avons tendance à prendre le père de Kis lorsqu'il pourfend l'anonyme « Pigeon » (sans doute bien connu du « tout-Belgrade » et Zagreb)...

Contre les diffamateurs, Kis riposte avec énergie, gagne son procès, mais surtout il revendique d'écrire dans cette langue, « pour moi la seule et la meilleure », qui est sa patrie : « Ces messieurs des outas ne comprennent pas ce que je dis ou écris, parce que nos malentendus sont d'une tout autre nature : avec ces messieurs des firmans, je ne parle réellement pas la même langue. » En conflit avec une officialité qu'il récuse (« Qu'est-ce donc que le talent, si ce n'est l'art de s'écarter des canons », écrit-il), Danilo Kis n'a jamais caché, face à ceux qui lui reprochent d'être un « mauvais Serbe », que, pour lui, « le nationalisme est une idéologie totalitaire ».

Peut-on triompher du Mal par la littérature ? Post mortem, ce romancier, professeur de littérature comparée, nous donne, outre sa *Leçon d'anatomie* illustrée par Rembrandt, une leçon de courage par une lecture acérée et désopilante de ceux qu'il pourfend (notamment ce qu'il nomme « le double goulasch de Branimir Stjepanovic »), mais aussi, dans un ensemble d'essais écrits entre 1972 et 1988, intitulé *Homo poeticus*, une analyse des littératures européennes et américaines où son érudition et son mordant font merveille à propos des écrivains qui lui étaient chers : Borges, Nabokov, Flaubert, Sade. Sans oublier les « pauvres Yougoslaves » eux-mêmes imprononçables — Krliza, Crnjanski, Mihajlovic, Andric... « Nous sommes l'exotisme, nous sommes le scandale politique, nous sommes, dans le meilleur des cas, les bons souvenirs de la Marné, la bonne conscience des Poilus d'Orient et de quelques maquisards. Nous sommes en outre les beaux couchers de soleil sur l'Adriatique... arrosés de silovits. Et nous faisons à peine partie de la culture européenne », note-t-il en 1980.

(1) *L'Âge d'homme*, 1981.
(2) Voir le numéro spécial de la revue *Est-Ouest International*, octobre 1992. On peut s'étonner, par ailleurs, qu'il soit si peu possible de trouver les livres de Danilo Kis sur les rayons des librairies (à part, parfois, le *Cirque de famille* — qui regroupe *Chagrins privés*, *Jardin d'été* et *Sablier* — en collection « L'Imaginaire » Gallimard).
(3) Gallimard, 1979.
(4) Seuil, 1965.

LE MONDE DES LIVRES

LITTÉRATURE FRANÇAISE

Annie Ernaux, dans les marges

« Journal du dehors » est le contraire d'un journal intime.
Une femme y observe, sans mépris et sans pitié, le monde d'où elle vient

JOURNAL DU DEHORS
d'Annie Ernaux.
Gallimard, 108 p., 70 F.

Annie Ernaux ne craint pas de cliquer. Elle ne cherche pas, d'abord, à imaginer l'effet que fera sa phrase sur son lecteur. Bref, elle ne « fait » pas de livres. Elle écrit. Elle dit la réalité. Elle met le sexe à sa juste place. Nettement. Schématiquement. Elle constate. Sans mépris et sans pitié. Quoi de plus dérangeant ?

Après *Passion simple* (1), qui a beaucoup agacé les critiques littéraires (au masculin surtout), elle récidive avec *Journal du dehors*, le contraire d'un journal intime, le contraire d'une idée de « littérature ». Un croquis d'écriture. Des fragments de réalité brute qui ne sont pourtant pas des « instantanés ». Plutôt une manière de dire, en regardant « au-dehors », que la vie quotidienne d'un écrivain, même entre train de banlieue et RER, entre supermarché et ville nouvelle, ne saurait être identique à celle des gens qui n'écrivent pas.

Et surtout, une façon de traverser la vie et d'être traversée par elle. « Qu'est-ce que je cherche à toute force dans la réalité ? Les sens ? (...) Ou bien, noter les gestes, les attitudes, les paroles de gens que je rencontre me donne l'illusion d'être proche d'eux. (...) Peut-être que je cherche quelque chose sur moi à travers eux, leurs façons de se tenir, leurs conversations. » « Je suis traversée par les gens, leur existence, comme un putain. »

Ainsi, pendant sept ans (entre 1985 et 1992), en marge de son travail de création, Annie Ernaux,



Annie Ernaux : un rappel moral

qui habite une ville nouvelle de la région parisienne, a transcrit les « petits riens » de toutes les existences : des scènes auxquelles elle a assisté, des paroles entendues au hasard d'un trajet en RER, chez le coiffeur, chez le boucher, ou dans l'un des hypermarchés de la ville. Ses récits sont brefs et implacables. Tout est dérisoire, misérable : la satisfaction des petits bourgeois commandant avec ostentation leur viande pour la semaine, le clochard qui joue bien son rôle de clown marginal et récolte plus d'argent que le chômeur accablé, la gérante du magasin Hédiard local pensant qu'une femme noire, en boubois, s'est forcément trompée de lieu...

Ce *Journal du dehors* est, à l'évidence, celui d'une femme : « Allez, rentrez à la maison ! L'homme dit cela au chien, tête

basse, rasant le sol, coupable. La phrase millénaire pour les enfants, les femmes et les chiens. » Son propos est celui d'une femme qui a changé de milieu social, de destin, et qui observe l'univers d'où elle vient, celui auquel, sans l'école et la culture, elle aurait appartenu.

Intériorité et provocation

Ce texte est celui d'un écrivain pour qui l'écriture est, simultanément, intériorité et provocation : « Dans le miroir, un garçon et une fille se parlent avec violence et se caressent, alternativement, comme s'il n'y avait personne autour d'eux. Mais c'est faux : de temps en temps, ils regardent les voyageurs avec défi. Impression terrible. Je me dis que la littérature est cela pour moi. »

Josyane Savigneau

(1) Gallimard, 1992 (« Le Monde des livres » du 17 janvier 1992).

Souvenirs de la maison des morts

Gemma Salem et Francine de Martinoir s'attachent à fixer l'image de deux passants considérables : Thomas Bernhard et Brian de Martinoir

THOMAS BERNHARD ET LES SIENS

de Gemma Salem.
La Table Ronde, 220 p., 115 F.

PRÈS DE BRIAN

de Francine de Martinoir.
Mercure de France, 166 p., 99 F.

« Mon grand-père le poète était mort, maintenant il me fallait écrire, maintenant j'avais cette possibilité d'écrire moi-même. » C'est ainsi qu'avait commencé la deuxième vie de Thomas Bernhard, à dix-huit ans, au sortir du sanatorium. Cette phrase pourrait servir d'exergue à son œuvre et d'épigraphie à sa tombe : même si tout est « risible face à la mort », c'est aussi la mort qui permet tout, qui ouvre la voie. « Partout où tu pleures je suis », écrit Bernhard dans son poème *Deuil*. Ce qu'on appelle le travail de deuil n'est rien d'autre que cela : être au plus près de la vie des morts.

Voici deux hommes - l'un célèbre, l'autre connu seulement d'un petit cercle - tous deux nés en Autriche, tous deux morts à peu près à la même époque. Le premier se nomme Thomas Bernhard, le deuxième Brian de Martinoir. Deux femmes leur rendent hommage. C'est Gemma Salem, auteur d'une *Lettre à l'ermite autrichien*, parue en 1989, qui grave la stèle de Thomas Bernhard. Le masque mortuaire de Brian de Martinoir est buriné par sa femme, la romancière Francine de Martinoir. Gemma Salem comme Francine de Martinoir ne sont plus lectrice et épouse ; elles sont, comme dirait Segalen, des « sexes équivoques » qui s'attachent à fixer l'image de deux passants, deux réfractaires qui s'étaient toujours défendus d'être de ce monde, y avaient « crevé d'ennui » et pour qui la solitude seule était un séjour éligible.

Thomas Bernhard est mort dans la nuit du 11 au 12 février 1989 : « Ce n'est pas moi qui pense à la mort, c'est elle qui pense à moi. » Il disait aimer les maisons aux murs nus et vides. Le message n'a pas été entendu. Sur sa tombe sans nom à Grinzing, des « admira-

teurs » déposent, chaque jour, des roses et des bijoux... Il disait qu'il faut se garder de visiter les lieux des écrivains : « Évitez, plus que tout, les lieux de naissance et d'existence et de mort de nos grands esprits... Vous réduirez à néant tout ce qu'il y a de ces grands esprits dans votre tête. »

Gemma Salem a passé outre ces recommandations. Elle est allée à la recherche de Thomas Bernhard, de son monde et de ses apôtres. Thomas Bernhard et les siens tient du film-témoignage. Les personnages se succèdent devant la caméra de Gemma Salem : l'agent immobilier qui dit être le seul ami que Bernhard ait jamais eu, la patronne de l'anberge, le couple mondain, la jeune lectrice qui lance : « Tous les écrivains pensent

à plus fort que soi. Pour Thomas Bernhard, il n'existe pas de plus fort que soi, excepté la mort. » Certains témoignages renforcent la légende (Bernhard avait fait couper le téléphone parce que des gens l'appelaient pour lui proposer de se suicider avec lui, d'autres veulent donner du mépris à l'image d'un homme sociable, courtois, amateur de bons vins).

Sentinelles de la culture

Enquête autour d'un personnage impossible, le livre de Gemma Salem est à la fois une tentative de biographie (Gemma Salem a retrouvé la trace d'une demi-sœur de Bernhard), un exercice de micro-trottoir (des bouts de dialo-

gues saisis au vol dans les rues, les cafés, les boutiques) et un hommage rendu par des disciples. Bernhard disait, dans son dernier livre, son intention de tout éteindre. C'est cette impression qui se dégage des témoignages recueillis par Gemma Salem. Bernhard a provoqué un effondrement. On pourrait dire de lui ce qu'il disait de l'enfance : nous cherchons Thomas Bernhard partout, et nous ne trouvons partout que le vide béant.

Brian de Martinoir est mort un an après Thomas Bernhard. On avait découvert dans ses poèmes des traces de quelque chose, écrit Francine de Martinoir, qu'on voyait seulement chez ceux qui avaient été déportés. Brian de Martinoir avait été interné au camp de Flossenbürg. Il avait vingt ans. Avant de devenir ethnographe et compositeur, il s'était donc engagé dans la Résistance allemande (il vivait alors à Vienne). Comme pour Thomas Bernhard, le modèle de Brian de Martinoir avait été son grand-père, gynécologue d'origine hongroise, féroce d'opéra, passionné par Charcot, « appelant Lévine le moujik crapuleux et Hitler le peintre naïf ». C'est donc en sentinelle de la culture que Brian de Martinoir voulait se battre et défendre les « gens de l'Écrit, c'est-à-dire le judaïsme ».

Francine de Martinoir retrace l'itinéraire passionnant de cet homme qui fut élève d'Anton von Webern, compositeur, ethnologue à Borneo et qui participe aux débuts des éditions du Seuil. C'est le portrait d'une « personne déplacée », qui a « toujours sapé les avantages qui lui étaient offerts au départ », qui a toujours voulu « effacer toute trace de son passage sur terre ». Brian de Martinoir avait l'orgueil des humbles. Il n'avait qu'une ambition : se faire oublier. « J'ai pris, disait-il, l'habitude de préciser que je suis un passant, pour qu'on ne me fasse pas de mal. » Francine de Martinoir, à son tour, s'efface derrière ce passant vulnérable. Dans *Près de Brian*, c'est un double de Truffaut et un frère de Woody Allen qu'on entrevoit.

Roland Jaccard

PREMIER ROMAN La montée à Paris

LES ENJOLEURS
de Clémence de Biévill.
Denoël, 202 p., 89 F.

Pour ses débuts romanesques, Clémence de Biévill a écrit un récit d'initiation, avec montée à Paris, fascination pour la vie artistique de la capitale, déception et maturation du personnage qui quitte le livre plein d'usages et de dérisions. Car l'intrigue entraîne plutôt l'héroïne dans des territoires troubles, proches de la folie.

En quittant la Suisse, Victoire retrouve à Paris d'anciens amis de sa mère, morte quand elle était très jeune. Ils l'entraînent dans le monde des arts et elle tombe amoureuse d'un peintre en vogue, Sasso, qui a été follement amoureux de sa mère. Comment est-elle morte ? Qui était-elle ? Quelles étaient ses

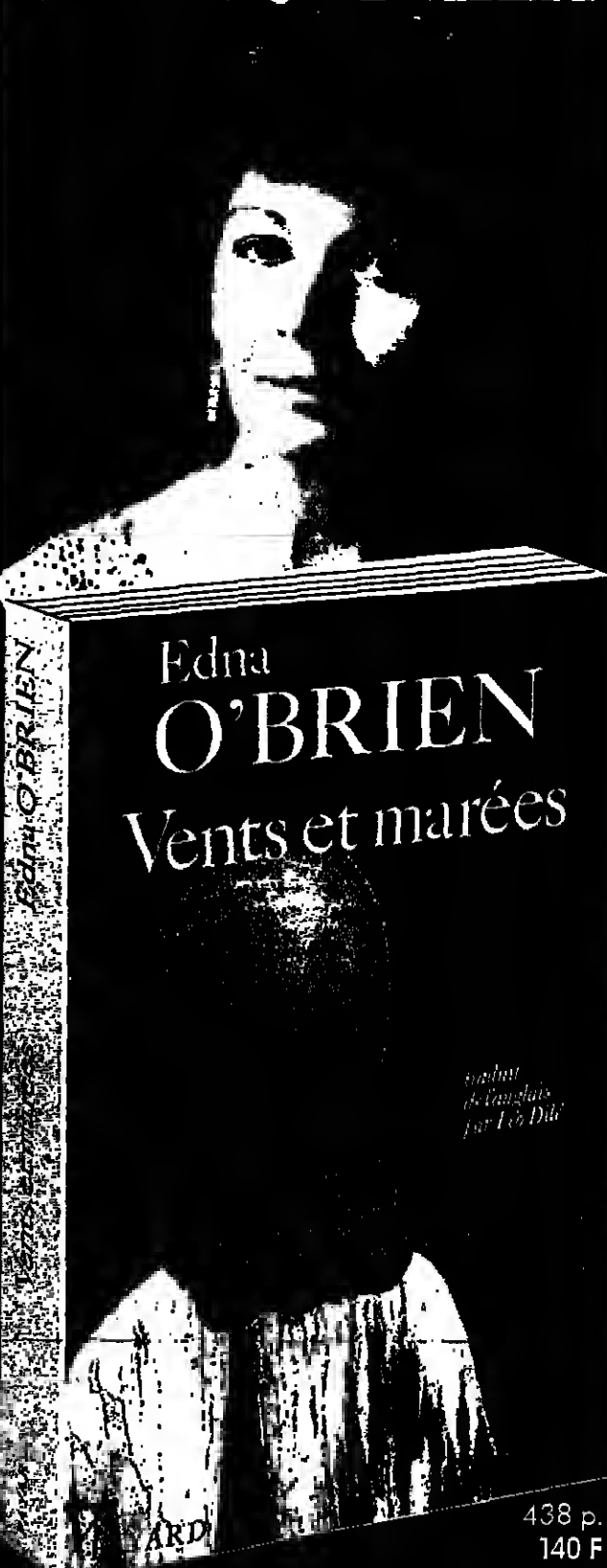
relations avec Sasso ? Sa mémoire est entourée de respect et de mystère. Elle s'appelle Tabou.

Au centre de tous les personnages, il y a Edith, l'ancienne amie de Tabou, la protectrice maternelle de Sasso, qui prendra Victoire sous son aile et l'entraînera dans ce tourbillon. C'est le personnage le plus réussi, le plus fort. Amie jalouse et contrariée, manipulatrice, elle rassemble à Elisabeth dans les *Enfants terribles* de Cocteau, la sœur qui tient tous les fils des autres personnages, qui préfère entraîner tout le monde dans la mort plutôt que voir son frère Paul lui échapper.

Clémence de Biévill tire un beau suspense de cette histoire d'enfants terribles vieillissants. Même si l'on reste loin du style de Cocteau.

Alain Salles

EDNA O'BRIEN



Lyrisme fougueux et ôpre, répliques cinglantes, portrait d'une Irlande pauvre et superstitieuse, Edna O'Brien est d'abord le peintre de la femme révoltée, déchirée par le corps, le rêve et la douleur d'aimer. Toute la puissance narrative de la romancière se retrouve dans *Vents et marées*. Sans doute le chef-d'œuvre de cette extraordinaire styliste.

Catherine Argand, *Lire*

Edna O'Brien mène son histoire avec générosité, avec un sens certain de la tragédie personnelle et sa confrontation à l'absurde qui frope aveuglément : à coup sûr, c'est une des très grandes forces de cette littérature de pouvoir oïnsi projeter son lecteur dans un monde où pas une seconde de la plus triviale quotidienneté ne semble échapper aux antiques lais de la plus pure tragédie.

Michel Crépeu, *La Croix*

Le manteau de la grande Colette enveloppe aujourd'hui Edna O'Brien, romancière plus sombre, plus tourmentée, mais chez qui l'on retrouve la même truculence, la même sensualité, les mêmes cicatrices de la maturité et la même prose ciselée... La plus talentueuse des romancières écrivant actuellement en anglais.

Philip Roth

La littérature étrangère

chez
FAYARD

LE MONDE DES LIVRES
ACTUALITÉSEN POCHE
Le Champollion du monde

On voit habituellement en Schopenhauer un sage égaré dans le dix-neuvième siècle, conseiller désabusé en conduite de l'existence, érudit d'opinions noires et de misanthropie bien tempérée. Et s'il convenait de le considérer, pleinement, comme un philosophe? Laissons à l'arrière-plan ses humeurs et leur légende, on devrait alors s'attacher à son analyse de la causalité, à son ramaniement de l'héritage de Kant, à la singularité de son système dans toutes ses dimensions, métaphysiques, morales et esthétiques.

C'est ce que fait Marie-Josée Pemin, au fil d'un ouvrage clairement construit. Elle parvient à donner de la philosophie de Schopenhauer une vue à la fois dense et précise, originale et accessible. Son fil directeur est la métaphore du monde comme écriture, et de la philosophie comme son déchiffrement. En brossant ce portrait intellectuel de Schopenhauer en Champollion élucidant le secret des inscriptions dont le monde est tissé, nue, comprise, Marie-Josée Pemin souligne comment, derrière le pessimisme et ses paradoxes, s'opère dans cette œuvre le passage d'une recherche de la vérité à une interprétation du sens. Un beau travail.

R.-P. D.

► Schopenhauer, Le déchiffrement de l'énigme du monde, de Marie-Josée Pemin. Bords, collection « Philosophie présente », 192 p., 59 F.

► En « Points-Sciences », au Seuil, les Technologies de l'Intelligence, de Pierre Lévy, chercheur au NeuroLab du centre universitaire et de recherches d'Archeamps (n° 590). Sous-titré *L'Avenir de la pensée à l'ère informatique*, l'ouvrage montre de quelle façon les nouvelles technologies intellectuelles modifient nos modes de pensée. En « Points histoire », *L'Histoire de la destruction* de l'Autriche-Hongrie, de François Fejtó, spécialiste de l'Europe centrale et orientale (n° 1173). L'auteur fournit une explication du démantèlement de la monarchie austro-hongroise et de ses conséquences sur l'avenir de l'Europe, expliquant notamment que la destruction de cet empire a laissé le champ libre aux manœuvres politiques et militaires de Hitler, puis de Staline. En « Points actualité », la France raciste, sous la direction de Michel Wievorka, directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales (n° 1134). L'auteur et son équipe de sociologues ont cherché et identifié les manifestations du racisme dans les cités et les quartiers difficiles.

► En collection « Pluriel » des éditions Hachette, le Procès de Nuremberg, de Jean-Marc Vaurio (n° 8617). Avocat et historien, l'auteur retrace le plus grand procès de l'histoire, à partir des quatorze volumes de procès-verbaux consignés aux archives. Dans la

même collection, un Jean Moulin, signé par Henri Michel (n° 8643). « Avant lui », écrit le biographe, il y avait des résistants; après lui, il y eut la Résistance. » Enfin, toujours dans la même série, un ouvrage intitulé *Qu'est-ce que la féodalité?* de F. L. Ganehuf (n° 8642). L'étude porte sur les liens entre vassaux et seigneurs du dixième et treizième siècle, principalement en France et en Allemagne.

► Le Livre de poche propose une Histoire de la pensée en trois tomes, dans sa série « Références ». Le premier volume de cette histoire des philosophes et de la philosophie est une étude portant sur l'Antiquité et le Moyen Âge, de Lucien Jherphignon (n° 0405). Jean-Louis Dumay a écrit les deux tomes suivants, sur la Renaissance et le siècle des Lumières (n° 0406) et les Temps modernes (n° 0407).

► Patrick J. Geary est l'auteur de *Naissance de la France*, qui paraît en « Champs » Flammarion (n° 274). Professeur à l'université de Los Angeles et spécialiste du Moyen Âge français, Patrick Geary nous fait voir le monde mérovingien, injustement réduit à l'image stéréotypée des rois fainéants.

► Les Cahiers rouges de Grasset publient la Guerre du faux, d'Umberto Eco (n° 175). Une série de chroniques parues dans différents journaux italiens, par l'auteur du Nom du rose.

EN BREF

► Un colloque sur « Littérature et nationalité ». L'UFR « sciences des textes et documents » de l'université Paris-VII organise, vendredi 7 mai, à Paris, un colloque sur le thème « Littérature et nationalité ». Avec des interventions de Georges Benicassia (« Langages du cosmopolitisme, des Lumières à leur postérité », répondant : Elisabeth de Fontenay), Francis Marmande (« L'étranger : ce que je ne peux avoir de français », répondant : Régis Debray), Julia Kristeva (« Fronts : questions d'identité », répondant : Philippe Sollers). La discussion générale, qui réunira notamment Bernard Sicché, Sami Naïr, Jean-Yves Tadié, sera animée par Henri Godard (salle des Actes de l'Institut catholique, 21, rue d'Assas, Paris-6, à partir de 9 heures).

► Un inédit d'Hervé Guibert. Dans son numéro d'avril (n° 4, 10 F.), le mensuel *la Porte* publie un texte inédit d'Hervé Guibert intitulé « Histoire d'une sainte ». Dans cette livraison, qui a pour thème « La nudité », on trouvera aussi un entretien avec Philippe Sollers intitulé « Le Corps de l'écrivain ».

► Mémoire et poésie à Lyon. Les éditions Circé et la Ville Gillet s'associent pour organiser des leçons de poésie données par des écrivains contemporains. La cinquième leçon de Jacques Roubaud, qui a inauguré ce cycle, au début de janvier, par des conférences sur la poésie et la mémoire, aura lieu mercredi 5 mai, à partir de 20 h 30, sur le thème : « L'invention du fils de Léoprepes ».

Réservation nécessaire auprès de la Villa Gillet, 25, rue Chazière, 69004 Lyon, tél : 78-27-02-48.

► Foire du livre. La dixième Foire du livre de Saint-Louis, dans le Haut-Rhin, aura lieu du 30 avril au 2 mai. Le prix Madame Europe-Club vrai, qui a été attribué à Dominique Marry pour son livre *Les Désirs et les Jours* (Lattès), sera remis à l'auteur en cours de la manifestation. La foire comprendra des expositions, des conférences-débats et accueillera des écrivains français, suisses et allemands. Renseignements auprès de la mairie de Saint-Louis, au 89-69-52-00.

► Rectificatif. C'est par erreur que, dans le compte rendu du livre de Pierre Birnbaum *La France aux Français* (« Le Monde des livres » du 16 avril), nous avons attribué à Charles de Gaulle une citation due au père de celui-ci. Cette citation, dont Pierre Birnbaum indiquait l'origine exacte, est la suivante : « Comme la Réforme, la Révolution a été, selon le mot de Joseph de Maistre, satanique dans son essence ».

► Précision. M. Louis Bunde, maire de Kayserberg (Haut-Rhin), nous précise que, contrairement à ce qu'a écrit Jean-Marc Théollier dans son compte rendu du livre de Marco Koslowski sur Albert Schweitzer (« Le Monde des livres » du 12 février), le célèbre médecin est né à Kayserberg et non à Günsbach, où il a passé sa jeunesse. Par ailleurs, Jean-Paul Sartre n'est pas le neveu d'Albert Schweitzer, mais son petit-cousin par la branche maternelle.

Au rendez-vous de Bologne

Mélangant dynamisme et inquiétude, la Foire internationale du livre de jeunesse a fêté son trentième anniversaire

Réserve aux professionnels, rendez-vous des illustrateurs, la Foire internationale du livre de jeunesse de Bologne, qui était cette année, du 15 au 18 avril, son trentième anniversaire, est considérée comme le Francfort de l'édition de jeunesse. Avec, en plus, le goût, la couleur et le charme du printemps italien mêlés à l'inventivité, la vitalité, la bonne santé évidente d'un secteur dynamique (environ 10 % du chiffre d'affaires total de l'édition française) qui, dans un climat d'inquiétude, est un des seuls à marquer une nette progression dans la plupart des pays. Bologne, surtout, est le lieu où se mettent sur pied les éditions, qui, de plus en plus, sont essentielles pour la création de nouvelles collections.

Cette année, sur plus de 20 000 mètres carrés, on comptait 1 366 exposants (dont 1 154 étrangers) de soixante-deux pays, et il est devenu évident que de nombreux directeurs de maisons d'édition font le voyage. On remarquait l'importance croissante de l'Asie, où Singapour tient déjà depuis longtemps ses imprimeries à meilleur prix à la disposition de l'édition mondiale. En faisant son entrée en force à Bologne, Taiwan, où l'édition de jeunesse a commencé dans les années 70, affirme, outre sa position dans l'édition de langue chinoise, sa volonté de devenir également un des grands marchés de droits à l'échelle mondiale. Une foire internationale du livre doit se tenir à Taipei en janvier 1994.

Par ailleurs, à côté des tractions strictement commerciales, une place particulière avait été donnée, cette année, aux libraires et aux bibliothécaires, ces deux maillons essentiels dans la diffusion du livre, et un séminaire

international les a réunis sur le thème de la nécessité d'une « action commune pour promouvoir les livres et la lecture ». D'un rapport établi par un libraire allemand de Francfort, Klaus Vorpahl, ressortait notamment la baisse générale du taux de lecture dans le monde et la constatation qu'un Européen sur trois n'avait pas lu un livre dans l'année! Il est manifeste que la lecture semble suivre le soleil, les plus gros

lecteurs étant, en Europe, les Suédois, les Norvégiens, les Danois, les Hollandais, les Anglais; les derniers étant les Italiens et les Grecs.

Pour ce qui concerne les bibliothèques — quelque 75 000 dans la Communauté européenne — la France, avec 2 740 bibliothèques de prêt (plus de 16 000 en Grande-Bretagne), vient en queue de peloton pour le nombre de livres disponibles (1,2 livre par

habitant contre 7 au Danemark). La constatation générale d'une baisse de capacité de la lecture, difficile à chiffrer, semble cependant inquiétante. Ainsi, d'après des études réalisées régulièrement depuis 1970 aux États-Unis sur les plus de seize ans, on compterait, selon les méthodes utilisées, entre 3 et 13 % d'« illettrés » (incapables d'utiliser la lecture). Le chiffre serait de 6 % pour la France.

Rencontre avec Kveta Pacovska

La Foire de Bologne, cette année, voyait rouge. Le vernissage d'une illustratrice de génie, Kveta Pacovska, dont le drôle de clown à pois avait reçu l'honneur d'illustrer le catalogue officiel. Du rouge, mais aussi de l'outremont, du rose, du noir, du blanc, qui claquent avec une gaieté communicative. Comme les notes d'une musique. « Je pense que toutes les couleurs sont belles, dit-elle. Le bleu du ciel, le vert de l'herbe... J'aime les contrastes surtout : le vert comme le jeune, le rouge comme le vert. Le noir et le blanc aussi, qui représentent pour moi le contraste maximum. Tout est dans l'intensité. Tout dépend du contexte, du rythme, de la relation des couleurs entre elles. Le rouge que j'emploie, c'est celui de la joie de vivre ».

Née en 1928 à Prague, Kveta Pacovska était restée à peu près inconnue hors des pays de l'Est (malgré de nombreuses médailles, depuis 1965, à Bratislava, Prague, Belgrade, Leipzig, et même Barcelone en 1988), mais c'est avec une stupéfaction éblouie qu'on avait pu découvrir

une rétrospective de son œuvre, l'an dernier, au musée de Bologne, en même temps qu'un « livre à compter » surprenant de beauté. Un, cinq, davantage (1). Depuis, cette femme élégante et fine, dont le regard gris exprime une gaieté que contredit parfois le reste du visage, est devenue une star, que vient de consacrer le prix Hans Christian Andersen. Véritable artiste, qui appartient davantage à la peinture moderne qu'à l'illustration de textes, elle ne cache pas son admiration pour Schwitters par exemple, pour qui elle prépare une exposition. Elle a commencé par illustrer des auteurs « sans frontières d'âge », tels Carl Sandburg (*Histoires de l'Amérique*, 1965), William Golding (*Seigneur des mouches*, 1968), Michael Ende (*Momo*, 1973), avant de se consacrer aux enfants. Par choix. « Je ne veux pas savoir s'il y a des frontières, dit-elle. Pour les enfants, il doit, avant tout, y avoir de la qualité, le contraire d'une illustration besogneuse. Alors, la plus importante dans mon travail, c'est le livre pour enfants... On peut y dire avec une image tout ce

qu'on a à dire. On n'a pas besoin des mots. Le plus important, c'est de faire une belle image ».

Elle sait que la couleur joue un grand rôle dans la vie des enfants, mais que le dessin n'est pas forcément fait avec des crayons : « Ce peut être l'ombre d'un fil de fer, des collages, des découpages, des plis et des vides. Toutes les matières me tentent, m'inspirent. L'art, c'est quelque chose qu'on ne peut pas saisir. On crée une communication visuelle avec des harmonies et des contrastes, des symphonies et des opéras. C'est tout cela un livre pour enfants. Et puis, le dessin est une langue internationale qui n'a pas besoin de traduction ».

Son dernier livre, qui paraîtra bientôt en France (chez Nord-Sud/Neugebauer), *Théâtre de marionnettes*, qui fait de la lune l'unique spectatrice d'un étrange spectacle nocturne, est une merveille d'invention, de drôlerie et de liberté. Un livre d'artiste. Pour tous.

Par Jean-Pierre L. N. Z.

(1) Publié chez Ouest-France.

BANDES DESSINÉES

Des bulles et des bombes



Le Jeune Albert, d'Yves Chaland.

Le neuvième art aurait décidé de prendre à contre-courant le consensus mon saluant l'entrée en scène d'Edouard Balladur qu'il n'y se serait pas pris autrement. Plusieurs albums de BD publiés ce printemps font, en effet, la part belle aux ennemis de Piotr Kropotkine, prince et anarchiste russe. Certains personnages brossés par les deux auteurs italiens Ghigliano et Tomatis, dans le deuxième tome de leur héroïne Solange, *La Grande Illusion*, ont l'air d'évoquer empruntés les traits de ce révolté de légende, que son cheminement de prosaïque mena de la Sibérie à l'Europe. *La Grande Illusion* commence à la fin du siècle dernier à Saint-Petersbourg, au sein d'un cirque ambulatoire derrière les décors duquel se cachent faussaires et anarchistes. On bûne, au hasard des pages, l'atmosphère de la Russie tsariste agonisante, l'antisémitisme rampant et l'arrogance militaire. On y rencontre aussi des étudiants pauvres à la mode de Dostoevski, l'ombre du comte Tolstoï, et on y rêve de ces amours qui transcendent les années, tandis

que le débat entre partisans des attentats à la bombe et pacifistes fait rage dans le petit groupe anarchiste, et que se profile le spectre de la Grande Guerre.

La France du début de ce siècle n'a pas échappé à la fièvre anarchiste, et que se profile le spectre de la Grande Guerre. La France du début de ce siècle n'a pas échappé à la fièvre anarchiste, et que se profile le spectre de la Grande Guerre.

La France du début de ce siècle n'a pas échappé à la fièvre anarchiste, et que se profile le spectre de la Grande Guerre. La France du début de ce siècle n'a pas échappé à la fièvre anarchiste, et que se profile le spectre de la Grande Guerre.

Sablon, lira le *Populaire* et fréquentera la « pégre » anarchiste et les salons de Neully, pour découvrir que son frère fomentait un attentat fasciste contre le gouvernement du Front populaire. Mais avec grand art, cet album, dû au tandem Giroud et Dethorey, convaincra le plus retors des critiques qu'au bout de neuf épisodes une série BD sait encore jouer sur le long terme et sur la surprise romanesque.

Le héros de *Voyages en Amérique*, Kingsley Bates, romancier des années 30, est lui aussi sur la trace d'un homme dont il espère écrire la biographie. Il ne s'agit pas de son frère, mais d'Henriette Monfreid, dandy aventurier qui jeta par-dessus bord les conventions et la morale de son époque. *Quand le Nil deviendra rouge*, de Clavé et Dieter, conte la rencontre de ce romancier avec un drôle de scientifique et sa drôle d'assistante. En leur compagnie, il essaiera de découvrir la quatrième source du Nil. Remarquablement dessiné et colorisé, cet album fera rêver les amateurs de contes et d'énigmes philosophiques.

Grand pourfendeur de morales toutes faites, Yves Chaland fut l'un des jeunes auteurs les plus talentueux de la BD contemporaine, avant de disparaître prématurément dans un accident (*Le Monde* du 21 juillet 1990). Les Humanités associés ont eu la bonne idée de publier une nouvelle édition, enrichie, du *Jeune Albert*, l'une des BD pour laquelle les lecteurs du défunt *Métal hurlant* gardent une secrète et coupable tendresse. L'humour noir et la virtuosité de trait d'Yves Chaland, qui dynamisent avec allégresse les bons sentiments de l'école belge de la « ligne claire », chère à Hergé et Bob de Moor, font de lui un véritable anarchiste de l'encre et du papier. Le meilleur des pousseurs de bombes.

Yves-Marie Labé

مكتبة من الأصل

DE LA CIVILITÉ
Comment les sociétés
apprivoisent la puissance
de Denis Duclos.
La Découverte, 327 p., 160 F.

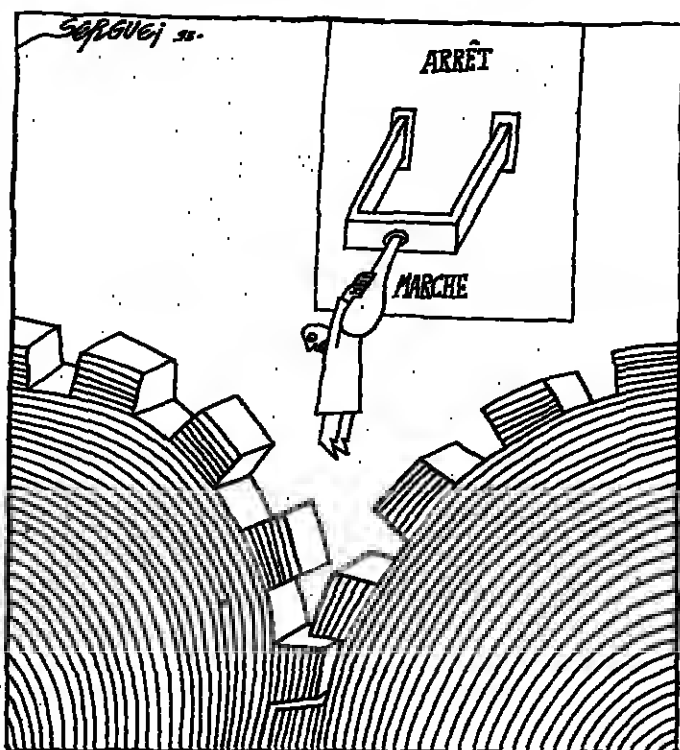
UN couple ambigü anime les jeux du tragique sur les échecs de son temps : celui de la puissance mariée à l'impuissance. Jamais le pouvoir-faire humain n'a été porté précédemment au niveau qui est maintenant le sien. Il repousse toujours plus vite et plus loin les frontières de l'impossible. Il multiplie les réseaux qui le retiennent et, les automate qui le font opérer, les techniques rationalisées et définissent pour chacun des fonctions, les choses et les images qui séduisent – et les instruments dont s'arment les affrontements nés du désir de puissance, des intérêts et des passions. La capacité du savoir et de la technique pour se développer peut ensemble, elle victorise la prééminence, la performance, jusque dans leurs excès; elles imposent la croyance que ceux-ci seront effacés par de nouvelles avancées, par plus de science, de technique, de foi et de raison, les corrigeant et réduisant leurs effets néfastes. C'est la vision optimiste qui fait de l'homme le maître de sa vie, et de celles-ci ses servantes.

A l'inverse, c'est l'impuissance face aux désordres, à la complexité, aux risques par défaut de maîtrise, aux dominations insidieuses, à la puissance débridée et aux violences multifformes qui se trouve soulignée. Dans un emportement contraire, la surmodernité se découvre sous l'aspect de ses dégâts, sous les formes de l'arrogance techniciste et du calcul cynique dont elle fait ses justifications. Le monde tend à se transformer en une sorte de mégamachine, l'homme comme élément à devenir un être mal identifié : le lien social se distend, souvent jusqu'à un point de rupture qui signifie l'ignorance ou le rejet de l'autre. Les images qui illustrent cette vision sont révélatrices : elles montrent la dénaturation du milieu, la montée des dangers, la brutalité des inégalités, les poussées de l'exclusion, le désarroi individuel face aux incertitudes et à la précarité, les régressions – par passivité ou par violence – sous l'effet d'une fatiabilité imputée à des sortes d'entités hors de la portée des gens ordinaires. Les démons de la puissance disposent de moyens accrus, le sentiment d'incapacité en augmente d'autant.

CETTE tension n'a jamais été absente, bien qu'elle ait gagné en intensité, qu'elle soit aujourd'hui vécue comme un dilemme ou comme un défi. Le pouvoir-faire et la multiplication des problèmes sans solution immédiate, qui se traduisent en ombre de vies abîmées. C'est, une nouvelle fois, la découverte, après la chute des illusions - celle de la croissance économique continue et toujours mieux partagée; celle de la grande transformation accomplie par les "volontarismes" révolutionnaires - que l'Europe ne peut pas ne pas laisser de répit aux hommes qui la composent. Elle est toujours à faire, à

SOCIÉTÉS

par Georges Balandier



La puissance apprivoisée

parfaire sans qu'il y ait d'achèvement. Deois Duclos, dans cet ouvrage, part justement de cette constatation : les êtres humains ont la capacité de « *rétroagir sur leur histoire* ». Et il est fermement convaincu que notre seule puissance ne peut « *répondre aux méfaits de la puissance* » (1). ...

Le recherche d'autres issues, des passages plus discrets, des lieux où il est possible de jouer sur « la tension entre les représentations globales (identité, état, science, marché...) et ce qui existe pour les faire bronger ». Ce qui est, selon son propre contenu, constitutif d'une civilité que les grandes institutions et les médias font oublier. Il ne s'agit plus de tout recenser et ordonner, de tout gérer avec le concours de commandes et d'automates de plus en plus efficaces, de tout réglementer pour corriger les abus et contenir les risques. Il ne s'agit plus, à l'inverse, de ravier l'espace d'une rupture radicale et d'une histoire totalement autre. Le monde se présente, en effet, comme un emballement qui engendrent l'hystérisme de la puissance n'est le soit pas davantage. Denis Duclos entreprend l'exploration aventureuse de ce qui peut permettre de « demeurer humain dans des sociétés complexes ».

relève les possibilités de « jouer avec les interstices entre les institutions, les lois, les ordres sociaux, les traditions ou les identités », d'échapper à l'enfermement et aux pièges du « consentement caché ». Il demande que soit « modérée tout enthousiasme pour une icône : identité ethnique, utopie technique, Etat de droit ou société préreglée ». Aux techniques de la puissance, il oppose celles de la civilité.

Celle-ci ne se substitue pas à la critique sociale tempérée ou radicalisée. Elle est d'une autre sorte, qui se révèle mal définissable et impose pourtant sa présence, sa force, afin qu'il y ait du social et qu'il n'y tienne». Elle résulte du constat que « nous sommes toujours pour quelque chose » dans ce qui advient. Elle est une aptitude, une vigilance, une capacité modératrice, une faculté de « civiliser » tout ce qui est astrécité d'ordre. La « civilité », est ce qui ourrit les « résistances multiples » du corps social, ce qui conduit à la réconciliation, à des limites et, ainsi, à ce que nous laissons devenir l'identité de toute culture : « *devenir l'œuvre* » pour Denis Diderot, « *identités* » piéges et des stratégies possibles, en considérant la civilité dans ses rapports à l'identité et aux images qu'elle met en œuvre, à la loi et à l'ordre qu'elle définit, à la science et aux techniques et aux formes

d'organisation qu'elle dote de nouveaux moyens.

L'identité est manifestée dans ce qu'elle a de paradoxal : elle se définit une « acceptation », un « *besoin* », mais elle peut entraîner un enfermement simplificateur et « déclencher les agressions de la puissance ». Le travail de la civilisation, sans nier ou occulter l'affirmation identitaire, consiste à réinsérer celle-ci « *dans les limites d'un usage négocié, sans subir ses dérives spontanées* ». Après l'identité, la loi, entendue dans son acception large comme ce qui, par sa référence à une « *autorité* », est « *les hommes, en faisant leurs implications mutuelles* » — dans les domaines du politique, du juridique et de l'économique. La règle conventionnelle s'exprime par des contraintes, « *à la fois nécessaires et sources de dérives que la civilité doit tempérer* » ; celle-ci le peut en jouant sur ce que la « *convention* » implique d'arbitraire, d'ambiguïté et de négociation. Elle ne se satisfait de tout règle, qui concède des espaces à la transgression, à l'initiative, et au droit de se tenir en dehors.

La science contribue à entretenir l'illusion de la maîtrise, l'image d'un monde où tout est possible de manipuler, de simuler, de transformer; en négligeant ce que le réel comporte « de caché et d'irréductible ». Il s'est constitué un « champ socio-technique machinisé qui repousse les pratiques hors commande » : une « sociologie de l'emprise » est désormais à son service et fait oublier la part d'incertitude présente en toute action. La conséquence à la forme d'un double paradoxe : l'entreprisisme humaine devient « incontrôlable dans sa volonté de contrôler », le monde est « maîtrisé par l'homme » et l'homme est confronté au « risque du renversement vers l'inhumain ». La réponse à ces deux défis s'est pas à chercher dans une culture du retrait, du renoncement au savoir. Elle est d'ordre culturel, afin « de se garder de la puissance » et de ce pas s'engloir dans les « mirages d'emprise ».

An moment de son argumentation, Denis Duclos dit de la civilité qu'elle est « une *veille culture* » qui est le résultat d'un *travail de la survie*, dans les multiples trajets où il recherche les raisons et les moyens de cette veille. Ses rejets sont néanmoins apparents : la pensée du global et ses clôtures, la conception machiniste de la société, la fascination exercée par un monde toujours plus « *chossifié* », la méinterprétation du rapport à la nature et les égarements du langage. « *Le monde est assés d'halucination* » imparablement, « *de grandes idoles* », la crisgation sur la poissance et « *les arrogances déguisées en pseudo-connaissances* ». Ce qui est proposé : un rationalisme tempéré qui oe tue l'aptitude à jouer des savoirs et des règles : une « *présence* » qui permet de moins « *traiter nos affaires* » par « *la délégation ou la machine* », une modulation et une médiation qui évitent la « *passivité en contre-puissance effective* ». Mais la civilité et ses ruses, face à la rudesse contagieuse des maux actuels, risquent de faire figure de médecine douce...

(1) Denis Duclos, sociologue de vaste culture anthropologique, poursuit, depuis plusieurs années, une recherche consacrée aux techniques, aux risques et aux manifestations de la « puissance ».

Le Monde des
DEBATS
Le Monde

LA FIN DES ILLUSIONS

POUR QU'CONTRE LES REALITY-SHOWS

Des émissions de télévision à la mode sur laquelle se dirigent
téléspectateurs et producteurs. Les opérations de *Journal* et
BAUDRIER et de *Danger* (M&A)

Numéro d'avril 1993 - 30 F.

« L'autre est un je »

**UNE ÉTHIQUE
DES SCIENCES SOCIALES**
de Gabriel Gosselin.
Ed. L'Harmattan,
210 p., 120 F.

Voici le temps des «retours». On a parlé du retour du «sacré», du «droit», de «l'éthique», du «sujet», etc. Résurgence de la sagesse? Voire, répond Gabriel Gosselin qui, prenant comme thème principal celui de l'éthique, constate combien est ambigu son insertion dans les grandes disciplines du devant de la scène : la biologie, la psychanalyse, l'anthropologie, la sociologie, sans parler de l'économie.

Pour lui, il ne s'agit plus de sublimer la connaissance, intouchable, en se réservant d'examiner la valeur de ses applications. *«Ce qui est en question, c'est la production même de la science.»* Dans cette perspective, notre sociologue précise

les premiers éléments d'une éthique propre aux sciences sociales et dégage trois postulats :

1) Tout autre est un alter ego. Renversant le formule de Rimbaud, il e la conviction que « l'autre est un ie ».

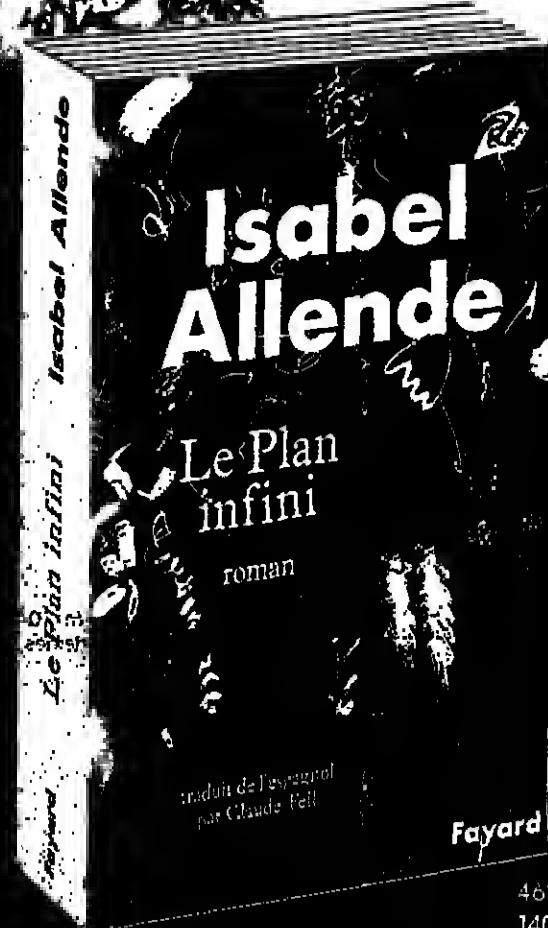
2) Il existe sous toutes les latitudes et à toutes les époques une seule et commune humanité. Le « retour du sujet » n'est pas incompatible avec « l'affirmation d'une universalité de valeur ».

3) Ce n'est pas l'ordre qui nous constitue, c'est nous qui le constituons, faute de quoi nous perdrons autonomie et liberté.

Un beau livre. Gabriel Gosselin a le courage de ramer contre la courant prétentieux d'un progrès conduisant « à la soumission générale, irraisonnée autant qu'indiscutée, au désir sacralisé de savoir pour dominer ».

Pierre Drouin

le nouveau roman de
Isabel
ALLENDE



Un talent bondissant, qui couvre l'étendue du burlesque au tragique, une inspiration jamais à court, assortie d'une rare compassion humaine et du sens de la vie ont fait d'Isabel Allende une romancière célèbre, best-seller en 1984 avec La Maison aux esprits...

Ces mémoires d'un enfant du siècle entraînent le lecteur dans une rando infernale : apocalypse de la guerre du Vietnam, mouvement hippie et "flower power", avènement du féminisme, libération des mœurs, détresse des jeunes démantelés par la drogue. Precaire et chaharrée, la vie reprend toujours ses droits en dépit de la cruauté des situations dans lesquelles Isabel Allende projette ses personnages. Mariages navrants, débaîches de père, infortunes professionnelles, Gregory saura, grâce à un dénouement des plus inattendus, retrouver le "plan infini", qui est celui de l'amour.

Anne Pons, *L'Express*

Un grand roman pour tous, où chacun peut retrouver un peu de sa propre errance.

Anne Robin, VSD

L'amour, l'infini, la Californie... LE DIT-ON ASSEZ ? Isabel Allende (la Maison des esprits, Eva Luna) est l'un des grands écrivains de la planète... Cette romancière sait allier description d'une société et celle des sentiments. N'est-ce pas ce qu'on va chercher dans les grands classiques ? On retrouvera cette suprême qualité dans son nouveau roman, Le Plan infini... C'est le portrait de l'Amérique des vingt dernières années qui surgit, drapé d'étincelles, ourlé de l'écrème des jours. Qui n'a pas lu Isabel Allende ne comprendra jamais la psychologie qui règne de l'autre côté de l'Atlantique.

Annette Colin-Simard, *Le Journal du Dimanche*

La littérature étrangère

FAYARD

LE FEUILLETON

Pierre Lepape

RAYMOND QUENEAU aat un écrivain qui pense. Il n'y en a pas tant qu'on croit et le chose na jout pas, en nos tampe, d'une grande feveur. Non seulement la pan-aée aareit un tintinet annuyaus, mais alla nuirait à l'heureuse expansion du pleier d'écrire et da lire, comme hier le corset interdisait les générosités du corps. Avec Queneau, l'affaire se compliqua parce qu'il essaya de dissimuler qu'il pense. Le procédé n'est pas nouveau : Rabelais, qui était l'un des esprits les plus savants de son époque, a réussi ainsi à passer, pendant des siècles, pour un fiaisé ferceur. Il est, au vrai, plus facile de cacher ses pensées derrière la rire et la gaudriole qu'à l'abri d'un discours sérieux.

Reste à savoir pourquoi la masque est jugé nécessaire. Pour Rabelais, on peut voir une manière de tromper la censure des fanatiques et des sorbonnards, à un moment où les audaces intellectuelles pouvaient vous conduire au bûcher ; mais pas pour Queneau, qui n'avait rien à craindre, même à l'époque de l'occupation nazie ; transcrit en clair, le message social de *Pierrot, mon ami* (1942) ne pouvait guère provoquer la démagaison des censeurs. Ni celui de *Zazie dans le métro*, en 1959, mériter les foudres du gaullisme. Pourtant, dans les deux cas, il s'agit bien d'écrits à fonds multiples, tout tendra et drôles en surface, tout complexes et mystérieux pour peu qu'on y regarde d'un peu près.

Le *Traité des vertus démocratiques* permet d'y voir plus clair dans ce jeu de pistes savamment truquées. C'est un livre que Queneau n'a jamais achevé, ni, semble-t-il, jamais tenté de reprendre pour lui donner une forme publiable. Il s'agit de fiches, rédigées pour l'essentiel au bord du lac des Settons en 1937, auxquelles se rattachent des notes, deux projets d'articles et un *Anti-Manifeste*, censé faire pièce au *Manifeste du parti communiste*, de Marx. L'ambition affichée du *Traité* n'est pas modeste. Comme la plupart des intellectuels de son temps, Queneau cherche, dans ces années de montée des périls, une troisième voie entre fascisme et communisme, qu'il considère, le premier, comme une monstruosité, le second, comme un détournement lamentable de l'espérance révolutionnaire.

TRAITÉ DES VERTUS DÉMOCRATIQUES
de Raymond Queneau.
Gallimard, « Les cahiers de la NRF », 244 p., 120 F.

Voici donc Queneau politique, comme un l'a rarement vu. Palémiqus, violent, usant du sarcasme, n'hésitant pas à dresser des actes de décès prophétiques : « Le marxisme est balayé. Il ne reste plus que quelques intellectuels peu intelligents, et quelquefois vendus, pour y croire ». Le marxisme révolutionnaire porte en lui, d'ailleurs, la germe de sa défaite. Les contradictions qui le minent ne sont surmontables « dialectiquement » que par un troisième terme qui n'est justement pas lui-même... Lénine a tué le mouvement ouvrier en Occident. L'intéressant est qu'il ne s'agit pas là d'opinions, mais de l'aboutissement d'une démarche qui a appuyé sur une véritable philosophie de l'Histoire. Queneau ne cherche rien de moins qu'à refonder sur une base nouvelle, non plus politique mais métaphysique, les trois principes démocratiques de liberté, d'égalité et de fraternité. Pour en faire non plus des abstractions, des jolis mots sur les frontons des mairies, mais des réalités concrètes.

La surprise ne s'arrête pas à voir la pèra de Zazie se lancer sur la terrain de la lutte des classes et du matérialisme dialectique. On connaissait déjà ses sympathies trotskistes, sa participation à la *Critique sociale*, de Souvarine, ses amitiés avec Bataille, Lénine, Callois et ses activités dans le Collège de sociologie. Plus étranges sont les références à partir desquelles Queneau dessine sa démocratie : le Moyen Age, la taoïsme et Hegel. On laissera Emmanuel Souehier, le savant éditeur du *Traité* expliquer les influences — celles de René Guénon, de Kojève, des gnostiques médiévaux et des philosophes orientaux, notamment — qui ont pu conduire Queneau à cette élaboration. Retenons simplement ici la tentative acrobatique de l'écrivain pour mêler harmonieusement l'eau et le feu : la primauté du spirituel et la toute-puissance de la raison, la tradition et la modernité. « Du Moyen Age comme premier essai du monde que nous tentons. Sa démocratie : égalité de tous les hommes devant Dieu, liberté de

la Grâce, fraternité : société basée sur l'amour. Discipline, hiérarchie, rigueur », écrit-il. Mais l'application de ces vertus doit aboutir à une fin hégléienne de l'histoire, au bonheur : « Les guerres ne produiront plus de héros, les convulsions de révolutionnaires admirables, les inégalités de conditions des voleurs élégants, des assassins romantiques et des drames compensateurs. Il faudra bien s'occuper de l'égresse des individus. Ces différents aspects du malheur disparaîtront. Sans pouvoir le regretter et s'y attarder encore quelques égoïstes qui croient que c'est cela la vie. »

Le *Traité des vertus démocratiques* finira dans un dossier au fond d'un tiroir. La guerre du front, puis celle des partisans, les espérances et les déceptions de la Libération, la compagne avec les communistes, puis l'intervention soviétique en Hongrie, qui n'a pas laissé la moindre chance aux illusions, tout cela est passé sur Queneau et sur ses rêves historiques de 1937. Mais la vieille utopie d'harmonie et de bonheur, bien enfouie, bien protégée des

toirs. La littérature est là pour résoudre la contradiction entre la nécessaire élitisme de la quête spirituelle et l'exigence rationnelle de démocratie. Queneau rêvait d'un franc-maçonnerie de l'esprit et du savoir, d'une chevalerie de la connaissance chargée d'instruire et de préparer à la véritable liberté les peuples enchaînés par l'ignorance, les préjugés, les faux prophètes ; il va se la créer par ses livres. Chacun de ses textes sera — toujours le Moyen Age, la glose, les alchimistes, Rabelais encore — comme un grimoire.

À chacun d'y trouver son miel selon ses besoins et ses aptitudes. Aux uns la lettre, la brillante surface des mots, la langue française toute chatoyante d'avoir été brossée de neuf, l'air du temps saisi à vif, la nostalgie goguenarde ; et même, pour faire bonne mesure, un patit côté gros rouge, baguette de pain au bérat basque. Aux autres, à la petite cohorte des initiés, les plaisirs et révélations de l'ésotérisme, la discrète cavalcade des références savantes, les méditations sur le symbolisme de la croix ou sur la trinité hindoue, la réflexion sur l'Histoire, les émois de la dialectique, les angoisses et les vertiges de la contradiction. Avec le secret espoir que, peu à peu, la fraternité des initiés fasse masse, que le lecteur profane glisse de l'autre côté du miroir.

« On peut rêver qu'un jour la Vérité soit à la mode », écrivait Queneau, sans trop oser y croire. Ce jour-là, on rassorait le *Traité des vertus démocratiques*. Il ne s'agit plus d'une curiosité littéraire, d'un indispensable élément de puzzle à l'usage des initiés de la secte Queneau, savamment présenté par l'un de ses plus doctes interprètes, ni même d'un passionnant morceau d'histoire littéraire sur les intellectuels français des années 30 pris à la gorge et à la tête par l'écroulement d'une civilisation. Simplement, dans l'inachèvement même de sa forme, comme une des plus pressantes invitations à penser l'histoire plutôt que d'être broyé par elle. Et, surtout, un appel à la vigilance contre le vice suprême, l'Ennui, cette présence pénible de la mort dans la vie, cette vitrification de la pensée, ce non-lieu de l'esprit.

A la recherche du bonheur

aléas et des trahisons, n'a pas cessé de hanter la pensée de l'écrivain. C'est la littérature qui est désormais investie du rôle autrefois réservé au seul savoir. Les traités ne sont plus de mise, même quand ils refusent de prendre la forme de systèmes clos. C'est un lent travail souterrain qui est maintenant requis pour amener les hommes à la sagesse et à la liberté.

Plus de déclarations politiques fracassantes, plus d'élaboration philosophique à ciel ouvert — Queneau publiera simplement, en 1966, sous le titre *Une Histoire modeste*, un texte rédigé en 1942 et qui s'appelait alors *Brouillon projet d'une attente à une science absolue de l'his-*

Qui a trahi Virginia Woolf ?

Marguerite Yourcenar avait traduit « les Vagues ». Contestant sa fidélité à l'œuvre, Cécile Wajsbrot propose une autre version. Hélas !

LES VAGUES

(The Waves)
de Virginia Woolf.
Traduit de l'anglais
par Cécile Wajsbrot.
Calmann-Lévy, 252 p., 120 F.

ROMANS ET NOUVELLES

de Virginia Woolf.
Traduit de l'anglais
par Magali Merle,
Pascale Michon,
Catherine Pappo-Musard,
Marguerite Yourcenar,
Charles Cestre, Pierre Nordon.
La Pléiade, 1283 p., 140 F.

Traduire Virginia Woolf n'est pas une gageure. Il suffit de céder au texte corps et âme, de se laisser aller à ses rythmes, d'obéir à ses scansions. « J'écris d'après un rythme, non d'après une intrigue », affirmait-elle, ajoutant que cela s'opposait alors « à la tradition du roman ». Il suffit encore de savoir que le son le plus ténu, la place d'une virgule ont été les objets, pour l'auteur, de longues réflexions, d'un travail persévérant, passionné, d'années atteignant à l'affre, d'apaisements touchant à la plénitude. Il suffit, mais ce n'est pas si évident pour qui traduit, d'accepter l'œuvre telle quelle et, plus difficile encore, de lui être, le plus possible, docile ; en un mot, de se mettre à son service. Et puis, tout de même, il est impérieux de savoir écrire en français, une remarque qui devrait être, mais n'est pas, hélas ! superflue.

Les premières versions françaises des romans de Virginia Woolf sont, aujourd'hui, contestées et de nouvelles traductions paraissent, qui prétendent à plus de fidélité. Cécile Wajsbrot, représentative de la traduction des *Vagues*, n'a que mépris pour la précédente, celle de Marguerite Yourcenar. « Peut-on parler d'une traduction ? », s'interroge-t-elle avant de proposer la sienne, agréablement d'une préface où, courtoisement, elle nous permet

d'apprécier ce qui lui tient lieu de style : « L'une des questions des *Vagues* est comment assumer l'héritage pour s'en défaire, et la réponse, qu'on ne peut continuer qu'en suivant son propre chemin, il n'est pas de lignée familiale ou historique, mais seulement littéraire, parce que la littérature seule donne espace à la liberté du chemin, donc pas d'archives, pas de mémoires, mais l'instant, au lieu d'être la complexité sur une durée littéraire, la capter dans le mouvement, voir au même moment la surface, la profondeur, et les abîmes sous la profondeur. »

Préserver la magie

Cécile Wajsbrot, qui aurait intérêt à traduire ce français cet étrange dialecte, préfère traduire Virginia Woolf dans ce charabia. Une entreprise difficile, mais dont elle vient à bout. Qu'on en juge. Voici deux exemples pris au hasard parmi d'autres, innombrables, dans sa traduction des *Vagues* : « Ces garçons affreux et beaux, pourtant, que Louis et toi, Neville, vous en êtes tant, ont filé, tournent la tête dans le même sens », nu encore : « Vos petites exaltations, vos transports puerils quand la bouilloire chauffe, que la brise soulève l'écharpe à pois de Jinny, qui flotte comme une toile d'araignée, sont les banderoles de soie qu'on agite devant le taureau qui charge. » Ce n'est plus de la trahison, c'est de l'assassinat.

Pour obtenir la traduction de ce galimatias et pour accéder aux *Vagues* en français, il faut recourir à la belle version de Marguerite Yourcenar, qui, certes, entretenait avec la traduction ces « rapports subtillement désinvoltes » évoqués dans sa biographie, mais qui a, peut-être, fait d'autant mieux œuvre d'écrivain. Son texte préserve la magie des pages « woolfiennes », leurs envollements et, surtout, le souffle qui parcourt les six vagues (celles de trois hommes et de trois femmes) disant six vies à tous les âges ; des vies charnelles,



Dans le jardin de Garsington.

véhémentes, poreuses à toutes les sensations.

Le roman est restitué à dans sa globalité, dans ses modulations, au prix, il est vrai, d'un certain manque de rigueur, d'une volonté de séduire, absente chez Virginia Woolf. Le lyrisme, l'harmonie y sont plus ostentatoires, mais la ferveur essentielle demeure et, diminue, la beauté. « C'est un texte de Yourcenar, ce n'est pas un texte de Woolf », se désolé Cécile Wajsbrot. Ce n'est surtout pas un texte de Wajsbrot, laquelle fait preuve d'audaces auxquelles ni Yourcenar ni Woolf n'ont songé. Aucune d'elles n'a inventé le mot « trottement » pour « trottement » et si Woolf fait dire à Rhoda : « ma robe et ma chemise », Yourcenar traduit tout bêtement par « ma robe et ma chemise ». Cécile Wajsbrot, elle,

préfère : « ma robe et ma culotte ».

Mais, plus grave, et dans l'idiome dont elle déient seule le secret, Cécile Wajsbrot, tout au long de l'ouvrage, supprime non seulement des adjectifs, voire des pans de phrases, mais élimine systématiquement les répétitions constantes voulues par Virginia Woolf et qui, incontestablement, finissent la dynamique de l'œuvre, la scandent, transmettent le harcèlement du désir et du temps, laissant entendre la respiration même de l'auteur, ses voix et ses échos.

Éliminés aussi les pronoms, les adverbes qui appartaient liens et sens. Ce que Virginia Woolf nommait souvent une « rhapsodie » devient une liste d'assertions arbitraires, une série de phrases incohérentes, engendrant

parfois des faux-sens, comme lorsque « ici ou en Grèce » se transforme en « ici, en Grèce ». Les erreurs abondent. On frémit, enfin, à l'idée de Virginia Woolf lisant, prétendument sans sa plume : « On jette un œil par la fente. »

Par ailleurs, « La pochotèque » présente un ensemble des six principaux romans de Virginia Woolf et de quelques nouvelles. De nouveaux traducteurs ont été convoqués. La version des *Vagues* demeure, cependant, celle de Yourcenar. Sage décision. Mais pour être les actes, sans doute l'ouvrage le plus important de la romancière, ne a conservé le travail de Charles Cestre, d'autant plus décevant qu'il avait, et fort mal, transcrit au présent un texte écrit, pensé à l'imparfait.

Prétendue modernité

Un enchevêtrement, en revanche, *Mrs Dalloway*, transmis en français par Pascale Michon, qui succède avec bonheur à André Maurois, trop académique. Elle restitue chaque nuance de l'itinéraire d'un homme jeune, Septimus, dont l'ineptie, au retour du front, atteint à la folie, et de celui, parallèle, d'une femme du monde peut-être aussi fragile, mais protégée.

On y retrouve le présent pulpeux, dramatique, capté dans la permanence de sa fugacité, le silence perçu comme une réserve de rumeurs et de sens indicibles, que les mots se peuvent épuiser, mais que Virginia Woolf sait évoquer avec ces mêmes mots. Une merveille ! Quel plaisir aussi de lire *Orlando* dans la langue claire, élégante, de Catherine Pappo-Musard.

Il n'en va pas de même avec *La Chambre de Jacob*. Pour reconstituer, tel un puzzle, la vie, la personnalité de Jacob, étudiant à Cambridge et qui va mourir à la guerre, Woolf n'omniprime jamais d'argot. Alors, pourquoi Magali Merle prête-t-elle à ce jeune

homme raffiné, vivant au début de ce siècle, des expressions anachroniques, telles que : « Ton baratin à la noix, tu peux le garder », « Glander par-là », « Des fois, c'est à se flinguer » et autres incongruités ? Est-ce pour justifier cette traduction nouvelle par une prétendue modernité ?

La même traductrice s'affronte à la *Promenade au phare*, ici réduite à s'intituler *Voyage au Phare*. La traduction précédente était plus fluide, fidèle et ne comportait pas des lourdeurs telles que « l'urgence conjoncturelle » pour « l'urgence de l'instant ». Mais, surtout, pourquoi la mise en page est-elle modifiée ? Où l'auteur avait décidé de séquences séparées par quelques lignes de blanc et un chiffre, chacune d'elles fait ici l'objet d'un chapitre composé parfois de trois lignes.

Le poids, le flot continu, le rythme sont ainsi rompus, déformés et le livre altéré dans sa substance, dans ses structures mêmes. On sait, pourtant, qu'à la Hogarth Press, qu'ils avaient fondée, Virginia Woolf et son mari Leonard étaient leurs propres éditeurs et que Virginia se félicitait de prendre elle-même toutes les décisions touchant à la publication de ses livres, en particulier celles de la mise en page.

S'il émane des travaux d'une Yourcenar ou de Pascale Michon, de Catherine Pappo-Musard, un charme, une efficacité qui, pour les deux dernières, répondent au projet d'apporter des versions supérieures aux antérieures, comment ne pas être consterné par la mauvaise qualité des autres — celle, surtout, de Cécile Wajsbrot, sourde à la langue française comme à la science prodigieuse de Virginia Woolf, cet écrivain qui pouvait, à la fin de sa vie, noter dans son *Journal* : « Je sens dans mes doigts le poids de chaque mot. »

Viviane Forrester